TRENTE-CINQUIÈME ANNÉE — N° 10 435 — 22 PAGES — VENDREDI 18 AOUT 1978

EN ISLANDE

Le chef du P. C. est chargé de former le gouvernement

LIRE PAGE 22



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 130 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, $ 0,75; Danemark, 3,75 kr.; Espagne, 40 pes.; Grande-Bretagne, 25 p.; Grèce, 22 dr.; Iran, 50 ris.; Italie, 400 l.; Liban, 200 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 24 esc.; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 85 cts; Yougoslavie, 13 din.

Tarif des abonnements page 14

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

La crise du dollar

Tardive prise de conscience

M. Carter est-il vraiment décidé à prendre les mesures qui s'imposent pour arrêter la baisse du dollar ? Le « conseil de guerre » qu'il a réuni mercredi 16 août et auquel participaient MM. Michael Blumenthal, secrétaire au Trésor, et William Miller, président du Federal Reserve Board, permet de penser que les stratèges de la Maison Blanche s'apprêtent à réviser certaines de leurs priorités.

Le président des Etats-Unis s'inquiète des conséquences de la chute du dollar sur la santé profonde de l'économie américaine (le rythme de l'inflation frôle maintenant les 10 % l'an), mais aussi sur la cohésion politique du monde occidental. L'Allemagne et la France n'ont-elles pas montré, lors du récent sommet européen de Brême au début juillet, qu'elles acceptaient de plus en plus difficilement que la grande Amérique continue de semer l'inflation à tout vent. M. Carter ne s'est pas seulement senti désigné du doigt — l'Amérique en a l'habitude, — il a été critiqué et contré. Il commence à en tirer les conséquences.

En annonçant clairement ses intentions, M. Carter ne risque-t-il pas, en cas d'échec, de voir son autorité davantage discutée ? La demande faite à MM. Blumenthal et Miller de lui rendre compte sans retard des meilleurs moyens à employer pour redresser le dollar a été bien accueillie par les milieux boursiers et cambistes. Peut-être les milieux d'affaires sont-ils maintenant convaincus qu'une croissance économique, aussi remarquable soit-elle (elle dure depuis 1975), reste à terme menacée si elle se nourrit de trop d'inflation et d'un déficit commercial exorbitant (celui des Etats-Unis dépasse les 30 milliards de dollars par an).

La nouvelle orientation américaine sera bien accueillie par l'étranger. En Europe, l'opinion publique n'a pas assez mesuré à quel point la perte de valeur du dollar contient les germes d'une nouvelle dépression mondiale. On a certainement trop tendance à croire que les chefs d'entreprise japonais et allemands peuvent absorber toutes les modifications monétaires, — aussi importantes soient-elles, — sans conséquences graves pour leur activité. Les alliés des Etats-Unis ne peuvent guère accepter des désordres économiques qui menaceraient leur cohésion sociale et politique interne.

La décision de M. Carter fera également plaisir aux milieux internationaux, dont l'O.C.D.E. a récemment exprimé les désirs en assurant qu'« après plus de trois années de reprise le problème de l'inflation devait maintenant recevoir la toute première priorité ». Mais que peut faire M. Carter, qui ne soit pas seulement à courte vue ? En dehors de l'action classique sur le loyer de l'argent — qui peut ralentir sérieusement une croissance économique menacée d'essoufflement, — le président des Etats-Unis se trouve confronté à deux problèmes essentiels : celui de l'énergie et celui d'une politique des prix et des salaires.

L'essentiel de l'énorme déficit commercial américain — cause et effet de la chute du dollar — est constitué par d'extravagantes importations d'énergie qui atteignent actuellement 30,5 milliards de dollars par an. Aussi longtemps que l'exécutif américain n'aura pas réussi à convaincre le Congrès qu'il est indispensable pour les Etats-Unis de réduire leur consommation de pétrole, le dollar continuera d'être faible et les prix intérieurs continueront de monter.

L'autre problème est celui de l'évolution des salaires ; on se souvient des mineurs de charbon qui finirent par arracher en mars des avantages appréciables — et d'ailleurs mérités — au terme d'une grève longue et difficile. Les mineurs ont donné l'exemple. Les grands syndicats ont réussi à conclure des accords prévoyant 9,5 % d'augmentation de salaires pour l'année. C'est probablement trop pour l'économie américaine.

La monnaie américaine s'est redressée après que M. Carter eut pris l'engagement d'assurer sa défense

Les marchés des changes ont bien accueilli les déclarations du président Carter, qui « profondément préoccupé » *par la* « forte baisse du dollar », *a demandé, le 16 août, à MM. Blumentahl, secrétaire au Trésor, et William Miller, président du Federal Reserve Board,* « de lui faire connaître les mesures qu'ils lui conseillent de prendre pour faire face à la situation ».

Les cours de la devise américaine se sont redressés, parfois sensiblement, sur toutes les places financières, jeudi 17 août. Le dollar valait 4,30 francs français (contre 4,24 francs la veille) à Paris, 1,9729 deutschemark (contre 1,9470) à Francfort, 1,62 franc suisse (contre 1,59) à Zurich, 187 yens (contre 183,9) à Tokyo. A Londres, la livre s'échangeait à 1,9550 dollar (contre 1,98). A l'inverse, l'or a fléchi. Le cours de l'once s'est rétabli à Londres à 210,45 dollars contre 215,75.

Aucune information n'a filtré à l'issue de la réunion du Conseil fédéral helvétique (gouvernement) qui a siégé mercredi en présence de M. Leutwiller, président de la Banque nationale suisse. Une nouvelle réunion a eu lieu jeudi matin. On n'excluait pas que les autorités helvétiques, appuyant en quelque sorte l'initiative du président Carter, prennent des mesures pour freiner l'afflux des capitaux dans la Confédération.

On confirme à Paris que les représentants des ministres des finances des dix pays les plus riches du monde se retrouveront dans la capitale française les 7 et 8 septembre. Cette réunion, prévue de longue date, n'est pas liée à la situation monétaire mais doit préparer la session annuelle du Fonds monétaire international.

On parle depuis si longtemps et si fréquemment de la baisse du dollar qu'on en vient à ne plus exactement apprécier l'ampleur du phénomène. Qu'en est-il exactement ? Depuis janvier 1977, la devise américaine a fléchi de 40 % environ vis-à-vis du yen et du franc suisse ; de 17,5 % vis-à-vis du deutschemark ; de 14 % environ vis-à-vis du franc français. On a donc assisté ces derniers mois à un double mouvement sur les marchés des changes : une baisse sensible du dollar mais aussi une forte hausse du yen et du franc suisse, dont les cours se sont appréciés sur tous les marchés mondiaux.

Les effets des remous monétaires ne sont pas immédiats. Ainsi il peut sembler paradoxal que la baisse *continue de la devise américaine* vis-à-vis des deux grands pays exportateurs que sont le Japon et l'Allemagne fédérale se traduise par... un excédent record de la balance commerciale du pays du Soleil levant et par un déficit, également record, de celle des Etats-Unis !

Le phénomène est moins paradoxal qu'il n'y paraît. Au-delà des achats de pétrole considérables effectués par les Etats-Unis — achats qui pèsent lourd dans le déficit commercial américain, — il faut bien voir que durant cette période les « effets pervers » de la dévaluation déguisée du dollar — pour parler comme les spécialistes — ont joué à plein : le renchérissement des produits importés par les Etats-Unis, lié au recul du dollar, n'a pas été compensé par des exportations supplémentaires de produits fabriqués outre Atlantique.

PHILIPPE LABARDE.

(Lire la suite page 19.)

Les menaces contre le régime iranien

- *L'agitation se poursuit dans la capitale*
- *Téhéran met en cause les Palestiniens*

Une semaine après le déclenchement, à Ispahan, de la nouvelle vague d'émeutes en Iran, le mouvement a atteint, mercredi 16 août, le « bazar » de Téhéran qui, à l'appel du Front national, s'était mis en grève pour marquer sa solidarité avec les victimes de la répression. En fin de matinée, l'armée avait investi le « bazar » et bouclé les rues qui l'entourent. Dans l'après-midi, la police est intervenue à la *mosquée Azarbahedani, où plusieurs dizaines* de milliers de personnes s'étaient rassemblées pour écouter l'ayatollah (chef religieux) Ghaffari. Les policiers ont dispersé la foule en utilisant des grenades lacrymogènes et procédé à de nombreuses arrestations.

Dans la matinée, M. Karim Sandjabi, porte-parole du Front national, avait déploré le caractère violent des émeutes mais réaffirmé néanmoins la solidarité de son parti avec les manifestants. « L'agitation, a-t-il déclaré, continuera vraisemblablement encore pendant une période indéterminée parce que la raison principale du mécontentement du peuple est l'actuel fonctionnement et la structure du système politique en Iran. » Ce jeudi matin, le porte-parole du gouvernement reconnaissait qu'une « agitation de moyenne ampleur » se poursuivait dans de nombreuses villes iraniennes.

Pour la première fois, le gouvernement a mis en cause l'O.L.P. en accusant la résistance palestinienne d'entretenir d'étroits « contacts » avec les « éléments subversifs » à l'origine des émeutes de la semaine écoulée dans les principales villes d'Iran.

Le chah, qui devait regagner Téhéran ce jeudi matin, venant de sa résidence d'été de Nowshahr, après quarante-deux jours de vacances, devait exposer devant les journalistes les grandes lignes de sa politique. On s'attend qu'il réaffirme sa décision de « libéraliser » son régime, « tout en frappant d'une main de fer les fauteurs de troubles ».

M. Darius Homayoun, ministre de l'information, a déclaré mercredi qu'« il n'y aurait qu'un seul parti, le Rastakhiz (parti gouvernemental) », et que « la reconstitution d'autres partis n'était pas prévue », dans la perspective des élections de juin 1979, auxquelles ne seront autorisés à participer que « divers groupes politiques ». Ces propos soulignent les limites de la « démocratisation ».

Une « libéralisation » trop tardive

La prudence nouvelle des familiers de la cour, l'incertitude manifeste des intellectuels « libéraux » de Téhéran, le laconisme des chancelleries : plusieurs symptômes caractéristiques attestent aujourd'hui que le chah d'Iran n'est plus assuré de conserver un pouvoir conquis le 19 août 1953 (il y a vingt-cinq ans presque jour pour jour), avec l'aide de la C.I.A.

L'embarras qui paraît gagner du terrain à Washington ne permet même plus aux Pahlavi de tabler *absolument* sur le fidèle soutien d'une Amérique qui a trop investi depuis un quart de siècle à Téhéran pour se permettre de jouer, demain encore, sur un perdant. Visiblement, cette fois, la Maison blanche hésite. Le refus partiel de l'administration Carter, exprimé le 16 août, de livrer de nouvelles armes perfectionnées à Téhéran prend, à point nommé, valeur d'avertissement (1).

Est-ce donc la fin d'un règne ? On n'en est pas vraiment là. S'appuyant sur une armée puissante et choyée par le régime, le chah dispose encore de sérieux atouts dont le moindre n'est pas l'absence d'une claire solution de rechange capable de subroger sans drame cette dictature vacillante. Il reste que rarement contestation politique aura paru aussi troublante que ce ressac d'émeutes venant recouvrir tous les quarante jours, avec une régularité d'horloge, les velléités tardives et brouillonnes de libéralisation.

Dans ces révoltes populaires resurgissant sans cesse et dont chacune se nourrit des colères et des drames de la précédente, il y a l'amorce d'un engrenage dont l'histoire a montré qu'il était souvent fatal. Entre deux explosions, les concessions successives faite depuis six mois par le chah — purge de la Savak, amnistie de prisonniers politiques, introduction d'un semblant de pluralisme, relâchement de la censure — passent plus pour des aveux de faiblesse que pour une réelle volonté de changement.

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

(Lire la suite page 4.)

(1) Il s'agit de 31 « Wild Weasel », système très perfectionné d'attaque anti-radar, monté sur chasseurs F 4-G dont l'armée américaine elle-même n'est équipée que depuis deux ans et que le chah désirait acquérir. *Cette requête divise, semble-t-il,* l'administration américaine, et selon des sources proches du Département d'Etat, le refus de Washington ne serait pas définitif.

LA SUCCESSION DE PAUL VI

L'Église devrait devenir catholique...

par HENRI FESQUET

La mort est la porte du rêve. Les vivants sont si lointains et parfois si encombrants... Face au néant tout redevient possible. Le pape est mort. *Rêvons un peu. Il serait* dommage de se précipiter pour le remplacer et, pour quelque raison que ce soit, il est heureux que le début du conclave ait *été* repoussé au 25 août. Ainsi peut-on se donner le temps de la réflexion.

Le pape est utile, il n'est pas indispensable. Les Eglises qui s'en passent (orthodoxe, protestante, anglicane) en administrent tant bien que mal la preuve. A la faveur du vide laissé par Paul VI, on perçoit mieux certaines évidences jusque-là voilées. Pause bénéfique, pause déterminante aussi puisque d'elle, dépend l'avenir de l'Eglise pour de longues années.

Le charbonnier dont on dit qu'il a la foi, l'intellectuel qui n'est pas forcément un abstracteur de quintessence, le mystique qui voit tout par le grand bout de la lorgnette, l'ecclésiastique dont les intérêts de l'Eglise obstruent l'horizon, l'homme de la rue influencé par la télévision ou les magazines, tout ce monde là a, aujourd'hui, le droit ou le devoir d'interroger l'avenir et de s'exprimer sur ce qu'il espère ou non du prochain successeur de Pierre.

Chacun a sa petite ou ses grandes idées sur les tâches qui attendent le prochain pontificat. De la foi, ou de l'Eglise romaine, on dit qu'elles sont désormais hors les murs à l'image de la basilique romaine de Saint-Paul — le missionnaire — qui a été *édifiée aux abords de la cité, sur* la route qui mène aujourd'hui à l'aéroport... Peut-être est-ce la première constatation qui vient à l'esprit ; la plus importante aussi, car elle commande tout : il n'existe plus de forteresse religieuse. Toute parole d'Eglise atteint peu ou prou l'ensemble des hommes, même si elle ne les influence guère. Il est devenu indispensable de ne rien dire, ou laisser diffuser, qui ne puisse être reçu par le plus grand nombre. Les impairs commis si souvent par la Curie romaine dans la rédaction des documents (concernant par exemple la sexualité) ne sont plus admissibles.

La manière de concevoir les *rapports de l'Eglise et du monde* est à réviser. Il convient de prendre conscience que l'Eglise fait partie du monde, qu'elle est faite autant pour les non-croyants que pour les fidèles. D'ailleurs l'Eglise vit du monde beaucoup plus que le monde vit de l'Eglise. Le monde c'est le sang de l'Eglise et c'est pour lui que le Christ s'est incarné. En conséquence, non seulement les signes extérieurs doivent être adaptés à la sensibilité du monde moderne mais aussi les modes d'expression de la foi, de la liturgie, et le style des discours. A quoi servent ces homélies interminables — à l'italienne, — ces encycliques subtiles et compliquées que peu de personnes lisent jusqu'au bout ? L'Eglise catholique parle trop et n'est guère entendue, même des chrétiens. Croirait-elle que le verbe tient lieu d'action ? Pourquoi continuer à confondre la fonction du pape avec celle d'un orateur ou d'un écrivain ? Combien de pages compte l'Evangile, au regard de l'incommensurable masse de documents romains publiés depuis 1939, date de l'avènement de Pie XII ?

Mais si l'Eglise est trop bavarde, il lui arrive cependant de rester elliptique, voire muette, sur de graves problèmes qui troublent nos contemporains. Elle demeure tributaire d'un langage de spécialistes, et surtout des impératifs de la diplomatie ; elle est trop liée — par le canal des nonciatures — aux gouvernants. Ses démarches publiques (il en est d'autres, méconnues) manquent de netteté. Hésitant à heurter de front les puissants, elle déçoit le peuple.

Aussi longtemps que le pape restera chef d'Etat, il peut difficilement acquérir une indépendance d'esprit et de méthodes suffisantes pour se compromettre clairement aux côtés des faibles.

Comment ne pas souscrire à ce vœu récent du Père Bruckberger : « *Donnez-nous un pape qui n'ait pas dépensé sa vie dans les antichambres, les chancelleries* [...] *Epargnez-nous un pape diplomate et politique !* » L'Eglise n'a pas à se pencher avec condescendance sur l'immense cohorte des déshérités.

(Lire la suite page 13.)

AU JOUR LE JOUR

Chronique terrienne

Cette année-là, quand les nouveaux maîtres de la Chine se rendirent à Belgrade et à Bucarest pour y parler des affaires du temps et de l'indépendance des peuples, il y eut comme un souffle glacé s'élevant des tours du Kremlin.

Cette année-là, quand les nouveaux maîtres de la Chine signèrent un traité avec l'empire du Soleil-Levant pour accorder l'histoire à la géographie asiatique, il y eut comme un souffle coupé s'élevant des tours du Kremlin.

Les chroniques du temps disent également que l'on célébrait cette même année le dixième anniversaire du jour où l'on avait retrouvé les tours du Kremlin dans la ville de Prague.

On voit qu'en ces temps lointains l'histoire était déjà une vieille dame.

BERNARD CHAPUIS.

LES TRESSAGES DE FRANÇOIS ROUAN

Du côté de Golconde

Par quoi remplacer l'objet ? disait Kandinsky. Comment remplacer l'image, la perdre, la retrouver, lui donner en tout cas une autre existence, une autre densité que celle de l'anecdote formelle ou objective ? C'est sans doute la question que s'est posée François *Rouan, dont on peut voir actuellement à Marseille* une rétrospective *remarquablement conçue et présentée dans la* belle lumière, le bel espace blanc et déjà presque oriental du musée Cantini.

« La peinture parle toujours contre l'image », dit François Rouan. Oui, mais à force de parler contre l'image et de « parler *contre » tout court, elle finira par* devenir muette, par ne rien montrer, quitte à bavasser du « théorique » à longueur de journée. Le vertige du rien a d'abord été la hantise de la page blanche, la maladie de l'écrivain (Mallarmé, Jules Renard). La plupart des peintres en sont aujourd'hui atteints : « J'avais besoin de peindre et rien à peindre », dit encore Rouan. Découper, tresser des papiers puis *des toiles, fut le moyen de sortir* de l'impasse, de faire ses gammes, de réapprendre à parler.

Qu'on lise Rouan ou qu'on lise Dominique Bozo, son plus fidèle et lucide commentateur, il n'est pas très facile de voir pourquoi le tressage permet de passer du contingent au nécessaire, de l'image qui fuit au signe qui est.

ANDRÉ FERMIGIER.

(Lire la suite page 15.)

Le Monde

idées

FEMMES

VUES ET REVUES par Yves Florenne

De mode et de mer

LA question sociale fondamentale, celle du pantalon, *se posait déjà dans toute* sa force il y a un siècle.

Le pantalon pour les femmes, s'entend. Au-dessus d'une rumeur de sarcasmes, mépris, malédictions, insultes, empoignades et autres pantalonnades, le pantalon donnait lieu, vers 1875, à de graves débats, à d'inquiètes enquêtes, à la consultation des augures. Entendez Mallarmé répondre : « *Je ne suis devant votre question, comme devant les chevaucheuses de l'acier, qu'un passant qui se gare, mais si leur mobile est celui de montrer des jambes, je préfère que ce soit d'une jupe relevée, vestige féminin, pas du garçonnier pantalon, que l'éblouissement fonde, me renverse et me darde.* »

Voilà un homme ! — Corydon, lui, pouvait songer, encore discrètement, à l'avantage de trouver dans le « garçonnier pantalon » des illusions momentanées. N'importe : points de vue d'hommes, toujours. Alors que là n'était pas, ne serait jamais la question. Cette révolution apparemment vestimentaire, d'origine royale, notez-le, puisque la petite reine en était l'instigatrice ou l'occasion, elle était, dans le fait même et de manière aveuglante, une révolution d'amazone (les vraies, qui *ne montaient* nullement en amazone). Prise de conscience, de parole, de liberté, prise de pouvoir, dont le pantalon était et demeure non seulement le symbole, le drapeau, mais le siège. Depuis longtemps Molière l'avait dit à peu près, si bien payé qu'il fût d'ailleurs, pour n'en rien croire : du côté de la culotte est la toute-puissance.

Que la vertu du pantalon soit *tout* entière dans le fond des choses et non à leur surface, on n'en saurait douter quand on entend les femmes célébrer, avec une foi quasi mystique, l'affranchissement par le pantalon, — ce vieux tyran, ce carcan qui a trouvé sa forme la plus unisexuellement oppressive sous le nom étranger de jean. Commodité du pantalon, disent-elles aussi, son côté (nous aimerions savoir lequel) si pratique ; du moins font-elles bien de n'invo*quer que très incidemment* la décence. Car il ne s'agit de rien de tout cela, mais uniquement de principes. On ne l'a jamais vu si clairement que dans le temps de pénitence qui suivit le temps de jouissance, alors que le gouvernement de la France, pourtant si terriblement occupé, avait aussitôt légiféré pour interdire le pantalon aux femmes à bicyclette. Pour combler Mallarmé, ce ne furent alors que *jupes relevées, ballonnées, envolées.* L'éternel masculin s'est toujours servi des circonstances pour renforcer son pouvoir, en se ménageant de l'agrément,

Mais, dira-t-on, que vient faire ici le poète le plus pur, le plus immarcescible, le plus somptueusement nu, le plus évidemment mal armé pour connaître et débattre du vêtement féminin ? C'est bien ce qui vous trompe. Il est vrai qu'il n'y a guère que les mallarméens pour le savoir, en faire leurs délices et un objet de leur étude : Mallarmé, apparemment le plus étranger, réfractaire, inapte à quelque forme que ce soit de journalisme, Mallarmé a fondé, dirigé, rédigé, à lui tout seul, une revue de mode. Et bien moins par nécessité que pour le plaisir.

Ce fut *la Dernière Mode*, qui portait ce sous-titre en quelque sorte totalitaire : *Gazette du monde et de la famille.* Introuvable, bien entendu, et depuis très longtemps. Gourmont demandait déjà qu'on en fît un volume : « *Qui nous donnera cette joie ?* » Trop modeste pour dire « *moi* », Jean-Paul Amunategui peut aujourd'hui répondre : « *Voici* », en tête de ce recueil qui nous est enfin offert et qu'il présente avec ferveur (1).

Il rappelle d'abord ce que Mallarmé, plus tard, écrivait avec nostalgie de ces pages qui « *servent encore, quand je les dévêts de leur poussière, à me faire longtemps rêver* ». A les feuilleter, le lecteur entre dans le rêve mallarméen et découvre, du rêveur, des profondeurs à peine soupçonnées. Prenez garde qu'avec le mot « rêve », et lui répondant, l'autre mot important de cette rêverie est : « dévêts ». Grâce à ces vêtements et ces dévêtements purement professionnels, le poète d'*Hérodiade* a pu donner un instant quelque carrière clandestinement publique au grand érotique qu'il était — qu'il ne pouvait être, qu'il lui fallait refouler. A travers toute sa fascination baudelairienne, on imagine de quel éclat de pierres et de satin aurait brillé pour lui cette feuille du *Carnet* de Baudelaire, cette toilette pour Agathe — si seulement il avait pu la connaître : « *Coiffure à l'enfant, bouclée et répandue sur le dos... Boucles d'oreilles, colliers, bracelets, bagues. Robe décolletée, les bras nus. Pas de crinoline. Bas de soie très fins, à jours, noirs si la robe est noire. Roses si la robe est claire. Souliers très découverts. Jarretières galantes.* » C'est la volupté même, et la même précision (pour écrire de mode, Mallarmé n'écrit certes pas de chic : il sait tout des choses et du vocabulaire, sa poétique, sa rhétorique, sa technique modistes sont, elles aussi, très savantes) avec lesquelles il caresse ses descriptions : « *Première jupe de faille en poult de soie rose à trois revers de satin et tablier en tulle illusion à gros bouillons...*

Quel spectacle !

De blonde, de soie et de velours, il peut faire des débauches : *il est piquant que dans* ces temps où chevauchent les amazones hardiment culottées (ma foi, c'est un pléonasme), jamais les femmes n'auront été à ce point surchargées d'étoffes, de fourrures, de passementerie, véritables expositions moins de modistes et de « grandes faiseuses » que de tapissiers ; incroyable accumulation, sur le corps le plus fragile, de poufs, coussins, tournures, crépines, glands, nœuds, torsades, cordelières, *franges, volants, baldaquins*, lambrequins, manteaux d'arlequin, draperies à coulisses, rideaux de théâtre... Quel spectacle ! Les dessous, naturellement, ne sont pas négligés, et Mallarmé s'attarde au corset « *d'un travail si parfait qu'on ne le cache qu'à regret sous la robe* ». Aussi, quittant les lacets sifflants des Bovary, ses clientes, le voilà qui rêve de quelque Clorinde, la vêtant de cuirasses et de cottes de mailles, jais, acier bruni, mêlées de perles et de pointes. Cette époque encore vaillante avait fait du déshabillage un supplément aux travaux d'Hercule.

N'oublions pas le poème de la chaussure et des gants, sans quoi jamais ne pourront « *ce pied se cambrer, non plus que cette main se faire voir nue* ». Enfin, d'abord — baudelairien plus que jamais, — il ne cesse de plonger les mains dans le coffre aux bijoux, pour les suspendre, les répandre au col, aux bras, aux doigts, dans des chevelures. J'ai dit que, dans sa revue, son magazine, son magasin, il fait tout, écrit tout, est partout, Frégoli de la mode et de l'écriture : c'est lui Marasquin, le directeur ; lui, Marguerite de Ponty et miss Satin ; à lui, la correspondance avec ses abonnées : il répond, *conseille, renseigne, régente*, rassure, habille, habille ; il met, ici et là, de la couleur : Zizy mulâtre de Surate ou Olympe la négresse, c'est toujours lui. Lui encore le chroniqueur dramatique candidement enchanté par *le Demi-Monde, le Tour du monde en 80 jours*, comme par *le Vignoble de la veuve Pichois.* Non moins lui, enfin, « le chef de bouche de chez Brébant », qui compose des menus — rien moins que menus.

Voilà le plus simple, celui d'un « Déjeuner au bord de la mer » : *Huîtres, canapés d'anchois ; Filets de sole à la Saint-Malo ; Côtelettes de mouton Maintenon ; Suprême de homard au beurre de Montpellier ; Poulet à la Duroc ; Sorbet au porto...* Vous croyez peut-être que c'est fini ? Erreur (le mot « entremets » avait alors un sens) : *Dindonneaux nouveaux ; Hirondelles de mer ; Salades — Coquillages de mer en buisson ; Légumes du pays ; Glace pralinée aux amandes fraîches. Desserts. Vins : de Saint-Bris, de Nuits, Léonville, Haut-Brion.* » Pour ce qui est du menu de « grand dîner », retour à Paris, il faudrait tout un feuilleton. Depuis, nous nous sommes mis à couver, dans les transes et les stress, avec le secours de la Sécurité sociale et de la nouvelle cuisine, qui n'est pas nouvelle et n'est pas de la cuisine, nous nous sommes mis à pouponner anxieusement notre chère santé.

Ne quittons pas encore la mer. Car, entre les demoiselles cyclistes et les dames harnachées, on avait eu à faire place aux nageuses : elles sont à l'honneur sur la couverture de *la Dernière Mode*, fendant la vague, cinglant droit sur la baignoire — rapprochement de l'humour ? — où, beaucoup plus décolletées, ruisselantes des perles que les plongeurs, sans doute, leur ont rapportées, de belles spectatrices ne rament nonchalamment que de l'éventail.

Costumes de bain encore très « collet monté », certes. N'importe : Biarritz remplaçait Spa. Déjà le pantalon perçait sous la basque. Cependant que, maintenus encore dans la féminité, l'ordre et le silence, des pensionnats entiers, escortés de cornacs à cornettes, marchaient vaillamment à la mer, en robes de lin évidemment vagues, très longues et très provisoirement décentes. Nul doute que Mallarmé et son Faune, embusqués derrière des buissons de coquillages, ne fussent ardemment aux aguets, attendant qu'émergeassent, enlacées par leur fil mouillé, ces jeunes Parques soudain plus nues que nature, et ruisselantes, elles, de « diamants extrêmes ».

Mais cela, c'est Valéry qui — à peu près, — le dira.

(1) Recueil en fac-similé, illustré, 37 × 26, Edit. Ramsay, 27, rue de Fleurus.

FEUILLETON 34 — 18 AOUT 1978

ADIEU CALIFORNIE

par Alistair MacLean

Le sergent de police démissionnaire Ryder mène une enquête privée sur le vol de combustibles nucléaires avec prise d'otages qui a eu lieu à la centrale de San-Ruffino. Sa femme et sa fille ont été enlevées. Ryder a déjà procédé à l'arrestation du chef de la police locale Donahure, mais presse le F.B.I. de répondre sur d'autres points obscurs de l'enquête. Pendant ce temps, les otages de Morro, détenus au château d'« Adlerheim », mènent une existence paisible.

HEALEY, Bramwell et Schmidt s'étaient réunis dans le salon de Burnett après le dîner, qui avait été excellent comme l'était toujours la chère à « Adlerheim », mais passablement sombre, comme l'étaient la plupart des repas, d'autant plus que celui-ci n'avait pas bénéficié de la présence de Susan, qui avait mangé avec sa fille. Carlton, lui non plus, n'avait pas paru à table, mais on s'en était à peine aperçu, car le chef adjoint du service de sécurité de San-Ruffino était devenu extrêmement insociable : sombre, renfermé, voire dissimulé. Les autres supposaient qu'il remâchait ses carences et ses échecs dans l'exécution de sa mission. Donc, après avoir mangé rapidement, dans un silence funèbre, ils s'étaient retirés aussi vite qu'ils pouvaient le faire décemment, et, maintenant, Burnett leur dispensait avec sa générosité habituelle une hospitalité postprandiale qui, dans le cas particulier, consistait en un excellent cognac.

« Excusez-moi de vous déranger, messieurs, dit Morro, en pénétrant dans la pièce accompagné de Dubois, mais les soirées sont un peu mornes, ici, et je pense que vous pourriez prendre plaisir à voir quelque chose de nature à stimuler votre curiosité scientifique. Je ne voudrais pas ressembler à un montreur dans un cirque; mais je suis certain que vous serez *surpris, je devrais même dire* abasourdi, par ce qu'Abraham et moi avons l'intention de vous faire voir. Est-ce que cela ne vous ennuie pas de m'accompagner, messieurs ? »

Deux hommes en gandoura les attendaient dans le couloir : cela n'émut pas outre mesure les quatre physiciens, car il n'y avait là rien de nouveau, et il était tout aussi certain qu'ils avaient des mitraillettes cachées dans les plis de leurs robes. Mais ce qui était inhabituel, c'est que l'un d'eux portait un magnétophone. Comme toujours, Burnett fut le premier à élever des objections.

« Qu'est-ce que votre esprit retors a encore manigancé, Morro ? A quoi doit servir ce foutu magnétophone ?

— A prendre un enregistrement, répondit patiemment Morro. J'ai pensé que vous aimeriez être le premier à informer vos concitoyens de ce que j'ai ici et de ce que cela implique pour eux. Ainsi, nous mettrons un terme à ce que le Dr Healey a appelé des « spéculations épouvantées », et le public connaîtra l'effrayante réalité. Presque certainement, sa peur sera alors remplacée par une panique aveugle, telle que jamais aucune population n'en a connue auparavant. Mais cela se justifie. Cela se justifie parce que cela me permettra de réaliser ce que je souhaite et, ce qui est plus important de votre point de vue à vous, de le réaliser en épargnant les vies de millions de personnes, dont la mort est tout à fait concevable si vous refusez de collaborer avec moi. »

∴

L'ascenseur était extraordinaire. En surface, il ne faisait guère plus d'un mètre et demi sur deux, mais le plafond s'élevait à au moins cinq mètres du plancher. Les visages des quatre physiciens ayant manifesté leur étonnement, Morro dit, avec un nouveau sourire, tandis que l'ascenseur se mettait à descendre avec un grincement plaintif :

« Je reconnais que la forme de cette cabine est bizarre, mais vous en comprendrez la raison d'ici un instant. »

L'appareil s'arrêta, la porte s'ouvrit et les huit hommes pénétrèrent dans une pièce carrée d'environ six mètres de côté. Parois et plafond paraissaient taillés dans le roc, mais le sol était fait de béton lisse. Contre l'un des murs étaient entassées des feuilles d'acier, trempé ou inoxydable, on ne pouvait le dire ; contre un autre, des feuilles d'aluminium. Pour le reste, la pièce constituait un atelier de mécanique équipé de façon très complète : tours, presses, perceuses, cisailles, chalumeau oxhydrique, râteliers d'outils étincelants.

« C'est ce qu'on appelle, dans une fabrique d'automobiles, l'atelier de carrosserie. C'est ici que nous fabriquons les récipients. Je n'ai pas besoin de vous en dire davantage. »

Tout le long du plafond courait un rail de métal auquel étaient suspendues des chaînes mobiles ; il continuait dans la pièce suivante, laquelle abritait une longue table, garnie tout autour de brides circulaires en métal. Des deux côtés de la table se dressaient des étagères de rangement grillagées, qui contenaient des récipients d'acier bien séparés les uns des autres et placés à intervalles réguliers. Morro ne s'arrêta même pas.

« Plutonium à gauche, uranium-235 à droite, dit-il, tout en poursuivant son chemin jusqu'à une troisième pièce plus petite. Voici l'atelier d'électricité, messieurs. Mais cela ne vous intéressera sûrement pas. C'est la prochaine étape qui va vous fasciner. Toujours en termes de fabrication d'autos, c'est ce qu'on appelle l'atelier d'assemblage. »

Morro ne s'était pas trompé : les quatre physiciens étaient littéralement fascinés, comme ils ne l'avaient jamais été de leur vie. Non pas par les détails de l'atelier d'assemblage : ce qui, d'entrée de jeu, captiva leur attention incrédule et horrifiée, ce fut le rayon fixé à la paroi de droite ou, plus précisément, ce que ce rayon supportait : tenus verticalement côte à côte par des brides d'acier, dix cylindres de trois mètres et demi de haut et d'une douzaine de centimètres de diamètre. Ils étaient peints en noir mat, sur lequel ressortaient deux bandes rouges, de deux centimètres et demi d'épaisseur chacune, qui entouraient chaque cylindre au tiers et aux deux tiers de sa hauteur. A l'extrémité la plus éloignée de la rangée, deux brides supplémentaires ne tenaient rien du tout. Morro regarda l'un après l'autre les quatre physiciens : sur chaque visage on pouvait lire la même expression, c'est-à-dire une consternation profonde associée à une certitude écœurée. Quant au visage de Morro, il n'exprimait rien du tout : ni humour, ni triomphe, ni satisfaction, rien.

Au prix d'un effort herculéen, Burnett maîtrisa sa colère et, dévisageant Morro avec une expression méditative et soupçonneuse, il dit lentement :

« Je dois reconnaître que ces machins *ressemblent* à tante Sally.

— Vous êtes en train de suggérer... quoi, professeur Burnett ?

— Je suggère que tout cela est un canular, un bluff gigantesque. Je suggère que toute cette quincaillerie de fantaisie que vous avez assemblée ici n'est qu'une devanture, un étalage à grande échelle. Je suggère que vous êtes en train d'abuser mes collègues et d'essayer de m'abuser moi aussi pour nous inciter à déclarer au monde entier que vous possédez effectivement ces armes nucléaires, alors qu'en fait il ne s'agit que de maquettes. Vous n'êtes pas ingénieur, Morro. Pour fabriquer ici les composants de ces armes, il vous aurait fallu toute une équipe d'ouvriers hautement spécialisés : découpeurs de métaux, modeleurs, tourneurs, mécaniciens-ajusteurs. Ce sont des spécialistes très difficiles à trouver, très bien payés, qui ne souhaitent pas compromettre leur carrière en travaillant pour un criminel.

— Bien dit, fit Morro. Observations intéressantes, mais, si je puis m'exprimer ainsi, purement et simplement divertissantes. Avez-vous terminé ? »

Burnett ne répondant pas, Morro traversa la pièce et se dirigea vers une grande plaque d'acier encastrée dans l'un des murs. Il appuya sur un bouton, et la plaque coulissa avec un petit grincement, révélant une porte carrée en treillis de fil de fer. Au-delà de la porte, on pouvait voir six hommes, dont deux étaient assis à regarder la télévision, deux lisaient et deux jouaient aux cartes. Tous les six tournèrent la tête vers la porte en treillis : leurs visages étaient pâles et tirés et exprimaient quelque chose qui n'était ni la haine ni la peur mais une sorte de mélange des deux.

« Sont-ce là les hommes dont vous parliez, professeur ? dit Morro, toujours sans la moindre nuance de satisfaction ou de triomphe. L'un est modeleur, l'autre découpeur de métaux, deux d'entre eux sont fraiseurs, le cinquième est mécanicien-ajusteur et le dernier électricien ou, plutôt, spécialiste en électronique. Peut-être, ajouta-t-il en se tournant vers les six hommes, pourriez-vous confirmer que vous êtes bien des techniciens spécialisés dans les branches que je viens d'énumérer ? »

Les six hommes se tournèrent vers Morro et gardèrent le silence : mais leurs lèvres serrées et leurs visages dégoûtés parlaient pour eux. Morro haussa les épaules.

« Bon, bon. Cela leur arrive de se comporter ainsi : refus irritant, mais momentané, de coopération... Plus exactement, ils n'ont jamais appris à coopérer comme il le faudrait... »

Morro traversa la pièce, pénétra dans une sorte de cagibi qui servait de bureau et prit le téléphone. On ne pouvait entendre ce qu'il disait, et il resta dans la petite cabine jusqu'au moment où un homme que les physiciens ne connaissaient pas entra dans la pièce. Morro alla à sa rencontre et l'amena vers le petit groupe.

« Je vous présente Lopez », dit-il.

Lopez était un petit homme rondouillard, au visage potelé, au front bas, à la moustache et aux cheveux noirs, avec un sourire de bonne humeur qui paraissait être fixé en permanence sur ses lèvres. Il salua, sans dire un mot, garda son sourire pendant que Morro parlait.

Morro désigna les six hommes de l'autre côté du treillis. Maintenant, c'était la peur et non plus la haine qui prédominait dans leurs expressions.

« Ils refusent de me répondre, dit Morro.

— J'essaie de leur apprendre les bonnes manières, señor Morro, dit Lopez avec un soupir, mais Lopez lui-même n'est pas un magicien. »

Il appuya sur un second bouton, et la porte en treillis s'ouvrit. Avec un sourire de plus en plus réjoui, il fit signe à l'un des hommes.

« Viens, Peters. Nous irons dans ma chambre pour y avoir un bout de conversation, n'est-ce pas ? »

Aussitôt la langue de l'homme se délia :

« Mon nom est John Peters, récita-t-il d'un trait. Je suis fraiseur. »

On ne pouvait se tromper quant à l'origine de la terreur abjecte qui se lisait sur son visage et résonnait dans sa voix. Les quatre physiciens se regardèrent avec consternation.

« Je suis Conrad Bronowski, dit un second ouvrier. Je suis électricien. »

De la même manière, avec la même précision, chacun des quatre autres déclina son nom et sa spécialité.

« Merci, messieurs », dit Morro en appuyant sur les deux boutons l'un après l'autre et en fixant sur les physiciens un regard interrogateur pendant que la porte puis la plaque d'acier venaient obturer l'issue de la pièce voisine.

Mais Burnett et ses collègues ne prêtaient aucune attention à Morro : ils contemplaient Lopez.

« Quel est cet homme ? demanda Schmidt.

— Lopez ? C'est leur guide et leur précepteur. Vous avez pu constater vous-mêmes comment ils ont réagi à sa gentillesse et à sa bonne humeur. Merci, Lopez.

— A votre service, señor Morro. »

Avec une difficulté considérable, Burnett détacha son regard de Lopez pour le porter sur Morro.

« Ces hommes. Ils... ils ressemblent à ceux que j'ai vus dans un camp de concentration. Travaux forcés. Et celui-ci... c'est leur geôlier... leur bourreau. Je n'ai jamais vu une telle terreur sur des visages humains.

— Vous êtes à la fois désagréable et injuste. Lopez est très soucieux du sort de son prochain. Quant à ces six hommes, *je reconnais qu'ils sont* ici sous contrainte, mais ils vont...

— Ils ont été kidnappés, c'est cela que vous voulez dire ?

— Si vous préférez. Mais, comme j'étais sur le point de vous le dire, ils retrouveront d'ici peu leurs familles, sans avoir subi aucun tort.

— *Une minute*, intervint Healey, sur le visage duquel la perplexité avait remplacé l'horreur. En admettant que ces hommes soient ce qu'ils disent être ou ce que ce monstre leur a fait dire qu'ils sont, il est impossible qu'ils aient monté le mécanisme de ces engins sans *bénéficier de la direction* d'un physicien de premier ordre, spécialiste de la science nucléaire. Ce qui m'amène à penser que vos prétendus ouvriers ont simplement subi un lavage de cerveau pour leur faire dire ce qu'ils viennent de dire.

— Astucieux, répliqua Morro, mais superficiel. Si je n'avais eu besoin que de la parole de six hommes pour leur faire dire ce que vous venez d'entendre, j'aurais certainement recouru à six de mes acolytes, qui auraient parfaitement joué ce rôle-là sans qu'il soit besoin ni de les en persuader ni de les incarcérer. Qu'en pensez-vous docteur Healey ? »

L'expression abattue de Healey semblait prouver que l'argument avait porté : cependant, Morro ajouta avec un soupir de résignation :

« Lopez, voulez-vous avoir l'obligeance de rester ici, dans le bureau ? »

Lopez eut un sourire un peu plus accentué, cette fois, comme s'il se réjouissait de quelque chose, et il pénétra dans le petit cagibi d'où Morro l'avait appelé. Pendant ce temps, Morro conduisait les quatre physiciens à une seconde porte d'acier pratiquée dans une autre paroi, appuya sur un bouton qui fit glisser automatiquement cette porte, puis sur un second, pour ouvrir le battant grillagé qui se trouvait derrière.

(A suivre.)

Traduit de l'anglais par Paul Alexandre.

Le Monde

étranger

Union soviétique

Un psychiatre remplace M. Podrabinek au Comité d'études des internements abusifs

Moscou (A.F.P., U.P.I.). — Au lendemain de la condamnation à cinq ans d'assignation à résidence de M. Alexandre Podrabinek, animateur du Comité d'études sur l'utilisatio nabusive de la psychiatrie, un psychiatre soviétique, M. Alexandre Volochanovitch, a décidé de prendre la relève du dissident condamné. Ce psychiatre à l'hôpital psychiatrique Dolgoproudny NR 20 de la région de Mocou a annoncé mercredi 16 août aux journalistes occidentaux qu'il apporterait désormais son concours, en tant qu'expert, au comité qu'animait M. Alexandre Podrabinek et qui ne comporte plus que deux membres en liberté.

M. Volochanovitch a déclaré que la condamnation de M. Alexandre Podrabinek l'avait décidé à agir désormais au grand jour, malgré les risques encourus. Il a ajouté qu'il avait procédé, dans le passé et à la demande des intéressés, à l'examen de vingt-sept personnes libérées d'un hôpital psychiatrique « *normal* » ou « *spécial* » (prison psychiatrique), où elles estimaient avoir été enfermées sans raison, le plus souvent après avoir demandé un visa d'émigration, ou à la suite de conflits avec leurs supérieurs. Une seule d'entre elles pouvait être considérée comme souffrant de troubles mentaux, et quelques autres souffraient tout au plus de névrose, mais ne présentaient strictement aucun danger pour leur entourage. Le psychiatre a ajouté qu'un certain nombre de ses collègues approuvaient sa démarche, mais avaient peur de le suivre dans cette voie.

D'autre part, le père de M. Alexandre Podrabinek a rapporté mercredi que son fils avait récusé mardi, au cours de son procès, ses juges « *tenus d'obéir aux recommandations du parti* », et s'était volontairement comporté de manière à se faire lui-même expulser du tribunal, fumant des cigarettes, sifflant l'air du toréador de *Carmen* et déclarant au juge que la vision du procureur lui donnait envie de vomir.

Il a raconté que dans son livre *la Médecine punitive*, son fils évoquait le cas d'un patient nommé Lévitine, tué alors qu'il tentait de s'échappait d'un hôpital psychiatrique à Sytchevka. L'accusation a fait défiler plusieurs psychiatres soviétiques pour démentir les assertions de l'accusé. L'un d'eux démontra, preuves à l'appui, qu'il n'y avait jamais eu de malade de ce nom dans cet hôpital. On interrogea alors le docteur Vladimir Moskolkov, de l'hôpital de Sytchevka, qui, à l'effarement du tribunal répondit : « *Oui, il y a eu dans notre hôpital un cas où un homme a été tué lors d'une tentative d'évasion.* » Après quelques instants de silence stupéfait, le président du tribunal renvoya ce témoin gênant, qui dit ne pas se souvenir du nom de l'homme tué.

LA TCHÉCOSLOVAQUIE NORMALISÉE A FR 3

Quand on s'aime, c'est toujours le printemps

Le « printemps de Prague », qui ne s'en souvient ? Qui n'a pas été profondément choqué par l'invasion de la Tchécoslovaquie par les chars soviétiques et ceux de quatre autres pays du pacte de Varsovie ? Dubcek et son sourire, Smrkovsky et sa voix tonitruante, le général Svoboda, ce président aux cheveux blancs et au visage noble, étaient devenus familiers au monde entier. Dix ans après, le chef du parti communiste, le premier des trois, n'est plus qu'un modeste employé étroitement surveillé par la police chargée de l'isoler complètement ; le deuxième est mort d'un cancer des os ; le troisième a été destitué de la présidence de la République grâce à un amendement de la Constitution, puisque son état de santé ne lui permettait même pas, assurait-on, de signer sa démission. Curieusement, quelques jours après, une photographie dans le Rudé Pravo *le montrait debout et guilleret, recevant une décoration des mains de son successeur, Gustav Husak, l'homme qui « normalise » le pays depuis qu'il a pris le poste de M. Dubcek en 1969.*

Mais qu'est-ce que la Tchécoslovaquie en 1978 ? L'information circule certes malgré les obstacles officiels. Mais l'image manque. Une équipe de FR 3 a réussi un tour de force. Après avoir pris ses précautions, elle est allée voir sur place. Elle a dû travailler clandestinement. Michel Thierry, Alain Romanic et leur cameraman Olivier Marlowe ont filmé ce qu'ils ont pu et ceux qui ont pris le risque de parler à cœur ouvert et de se montrer.

Le magazine de FR 3 « Le nouveau vendredi » est consacré, le 18 août à 20 h. 30, à l'émission qu'ils ont tirée de leur reportage assorti de quelques séquences d'archives, inédites parfois. Comme celle de l'entrée des troupes soviétiques dans la ville slovaque de Kosice, le 21 août 1968 : la rage impuissante de la population consternée qui, peu à peu, passe des vociférations et des poings brandis aux jets de pierres pour casser les vitres des camions qui passent, jusqu'à ce que les blindés de la puissance « alliée » se mettent à tirer dans le tas.

Mais c'est le matériel frais qui est le plus intéressant et qui montre deux femmes et trois hommes que rien ne peut briser. Une vieille femme aux traits ravagés mais qui espère une vie digne et libre pour les générations futures : Mme Josefa Slanska, veuve depuis que, en 1952, son mari Rudolf Slansky, secrétaire général du P.C. tchécoslovaque, fut pendu après un procès truqué.

Une jeune femme en jeans, au visage tourmenté, Marta Kubisova, chanteuse réputée et symbole de la résistance lors de l'invasion, qui n'a plus le droit de chanter depuis neuf ans, et qui a accepté d'être l'un des porte-parole de la Charte 77 ; l'écrivain Ivan Klima, l'air plus têtu que jamais, dont les œuvres circulent sous le manteau, car il n'est plus édité ; celui-là même dont la pièce le Jury fut jouée avant la normalisation et qui contait comment un jury prend peur en apprenant, pendant qu'il délibère, que la sentence de mort a déjà été exécutée. Julius Tomin, aujourd'hui gardien de nuit dans un zoo, ce Buster Keaton philosophe égaré en démocratie populaire, qui, privé en 1970 de son poste à l'université, décida (quitte à passer pour un fou) de devenir ouvrier. Et qui narre avec un humour à froid la consternation des travailleurs de son usine constatant que le régime du prolétariat transforme les intellectuels en ouvriers lorsqu'il veut les punir... Et enfin, et surtout, l'historien Karel Bartosek, qui, avec sa gouaille, sa tendresse et son optimisme, décortique avec précision les événements. Nous n'oublierons pas son visage de sitôt.

« Pour l'instant, il y a beaucoup de réflexion. Tant que les gens se tracassent pour que cela aille mieux, ça va. Mais, pour l'instant... », *dit-il en conclusion. Un témoignage sur le vif à ne pas manquer.*

AMBER BOUSOGLOU.

Selon cinquante-quatre intellectuels tchécoslovaques

DEUX ÉVÊQUES CATHOLIQUES SONT « EN DANGER »

Rome (A.F.P.). — Un appel pour sauver « *deux évêques catholiques tchécoslovaques en danger* » est lancé par un groupe de cinquante-quatre intellectuels tchécoslovaques dans le dernier numéro de la revue italienne *Prospettive Nel Mondo* (proche des milieux démocrates-chrétiens italiens), publiée à Rome.

Selon l'appel parvenu de Prague, les deux évêques sont Mgr Giulio Gabris, évêque de Trnava, et Mgr Jean Chrysostome Corec, ex-évêque du diocèse de Bratislava.

Le premier, affirme l'appel, a été malmené, l'an dernier, à son retour de *Rome, où il avait participé au synode*, et se trouve dans un hôpital « *où l'on continue sa destruction. Les fidèles ne peuvent l'approcher et ne savent quels soins lui sont administrés* ». Le second, Mgr Corec, qui est gravement malade, travaille comme porteur dans une usine de produits chimiques. Il a été vu pour la dernière fois à Noël 1977, à la gare de Bratislava.

Prospettive Nel Mondo publie également un document des cinquante-quatre intellectuels tchécoslovaques s'élevant contre l'absence de liberté religieuse dans leur pays.

« *Dix ans après la normalisation, les croyants ne sont pas en Tchécoslovaquie des citoyens pleinement libres et jouissant de leurs pleins droits* », affirme le document.

La Suède sans gouvernement socialiste

II. — Le charme discret de la bourgeoisie

Dans son premier article (« le Monde » du 17 août), Alain Debove a constaté que les problèmes économiques ont été la principale préoccupation du gouvernement suédois en 1977. Une légère amélioration a pu être enregistrée durant le premier trimestre 1978, et il semble que la Suède ait passé le creux de la vague. La politique énergétique, et en particulier le nucléaire, constitue l'un des points qui divisent les trois partis non socialistes qui forment la coalition. Cela pourrait expliquer l'étonnante discrétion du gouvernement « bourgeois ».

De notre correspondant ALAIN DEBOVE

Stockholm. — Le style et le ton politiques ont manifestement changé en Suède au cours des deux dernières années, et cela s'explique en grande partie par les personnalités totalement différentes de MM. Palme et Fälldin. Celui-ci évite habilement de répondre par « oui » ou par « non » aux questions qui lui sont posées. Il faut souvent deviner sa pensée et ses intentions réelles. La presse lui reproche d'être trop flou, trop réservé et l'opposition socialiste de manquer d'assiduité lors des débats parlementaires.

Incontestablement, un rideau de discrétion est tombé sur la Suède. « *Il est regrettable*, déplorait M. Erlander dans son discours du 1er mai, *que la voix de la Suède se soit tue en ces temps de crise.* » D'une façon générale, les dirigeants « bourgeois » sont moins prolixes, bien que dans de nombreux domaines on puisse constater une grande continuité. C'est le cas de la politique de l'emploi, qui n'est pas un sujet de désaccord entre gouvernement et opposition. La lutte contre le chômage, qui frappe un peu plus de 2 % de la population active (chiffre auquel il convient d'ajouter 4,5 %, qui sont en recyclage ou employés dans des travaux conjoncturels), est l'un des deux principaux objectifs de la coalition.

Il en va de même en matière de politique étrangère. Si le gouvernement bourgeois montre un intérêt plus marqué pour l'Europe des Neuf (l'une de ses premières initiatives fut de lever les mesures de restriction des importations de chaussures, qui avaient été vivement critiquées à Bruxelles) et la coopération nordique (hormis sa récente visite en Pologne, et son intervention aux Nations unies sur le désarmement, M. Fälldin a limité ses voyages aux capitales nordiques), il continue toutefois de défendre les peuples opprimés, d'assister les mouvements de libération africains, et de condamner l'apartheid. Toutefois, les positions sont exprimées avec moins de panache que du temps des sociaux-démocrates, ce que le ministre des affaires étrangères, Mme Karin Söder, explique en ces termes : « *Les grandes déclarations peuvent irriter et ne sont pas forcément le moyen le plus efficace de parvenir à un résultat.* »

Une certaine dépolitisation

La Suède semble s'être un peu « dépolitisée » depuis vingt-deux mois. On parle incontestablement moins de politique ; peut-être en parlait-on trop. Les syndicats montrent plus de retenue ; et lorsqu'ils protestent contre les avantages accordés aux entreprises « *derrière leur dos* », le ministre de l'économie, une des personnalités les plus colorées du gouvernement, note que « *ce sont les élus politiques qui décident* ». Un de ses collègues libéral ajoute qu'une société « *plus douce et plus humaine se substitue peu à peu à la société forte* ».

Le contraste, la discrétion, s'expliquent aussi naturellement par le fait que le gouvernement se compose de trois partis, qui ont parfois du mal à tomber d'accord. Il arrive, de temps en temps, qu'un ministre se fasse tirer l'oreille par ses collègues pour avoir parlé au nom de son parti et non à celui de la coalition.

De l'avis général, les sociaux-démocrates ont plutôt mal accepté la défaite et condamné systématiquement toutes les actions entreprises par le gouvernement, sans guère présenter de véritable alternative. Habitués à tenir les rênes du pouvoir, ils auraient peut-être réagi avec plus de promptitude à la crise et auraient plus facilement réussi à faire accepter une politique d'austérité. Le contre-budget qu'ils ont présenté pour l'exercice 1978-1979 se solde cependant par un lourd déficit : 35 milliards de couronnes (contre 42). Certains leur reprochent d'exploiter le mécontentement général, de faire du « poujadisme » en niant de temps en temps toute responsabilité dans les difficultés, de rechercher constamment la confrontation, d'avoir une certaine attitude de « supériorité ». Fait assez étonnant pour un observateur français : M. Palme a accusé le gouvernement de manquer à son devoir en négligeant la concertation avec l'opposition, notamment lorsque la monnaie a été dévaluée. Sur ce point, M. Fälldin est formel : nous agissons comme par le passé.

Les sociaux-démocrates continuent de s'interroger sur les raisons de leur échec. Deux théories sont le plus souvent avancées. La première attribue la défaite à une série de facteurs « immédiats » tels que le débat sur le nucléaire, l'affaire Bergman, etc., qui ont fait pencher la balance, ainsi qu'à la politique de compromis menée avec les partis bourgeois entre 1973 et 1976, législature pendant laquelle les deux blocs disposaient d'un nombre égal de sièges. La deuxième théorie, à laquelle les dirigeants croient moins, met l'accent sur un phénomène plus profond, après trois échecs électoraux successifs : un certain embourgeoisement de la société, le fossé qui sépare le militant de base de la tête du parti, la force prise par les grandes organisations dans la société et qui a entraîné un isolement de l'individu, une certaine résignation, le sentiment d'être un « numéro » sans influence réelle. Pour M. Palme, « *la social-démocratie n'a jamais eu autant de chances de gagner, mais les risques d'échec n'ont jamais été aussi grands non plus. Ce qui est encourageant, c'est que les nouveaux électeurs aient voté pour nous en 1976* ».

La face cachée du pays

Beaucoup de sociaux-démocrates, pas seulement des intellectuels, espéraient que la « traversée du désert » allait permettre au parti de se livrer à un bénéfique examen de conscience. Force est de constater que celui-ci a été bien modeste. On peut cependant relever que les socialistes parlent beaucoup plus qu'autrefois dans leurs interventions publiques de « *la face cachée de la Suède* », des parents pauvres du bien-être : les deux cent mille alcooliques, les quinze mille toxicomanes, les quelques deux mille Suédois de moins de vingt-neuf ans qui sont mis chaque année à la « retraite » anticipée.

Tous ne souffrent pas d'un handicap physique grave. Selon les statistiques, 20 % d'entre eux sont des jeunes gens qui ont une bonne formation professionnelle mais qui sont pratiquement au chômage depuis la fin de l'école : quelques travaux conjoncturels de courte durée, un cours de recyclage tous les deux ans, jamais d'emploi stable jusqu'au jour où la retraite anticipée leur est proposée par un médecin pour « *éviter les soucis* ». Ils sont aujourd'hui près de vingt mille entre seize et vingt-neuf ans à bénéficier d'un salaire social. Les hommes politiques ont ouvert grands leurs yeux en prenant connaissance de ce rapport.

Les entreprises en difficulté, qui doivent réduire leur personnel, proposent aujourd'hui de plus en plus souvent à leurs employés la retraite anticipée. La compagnie minière nationalisée L.K.A.B. offre, par exemple, 65 % du salaire aux ouvriers de cinquante-huit ans et plus qui acceptent cette formule, jusqu'à soixante-cinq ans, l'âge officiel de la retraite. Actuellement, 250 000 Suédois sont à la retraite anticipée, soit 100 000 de plus qu'en 1970.

La crise frappe aussi les jeunes : à présent 40 000 d'entre eux sont sans emploi. M. Thage Peterson, ancien ministre, reconnaît qu'il y a un « *malaise scolaire* ». Citant un rapport « alarmant », il déclarait devant la commune ouvrière de Stockholm : « *La social-démocratie ne peut tolérer qu'un élève sur cinq, dans la capitale, ait pour horizon la misère sociale, l'alcoolisme ou la délinquance.* » D'autre part, une enquête sociale de la fédération des enseignants montre que quatre professeurs sur dix souhaiteraient changer de profession.

Cette crise économique, la plus grave qu'ait connue le pays depuis quarante ans, et qui a résulté en une baisse de 3 % du pouvoir d'achat en deux ans, a entraîné une vague de pessimisme généralisé, plus sensible en province, en raison du chômage, que dans les grandes villes. Le « *modèle* » vient d'être sérieusement ébranlé. Certaines « valeurs » aussi. Réputés pour leur sens civique, leur honnêteté, leur solidarité collective, les Suédois commencent à tricher avec le fisc et les assurances sociales, déclarent de faux revenus pour bénéficier de l'allocation-logement. La lourde pression fiscale décourage les citoyens de travailler. Selon une enquête des syndicats de fonctionnaires et de travailleurs intellectuels, neuf Suédois sur dix refusent de faire des « extras », puisque sur ce supplément de revenu, ils paieront près de 85 % d'impôt ! Conséquence : on troque ; le dentiste et l'électricien échangent des services — une formule de plus en plus répandue. Environ 20 milliards de couronnes échappent au fisc chaque année.

M. Palme admettait devant nous que « *le fait d'être dans l'opposition permettait partiellement aux sociaux-démocrates de relever les imperfections, les injustices, les inégalités qui existent dans la société* ». Le phénomène de démobilisation actuel paraît inquiéter le parti social-démocrate, qui saura dans un peu plus d'un an si l'alternance qui avait joué il y a deux ans, mettant fin à son règne, était un phénomène temporaire ou est devenue une nouvelle règle du jeu.

Prochain article :

« L'INDIVIDUALISME MODERNE » ET LE BON SENS

Espagne

● CINQ COCKTAILS MOLOTOV ont été lancés mercredi 16 août contre une sentinelle et des véhicules de la direction supérieure de la police de Barcelone. Les auteurs de l'attentat revendiqué par l'Armée de libération de Catalogne, une organisation inconnue, ont réussi à prendre la fuite. — (A.F.P.)

République fédérale d'Allemagne

M. Lothar Späth est choisi par la C.D.U. pour remplacer M. Filbinger

De notre correspondant

Bonn. — *L'actuel ministre de l'intérieur du Bade-Wurtemberg, M. Lothar Späth, va prendre la succession de M. Filbinger, le ministre-président qui a été conduit à démissionner lorsque son passé comme juge de la marine nazie est devenu un peu trop embarrassant. C'est par 42 voix sur un total de 71 que le groupe parlementaire chrétien-démocrate du Bade-Wurtemberg a résolu mercredi de confier à M. Späth le poste de chef du gouvernement régional. L'élection formelle aura lieu à la fin du mois lorsque le Landtag de la province reprendra ses travaux.*

M. Späth était le principal collaborateur du ministre-président démissionnaire. Son élection se fait au détriment de M. Manfred Rommel, fils du maréchal qui commanda les troupes allemandes en Afrique du Nord pendant la guerre. Actuellement bourgmestre de Stuttgart, M. Rommel s'est acquis au sein de la C.D.U. l'image d'un politicien particulièrement dénué de sectarisme et ouvert aux conceptions libérales. En fin de compte, il a seulement obtenu l'appui de vingt-sept députés chrétiens-démocrates.

Tous les sondages d'opinion indiquaient que si M. Rommel était le candidat le plus populaire au sein du public, l'appareil de la C.D.U. du Bade-Wurtemberg se défiait de lui. Il vait suscité bien des protestations l'année dernière lorsqu'il autorisa l'enterrement dans le cimetière de la ville des terroristes Baader, Ensslin et Raspe, après que ceux-ci se soient suicidés en prison. Il mécontenta ensuite l'état-major chrétien-démocrate en ne montrant qu'assez peu d'ardeur dans la défense de M. Filbinger.

M. Späth est beaucoup moins connu du public que son rival malheureux. Agé de quarante ans, il a fait des études administratives. Le début de sa carrière s'est *déroulé dans la gestion municipale et régionale au Bade-Wurtemberg*. Il a, d'autre part, occupé des postes d'administrateur dans des sociétés de construction, notamment la Neue Heimat qui appartient au syndicat ouvrier de la R.F.A.

Après avoir, pendant huit ans, présidé le groupe chrétien-démocrate du Landtag de Bade-Wurtemberg, M. Späth devint ministre de l'intérieur au début de 1978. Il n'est pas considéré comme une « locomotive électorale », alors que la popularité de M. Rommel aurait bien mieux servi la cause de la C.D.U. Même les amis de M. Späth se demandent donc si aux élections de 1980 il sera capable de renouveler le succès de son prédécesseur en procurant à son parti la majorité absolue au Bade-Wurtemberg.

JEAN WETZ.

PROCHE-ORIENT

Une « libéralisation » trop tardive en Iran

(Suite de la première page.)

C'est le sort de toutes les dictatures d'être surtout vulnérables quand elles se piquent d'évoluer et de céder d'autant plus dangereusement qu'elles cèdent trop tard.

Dans sa confrontation avec les « fauteurs de troubles », le chah paraît avoir cédé depuis le début de l'année à des réflexes maladroits, à des erreurs tactiques qui éclairent aujourd'hui la situation mieux que toutes les propagandes. Le régime a d'abord tablé sur la crainte conservatrice d'une petite bourgeoisie née de la fortune pétrolière, d'une classe *moyenne plus nombreuse qu'on* ne le dit qui, en dépit des injustices sociales et des corruptions impériales, a bénéficié des retombées de cette prospérité plus subite en Iran que nulle part ailleurs. En encourageant, pendant plusieurs mois, les journaux à monter en épingle le moindre désordre provincial, le pouvoir pensait que la peur du vide et du désordre jouerait automatiquement en sa faveur. Interdire désormais à la presse de parler des émeutes revient à confesser une erreur d'appréciation en avouant du même coup l'étroitesse d'une « majorité silencieuse » qu'on se targuait hier encore, de mobiliser. C'est un aveu grave.

Le régime a ensuite stigmatisé avec une insistance obsessionnelle l'incohérence des oppositions mêlant dans un même mouvement assez confus les conservateurs religieux, les libéraux du Front national et les groupuscules marxistes-léninistes. Face à ce qu'il présente comme une « conjonction diabolique des fanatismes », le chah prétendait incarner le réformisme raisonnable, voire le progressisme...

Or, pas plus que la précédente, cette contre-attaque de la propagande officielle n'a vraiment réussi. Elle a buté, semble-t-il, sur une vérité qu'il est facile de relever au fil des discussions à Téhéran. S'ils se reconnaissent séparés par de profonds désaccords idéologiques, s'il n'y a guère de points communs théoriques entre le messianisme chiite de l'ayatollah Khomeiny et les analyses des jeunes intellectuels de l'Université, les opposants iraniens n'en sont pas moins réunis derrière un même objectif prioritaire : la volonté d'en finir avec une dictature détestée. Quitte à débattre en suite de l'avenir du pays.

L'hostilité à l'égard du chah — et de sa famille — est de toute évidence assez vive et assez répandue dans tout le pays pour reléguer au second plan des divisions pourtant fondamentales. Ce qu'on présentait ainsi comme une *faiblesse rédhibitoire* de l'opposition illustre surtout, en fait, l'impopularité absolue d'une dynastie.

Réunis par cette haine commune, les opposants le sont aussi, à vrai dire, par un même désarroi : celui qui s'est emparé progressivement de toutes les couches d'une vieille société agraire et religieuse catapultée en quelques années — et *manu militari* — vers un « grand dessein » technique, militaire et « américain ». « *Ce que nous reprochons au Chah, en plus de sa dictature, c'est de ne pas être vraiment iranien* », nous disait récemment un journaliste de Téhéran.

Le souci panique — alors même que s'estompent quelque peu les mirages de la prospérité — de retrouver une certaine cohérence culturelle, négligée, voire combattue, par un régime ultra-occidentalisé, ne compte pas pour peu dans les révoltes d'aujourd'hui. Or, c'est aussi une leçon de l'histoire : *face à des rêves picrocholiens* comme ceux du Chah, de tels réflexes culturels, une telle revendication d'identité peuvent parfaitement constituer un terrain d'entente pour les tenants de la tradition et ceux d'un certain progrès « national ». Et cela d'autant plus dangereusement que l'argent facile du pétrole ne représente plus autant qu'hier cette « morphine » capable d'anesthésier toute revendication matérielle.

En remettant ostensiblement le voile traditionnel, en égrénant de nouveau leur chapelet, les étudiants de Téhéran témoignent de ces retrouvailles entre la colère des intellectuels et celle du petit peuple : retrouvailles d'autant plus dangereuses qu'elles ne sont pas feintes.

Reste enfin l'aspect qui peut être le plus intéressant d'un mouvement encore imprévisible : ses dimensions internationales. Super-puissance régionale, forteresse riche et suréquipée sur le plan militaire, l'Iran est un enjeu stratégique de premier plan. *D'abord pour l'Occident — et* l'Amérique — qui ont voulu faire, depuis un quart de siècle, de ce pays un « rempart contre la subversion » et lâcheront le chah dès que sa vulnérabilité sera démontrée. Les choses, de ce point de vue là, se jouent autant à Washington qu'à Téhéran.

Enjeu capital ensuite dans le contexte du Proche-Orient et de l'affrontement israélo-arabe. L'Iran incarne, pour l'instant encore, le paradoxe du plus puissant des pays islamiques, lié par mille affinités avec le monde arabe, qui soit rangé *de facto* dans le camp israélien. Un intellectuel iranien, rêvant tout haut devant nous, évoquait, voici quelques semaines, ce que pourrait devenir le camp de l'Islam brusquement confortés par les « *milliers de chars et d'avion iraniens* ». En accusant, le 16 août, l'O.L.P. de « téléguider » les émeutes religieuses, le ministre de l'information iranien a souligné lui-même — et à dessein — la nature de cet enjeu.

Jérusalem — qui n'a pas d'ambassade mais une représentation très étoffée à Téhéran — est sans aucun doute possible, de toutes les capitales étrangères, celle qui suit le plus attentivement les efforts, de moins en moins convaincants du chah pour survivre.

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

M. Begin estime que le sommet de Camp David ne sera pas « décisif »

Jérusalem. — Le sommet qui aura lieu le 5 septembre à Camp David est « *une réunion très importante, mais pas décisive* », a déclaré le 16 août M. Menahem Begin devant l'Académie militaire israélienne. Le premier ministre aura ainsi prévenu ceux qui pourraient encore se faire des illusions sur le résultat de la conférence organisée par le président Carter. « *L'avenir d'Israël ne peut se jouer en une seule rencontre* », a-t-il ajouté.

Il était déjà pour le moins évident que le chef du gouvernement israélien ne manifestait pas un grand enthousiasme à l'égard de l'initiative du président américain. Le récent incident causé par l'annonce officielle d'un projet de nouvelles implantations dans la vallée du Jourdain avait déjà montré que le sommet de Camp-David n'allait pas s'ouvrir sous les meilleurs auspices. D'autre part, M. Begin avait déjà indiqué le 15 août qu'il n'était pas question pour l'instant de modifier son « *plan de paix* » (présenté en décembre 1977 après le voyage du président Sadate à Jérusalem), et qu'il n'y avait pas lieu de proposer un nouveau texte à la veille de la conférence tripartite. M. Begin continue de penser que le plan israélien est « *juste et bon* » bien que les différentes tentatives faites depuis huit mois pour débloquer les négociations aient échoué. Le vice-premier ministre israélien, M. Ygaël Yadin, a précisé à ce propos le 16 août que ce plan de paix resterait pour la délégation israélienne la « *base* » de discussion à l'ouverture de la réunion de Camp David.

De notre correspondant

Devant les officiers de l'armée israélienne réunis mercredi à l'Académie militaire, M. Begin a déclaré que la conclusion d'un traité de paix global était actuellement impossible. Il a ainsi laissé entendre qu'il se rendrait aux Etats-Unis avec des ambitions limitées. Et il a alors annoncé que le gouvernement israélien chercherait au cours des prochains pourparlers à préparer un « *accord de paix partiel et permanent* ». Il a déclaré que le temps des accords intérimaires fondés sur des concessions unilatérales de la part d'Israël était révolu. « *Nous devons chercher à mettre fin à l'état de guerre en parvenant progressivement à des relations pacifiques* », a dit M. Begin en ajoutant qu'un « *accord partiel et permanent* » signifiait pour lui la fin des hostilités, l'ouverture des frontières, la libre circulation des touristes et l'établissement de relations économiques. « *C'est un tel projet que nous emporterons avec nous à Camp David* », a-t-il conclu.

Pour certains observateurs, ces propos sont tout à fait dans la ligne de la politique de M. Begin et du gouvernement de Jérusalem, dans la mesure où ils paraissent révéler la volonté israélienne de maintenir le *statu quo* en l'améliorant quelque peu et autant que possible. M. Begin n'a-t-il pas souligné mercredi que l'Allemagne n'avait pas signé de traité de paix après la seconde guerre mondiale ?

FRANCIS CORNU.

LE « STRIP-TEASE » DU PRÉSIDENT SADATE

Beyrouth (A.F.P.). — M. Abdel Halim Khaddam, ministre syrien des affaires étrangères, a déclaré que « le président Sadate s'est totalement effeuillé devant les Israéliens » et qu'« il ne lui reste plus qu'une feuille de vigne, l'acte final du strip-tease devant avoir lieu le mois prochain à Camp David ».

Cette déclaration, reproduite mercredi 16 août par la presse libanaise, a été faite aux journalistes à bord de l'hélicoptère qui ramenait mardi le premier ministre libanais, M. Selim El Hoss, de Lattaquié (nord de la Syrie) à Damas.

« Il est demandé au président Sadate de se dévêtir progressivement. Lors de la visite à Jérusalem, il a ôté une bonne partie de ses vêtements. A l'occasion de la rencontre de Vienne, avec Pérès et Kreisky, il s'est encore davantage dénudé. Ce qu'on lui demande à présent, c'est de se mettre totalement à nu. Il n'aura alors d'autre choix que d'accepter ce qu'Israël lui propose », a dit M. Khaddam.

● *La dette extérieure d'Israël était estimée à 11 milliards de dollars*, à la fin du mois de mars 1978, selon les chiffres que vient de fournir la Banque d'Israël. Près de 60 % de cette dette sont dus à la diaspora. La dette extérieure est essentiellement composée d'obligations remboursables à plus de cinq ans. Durant l'année financière en cours, qui a débuté le 1er avril 1978, les Israéliens devront rembourser 1,8 milliard de dollars. — *(A.F.P.)*

APRÈS L'ATTENTAT DE BEYROUTH

L'O.L.P. met en cause « les services secrets sionistes et américains »

Falastine Al Saoura, organe officiel de l'Organisation de libération de la Palestine, a accusé, mercredi 16 août, dans son éditorial, les services secrets américains et israéliens d'être les auteurs de l'attentat de Fakani, près du camp de Sabra, dans la nuit de samedi à dimanche.

Pour *Falastine Al Saoura*, l'opération de Fakhani, « *la plus brutale et la plus sanglante jamais menée contre la révolution palestinienne par les services secrets sionistes et américains* », visait à « *semer le chaos et la confusion* » dans les rangs de la résistance palestinienne.

« *Pour couvrir la responsabilité du Shin Bet et de la C.I.A.*, poursuit l'éditorial, *les médias américains et sionistes n'ont pas hésité à camoufler leur sale crime en prétendant que l'opération avait été exécutée par des organisations palestiniennes rivales.*

» *Tout cela*, écrit encore *Falastine Al Saoura*, *a également pour but de détruire la réputation de la révolution palestinienne et de présenter une image déformée de l'O.L.P. Elle n'aurait pu être réalisée par les services secrets américains et israéliens sans la politique capitularde de Sadate et sans les campagnes terroristes du régime irakien contre l'O.L.P.* »

● *Ajournement de l'exécution des meurtriers de Youssef El Sebai.* — La Cour suprême de justice de Chypre a décidé, mercredi, d'ajourner au 30 septembre l'exécution de Samir Kadar et de Zayed El Ali, condamnés à mort pour le meurtre de Youssef El Sebai, directeur du journal égyptien *Al Ahram*. La date d'exécution avait été fixée précédemment au 22 août.

Cette décision fait suite à une requête introduite auprès de la cour par l'avocat des deux condamnés, M. Lefcos Clerides. Ce dernier fait valoir que le président de la République sera absent du pays jusqu'au 20 août prochain, et n'aura donc pas le temps d'exercer le droit de grâce que lui confère la Constitution. — *(A.F.P.)*

DIPLOMATIE

DANS SON PREMIER DISCOURS EN ROUMANIE

M. Hua Kuo-feng a évité de mettre ses hôtes dans l'embarras

Bucarest. — La prudence a caractérisé les discours qu'ont prononcés dans la soirée du mercredi 16 août à Bucarest MM. Ceausescu et Hua Kuo-feng à l'occasion du banquet offert par le chef de l'Etat roumain en l'honneur de son hôte. Le ton de la visite a été donné dès le début. Pour pittoresque qu'il ait été, l'accueil réservé à son arrivée au dirigeant chinois n'a pris à aucun moment un caractère exceptionnel, et le cérémonial de danses folkloriques sur le trajet menant de l'aéroport au centre de la ville était conforme au programme auquel ont droit tous les visiteurs de marque de la capitale roumaine.

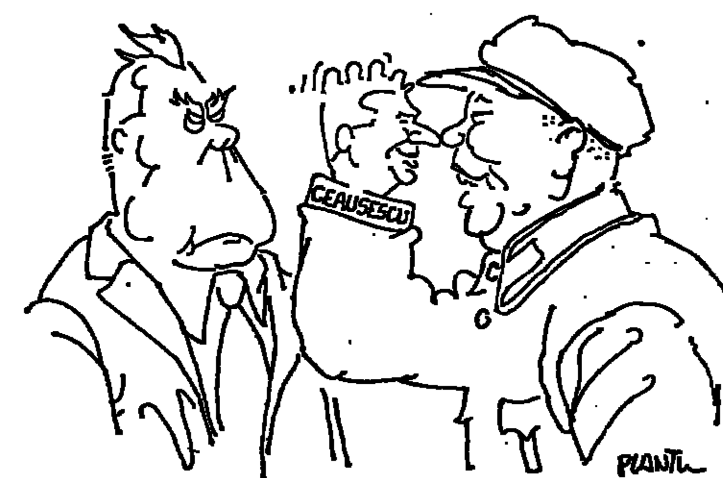
Pour son entrée en scène dans les Balkans, M. Hua Kuo-feng paraît avoir fort bien compris qu'il ne serait guère habile de sa part de mettre ses hôtes dans l'embarras. La modération à laquelle il s'est pliée démontre de la part des Chinois une meilleure compréhension de la situation particulière dans laquelle se trouve la Roumanie au sein du pacte de Varsovie. Il y a douze ans, Chou En-lai s'était comporté ici de tout autre manière.

S'il a célébré la politique d'indépendance roumaine, la fermeté avec avec laquelle les dirigeants de Bucarest défendent leur souveraineté nationale et s'opposent à la « *politique de force et de diktat* », le président du P.C. chinois s'est abstenu de trop broder sur ce thème comme il l'avait fait il y a trois mois lorsque M. Ceausescu lui avait rendu visite à Pékin.

On s'attendait que M. Hua Kuo-feng s'en prenne à l'hégémonisme, expression qui dans sa bouche est censée qualifier la politique soviétique. Il l'a fait, mais ce terme n'est apparu qu'une fois dans son discours, alors

De notre envoyé spécial

lors de la rencontre sino-roumaine du mois de mai. Mais l'impérialisme, cité du reste en premier, a été lui aussi condamné et le dirigeant chinois a rejeté dans le même opprobre, sans toutefois les nommer, les « *grandes puissances qui tentent de dominer la terre* ». A ce sujet, il est intéressant de noter que M. Hua Kuo-feng n'a pas replacé l'amitié



(Dessin de PLANTU.)

qu'il l'avait utilisé à quatre reprises entre la Roumanie et la Chine dans le cadre de la lutte contre l'impérialisme et l'hégémonisme, et il n'a pas évoqué non plus, comme en de précédentes occasions, la nécessité de former à l'échelle internationale un front uni anti-hégémonique.

Evoquant le danger d'une nouvelle guerre, le dirigeant chinois a assuré qu'une telle éventualité n'inspirait nullement la peur à son pays. Cette position traditionnelle a toutefois été nuancée par l'affirmation selon laquelle le peuple chinois a besoin d'« *un climat de paix sur le plan international* » pour accomplir sa tâche historique, ce qui est une formule employée depuis relativement peu de temps à Pékin. Mais, surtout, en disant qu'il était « *facile de comprendre l'importance que les peuples européens attachent à la paix* », il a, semble-t-il, tendu une oreille plus attentive que par le passé aux efforts menés sur le continent pour établir une meilleure sécurité.

Le souci principal de M. Ceausescu pour sa part a été de proclamer, sous différentes formes, que l'amitié sino-roumaine ne pouvait que servir la cause du socialisme. Les relations entre la Chine et la Roumanie sont fondées, a-t-il dit, « *sur les principes et les idéaux du socialisme et de la paix* ». Sur le plan bilatéral, il a annoncé que de nouvelles conventions seraient signées à la fin de la présente visite. Il serait question notamment d'un accord dans le domaine de la navigation civile, d'un autre dans celui du tourisme et de la création d'une commission mixte.

Le dirigeant roumain, qui a salué en son hôte, « *un éminent fils du peuple chinois* », a souligné le rôle toujours plus important que Pékin joue « *dans la lutte contre la politique impérialiste, colonialiste et néo-colonialiste de domination et d'oppression (...)* ». Il s'est élevé contre « *l'intensification des tendances à un nouveau partage des zones d'influence* », et il a plaidé en faveur de la thèse roumaine traditionnelle de l'instauration de nouveaux rapports « *par l'égalité et l'équité* » entre les Etats. Il a rappelé aussi que la Roumanie était favorable au développement de l'amitié avec tous les pays socialistes.

Son discours a également montré que les différences d'appréciation existant depuis longtemps avec les Chinois sur certaines questions internationales, telles que le désarmement ou la conférence d'Helsinki, subsistaient pleinement. Dans cet ordre d'idées, M. Ceausescu a exhorté à une préparation sérieuse dès maintenant de la prochaine réunion de Madrid en 1980. Une autre divergence d'analyse est apparue, semble-t-il, à propos du Proche-Orient : tandis que M. Ceausescu s'est prononcé pour « *un appui actif aux initiatives visant à l'instauration d'une paix durable et juste dans cette partie du monde* », M. Hua Kuo-feng a vu, pour sa part, dans l'évolution de la situation « *dans certaines zones de cette région, une preuve supplémentaire des actions néfastes de l'impérialisme et de l'hégémonisme* ». Pour les deux partenaires, ces différences dont certaines sont commandées pour une bonne part par les conditions spécifiques de chacun des deux pays, ont toutefois une valeur secondaire par rapport aux intérêts communs qui les rapprochent.

MANUEL LUCBERT.

A Genève

LE MALAISE S'ACCROIT À LA CONFÉRENCE SUR LE RACISME

(De notre correspondante.)

Genève. — Les travaux de la conférence mondiale de l'ONU sur le racisme se poursuivent dans la morosité, et la menace d'un retrait des Occidentaux ainsi que d'autres délégations se précise (*le Monde* du 17 août).

Au moment où diverses manifestations sont prévues à Genève pour marquer le dixième anniversaire de l'invasion de Prague, le délégué tchécoslovaque, M. Evzen Zapotosky, s'est élevé avec véhémence contre l'occupation des territoires arabes en Israël et a insisté sur le droit des Palestiniens à l'autodétermination. M. Isidore Malmierca, ministre des relations extérieures de Cuba, dans un très long discours, s'est lancé dans une diatribe contre la Chine, tout en attaquant pêle-mêle l'Afrique australe, les Etats-Unis et Israël.

Les diverses interventions des délégués africains, et même celle de l'Australien, ont porté essentiellement sur la lutte contre l'apartheid. Sir John Murray, délégué du Royaume-Uni, s'est attaqué également avec énergie à l'apartheid tout en précisant que le racisme n'était pas un problème limité à l'Afrique du Sud mais qu'il se manifestait dans diverses parties du globe. Il a mis l'accent sur la nécessité pour la conférence à s'en tenir à son ordre du jour. Cette insistance a été interprétée comme un avertissement à ceux, parmi les délégués, qui cachent à peine leur désir de transformer la conférence en un forum exclusivement anti-israélien, quitte à sacrifier le combat contre l'apartheid. — I. V.

● *Après la confirmation définitive de l'embargo sur les livraisons d'armes à la Turquie* par la commission mixte du Congrès américain, le gouvernement grec a publié mardi 15 août un communiqué dans lequel il se félicite de ce que chaque livraison d'armes à la Turquie ou à la Grèce devra être accompagnée d'un certificat mentionnant que « *cette fourniture se fait pour des raisons défensives uniquement, et de façon que le* statu quo *actuel des forces ne soit pas modifié.* — *(A.F.P.)*

Ancien président de l'Association de solidarité franco-arabe

M. TERRENOIRE EXPLIQUE LES RAISONS DE SA DÉMISSION

Dans le dernier numéro de *Témoignage chrétien*, M. Louis Terrenoire, qui a récemment démissionné de la présidence de l'Association de solidarité franco-arabe, à la suite de l'assassinat d'Ezzedine Kalak, représentant de l'O.L.P. à Paris, explique les motifs de sa démission.

« *Comment*, écrit-il, *moi Français, puis-je proclamer une solidarité sans ambiguïté avec l'ensemble d'un monde arabe profondément déchiré et dont la division est sciemment recherchée, entretenue, attisée par les superpuissances — au premier chef les Etats-Unis — qui n'ont d'autre véritable dessein que d'empêcher à tout prix l'unité de ce monde arabe ? Intensément attaché, comme je le suis, à la cause palestinienne, comment ne pas réagir contre l'entreprise intolérable qui amène une minorité d'égarés, de manipulés et d'intoxiqués à réserver leurs coups à l'O.L.P., seule organisation de libération représentative et responsable ?*

M. Terrenoire affirme que son geste doit revêtir pour ses amis des divers pays arabes le sens d'« *un pressant appel à la reconstitution de leur unité* » et regrette l'« *indifférence de l'opinion démocratique qui s'habitue à la situation d'injustice et de violence, qui prévaut depuis un tiers de siècle au Proche-Orient et, plus particulièrement, depuis les dernières conquêtes du sionisme en 1967* ». Il déplore à ce propos que « *la France soit aujourd'hui lamentablement muette et sa diplomatie sans ressort* ».

AFRIQUE

LA RÉCONCILIATION ENTRE L'ANGOLA ET LE ZAIRE

M. Neto rencontrera M. Mobutu les 19 et 20 août à Kinshasa

Trois mois presque jour pour jour après les sanglants événements de Kolwezi, le président Agostinho Neto, chef de l'Etat angolais, se rendra les 19 et 20 août à Kinshasa, à l'invitation du général Mobutu. Cette réconciliation spectaculaire est la conséquence logique de la « *normalisation* » entre l'Angola et le Zaire intervenue à Brazzaville le 29 juillet. Ce jour-là, Kinshasa et Luanda avaient, pour la première fois depuis l'indépendance de l'Angola, décidé de nouer des relations diplomatiques et d' « *établir un climat de paix, de confiance mutuelle, de tranquillité et de coopération fructueuse* » (*le Monde* du 1er août).

Les deux pays avaient, au préalable, signé des accords prévoyant notamment la réouverture du chemin de fer de Benguela et le retour dans leur pays des réfugiés angolais et zaïrois. Ces décisions faisaient suite à l'annonce par le président Neto du désarmement des anciens « gendarmes katangais » dont la présence le long de la frontière commune faisait obstacle à une amélioration des relations bilatérales.

Le communiqué commun, annonçant la rencontre, précise que les deux chefs d'Etat ont agi « *en conformité avec les principes fondamentaux de l'O.U.A. et en accord avec les vœux exprimés par les dirigeants des pays frères d'Afrique centrale* ».

Cette réconciliation est une preuve supplémentaire de la volonté d' « ouverture » de l'Angola vers l'Occident, et vers les pays africains « modérés ». A cet égard, le président Neto a déclaré mardi 15 août, aux ambassadeurs en poste dans son pays, que Luanda aimerait « *avoir une coopération plus intense avec les pays développés d'Europe occidentale* » tout en conservant des « *relations privilégiées* » avec l'Est.

Washington, qui voit d'un bon œil l'évolution en cours dans cette région, a fait mercredi un geste de bonne volonté en direction du général Mobutu. Le département d'Etat a, en effet, annoncé que l'administration Carter avait décidé de débloquer son assistance financière au Zaïre, au titre de la présente année fiscale, à la suite des « *récents progrès accomplis par le régime de Kinshasa pour assainir la situation économique et politique du pays* ».

Les crédits débloqués s'élèvent à 26 millions de dollars dont 18 couvriront l'aide alimentaire, le reste étant affecté à l'assistance militaire. La moitié de l'aide financière américaine au Zaïre — celle-ci s'élève en 1978 à 26 millions de dollars, dont été suspendue il y a trois mois, avant les événements du Shaba. — (*A.F.P.*)

Tunisie

LA C.I.S.L. SE DÉCLARE « CHOQUÉE » PAR LA DÉCISION DES JUGES DE SOUSSE

Dans un communiqué publié mercredi 16 août à Bruxelles la Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.) s'est déclarée « *profondément choquée* » par la décision du tribunal criminel de Sousse « *de renvoyer devant la Cour de sûreté de l'Etat le procès intenté à cent un syndicalistes et travailleurs de la région* ». « *Cette décision*, déclare la C.I.S.L., *intervient après un débat qui, selon l'opinion unanime des représentants de la presse internationale ainsi que des différents organismes internationaux présents au procès, avait démontré l'inconsistance des preuves réunies pour charger les accusés.* » La Confédération, ajoute le communiqué, « *mettra tout en œuvre pour alerter l'opinion publique internationale ainsi que les gouvernements des différents pays face à cette nouvelle décision des autorités tunisiennes, qui risque de détruire à jamais l'image d'une Tunisie qui se voulait respectueuse des principes fondamentaux des droits de l'homme* ».

● A TUNIS, selon l'*A.F.P.*, l'arrêt d'incompétence rendu mardi par le tribunal de Sousse a été accueilli, par des milieux proches de l'opposition, comme un échec du gouvernement. Toutefois, souligne l'agence, malgré la satisfaction exprimée par les accusés après la lecture de l'arrêt et l'étonnement des défenseurs, aucune réaction n'a pu être encore recueillie tant du côté officiel que dans les milieux proches des avocats.

● *La fin de la visite officielle* de trois jours de M. Lionel Stoléru, secrtaire d'Etat chargé des travailleurs manuels et immigrés, a été marquée mercredi 16 août à Tunis par la publication d'un communiqué. Selon ce texte, les discussions ont porté sur le problème de l'accès à la procédure de regroupement familial des jeunes filles de plus de dix-huit ans et sur celui de l'accès à l'emploi des conjoints de ressortissants tunisiens en France. Dans une conférence de presse, M. Stoléru, qui a notamment rencontré le premier ministre, M. Nouira, s'est félicité de l'esprit de « *concertation* » qui règne, selon lui, sur la coopération tuniso-française en matière de travail. — (*A.F.P.*)

Le conflit d'Erythrée

LE F.P.L.E. FAIT ÉTAT D'UNE VICTOIRE AU SUD D'ASMARA

(*Correspondance.*)

Khartoum. — Le Front populaire de libération de l'Erythrée a affirmé, mercredi 16 août, que ses unités ont infligé un premier revers aux forces éthiopiennes qui tentent de reconquérir les positions tenues par les maquisards. Selon un porte-parole du F.P.L.E., ses guérilleros ont attaqué, à la fin de la semaine dernière, un convoi gouvernemental dans le sud de la province. Ils s'emploient, en outre, à stopper l'avance éthiopienne en direction de la ville de Keren, aux mains du F.P.L.E. depuis plus d'un an.

Selon celui-ci, sept cent cinquante soldats gouvernementaux ont été tués, au sud d'Asmara, entre Decamere et Digsa. Lundi, l'armée éthiopienne avait lancé une attaque contre cette importante zone d'implantation du F.P.L.E. « *Une importante force éthiopienne mécanisée, partant d'Asmara, a essayé quatre fois d'atteindre le village d'Embaderho en mobilisant de nombreux combattants appartenant à la milice paysanne. Les combats ont duré toute la journée*, a précisé le porte-parole. *Nous avons lancé dans la soirée une contre-attaque. L'adversaire, mis en déroute, fut contraint de se replier sur Asmara, laissant derrière lui sept cents cadavres et une importante quantité d'armes légères.* »

L'armée éthiopienne a tenté une nouvelle percée — cette fois, vers l'ouest — mardi en direction de Keren. « *Les combats se poursuivent dans cette zone. Nous tenons solidement nos positions* », a déclaré le porte-parole.

Par ailleurs, les forces du F.P.L.E. s'emploieraient à réoccuper le terrain abandonné par les maquisards du Front de libération de l'Erythrée (F.L.E.), notamment près d'Agordat et de Barentu. « *Notre principale préoccupation est Keren*, a souligné le porte-parole, *mais nos unités « fraîches » continuent de circuler dans toute la province.* »

DAN CONNEL.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● L'ENLEVEMENT DU DIRIGEANT SYNDICAL ROBERTO GARCIA a été démenti, mercredi 16 août, par les membres de son syndicat des chauffeurs de taxi. M. Garcia a déclaré que ces « fausses rumeurs » étaient le fait de personnes malintentionnées ». — (*A.F.P.*)

Maroc

● LE ROI HASSAN II a reçu le 16 août le ministre des affaires étrangères de la Côte-d'Ivoire, M. Siméon Ake, qui a remis au souverain un message du président Houphouët-Boigny. Selon toute vraisemblance, cette démarche fait partie des contacts et des consultations exploratoires en cours pour résoudre le conflit du Sahara occidental.

Namibie

● LES FORCES SUD-AFRICAINES EN NAMIBIE pourraient être renforcées si les maquisards de la SWAPO (Organisation du peuple du sud-ouest africain) basés en Angola poursuivaient la guérilla, a déclaré le 16 août à Durban, M. Pieter Botha, ministre sud-africain de la défense. M. Botha répondait ainsi à M. Sam Nujoma, président de la SWAPO, qui avait annoncé son intention de poursuivre les combats jusqu'à ce que l'Afrique du Sud réduise ses troupes en Namibie à mille cinq cents hommes, conformément au plan d'indépendance proposé par l'ONU. — (*A.F.P., Reuter.*)

Pérou

● UNE EPREUVE DE FORCE est engagée entre le gouvernement et les 40 000 mineurs et ouvriers métallurgiques en grève depuis le 4 août. Plusieurs milliers de grévistes ont occupé, lundi 14 août, la faculté de médecine de Lima qu'ils ont décidé de ne pas quitter avant d'avoir obtenu satisfaction. Les grévistes exigent des augmentations de salaire, la réintégration de plusieurs centaines d'ouvriers licenciés en juillet 1977 à la suite de mouvements de grève, ainsi que la suppression de deux décrets. L'un interdit tout débrayage dans le secteur minier et le second réduit les garanties des travailleurs en matière de stabilité de l'emploi. — (*A.F.P.*)

Rwanda

● PLUS DE TROIS CENTS REFUGIES RWANDAIS de l'ethnie batutsi auraient franchi la frontière ougandaise avec leur bétail, en raison d'un désaccord avec une « *politique nouvelle de leur gouvernement* », a annoncé mercredi 16 août sans donner d'autres détails la radio ougandaise.

OUTRE-MER

BIBLIOGRAPHIE

« Colonialisme et contradictions » en Nouvelle-Calédonie

Eparpillés sur l'immensité du Pacifique, plusieurs peuples — polynésiens ou mélanésiens — ont vainement tenté de résister pendant plus d'un siècle à la colonisation. L'exiguïté des terres insulaires qu'ils défendaient, l'éloignement de ces antipodes maritimes mal connus et trop « rêvés » en Occident, ont longtemps voué à l'oubli ces luttes tôt marquées de désespoir. Alors qu'en Afrique ou en Asie la décolonisation rendait peu à peu justice aux nations « indigènes », un grand silence historique continuait de peser sur le Pacifique.

Vaste continent liquide livré aux appétits concurrents, zones stratégiques âprement disputées par les amirautés, le Pacifique, il est vrai, parut longtemps vide de population tant ses habitants, d'un archipel à l'autre, furent tenus pour quantité négligeable. Aujourd'hui encore la politique assimilationniste que poursuit la France de Nouméa à Papeete, le condominium économique australo-américain qui règne ailleurs, laissent peu de place à les revendications culturelles et nationales qui, pourtant, s'affirment.

Les Canaques (mélanésiens) de Nouvelle-Calédonie, par exemple, sortent peu à peu d'une sorte d'exil absolu dans l'histoire. La richesse subtile d'une civilisation conviviale que les conquérants et les missionnaires avaient dégradée, l'âpreté de leur résistance au colonialisme commencent à être « redécouvertes ». Le mérite essentiel de Roselène Dousset Leenhardt, ethnologue passionnée et compagne fraternelle du peuple canaque, est de ressusciter, de livre en livre, avec talent, le drame historique vécu par les Mélanésiens de la « grande terre ». Joignant de manière étonnante la rigueur du scientifique aux vibrantes passions de l'écrivain, usant habilement des techniques nouvelles de l' « ethno-histoire », elle bâtit peu à peu un grand témoignage dont la connaissance sera demain indispensable à qui voudra s'intéresser aux civilisations du Pacifique.

Après nous avoir décrit en 1976 dans *Terre natale, terre d'exil*, la grande insurrection canaque de 1878, elle remonte en quelque sorte vers l'aval en rééditant *Colonialisme et Contradictions*, écrit en 1965 et consacré également à la Nouvelle-Calédonie. On y apprendra — textes et témoignages à l'appui — comment, accueillis au départ avec courtoisie et hospitalité par les Mélanésiens (au temps de Cook), les Blancs s'aliénèrent peu à peu les habitants de l'archipel calédonien, volés, massacrés et comme effacés de l'histoire.

On comprendrait mal aujourd'hui la résistance têtue que continue de rencontrer le néo-colonialisme français à Nouméa en négligeant un témoignage de cette qualité. « *A quoi ont servi ces travaux d'histoire ou d'ethnographie*, se demande modestement l'auteur dans sa nouvelle préface, *puisque la surdité des nations dominantes est chronique.* » Rassurons-la. Il ne fait jamais œuvre vaine celui qui travaille pour la vérité du souvenir. — J.-C. G.

★ Roselène Dousset Leenhardt, *Colonialisme et Contradictions, Nouvelle-Calédonie, 1878-1978*, (L'Harmattan).

AMÉRIQUES

États-Unis

L'assassin de Martin Luther King devant le Congrès

L'Arlésienne de James Earl Ray

Sous toutes les latitudes démocratiques, l'innocence a des accents qui trompent rarement. L'assassin du pasteur Martin Luther King, James Earl Ray, n'en a pas trouvé, le 16 août, pour se disculper devant la commission d'enquête de la Chambre des représentants. Il a lu en guise de préface à sa déposition une déclaration présentant une version des faits qui n'a rien gagné en clarté au cours des dix ans de réflexion qu'a eus l'auteur, extrait pour la circonstance d'une cellule où il purge une peine de quatre-vingt-dix-neuf ans de prison pour homicide volontaire.

Selon James Ray, il ne se trouvait pas sur les lieux de l'attentat au moment du crime, mais il n'en n'était pas loin non plus et — coïncidence fatale ! — il avait bien loué une chambre dans le motel d'où partirent les coups de feu tirés sur le prix Nobel de la paix. Jouant de malchance, c'est aussi de son fusil à lunette qu'ils sont partis. Il l'avait prêté, la veille du meurtre, à un certain « Raoul », descendu au même hôtel que lui, et devenu depuis leur rencontre au Canada son compagnon des mauvais coups dont il vivait. A l'époque, Ray avait déjà passé le tiers de ses quarante ans sous les verrous... Oui, mais qui est ce mystérieux Raoul ? Ray n'en sait rien et n'a jamais voulu le savoir : va-t-on demander sa carte d'identité et ses certificats de bonne conduite à un malfaiteur avec lequel on s'acoquine ?

La discrétion est une arme à double tranchant. L'avocat qui assura la défense de Ray après son arrestation, M[e] Percy Foreman, et qui le persuada de plaider coupable devant un juge et non un jury (le Monde du 16 août), n'a-t-il pas « oublié » de demander à son client s'il était coupable ou non, comme celui-ci l'affirme aujourd'hui ? On comprend que, avec de tels défenseurs, Ray ait entre-temps changé dix fois d'avocats et que, en désespoir de cause, il en soit à voir dans ses malheurs l'œuvre d'un « complot » entre le F.B.I. et la police de Memphis décidés à supprimer le pasteur Martin Luther King.

Sa déposition de mercredi, en tout cas, sentait plus l'alibi laborieux — et, naturellement, invérifiable, — que le cri du cœur de la victime d'une erreur judiciaire. — A. C.

LA GRÈVE DES JOURNAUX DE NEW-YORK ENTRE DANS SA DEUXIÈME SEMAINE.

Les trois principaux quotidiens de New-York, le *New York Times*, le *Daily News* et le *New York Post* n'ont toujours pas reparu ce jeudi 17 août. Le conflit, qui oppose depuis une semaine les directions de ces journaux aux mille cinq cents rotativistes des imprimeries, semble encore loin d'être réglé.

Les discussions entre directions et représentants syndicaux ont été suspendues mercredi soir pour plusieurs jours peut-être, faute de propositions patronales. La grève, déclenchée par les rotativistes qui protestent contre les plans de réductions d'effectifs, *risque de s'étendre* à d'autres catégories d'ouvriers des imprimeries.

Un quotidien, le *City News*, employant les journalistes des trois quotidiens, pourrait paraître dès la fin de cette semaine, et pour toute la durée du conflit.

Dix mille personnes sont sans travail à la suite de cette grève, qui prive chaque jour les New-Yorkais des 3,5 millions d'exemplaires publiés par les trois journaux. — *(A.F.P.)*

● LE RETOUR A SANTIAGO de la délégation chilienne chargée de la négociation du différend argentino-chilien sur le canal de Beagle, a été motivé par des propositions argentines « incompatibles » avec le traité de 1881, et la souveraineté du Chili sur toutes les îles de l'archipel austral, a déclaré, mercredi 16 août, le ministère chilien des affaires étrangères. — *(A.F.P.)*

La « victoire » de M. Guzman et le « triomphe » du général Stroessner

Les occasions de célébrer les « succès » de la démocratie ne sont pas si fréquentes en Amérique latine depuis quelque temps. Aussi, la prestation de serment, le mercredi 16 août, à Saint-Domingue, de M. Antonio Guzman, élu à la présidence de la République, le 16 mai dernier, grâce à un « coup de pouce » du président Carter, a-t-elle été suivie par une bonne centaine de personnalités étrangères favorables au renforcement du courant « social-démocrate » dans un continent où il reste bien difficile de dégager une voie moyenne entre les « violences » révolutionnaires d'une extrême gauche toujours redoutée et la « violence » institutionnelle de militaires solidement installés.

A la tête de la très importante délégation américaine, M. Cyrus Vance, secrétaire d'Etat, a témoigné de l'intérêt que les Etats-Unis attachent à la tentative de consolidation de la démocratie « à la vénézuélienne » dans un pays des Caraïbes où les séquelles du trujillisme restent vivaces. En 1965, une intervention armée massive des Etats-Unis avait contribué à l'écrasement d'un soulèvement civil et militaire, dont le but était le rétablissement de l'ancien président Juan Bosch, de tendance libérale, leader du parti révolutionnaire dominicain. En 1978, une intervention « politique » des Etats-Unis a permis la victoire de M. Guzman, candidat de ce même parti révolutionnaire, dont M. Juan Bosch s'est séparé, et qui a obtenu son adhésion à l'Internationale socialiste. Un appui que les militaires, résolus à s'accrocher au pouvoir pour conserver prébendes et privilèges, n'ont pu ignorer. Mais sans les mises en garde pressantes et répétées de la Maison Blanche aux amis du président sortant, M. Joaquin Balaguer, qui prétendaient annuler les résultats des élections du 16 mai pour stopper la course à la présidence de M. Guzman, la « fête » du 16 août n'aurait pas eu lieu.

Serviteur fidèle de Trujillo, maître de Saint-Domingue pendant douze années consécutives en appliquant quelques recettes de son « patron » disparu, M. Balaguer doit avoir la mémoire courte. Il s'est plaint amèrement des « interventions inadmissibles » des Etats-Unis dans les affaires intérieures de la République. Il n'a pas pour autant perdu tous ses atouts, et la « victoire » de M. Guzman, célébrée avec satisfaction à Washington, n'est pas encore si solide. Agé de soixante-sept ans, ancien ministre de l'agriculture dans le gouvernement Juan Bosch en 1963, déjà pressenti à Washington au lendemain de la guerre civile de 1965 pour diriger un gouvernement provisoire, M. Guzman est un très riche propriétaire terrien et un éleveur de Santiago-de-Los Caballeros, seconde ville du pays. Candidat malheureux en 1974 contre l'inamovible président-ventouse Balaguer, M. Guzman, modéré, courtois, très lié aux puissantes associations d'agriculteurs, devra durement batailler pour s'imposer contre tous les nostalgiques du trujillisme.

Ceux-ci ont marqué deux points importants avant même la passation des pouvoirs. A la fin juillet, la Cour suprême de Saint-Domingue a confirmé une décision du tribunal électoral accordant quatre sièges supplémentaires de sénateurs au parti réformiste de M. Balaguer. Le parti révolutionnaire de M. Guzman est ainsi devenu minoritaire au Sénat, alors qu'il avait conquis la majorité à l'issue des élections de mai. Les partisans du président sortant espèrent ainsi contraindre le nouveau gouvernement à des concessions et à une collaboration de fait. D'autre part, certains des généraux les plus hostiles à une démocratisation réelle ont réussi à conserver des postes importants, bien que le général Neit Nivar Seijas, ancien chef de la police et principal instigateur de la tentative de coup d'Etat de mai dernier, ait été remercié par M. Guzman. La moindre des choses... Le nouveau président, qui a formé un cabinet de quinze membres et n'a conservé qu'un seul ministre du gouvernement Balaguer, celui des affaires étrangères, a promis de lutter avec toute son énergie contre une « corruption administrative éhontée et reconnue par M. Balaguer ».

**

C'est, en revanche, dans une indifférence à peu près générale que le général Alfredo Stroessner, dirigeant tout-puissant du Paraguay depuis 1954, a célébré le même jour son nouveau « triomphe ». Il a prêté serment à Asuncion, inaugurant un sixième mandat présidentiel après avoir obtenu plus de 90 % des suffrages aux « élections » du 12 février dernier. Une formalité. Deux généraux, ministres depuis le coup d'Etat de 1954 contre le président Chaves, ont également prêté serment.

Aucun commentaire n'a été fait à Washington sur la « consolidation » de la dictature « la plus longue » de toute l'Amérique du Sud. En 1977, les Etats-Unis ont sans doute suspendu l'aide militaire accordée au Paraguay du général Stroessner, en raison des « violations des droits de l'homme » dans ce pays. Mais il ne semble pas que cette mesure ait réellement gêné le maître d'Asuncion qui dispose de solides amitiés à Brasilia. Les remontrances de Washington sont encore efficaces dans les Caraïbes. Leur effet s'atténue singulièrement dans la zone d'influence du sous-impérialisme brésilien...

MARCEL NIEDERGANG.

ASIE

Les privilèges des Chinois d'outre-mer sont rétablis en Chine

Hongkong *(A.F.P.)*. — Plusieurs des privilèges dont bénéficiaient avant la révolution culturelle les *Chinois d'outre-mer qui avaient* regagné la mère patrie sont progressivement rétablis en Chine depuis quelques mois, a-t-on appris à Hongkong.

Certains de ces privilèges sont aussi étendus aux Chinois dépendant financièrement de Chinois d'outre-mer vivant hors de Chine.

Selon une étude du magazine commercial de Hongkong *Canton Companion*, les mesures annoncées à ce jour par les autorités de Pékin dans ce domaine sont les suivantes :

— Restauration et restitution à leurs propriétaires légitimes des villas formant les « *villages de Chinois d'outre-mer* » créés pendant les années 50 à proximité des grandes villes et qui ont été fermés en 1966. La construction de nouveaux villages « *d'outre-mer* », plus confortables et luxueux que les habitations normales en Chine, est également en cours.

— Suppression de l'obligation de présenter des « *coupons industriels de rationnement* » pour les Chinois d'outre-mer ou les Chinois recevant des virements de fonds de parents établis à l'étranger, s'ils veulent acquérir en Chine postes de radio ou de télévision, bicyclettes ou machines à coudre.

— Réouverture, annoncée en mai, de magasins de détail particulièrement bien fournis à l'usage exclusif des Chinois d'outre-mer.

Les « *corporations d'investissement pour Chinois d'outre-mer* », disparues en 1966, sont aussi en vie de réapparition. Elles permettent aux Chinois d'outre-mer d'investir en actions d'entreprises industrielles chinoises à un taux de revenu moyen de 7 %.

Dans la seule province du *Kwantung, six millions de personnes*, soit un huitième de la population, reçoivent des virements en devises de parents résidant à l'étranger. Entre 150 et 200 millions de dollars, selon les *spécialistes de Hongkong, ont été* envoyés en 1977 à des parents vivant en Chine.

politique

M. BARRE RENCONTRERA LES « JEUNES GISCARDIENS » RÉUNIS A BEAUCAIRE

M. Raymond Barre se rendra, le vendredi 25 août, à Beaucaire (Gard), pour assister à une session de l'université d'été des Jeunes giscardiens du mouvement Autrement. La veille, le premier ministre aura visité le canton de Chéroy (Yonne), dont le syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) célèbre son cinquantième anniversaire.

Arrivant à Chéroy jeudi après-midi, après avoir participé, le matin, au conseil des ministres, M. Barre sera accueilli par le maire de la ville, M. Jacques Piot, député R.P.R., et aura un entretien avec les élus locaux. Le premier ministre prononcera un discours, puis il se rendra dans la localité voisine, à Saint-Valérien, où il visitera plusieurs réalisations du SIVOM, dont un collège, un complexe sportif et une gendarmerie.

M. Poperen (P.C.) : refaire « en bas » ce que le P.S. a détruit « par le haut »

Dans *France nouvelle*, hebdomadaire du P.C., M. Claude Poperen, membre du bureau politique de ce parti, tente d'expliquer le « *double langage* » du parti socialiste, qui, selon lui, ne peut s'écarter trop ouvertement de l'idée de l'union de la gauhe sans courir « *le risque de perdre ce qu'il a électoralement gagné au cours des dernières années* ».

Pour M. Poperen, *c'est ce qui explique la contradiction permanente entre la politique pratiquée par les dirigeants socialistes, celle des petites touches d'approche vers la démarche élyséenne, engagée avant les élections et qui se développe depuis, et les déclarations à la fibre « unitaire »*.

L'éditorialiste de *France nouvelle* ajoute :

« *Pour reprendre la marche en avant de l'union, combattre l'idée « Il n'y a rien à faire avec les socialiste », le travail idéologique doit être développé à propos de la nocivité de la politique du pouvoir, de la responsabilité totale du parti socialiste dans la division de la gauche, le fait qu'elle n'a pu obtenir la victoire, en rejetant les aspects polémiques sur lesquels le parti socialiste voudrait entraîner les communistes. (...)*

» En bref, il s'agit, par une activité obstinée et de longue haleine, de combler le retard qui s'est manifesté de manière tangible en mars. D'abord, pas assez de Français ont été gagnés à l'idée du changement, d'autre part, sur le contenu de celui-ci, bien des progrès restent à faire. (...)

» De plus cette activité tous azimuts a pour but de sceller dans la vie une union plus solide. Il faut refaire « en bas » ce que le P.S. a détruit « par le haut ».

M. Elleinstein s'inquiète des orientations politiques de la direction du P.C.

L'historien communiste Jean Elleinstein, qui avait contesté certaines positions de son parti en retrait selon lui sur la ligne du vingt-deuxième congrès (*le Monde* des 13, 14, 15 avril et du 5 juillet), répond dans *Paris-Match* à l'entretien télévisé de M. Georges Marchais, le 9 août dernier. M. Elleinstein estime que la gauche ne répond pas aux problèmes de la France contemporaine. Il souligne les menaces que le développement du capitalisme et de la technologie fait peser sur les sociétés de l'Ouest.

« *La social-démocratie et le socialisme traditionnel sont*, écrit-il, *dans l'impasse et face à la crise actuelle, leurs réponses ne se distinguent guère de celles des partis conservateurs. Ils gèrent le capitalisme et sont en butte aux difficultés et aux contradictions que celui-ci rencontre à notre époque.* »

A l'Est, « *le communisme traditionnel connaît un échec incontestable et ne peut constituer un pôle d'attraction pour le monde occidental* ». Aussi M. Elleinstein se référant au secrétaire général du P.C.I. et aux thèses du vingt-deuxième congrès du P.C.F., souhaite la recherche d'une troisième solution « *idée qui*, écrit-il, *était absente des réponses de Georges Marchais aux journalistes* ». Pour « *reconstituer l'union de la gauche sur des bases claires* », poursuit-il, « *les socialistes doivent abandonner toute tentative social-démocrate, la condamner en analyser les méfaits historiques* » et « *les communistes doivent renoncer à toute pratique stalinienne et critiquer fondamentalement les expériences qui se réclament du socialisme dans ce qu'elles ont d'aliénant pour la liberté et la dignité de l'homme* ».

M. Elleinstein indique que son entretien avec M. Marchais, en mai, s'est terminé « *par un constat de désaccord persistant sur tous les problèmes évoqués* ». Il s'inquiète désormais de la manière dont la direction du P.C. envisage la question européenne. « *Si*, écrit-il, *les partis communistes occidentaux ne sont pas capables de s'entendre sur l'Europe, alors l'internationalisme, déjà fortement mis en cause par les événements d'Asie, par les conflits entre le Cambodge et le Vietnam, par les querelles entre l'Union soviétique et la Chine, entre la Yougoslavie et la Bulgarie, ne sera plus qu'un souvenir ou un ensemble de rites, honorables sans doute, mais impuissants à résoudre les problèmes de notre temps. L'observation faite par Georges Marchais sur l'attitude des partis communistes grec et portugais qui refusent l'entrée de leurs pays dans le Marché commun me semble d'autant plus inquiétante qu'il s'agit de partis restés profondément staliniens et liés d'une façon incontestable au parti communiste de l'Union soviétique. Aujourd'hui, la lutte de classes passe par le cadre européen et c'est le cadre des grands combats démocratiques des années à venir. Se contenter de rejeter l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. est une solution sans doute commode et facile mais elle ne correspond pas aux nécessités de notre temps. (...)*

» Mieux définir les conditions économiques, sociales, culturelles, de notre société, critiquer d'une façon sérieuse les expériences qui se réclament du socialisme, rendre plus démocratiques les règles de fonctionnement du centralisme démocratique, telles sont quelques-unes des conditions fondamentales de la préparation du XXIII[e] congrès du Parti communiste français. Ce qui m'inquiète, c'est que l'entretien télévisé de Georges Marchais ne donnait pas le sentiment que l'on semble se diriger dans cette direction. »

● *L'annulation par le tribunal administratif de Marseille des élections municipales d'Aix-en-Provence* (*le Monde* daté 13-14 août) fait l'objet d'une requête auprès du Conseil d'Etat. M. Alain Joispains, radical, maire depuis le scrutin de juin dernier, estime que la présence sur la liste qu'il conduisait de Mme Andrée Chelini, que le tribunal administratif a considérée comme inéligible, ne constitue pas un motif d'annulation. Il a précisé que Mme Chelini « *avait obtenu son inscription sur la liste des contributions locales de manière rétroactive et antérieure au dépôt des listes électorales* ». Pour M. Joissains, la présence de Mme Chelini au conseil d'administration de l'Office public d'H.L.M. de Lille et le poste confié à son mari à l'université d'Aix-en-Provence, constituent une « *une domiciliation effective* ».

Le Monde

société

NICE S'INTERROGE SUR LES ABSENCES DE SON MAIRE

Une affaire personnelle, nous déclare M. Jacques Médecin

Alors que Nice s'interroge sur l'absence prolongée de son maire, M. Jacques Médecin passe actuellement ses vacances à Los Angeles. Son calendrier d'activités pour septembre est déjà chargé. Alors qu'on parle, à Nice, de la « disparition » de l'ancien secrétaire d'Etat au tourisme, celui-ci se laisse photographier en compagnie de son amie américaine par la presse californienne. Nous avons réussi à joindre M. Médecin à Los Angeles, où il a accepté de répondre — par téléphone — à nos questions.

« Votre absence de France suscite de curieuses réactions depuis le début de l'été. En juin, on a dit que vous étiez « parti sans laisser d'adresse » et depuis la fin du mois de juillet, après votre second départ, on entend murmurer à Nice que vous avez fui, que vous ne rentrerez plus...

— C'est beaucoup plus simple. En juin, j'ai été invité par un ami en Argentine — et non par un ministre du général Videla comme on l'a prétendu — à l'occasion de la Coupe du monde de football. Comme je devais beaucoup voyager dans ce pays, il m'était impossible de dire à mes collaborateurs à quelle heure et en quel lieu ils pouvaient me joindre. En revanche, je les ai appelés tous les jours au téléphone. Dire que Jacques Médecin était parti sans laisser d'adresse était une formule un peu lapidaire qui avait pour objet de laisser planer une suspicion. Je vous dirai que je suis, malgré tout, extrêmement sensible à tous les honneurs que me fait la presse.

» Cela prouve que je suis quand même un très grand homme politique et vraisemblablement le premier maire de France, puisqu'on n'interroge pas M. Jacques Chirac sur ses absences.

— N'êtes-vous pas quand même le seul maire de France à s'absenter de sa ville plus de deux mois cet été ?

— Ne me faites pas rire ! M. Defferre est absent en permanence de sa mairie. Tout le monde vous dira que le maire de Marseille est en croisière à perpétuité. Et M. François Mitterrand était encore mon voisin, il y a quelques jours, à l'hôtel Bervely-Hills de Los Angeles, invité par un milliardaire américain.

— Votre absence fait pourtant naître à Nice de nouvelles rumeurs vous concernant : on entend dire, par exemple, que vous songez sérieusement à renoncer à vos responsabilités politiques et municipales, que vous avez mal supporté d'être écarté du gouvernement après les élections...

— Je traverse, simplement, sur le plan personnel, une période difficile. Cette période, je ne suis pourtant pas le premier à la vivre : d'autres hommes politiques ont déjà divorcé, certains même deux ou trois fois, pour lesquels la presse s'est montrée très discrète. Ces hommes ont connu des problèmes affectifs qui les ont certainement empêchés de cohabiter — même momentanément — dans la même ville que leur ex-épouse. Cette situation me conduit à m'éloigner, non de ma ville ou de mes concitoyens, mais de mon milieu familial. Je vis cette crise depuis mars ou avril. Que cela ait coïncidé avec les élections législatives ou mon départ du gouvernement, je n'y suis pour rien.

» Quant à mon rôle au gouvernement, je savais en y entrant que je ne serais pas éternel. L'important, pour moi, est de savoir que pendant mon passage au secrétariat d'Etat au tourisme j'ai marqué d'une empreinte personnelle l'activité de cette maison. Mais il est démontré que les ministres ne sont pas forcément jugés sur les résultats de leur action. Le secrétariat d'Etat au tourisme a été supprimé après mon départ. Je trouve cela regrettable.

— Vos problèmes personnels sont-ils réellement l'unique raison de votre absence ? On dit à Nice que votre pouvoir s'effrite...

— On dit beaucoup de bêtises, vous savez. On a dit que j'étais parti avec l'argent de la caisse de la Ville, alors que tout le monde sait que les fonds dont dispose une municipalité sont contrôlés par le trésorier-payeur général, fonctionnaire du Trésor. Un maire ne peut pas prendre 1 franc. On a dit aussi que je prenais une commission au passage sur chaque transaction financière de la ville de Nice. *Les ragots..., les « on-dit... »,* la presse ne s'alimente plus que de cela. J'en ai l'habitude : je suis, depuis deux ans, sous les feux croisés de la presse satirique ou de gauche. C'est à pleurer, cette indigence intellectuelle. On a tout dit sur moi à travers la campagne du *Canard enchaîné,* bien sûr, par sous-entendus, par le jeu de l'amalgame, par des suppositions.

« Des ragots »

— Mais pourquoi vous prête-t-on de démissionner de vos mandats ?

— Encore des ragots ! Bien sûr, je n'ignore pas que j'ai des adversaires. Sans eux, je ne serais pas l'homme que je suis. Ce sont mes adversaires qui m'ont fait. C'est leur méchanceté, leur veulerie, leur abjection, vis-à-vis de *mon père d'abord,* puis de moi-même qui m'ont forgé un caractère.

» Je sais aussi qu'on prétend avoir des dossiers sur moi, qu'on raconte que le gouvernement a des dossiers sur moi. Quand j'étais jeune, j'ai entendu dire cela à mon père pendant des années. Puis, la guerre est arrivée : les Allemands auraient dû trouver ces fameux dossiers. Ensuite, pendant le gaullisme, que mon père a combattu, on annonçait chaque semaine la publication de ces dossiers. On reprochait à mon père — tenez-vous bien — un dossier de 900 milliards de francs. Or il a été élu avec 63 % des voix aux élections suivantes et a écrasé tous ses adversaires. C'est la même chose aujourd'hui. En revanche, mon père m'a laissé, à sa mort, en 1965, un dossier — d'une centaine de feuillets — concernant un certain nombre de personnes à Nice.

— Pourtant, à Nice, les rumeurs ne viennent pas que des rangs de vos adversaires. Songez-vous sérieusement, comme certains de vos proches conseillers le laissent entendre, à renoncer à la présidence du conseil général des Alpes-Maritimes ?

— Il est vrai que lorsque j'ai pris, en 1973, la présidence du conseil général, cela a été à mon corps défendant, à la demande pressante du préfet de l'époque, de ses secrétaires généraux, de M. Michel Bavastro, P.-D.G. de *Nice-Matin,* qui m'avait invité dans son bureau à cette occasion, et d'un certain nombre de personnalités politiques. Pendant les deux années de ma participation au gouvernement, j'ai été contraint de négliger cette charge. Quand on est le maire d'une grande ville, on ne peut pas tout faire. Le problème est maintenant le suivant : les prochaines élections au conseil général doivent avoir lieu en mars 1979. Or le président de la République a annoncé son intention de demander au Parlement de limiter le nombre des mandats des élus. Cela devrait normalement être fait à la prochaine session d'automne de l'Assemblée nationale. Pour ma part, je proclame depuis longtemps que le cumul des mandats est une ineptie. Comme les autres élus, je devrai choisir. Les maires de villages ou de petites villes qui n'ont pas la responsabilité de la gestion de la cinquième ville de France sont plus à même d'occuper des fonctions régionales.

— Les informations concernant la trahison de certains de vos amis au sein du conseil municipal ne sont-elles aussi que des ragots malveillants lancés par la presse ou par vos adversaires ? Il semble que certains conseillers municipaux, profitant de votre absence, recherchent des alliances politiques avec des hommes de la majorité extérieurs à votre équipe. On prête même à ces conseillers l'intention de miser sur l'éventuelle annulation, par le Conseil d'Etat, des élections municipales de 1977 dans deux des trois secteurs de Nice.

— Je ne me suis jamais fait d'illusions sur les gens en général ou sur ceux qui se prétendent mes amis. Au sein du conseil municipal, j'ai autour de moi des hommes qui appartiennent au R.P.R. ou au P.R., des hommes qui me sont extrêmement fidèles et dévoués. Ils représentent 95 % des nouveaux venus sur ma liste. Les anciens conseillers municipaux, eux, sont d'une fidélité éprouvée. Il reste quatre ou cinq torturés que j'ai pris sur ma liste, parce que j'ai voulu jouer le jeu jusqu'au bout, et qui ne me pardonnent pas de devoir à ma candidature de 1977 leur accession à la vie publique. Lorsque je me présente seul aux élections, comme aux dernières législatives de 1978, je l'emporte avec dix mille voix d'avance, mais lorsque je remorque derrière moi des éternels battus du suffrage universel, je ne l'emporte que de neuf cents voix, comme aux élections municipal de 1977. Alors ces gens-là s'illusionnent beaucoup.

» Depuis, s'il doit y avoir demain une rébellion au sein du conseil municipal, je sais qu'elle ne sera pas d'origine niçoise. Elle aura été télécommandée par une intrigue venant d'un autre niveau politique. Je dis tout de suite que je ne pense pas qu'il s'agisse du plus haut niveau. Cela vient simplement de Paris, qui est très à l'écoute des rumeurs et où l'on a de plus en plus une mentalité de flic.

— Pouvez-vous préciser ce « niveau politique » où naissent les critiques à votre égard ? Ne s'agit-il pas du P.R., votre propre parti ?

— Je ne puis que vous répéter que ces intrigues sont télécommandées de Paris. Mais ce n'est pas nouveau et je suis de taille à résister. Je ne peux pas empêcher quatre ou cinq conseillers municipaux — sur quarante-huit — de faire des commentaires désobligeants sur moi ou de spéculer sur une éventuelle annulation des élections municipales de 1977 dans le 3e secteur de Nice...

» Je ne vois pas, au reste, comment les élections municipales dans le 3e secteur pourraient être annulées maintenant. Parce que ce scrutin a eu lieu en mars 1977, et nous serons bientôt en mars 1979. On ne va tout de même pas annuler ces élections deux ans après. Si le Conseil d'Etat a tellement tardé à prendre une décision, c'est qu'à mon avis il a jugé qu'il n'y avait pas eu lieu d'annuler les élections. Mais mettons les choses au pire : le 3e secteur est annulé. Une partie de ma liste municipale présente sa candidature contre moi. Je serai alors dans l'obligation de prier certains conseillers de démissionner ou de demander aux membres de ma liste qui appartiennent aux partis de la majorité de se désolidariser publiquement de cette liste pendant la campagne. Vous voyez, par exemple, le parti radical présenter une liste disjointe dans le 3e secteur publiquement désavoué par six conseillers municipaux radicaux dans les 1er et 2e secteurs ?

— Vous parlez du parti radical. Ne s'agit-il pas plutôt du P.R. ? Des ministres giscardiens critiquent votre gestion...

— Tout ce que je peux vous dire, c'est que le R.P.R. est actuellement avec moi d'une extrême gentillesse et que ses membres se comportent avec moi comme des amis et des alliés véritables. Je ne peux pas empêcher des ministres de me critiquer. Pour ma part, je réserve mes informations au président de la République, s'il veut bien me recevoir ou si j'ai un jour l'occasion de le rencontrer. Croyez-moi, je ne suis pas tout à fait innocent : le R.P.R. n'ignore pas que les prochaines élections présidentielles auront lieu en 1981. La ville de Nice a toujours accordé la majorité de ses suffrages aux candidats désignés par mon père ou par moi-même. Ce fut le cas en 1965 pour Jean Lecanuet, en 1969 pour Alain Poher, en 1974 pour M. Giscard d'Estaing.

» Or la bataille politique pour 1981 a déjà commencé, nul ne l'ignore. Le chef de l'Etat souhaite, à coup sûr, que je reste fidèle à mon soutien. Les intrigues dont je suis la cible ne peuvent pas venir de lui. Il ne tient pas du tout à se fâcher avec moi. Car, malgré les supputations des uns et des autres, je suis quand même maire de Nice jusqu'en 1982, et député des Alpes-Maritimes jusqu'en 1983. Que cela plaise ou non. Même s'il devait y avoir de nouvelles élections municipales dans les deuxième et troisième secteurs de Nice, les dissidents de ma liste n'obtiendraient pas plus de 6 % des voix. J'ajoute que je trouverai certainement des alliés fantastiques en la personne des chiraquiens.

— Songez-vous, comme on le prétend également à Nice, à quitter le P.R., où l'on vous dit mal à l'aise ?

— Je me suis toujours tenu à l'écart des grands partis. J'ai adhéré au P.R. pour soutenir M. Giscard d'Estaing, non pour appartenir à tel ou tel groupe parlementaire. Je ne vais pas changer de parti tous les quinze jours. Mais il est évident que si je gêne quelqu'un au P.R., je m'en irai sans verser de larmes. Les chiraquiens seraient, bien sûr, très attentifs à mon départ, car homme très puissant et toujours capable de renverser une majorité à Nice en faveur de l'un ou l'autre des candidats aux élections présidentielles. »

Propos recueillis par
PHILIPPE BOGGIO.

Reviendra ? Reviendra pas ?

De notre envoyé spécial

Nice. — M. Médecin, cinquante ans, maire de Nice depuis 1965, député des Alpes-Maritimes depuis 1967, ancien secrétaire d'Etat au tourisme, est en villégiature à Los Angeles (Californie). Après une brève escale à Paris, il a rejoint vers le 20 juillet, sa fiancée, Mlle Ilène Graham, trente ans, qui serait l'héritière du patrimoine immobilier de son oncle, le richissime créateur des produits cosmétiques Max Factor, et première fortune de l'ouest des Etats-Unis. M. Médecin doit séjourner auprès de son amie jusqu'au début du mois septembre. Marié, père de deux enfants, le maire de Nice avait engagé, avant son départ, une procédure de divorce et mis en vente la villa « *Lou Soubran* » (le Sommet), propriété qu'il possède sur la colline de Gairaut.

Quels éléments mystérieux peut bien comporter cet épisode économico-sentimental. Les coups de foudre de la cinquantaine sont choses courantes. Les Français ont pris l'habitude de divorcer. Et Margot devrait être rassurée de voir les princes de la politique encore capables de séduire de vraies princesses. On aurait pu comprendre que Nice, bonne fille, plaigne l'épouse délaissée ou se réjouisse du bonheur des amoureux. Mais pourquoi cette soudaine montée des rumeurs ?

Le prétexte de l'alarme a été fourni en juin par l'annonce, dans *Nice-matin,* d'une première absence de M. Jacques Médecin. Le quotidien régional avait même précisé que le maire était « *parti sans laisser d'adresse* ». L'entourage du maire s'était voulu rassurant mais n'était pas parvenu à masquer son embarras. La presse avait fait écho à ce départ mystérieux. De l'étranger, M. Médecin s'était cru obligé de faire savoir qu'il assistait simplement à la Coupe du monde de football en Argentine, qu'il se tenait quotidiennement informé des affaires de la ville et qu'il n'était pas dans son intention de renoncer à ses responsabilités publiques (1).

Cette mise au point a eu l'effet contraire de l'apaisement recherché. « *A chaque fois que Jacques Médecin réagit à une attaque ou à une critique, son démenti renforce le soupçon* », explique un de ses amis. *Déjà, le procès intenté par M. Médecin au Canard enchaîné,* qui avait cru reconnaître sur une photographie, Urbain Giaume, trafiquant de drogue niçois, en compagnie du président de la République et de l'ancien secrétaire d'Etat au tourisme, s'était retourné contre le plaignant (2). « *Cette histoire a été catastrophique,* note encore ce fidèle du maire, *M. Médecin a aggravé la diffamation. Il a gagné son procès mais le* Canard *a réussi son opération.* » Le communiqué de M. Jacques Médecin n'a pas calmé les rumeurs. Bien au contraire.

D'abord, les allusions au divorce difficile du maire de Nice.

Viennent ensuite les histoires complètes, mieux construites, qui reprennent des accusations déjà formulées contre le maire de Nice à propos des affaires Spaggiari (*le Monde* du 18 mai 1977) et Fratoni (*le Monde* du 28 juillet 1978).

Enfin, la version économico-politique : M. Jacques Médecin aurait été incité à mettre fin à ses activités publiques. Le maire de Nice tenterait actuellement, depuis les Etats-Unis, « *de négocier sa démission* ». Le coup de foudre amoureux fournirait un prétexte honorable à ce départ et on laisserait même à M. Médecin le soin de désigner son successeur à Nice.

Contentieux

En dehors de ces rumeurs, il y a les faits épars vérifiés ou non démentis dans le passé par M. Médecin. Ainsi, il est vrai, par exemple, que Spaggiari était connu à la mairie de Nice. Il est exact, aussi, que le maire est un ancien condisciple de lycée de Jean-Dominique Fratoni, ou que l'ex-secrétaire d'Etat n'a jamais caché ses sympathies pour l'extrême droite, au point de prendre pour conseillers plusieurs anciens militants de l'Association générale des étudiants niçois (AGEN), connue, après 1968, pour la dureté de ses barres de fer.

Ces rappels n'émanent pas seulement d'une poignée d'envieux malveillants et désœuvrés. Ou de l'adversaire officiel du maire de Nice, le parti communiste, qui se montre fort prudent dans ce concert. « *Nous ne souhaitons surtout pas que le maire disparaisse,* explique M. Charles Caressa, membre du comité central du P.C. et tête de file du parti à Nice. *Nous avons un vieux contentieux électoral à régler avec lui. Qu'il revienne vite !* »

Toutes les fois que M. Médecin fait l'objet d'une accusation, les bruits suivent le même parcours dans la ville. Se formant près de la mairie, parfois même parmi les employés municipaux, ils gagnent les cafés de la place du Palais-de-Justice, ou la préfecture, pour trouver un écho sur le marché aux fleurs du cours Saleya. Cet été, pourtant, le champ de la rumeur s'est élargi aux villas des collines, habitées par des personnalités connues à Nice et par des hommes politiques qui, traditionnellement, par esprit de corps ou fidélité, endiguaient le soupçon ; le « *mal Médecin* » a atteint la classe politique et celle-ci n'a plus sa retenue coutumière. « *Allez chercher du côté des relations entre Fratoni et Médecin* », conseille-t-on. Du côté désigné bien sûr, on ne trouve rien. Mais l'homme de si bon conseil est député. « *Médecin est tombé plus vite que Carter.* » Cet autre est avocat et gaulliste de la première heure. D'autres parlent encore, refusant, certes, d'assumer la responsabilité de leurs propos, menaçant de poursuites si leur nom est cité, mais apportant leur pierre à l'édifice accusateur de Jacques Médecin.

« *Il vaut mieux qu'il comprenne qu'il ne doit pas revenir* », avertit un autre avocat, membre d'une vieille famille niçoise, qui assure avoir toujours soutenu les actions politiques de Jean Médecin, puis de son fils. « *Quand il est revenu, après sa première absence de juin, on lui a encore fait des sourires. Il ne peut donc pas connaître l'étendue du mal.* » Celui-ci affirme que le maire de Nice a trahi les vrais Niçois (10 % de la population locale), rompant peu à peu avec une « *tradition de compagnonnage* » faite de mille petits services qu'on se rend entre gens du pays, au profit d' « *une alliance avec les capitalistes étrangers et les multinationales* ».

Un autre reproche à Jacques Médecin d'avoir placé un « *étranger* » à la tête de l'O.G.C.-Nice, le club de football, ou de multiplier pour Nice des rêves de grandeur qui n'intéressent plus les Niçois. Un entrepreneur de travaux publics à qui, dans le passé, la municipalité a passé plusieurs commandes, condamne « *la mégalomanie du maire, trop américanophile* », trop persuadé que Nice peut devenir le Las Vegas européen des jeux et des néons.

Ces critiques ne sont pas récentes. Elles paraissent simplement se développer plus librement depuis l'absence de Jacques Médecin. Comme si le « médecinisme », omniprésent depuis près de cinquante ans, s'avérait désormais trop lourd à supporter. Longtemps, le maire de Nice a profité de l' « *autocratisme féodal* » de son père sur le département. Longtemps, celui-ci a fait et défait les carrières politiques et vécu du « *clientélisme local* » par de savantes alliances avec les clans, les « familles » niçoises. La gens romaine, avec les serments de fidélité qu'on venait y prêter, remplaçait les partis politiques — ici sans influence réelle — et le « *système Médecin* » permettait de faire cohabiter dans un même conseil municipal « *les royalistes et les socialistes* ».

Deux éléments expliquent qu'aujourd'hui ce « césarisme » apparaisse moins fort et que, profitant de l'absence du maire, ses détracteurs se sentent pousser des ailes. D'abord, le paysage politique régional a changé, notamment aux dernières élections législatives. Des hommes comme Fernand Icart, député (P.R.) et ancien ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, ou Charles Ehrmann (P.R.), député de Nice depuis mars, peuvent prétendre à une influence locale.

Le pouvoir niçois est peu à peu contrebalancé par les autres villes de la Côte d'Azur, avec des hommes comme le général Emmanuel Aubert (R.P.R), maire de Menton et député des Alpes-Maritimes, ou Pierre Sauvaigo (R.P.R.), maire de Cagnes-sur-Mer, lui aussi député. Ensuite, la cote de popularité de Jacques Médecin à Nice semble avoir baissé depuis sa nomination au gouvernement. « *Il était trop absent* », pensent de nombreux Niçois. Le maire de Nice a également mal supporté d'avoir été écarté, au printemps, de ce même gouvernement. « *Déjà le soir des élections municipales de 1977, lorsque Nice s'est aperçue qu'il ne devançait le P.C que de 900 voix, on avait vu un homme K.-O. debout* », raconte un journaliste local.

L'absence de Jacques Médecin, ajoutée à cette relative fragilité constatée depuis deux ans et aux allusions de la presse, renforce le sentiment « *de la fin d'une invulnérabilité* ».

Un autre signe, plus sérieux : Nice, comme Florence, ourdit bel et bien son complot. Plusieurs conseillers municipaux semblent trahir ouvertement M. Médecin depuis le début de l'été. Par seulement certains membres du P.R., qui font partie — avec le R.P.R. — de l'équipe municipale depuis 1977, et qui supportent de plus en plus difficilement l'autorité du maire. Mais de vieux compagnons, des fidèles : tel conseiller qui rêvait d'être nommé adjoint, tel autre à qui on a retiré une délégation, etc. Ils se disent prêts maintenant à « *accélérer la chute, de toute façon prévisible* », de celui qui les a fait connaître. « *Vous comprenez,* dit l'un d'eux, *nous ne pouvons plus supporter que M. Médecin nous impose ses décisions. Il va trop loin, ne fait pas assez attention à son entourage, prête trop le flanc à la critique.* »

Cinquantenaire

Ces conseillers ont particulièrement mal ressenti, prétendent-ils, les menaces de M. Médecin, lors de la dernière séance du conseil municipal du 17 juillet, où se discutait le projet de rachat du Palais de la Méditerranée par la municipalité. « *Beaucoup d'entre nous étaient opposés à ce projet. Si le vote, en séance plénière, avait été à bulletin secret, le maire n'aurait pas remporté la majorité.* » Mais le vote s'est fait à main levée et M. Médecin a pu imposer une unanimité de façade, lors de la séance publique.

Le projet de succession du maire de Nice est désormais connu : ces conseillers municipaux paraissent prêts à faire alliance avec les membres du P.R. et, parlant sur une éventuelle annulation par le Conseil d'Etat des élections municipales de 1977 dans le 3e et, selon certaines rumeurs, le 2e secteur, défendraient une candidature nationale, soutenue par le gouvernement et appuyée publiquement par M. Valéry Giscard d'Estaing. « *Mme Simone Veil serait la bienvenue* », assure un homme politique local. L'absence prolongée de M. Jacques Médecin laisse tout le loisir aux prétendants à la succession de fourbir leurs armes. On ne sait jamais, pensent-ils : il n'est pas impossible que le Conseil d'Etat prenne une décision dès la rentrée.

L'entourage de Jacques Médecin, tout en confirmant l'existence d'un complot, désigne un autre adversaire : « *Paris, avec ses cabinets ministériels et le parti républicain* », las de voir une personnalité telle que le maire de Nice le représenter sur la Côte d'Azur. Plusieurs responsables giscardiens de l'entourage de MM. Jean-Pierre Soisson ou Jacques Blanc ne cachent pas leurs griefs contre le « *potentat médiéval* » qu'incarne l'ancien secrétaire d'Etat au tourisme. Mais les fidèles de M. Médecin assurent même aujourd'hui que « *Paris repart en guerre* ». « *Pendant l'année et demie que le maire a passée au gouvernement, jamais un ministre n'a téléphoné à M. Médecin pour lui affirmer sa sympathie lorsque la presse l'attaquait* », estime M. Jean-Paul Claustre, un des plus proches collaborateurs de M. Médecin. « *M. Jean-Pierre Soisson oublie-t-il que la ville de Nice payait les déplacements de son maire quand celui-ci allait soutenir le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, alors secrétaire général du P.R. ? Oublie-t-il que c'est Nice qui a fourni les tables et les chaises du rassemblement P.R. de Fréjus ?* »

Après tous ceux qui conseillent au maire de Nice de ne pas rentrer, après ceux qu'une absence définitive sur fond de nouvelle vie arrangerait, les derniers fidèles de Jacques Médecin assurent que leur « *ami reviendra pour se battre* ». « *Comme à chaque fois,* dit encore l'un d'eux, *les autres se coucheront.* » Après avoir réglé ses problèmes personnels, le maire « *reprendra les rênes qu'il n'a jamais cessé de tenir, même à Los Angeles* ».

Alors, reviendra ? Reviendra pas ? « *Il sera là à la fin de l'été. Ne serait-ce que pour fêter le cinquantenaire du médecinisme.* » Le 28 décembre 1928, en effet, Jean Médecin assurait pour la première fois le pouvoir de sa « famille » sur Nice. Des noces d'or valent bien un retour.

P. B.

(1) Le Monde du 22 juin 1978.

(2) Le Canard enchaîné, ainsi que l'Humanité et Rouge, qui avaient repris l'information publiée par l'hebdomadaire, ont été condamnés à 2 000 francs d'amende par le tribunal correctionnel de Nice (le Monde du 29 avril 1978).

SOCIÉTÉ

Le « loubard » au pied du mur

De notre envoyé spécial

Rougon (Alpes-de-Haute-Provence). — « Je t'assure que ce *mur est droit.*

— Regarde le niveau d'eau. Les parpaings devraient être là.

— *On arrangera ça avec la* prochaine couche.

— C'est ça. Et lorsqu'on sera arrivé à la hauteur de la charpente, ça sera encore plus penché. »

Sur le chantier de jeunes de la bergerie de Faucon, à Rougon, Michel, le « loubard », n'hésite pas à railler Myriam, élève institutrice. Le chantier accueille depuis 1974 des jeunes délinquants du quartier de La Villette à Paris. Ses animateurs ont décidé de l'ouvrir cet été à une demi-douzaine de bénévoles (autant que de « loubards »), pour la plupart étudiants, de l'association de chantiers de jeunes Aménagement en Haute-Provence.

Comme dans d'autres chantiers de ce genre, on restaure ici une bergerie en ruine, on construit un atelier de poterie, on soigne un potager, on élève quelques animaux de basse-cour, on élabore des projets de gîte équestre et d'implantation d'artisans. Mais ces activités, qui, pour beaucoup d'associations, sont une fin en soi, constituent avant tout pour l'Association de la bergerie de Faucon un moyen d'élargir l'horizon de jeunes souvent repliés sur leur bande, de les faire vivre de manière autonome autrement que par le vol de portefeuilles dans le métro.

Il ne s'agit pas pour autant de leur imposer des normes rigides. Les animateurs eux-mêmes ont d'ailleurs souvent rejeté de telles normes : Denis et Hubert sont objecteurs de conscience ; comme Christine et Fernande, ils ont refusé un emploi du temps fixe de huit heures par jour pour travailler bien davantage à la bergerie de Faucon.

Pour éviter que les jeunes se sentent assistés, l'association leur verse une rémunération de 1 500 F par mois sur laquelle sont prélevés 13 F par jour de frais d'hébergement. Plusieurs de ceux qui passent à la bergerie de Faucon trouvent par la suite des emplois dans le bâtiment. L'an dernier, trois d'entre eux sont même partis faire fortune en Arabie Saoudite, après avoir assimilé les principales ficelles du métier de maçon.

D'autres, en revanche, refusent d'être « exploités par un patron » *et rêvent au mieux de s'établir à leur compte, au pis, mais peut-être pour « trimer », de réaliser de « gros coups ».*

Les étudiants, qui, eux, ne sont pas payés, sont venus ici parce qu'ils en avaient « assez des chantiers traditionnels » *et avaient* « envie de rencontrer un milieu différent » *tout en faisant* « quelque chose d'actif pendant les vacances ».

Le dialogue entre les « loubards » et les étudiants naît très lentement. Il faut vaincre les barrières de langage et de mentalité. Les premiers, par exemple, considèrent souvent l'association comme un patron et ne sont pas disposés à travailler un quart d'heure de plus ni à discuter « boulot » après 13 heures (le chantier fonctionne de 6 heures à 13 heures), contrairement aux secondes, enthousiasmés par une activité qui leur est inhabituelle (les « loubards » passent plusieurs mois à Rougon, alors que les bénévoles n'y séjournent que trois semaines). Les discussions, superficielles pendant les repas en groupe, deviennent progressivement plus personnelles et profondes pendant le travail. Au bout de quelques jours, on va prendre un « pot » ensemble et on trouve l'autre « sympa ». Ce qui serait banal ailleurs correspond ici à un progrès considérable, à la découverte d'un nouvel univers.

A la bergerie de Faucon, commente Denis, « on ne fait pas de la B.A., *on fait de la* rustine ».

MICHEL SIDHOM.

AVANT « L'ANNÉE INTERNATIONALE DE L'ENFANCE »

Favoriser le développement des plus jeunes, c'est faire œuvre rentable

nous déclare le directeur général de l'UNICEF

Aux termes d'une résolution votée il y a deux ans par l'Assemblée générale des Nations unies, 1979 sera « l'année internationale de l'enfance ». L'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance) a été chargée de veiller à ce que cette décision n'aille pas *simplement grossir* le catalogue des vœux pieux. Que prépare-t-elle pour la circonstance ? Où en est l'UNICEF un quart de siècle après sa consécration comme entité permanente de la communauté *mondiale* ? A *quoi* servent les fonds provenant de la vente des fameuses « cartes de vœux » ?

Autant de questions que nous avons récemment posées à M. Henry Labouisse, citoyen américain, directeur général de l'UNICEF depuis treize ans.

« Dans le cours de toute vie humaine, il y a un moment, assez bref, où, par une action somme toute modeste, on peut changer durablement quelque chose, beaucoup de choses. Ce moment, c'est celui de l'enfance. En quelques années, et aux moindres frais, on peut donner au bébé, au garçonnet, à la fillette, un bon départ sur le plan de la santé, ou pour ce qui est de l'éducation. Si on laisse passer ce moment, certains enfants survivront ; d'autres même pas. » Pour M. Laubouisse, consacrer du temps, de l'argent, de l'énergie à l'enfance, ce n'est donc pas faire une bonne action : c'est aussi faire œuvre rentable ; c'est appliquer l'aide internationale au point exact où elle peut apporter le plus de fruits.

Il en donne cet exemple : *« On a découvert que l'ingestion annuelle de trois à quatre capsules de vitamine A prévient une certaine forme de cécité, la xérophtalmie. Au Bangladesh, on a donc distribué de telles capsules à quinze millions d'enfants. Pour une dépense de trente centimes, un sujet se trouve ainsi protégé pour une année de cette affection. A présent, prévoyez un programme d'éducation et de nutrition mettant l'accent sur la nécessité de manger des légumes comme les carottes et le potiron, qui contiennent beaucoup de vitamine A, et vous prévenez le mal au lieu d'avoir à le guérir. Voilà ce que nous avons entrepris de faire. »*

Une expression revient constamment dans la bouche du directeur général de l'UNICEF : le « *grass root level* », le « terrain », l'action « *au ras du sol* ». Cet ancien responsable de l'administration en France du plan Marshall, cet ancien directeur de la Coopération internationale américaine (ACI), qui fut chargé, *sous Kennedy*, de réorganiser les programmes d'aide des États-Unis à l'étranger ne dédaigne pas la macro-économie. Mais il n'a pas « *la religion du Produit national brut (P.N.B.)* » *« Les usines, les routes, les chemins de fer, tout cela est important. Mais ce n'est pas une fin en soi. Une augmentation du P.N.B. va souvent de pair avec un accroissement de l'écart entre riches et pauvres. Il faut donc agir pour que le développement profite directement aux gens, et singulièrement aux plus jeunes d'entre eux. Nous voulons travailler non seulement pour l'avenir, mais surtout pour les enfants d'aujourd'hui. »*

Une telle préoccupation suppose, d'abord, que l'on cherche à connaître les besoins réels des populations. Première constatation : les priorités formulées par les citoyens sont souvent bien différentes de celles que retiennent les gouvernements. *« Les pays du tiers-monde sont très fiers, et comment ne le seraient-ils pas, de consacrer des pourcentages très importants de leurs maigres budgets à l'éducation des enfants »,* explique M. Labouisse. *« Mais sait-on assez que moins de 15 % des populations rurales des pays sous-développés vivent à une distance raisonnable, disons de 8 à 10 kilomètres, de toute assistance médicale ? Sait-on que, dans quatre-vingt-dix pays du tiers-monde, les trois quarts des gens n'ont aucun accès à l'eau potable ? Que dans ces mêmes régions, des femmes, mais aussi des enfants, doivent, chaque jour, parcourir des kilomètres pour aller chercher une eau polluée ? »*

La bataille de l'eau

Ces observations tirées de la vie humblement quotidienne et le souci de répondre aux besoins les plus lancinants ont conduit l'UNICEF à accorder un haut degré de priorité à l'amélioration des ressources en eau potable des *villages du tiers-monde* : 15 % de son budget lui sont consacrés.

Le directeur général du Fonds des Nations unies pour l'enfance *illustre son propos d'un exemple* concret : celui du Bangladesh. Dans le nord de ce pays, environ cent mille puits ont été creusés, et soixante mille ancien ont été refaits, avec le concours de l'UNICEF, depuis le début des années 70. Dans moins d'un lustre trois cent mille puits, au total, seront en service. Ils fourniront de l'eau potable à soixante millions de personnes — dont plus de la moitié sont des enfants, des femmes enceintes ou qui nourrissent leur bébé.

Cette bataille de l'eau peut être menée avec des moyens presque dérisoires. *« Au lieu de voir construire un barrage, nous préférons qu'on installe quelques milliers de pompes. Nous n'avons pas peur de voir petit »,* aime à répéter M. Labouisse.

Autre point d'application de l'action de l'UNICEF : l'éducation. Non pas l'enseignement formel, inspiré du modèle occidental (qui de toute manière n'est pas de son ressort), mais une éducation à l'environnement, adapté aux situations concrètes. La connaissance des animaux, familiers ou non, des saisons, des sols, des aliments, des principes d'hygiène élémentaires : toute une science modeste qui peut cependant aider à *« résoudre les problèmes quotidiens, à améliorer les conditions de vie dans le milieu ambiant ».* En ce sens, une méthode d'action de l'UNICEF consiste à favoriser la création de potagers attenant aux écoles (school gardens).

Cette éducation vise aussi, bien *entendu, les mères* et les futures mères. On les informe sur les bienfaits, pour l'enfant, de l'allaitement au sein, ou sur le caractère indispensable de certaines protéines. Il faut aussi convaincre les gouvernants que l'augmentation de la production de nourriture ne dispense pas de mettre en œuvre les politiques d'amélioration de la nutrition.

La paternité responsable

Comme tendent, aujourd'hui, à le faire la plupart des organisations internationales, l'UNICEF encourage la *« participation des individus »* à leur propre développement. *« Il s'agit moins,* explique M. Labouisse *de parachuter une aide matérielle que d'aider les gens à découvrir les ressources cachées dans leur propre communauté, à susciter des leaders naturels, bref, à se prendre en charge pour tout ce qui concerne la santé, la nutrition, l'éducation de base. »*

L'UNICEF estime-t-elle avoir son mot à dire en matière de planning familial ?

« Nous nous y intéressons. Notre doctrine est celle de la paternité responsable (responsible parenthood). *Nous sommes évidemment convaincus que la dimension d'une famille a une incidence considérable sur la santé et le bien-être des enfants qui la composent. Refuser tout planning, c'est pratiquer une discrimination par l'argent. Mais tout dépend, bien entendu, des situations locales. Nous ne disons évidemment pas au « gouvernement » quelles doivent être leurs politiques en ce domaine ; mais si l'un d'entre eux requiert notre aide, nous ne nous dérobons pas. »*

« Notre conviction, néanmoins, est que toute politique de planning doit avoir pour contrepartie une politique de santé. Les moyens anticonceptionnels ne suffisent pas. Il faut faire comprendre à tous que mieux vaut quatre enfants vivants que douze, dont huit morts. C'est un problème d'éducation. Il y a déjà des succès dans ce domaine : au Sri-Lanka, à Singapour, en Chine, au Kerala (1). Les courbes de natalité et d'analphabétisme baissent souvent de manière connexe. »

Pour mener à bien ce programme, l'UNICEF dispose d'un budget somme toute modeste : moins de 200 millions de dollars (900 millions de francs) pour cette année. Il est fourni aux trois-quarts par le gouvernement et, pour le reste, par la vente des fameuses *« cartes de vœux »* et par des fonds levés par les quelque trente comités nationaux de l'UNICEF. Dans certains pays, comme la France, l'apport du public (cartes et dons) est supérieur à la contribution du gouvernement ! L'UNICEF est une *« petite administration »* qui emploie moins de 400 professionnels, travaillant, pour les trois-quarts, sur le terrain. Elle s'enorgueillit de ne consacrer que 7 % de ses dépenses à ses frais de fonctionnement.

En quoi consistera, avons nous enfin demandé au directeur général de l'UNICEF, cette *« année internationale de l'enfance »* qui durera du 1er janvier au 31 décembre 1979 ?

« Ce sera une occasion pour chaque gouvernement de se pencher sur sa propre pratique dans le domaine de l'enfance, afin de voir ce qui n'est pas fait mais pourrait l'être. Nous espérons également que les pays occidentaux et les membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) donneront à cette occasion davantage d'argent pour des actions spécifiques en faveur des pays en voie de développement (2). *L'année internationale ne sera pas une occasion de réunir de grandes conférences fracassantes, mais de mettre honnêtement sur la sellette cette question : que faire pour préparer les enfants du monde entier à devenir de meilleurs adultes ? »*

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) État fédéré du sud de l'Inde.

(2) Les instances responsables de l'UNICEF viennent d'adopter l'objectif d'un budget de 240 millions de dollars pour 1980. M. Labouisse avait, pour sa part, proposé un objectif de 500 millions de dollars pour *« l'horizon 1985 »*. La majorité des membres du conseil d'administration du Fonds l'avait accepté, mais il a soulevé de fortes réticences de la part de certains pays développés qui seraient appelés ainsi à augmenter fortement leur contribution.

On estime, à l'UNICEF, que 15 milliards de dollars suffiraient, en l'état actuel de la population mondiale, à pourvoir l'ensemble du tiers monde des services de base *indispensables en matière de santé,* d'environnement et d'éducation non formelle.

LA DISCRIMINATION SEXUELLE ET SALARIALE

Sept Japonaises en colère

De notre correspondant

Tokyo. — Pour la première fois *au Japon,* une *plainte a été déposée* auprès du tribunal de Tokyo mettant en lumière la discrimination dont les femmes sont victimes dans la vie sociale. Sept plaignantes réclament à la Fédération des industries sidérurgiques le paiement de la différence entre les salaires qu'elles ont perçus depuis leur embauche et ceux qui sont versés *aux hommes,* à qualification égale.

La loi interdit les différences *de salaires ayant pour critère le* sexe de l'employé. Selon ces sept Japonaises en colère, la Fédération a mis au point une pratique qui, sans contrevenir ouvertement aux dispositions légales, revient à maintenir les femmes dans des emplois subalternes — et par conséquent moins payés.

En 1975, Année de la femme, le gouvernement japonais s'était engagé à remédier à la situation d'infériorité qui est celle des Japonaises. *En fait, selon une* enquête du bureau du premier ministre, en 1976 les salaires des femmes étaient encore inférieurs de 56,6 % à ceux des hommes. En février dernier, le bureau du premier ministre a publié un plan dit « Des droits égaux », qui doit être la base de la politique gouvernementale au cours des dix prochaines années.

A la Conférence internationale de la femme, réunie par l'ONU à Mexico en 1975, l'ensemble des mouvements *féministes* nippons, *de la Ligue des électrices à la* section féminine de la Sohyo (la plus importante confédération syndicale), ont vivement critiqué ce plan, non seulement pour son laxisme, mais aussi parce qu'il entérine, affirment ces organisa*tions, des situations contre* lesquelles elles essayent de lutter. Le plan prévoit notamment que les femmes doivent travailler *jusqu'au mariage et, par la suite,* lorsque leurs enfants sont élevés. Ce qui ne semble pas être un progrès : beaucoup d'entreprises n'embauchent actuellement des femmes que jusqu'à trente ans sur la base d'un contrat *renouvelable. Elles n'ont donc,* en général, aucune sécurité d'emploi.

Plus tard, les veuves ou les femmes divorcées, si elles veulent travailler, ne retrouvent que des emplois subalternes et mal payés. La *récession a aggravé* la situation de ces dernières.

PHILIPPE PONS.

Un musée de l'école rurale en Bretagne

De notre correspondant

Brest. — L'école publique de Trégarvan *(Finistère) ouvre ses* portes uniquement en été, au moment des vacances. Désaffectée en 1974 faute d'élèves, elle a été *aménagée, l'an dernier, en musée* de l'école rurale en Bretagne. L'idée en revient à MM. Jean-Pierre Gestin, enthologue, directeur adjoint du parc régional d'Armorique, et Pierre Morisset, inspecteur départemental de l'éducation à Châteaulin. Elle a pour objet la présentation d'une école des années 1900. Pour l'heure, la reconstitution se limite à une salle de classe. Elle est la préfiguration d'un projet plus vaste. MM. Gestin et Morisset, qui mettent la main à la pâte, envisagent de reconstituer le logement d'un instituteur.

L'école du diable

A plus long terme, seront exposés des documents, d'une part, sur les rapports entre la langue française et la langue bretonne, et, d'autre part, sur les relations entre les enseignements public et privé. A leurs élèves qui, pour la plupart, *ne* s'exprimaient que dans leur langue maternelle, le breton, les instituteurs avaient pour mission d'apprendre le français. *Ils usaient — et abusaient* parfois — de la manière forte. Quant aux relations entre les deux enseignements, ils étaient particulièrement *tendus* : il n'y a pas encore si longtemps que des religieuses bretonnes considéraient *l'école laïque comme celle* du diable.

Les personnes âgées qui visitent l'exposition sont unanimes à souligner la qualité de la reconstitution. *« On est plongé subitement cinquante ans en arrière »,* assurent-elles. Les tables à cinq places, les tableaux recouverts de sentences moralisatrices, le vieux poêle au long tuyau, les livres désuets, les cahiers soigneusement entretenus et la bibliothèque vitrée où le maître rangeait son matériel pédagogique, rien ne manque pour rappeler l'école bretonne du début du siècle.

La réalisation de la première partie du musée a demandé déjà plusieurs milliers d'heures de travail à une équipe bénévole d'enseignants. Le parc régional d'Armorique, qui patronne le projet, a signé une convention avec la commune de Trégarvan pour l'utilisation des locaux. Il a accordé un premier crédit de 90 000 francs pour la restauration du bâtiment. Les deux appartements à l'étage seront remis en état. L'un est destiné à la reconstitution du logement d'un instituteur, l'autre abritera *un centre de documentation* sur l'école rurale en Bretagne, à la disposition des chercheurs. Une élève de l'historien Emmanuel *Le Roy Ladurie* a été chargée de recueillir, à cet effet, les témoignages de Bretons âgés sur leur scolarité.

JEAN DE ROSIÈRE.

ARRÊTONS D'INTERDIRE...

M. Pierre Samuel, professeur à l'université de Paris-Sud vient d'adresser au président de la République la lettre suivante :

Vos nombreux appels au sens des responsabilités des Français m'encouragent à vous signaler de fâcheuses pratiques par lesquelles l'État ou les collectivités locales, à la fois « gendarmes et providences », désapprennent ce sens aux citoyens.

Il s'agit des trop nombreuses interdictions d'actes qui ne peuvent nuire qu'à ceux qui les commettent, par exemple les « baignades interdites ».

Bien entendu, je ne mets pas en cause les « dépassements interdits », « sens interdits », « vitesse limitée à... », *etc., où la transgression de l'interdiction peut mettre en danger d'autres que celui qui la commet.*

Ne développerait-on pas mieux le sens des responsabilités des Français si, par exemple, au lieu de « baignade interdite », ils voyaient des écriteaux du genre suivant : « Baignade non surveillée. Très dangereuse pour cause de... (mer agitée, pollution...). Personne ne viendra à votre secours ».

D'autre part, ceux qui se baignent dans les zones surveillées continueraient à avoir droit aux secours. Des dispositions analogues pourraient être prises pour les secours en montagne. Mais chacun devrait être libre de prendre des risques pour lui-même.

JUSTICE

Le crime de Vanves.

Les policiers de la brigade criminelle chargés de l'enquête sur le meurtre de François Doublet, tué dans la nuit du 15 au 16 juillet à Vanves (Hauts-de-Seine), ont commencé à vider, ce jeudi 17 août, le bassin du parc municipal de Vanves pour tenter de retrouver l'arme du crime. Ce bassin est mitoyen avec le jardin du restaurant La Tourelle où François Doublet a été tué. Les policiers doivent sonder la couche de vase d'une trentaine de centimètr. Ils ne cachent cependant pas que si l'arme (un pistolet de calibre 7.65 mm) était retrouvée, cela ne ferait pas sensiblement avancer l'enquête, puisque les empreintes digitales seraient effacées.

Un homme tire sur un cambrioleur.

Un homme de Saint-Priest (Rhône), M. Maurice Rozier, trente-neuf ans, a blessé, mercredi matin 16 août, un cambrioleur qui tentait de s'introduire par une fenêtre dans sa villa. S'emparant d'un fusil de chasse, il tira en direction de la fenêtre et toucha à la main le cambrioleur qui prit la fuite. Peu après, un homme se présentait à l'hôpital Edouard-Herriot, souffrant d'une blessure à la main gauche et affirmant s'être blessé avec son arme personnelle. Il a été arrêté.

● *Condamnation d'une mère indigne à Toulouse.* — Le tribunal de grande instance de Toulouse a condamné, mardi 16 août, à quatre ans d'emprisonnement, Mme Claude Gallier, trente-deux ans, qui avait, le 16 février, giflé son fils Tony, âgé de sept ans, si violemment qu'il était tombé dans un escalier. L'enfant mourut peu après des suites d'une fracture du crâne. L'enquête de police avait établi que l'enfant était martyrisé depuis longtemps par sa mère.

● *Une des quatre personnes qui, après avoir consommé du saumon avarié en conserve,* avaient été hospitalisées le 31 juillet dernier dans un état grave, en Grande-Bretagne *(le Monde* du 3 août 1978), est morte le mercredi 16 août à l'hôpital de Birmingham. Les médecins ont été impuissants à sauver M. Jesse Farmer, victime d'un empoisonnement par botulisme.

Écoutes téléphoniques : démenti.

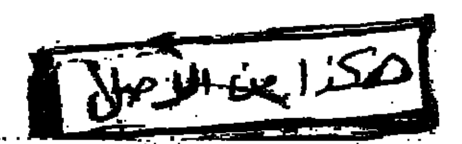
Le Canard enchaîné de cette semaine s'interroge sur le démenti *opposé il y a quelques jours par* l'Élysée *(le Monde* du 11 août) aux révélations publiées dans ses deux précédents numéros à propos des écoutes téléphoniques à caractère politique ou personnel pratiquées à Paris à l'encontre d'un certain nombre de personnalités.

« La « mise au point » tenue de l'Élysée n'est pas seulement un démenti à notre enquête, écrit l'hebdomadaire. *Elle répond hâtivement, croyons-nous savoir, à autre chose : les giscardiens auraient appris (par quels moyens ?) que le R.P.R., ainsi que les socialistes et les communistes avaient l'intention de réclamer, à la rentrée, la constitution d'une commission d'enquête sur les écoutes. Les honorables parlementaires ne vont tout de même pas oser, maintenant, mettre en doute la parole du président ? »*

Le journal apporte aussi *« quelques détails supplémentaires sur le développement des écoutes »,* plaçant MM. Jacques Chirac, Jacques Limouzy, secrétaire d'État aux relations avec le Parlement, et Yves Guéna, trésorier du R.P.R., parmi les « écoutés ».

Après Gréoux, inquiétude à Barbotan.

Le conseil municipal de Cazaubon (Gers) vient de demander au président de la République, dans une motion votée à l'unanimité, d'ordonner une enquête approfondie sur la gestion de la station de Barbotan-les-Thermes, qui dépend de cette commune. Les préoccupations des élus de Cazaubon sont déjà anciennes *(le Monde* du 20 septembre 1972). Barbotan-les-Thermes appartient, comme Gréoux-les-Bains, à la « chaîne thermale du soleil » *(le Monde* du 15 août). Des perturbations dans le fonctionnement de la cure ont amené la municipalité à dénoncer de nouveau *« une certaine carence dans la gestion »* et à rappeler *« les anomalies déplorées depuis quinze ans ».* M. Hubert Dayon, directeur *général* de la Compagnie française de thermalisme, qui coordonne les sept stations de la « chaîne thermale du soleil », *estime que la réaction unanime* du conseil municipal de Cazaudon est disproportionnée quand on examine son point de départ, qui *n'est, selon lui, qu'un incident* mineur rapidement résolu.



Le Monde des LIVRES

POUR UN EMPIRE ABOLI

● *Dans un premier roman tardif, la révélation de Serge Samarine.*

QUE l'auteur soit Russe, né à Moscou peu après l'« abolition de l'Empire », qu'il soit devenu Irlandais et que, fonctionnaire international, il vive à Vienne, cet ancien « salon de l'Europe », tout cela n'est certes pas sans éclairer un premier roman tardif, longtemps nourri, et qui d'emblée affirme un écrivain.

Dans le jeu de la narration moderne, où « Je » est, alternativement ou simultanément, moi et un autre, Serge Samarine introduit une variante : le narrateur et son double. Le roman s'ouvre au moment de la nuit où « Je » interpelle à distance cet autre qu'il nomme Créthée, et qui est l'écrivain en train d'écrire le récit dans lequel « Je » devient objet sous le nom d'Alcandre. Ces noms mêmes signifient aussitôt au lecteur que l'histoire se situe hors, sinon de la réalité, du moins du « réalisme ». Et si elle s'installe dans l'Histoire (majuscule) c'est pour mieux la faire exploser.

Le roman, la chronique, n'en est pas moins solidement ancré : dans le temps (d'avant la drôle de guerre jusque après la guerre froide) ; et dans l'espace, de façon même assez terre à terre : la banlieue parisienne et la campagne normande. Mais dans cette banlieue, tout de suite, l'insolite : la « Forteresse » où de très jeunes gens sont voués au culte et à la restauration d'un empire aboli. Couvent militaire où la fidélité et la ferveur se cultivent dans la saine rigueur de la discipline et l'exaltation des traditions, dont la moindre n'est pas le fameux pas de parade en marche arrière. Ces chevaliers enfantins sont visités, le jour, par leurs parents, nobles débris de l'exil, et, la nuit, par la pensée ardente de la très belle et inaccessible Méroè.

Visionnaire de l'avenir des autres

Imprévisible jeunesse : soudain, c'est l'insurrection, le rejet brutal de la hiérarchie établie. Feu d'une nuit. A l'aube, rentre l'aîné qui les fascine et les révèle à eux-mêmes : « *Vous avez voulu l'ordre, vous avez introduit dans la Forteresse la pestilence des événements. L'action corrompt jusqu'au principe qu'elle se donne.* » Après les avoir, pour leur soulagement, « déchargés de leur pesante liberté », il exige d'eux un singulier serment.

La Forteresse, elle aussi abolie, tous se dispersent avec ce viatique bouleversant : « *Arracher de (leurs) cœurs l'amour et jusqu'à l'image de l'Empire.* » Pour se donner tout entiers à la tâche neuve d'en construire un autre : par l'esprit. Voilà donc Alcandre qui fait retraite dans une villa pompéienne et normande, dont sa mère, la sénatrice, vient providentiellement d'hériter. Désespérant d'atteindre Méroè, qui a traversé comme une comète Pompéi et ses gras herbages, Alcandre étreint sans difficulté une fillette de chair tendre et vénale qu'il s'efforce de transfigurer pour qu'elle cohabite avec ses songes.

Survient la guerre — la dernière, la nôtre, — puis l'occupation. La sénatrice, en qui s'est révélé un don de voyance, déroule devant les Allemands « *de grandes plaines, des massacres, d'interminables hivers...* » Visionnaire, elle l'est bel et bien, mais de son propre passé, qui devient avec une étrange vérité l'avenir des autres.

La rentrée soudaine de la réalité historique la plus présente, de ses dérisions et de ses horreurs, annonce, chez les conjurés vieillis, l'ultime retour, et l'échec, de la tentation d'agir : un complot menace l'héritier impérial. Avant qu'on recoure aux armes, Alcandre avertit son ami le ministre, lequel envoie ces gêneurs au diable avec ce mot magnifique dédié à tous les dissidents, contestataires et autres inopportunistes : « *Vous risquez de troubler les bonnes relations de la France avec ses ennemis.* »

Après avoir laissé l'insaisissable Méroè s'évanouir pour toujours, « *à quoi servent les femmes ? Eternelle suppléance d'une perfection absente, elles bouchent à notre vue la transparence vertigineuse du vide* », l'auteur se débarrasse aussi de l'Empire : comme il avait disparu de l'histoire, il s'efface de la géographie. Ses nouveaux maîtres, hommes de progrès, ont décidé de découper au chalumeau ses immenses frontières et de l'expédier glorieusement dans l'espace. Envol raté : maîtres, peuple, territoire, y compris ses goulags, tout s'engloutit sous les eaux.

La tentation de l'absolu

Allons ! J'ai eu beau faire, je n'ai pas pu ne pas tomber, bien maigrement, dans l'événement pour parler du roman. Pas plus que pour l'écrire, le romancier n'y a échappé. Il accuse amèrement, mais superbement, la faillite de Créthée, ou son mensonge : « *Vous nous promettiez un roman absolu... Celui qui, comme l'univers, n'aurait ni socle ni support... Dès le départ, vous preniez appui sur de tristes vérités... Comptiez-vous, transfigurant ces pitoyables souvenirs par la rhétorique et l'ironie...* » Tout notre roman est là : tentation d'un absolu ; rhétorique (je n'ai garde de donner au mot sa nuance vulgairement péjorative) ; ironie. Mais sous l'envahissement parasite de l'événement, apparaît la vraie réalité : ce rêve, nourri par des enfants échappés aux flammes et aux ruines de Troie, de s'en aller ailleurs fonder une cité parfaitement imaginaire.

Créthée se justifie et accuse à son tour, face au personnage, qui va conclure en le tuant. Alcandre aura donc le dernier mot, et c'est celui de l'auteur. « *Le monde m'apparaît tel qu'il est, terrifiant et vide, mais du moins dépouillé des surcharges et des oripeaux dont l'affublait votre récit.* » Son récit ? Tout récit. Mais, sous ces paroles, comme sous toutes celles qui tissent le texte, ce qu'on entend, c'est que toute vérité, toute éternité, tiennent dans l'abolition et dans l'absence.

Richesse accumulée, ivresse de l'écriture, pathétique abandon à une mémoire testamentaire, il y a là tout ce que la maturité d'un homme jette dans un seul livre.

YVES FLORENNE.

★ L'ABOLITION, de Serge Samarine. Gallimard, 256 p., 49 F.

« L'Enfant de cœur » ou le triomphe de l'amour

● *Une coûteuse mésaventure de Roger Peyrefitte.*

EN quatre cents pages bien tassées, Roger Peyrefitte déroule la manière dont un jeune homme de vingt-six ans, dans l'amour et le génie des affaires duquel il avait la plus totale confiance, l'a ruiné. *L'Enfant de cœur ou le Barbon berné ? L'Enfant de cœur ou A combien l'amour revient aux vieillards ?* Pour cette confession, les sous-titres possibles ne manquent pas. Roger Peyrefitte n'a jamais été aussi véridique, et donc vulnérable. Si son amant prodigue est un enfant de *cœur*, le vieil écrivain, lui, aura été dans cette affaire un enfant de *chœur*, dont l'étonnante naïveté se manifeste quasi à chaque page.

Les âmes sensibles s'en émouvront. Les ricaneurs vont se répandre en cruelles railleries. Le monde n'aime pas l'amour. Un couple qui se détruit, un amant dupé, une maîtresse trahie, ont toujours été des aubaines pour les dîners en ville. C'est la terrible phrase de Pascal : « *Ces gens-là n'ont pas de cœur* ».



★ *Dessin de CAGNAT.*

Une précision digne de Balzac

Peyrefitte est conscient de sa candeur, singulièrement en qui touche les questions d'argent. « *En vérité*, note-t-il, *je ne suis pas un homme de Bourse. Chez Flammarion, je suis resté vingt ans sans demander un relevé de compte.* » Lorsqu'on fait ainsi confiance à son éditeur, on peut bien avoir foi en son petit ami. Peyrefitte laissait celui-ci diriger sa barque ; il l'avait même autorisé à imiter sa signature. « *Les gens se méfient toujours de moi* », soupire Peyrefitte dans *Propos secrets* (1). Lui, en revanche, il n'avait pas cru nécessaire de se méfier de l'être aimé ; il croyait en la paisible transparence de l'amour.

Lorsque la catastrophe financière, qu'il décrit avec une précision digne du meilleur Balzac, fond sur lui, Peyrefitte, contraint de vendre ses monnaies, ses antiques, ses livres, ne rompt cependant pas avec son amant. « *Tu es*, lui dit-il, *en train de me ruiner ; mais si je mets dans un plateau de la balance ce que tu es pour moi et dans l'autre des objets, comment veux-tu que ce ne soit pas toi qui l'emportes ? Tu l'emporteras toujours.* »

Certes, fugitivement, Peyrefitte se cabre, et reproche à son ami sa « puissance de dissimulation » et sa « nature morale totalement gangrénée » ; il n'est parfois pas éloigné de croire le type qui lui lance : « *Roger, vous avez aimé un jeune truand* ». Mais ces éclairs de sévérité (devrais-je écrire : de lucidité ?) ne sont que fugaces, et l'empire qu'exerce ce garçon sur Peyrefitte est, d'évidence, absolu. « *Dès que je le revis*, raconte l'écrivain, *et avant même d'avoir entendu ses éclaircissements, je me demandais comment j'avais pu ajouter foi à d'ignobles ragots...* »

Les malins donneront tort à Peyrefitte ; moi, je lui donne raison. Peu importe que les êtres que nous aimons soient ou ne soient pas dignes d'être aimés : l'essentiel est l'amour que nous leur témoignons. Telle est la seule attitude féconde. Dans une de ses *Catéchèses* (2), saint Syméon, le grand théologien byzantin du dixième siècle, écrit à un jeune moine : « *Aie en ton père spirituel une foi sans hésitation, même si le monde entier l'injuriait et le déchirait, même si toi-même tu le voyais de tes yeux en train de forniquer, ne te scandalise pas et ne diminue pas ta foi en lui.* » Ce qui est vrai du lien entre un disciple et son père spirituel est également vrai de celui qui unit deux amants. Seul l'amour peut être vainqueur du désespoir et de la mort.

« Souffrir, souffrir beaucoup... »

Les enfants de cœur nous perdent, mais ce sont également eux qui nous sauvent. Roger Peyrefitte n'a donc rien à regretter. Nous ne devons jamais rien regretter, puisque de nos échecs et de nos douleurs nous faisons des livres. C'est le mot de Dostoïevski à Merejkovski, âgé de quinze ans : « *Mon petit, pour écrire, il faut souffrir, souffrir beaucoup...* » Astolphe a sans doute fait souffrir Roger Peyrefitte, mais il lui a aussi inspiré deux beaux livres : il y a onze ans, *Notre amour* (3), et aujourd'hui, *l'Enfant de cœur*. Sa présence dans la vie de l'écrivain est donc souverainement justifiée.

GABRIEL MATZNEFF.

★ L'ENFANT DE CŒUR, de Roger Peyrefitte. Albin Michel, 456 p., 55 F.

(1) Albin Michel, 1977.
(2) Editions du Cerf, 1965.
(3) Flammarion, 1967.

« Le Maître des fontaines », de Nicolas Saudray

UN POLICIER ÉVANGÉLIQUE

VOILA un roman comme on n'en lit pas souvent et sur lequel plane un double mystère : celui, fort peu banal, qu'il raconte et celui de l'auteur qui le raconte. Nicolas Saudray, dit le prière d'insérer, est un pseudonyme ; il dissimulerait « un énarque qui ne peut publier sous son nom ». Age : trente-cinq ans. L'éditeur, interrogé, ajoute : un haut fonctionnaire des finances et un protestant. Ce qui dérouterait plutôt.

Avons-nous affaire à un débutant ? Dans ce cas, l'habileté du récit, la qualité de l'écriture, la variété des tons, surprennent. Et où ce financier a-t-il puisé cette connaissance intime de l'Orient ancien et moderne, cette familiarité avec l'exégèse biblique, avec l'histoire des textes sacrés et de la primitive Eglise chrétienne ? Car *le Maître des fontaines* nous entraîne dans une aventure religieuse, dans un monde ecclésiastique où le romanesque va rarement chercher ses éléments.

UN dominicain français, le Père de Roode, spécialiste de l'araméen et du syriaque et qui vit au Levant depuis quarante ans, avertit le Vatican qu'il a découvert près d'un couvent jacobite de la Turquie orientale le manuscrit d'un Evangile en syriaque. Il lui a communiqué les premiers chapitres traduits. Rome dépêche aussitôt auprès de lui, sous couvert de l'aider, mais en fait pour sonder l'inventeur et son trésor, un bénédictin autrichien, savant orientaliste, et un jeune abbé de la curie que ses fonctions auprès de l'ex-Saint-Office, plutôt que ses compétences, ont fait désigner.

Les trois personnages se retrouvent dans le monastère quasi ruiné de Mâr-Daniel, qui ne compte plus que trois moines, une dizaine d'enfants et la noble figure du prieur Yohannan. Tous ceux-ci entourent d'une sainte dévotion le

par Jacqueline Piatier

livre que le Père de Roode a exhumé d'une grotte voisine. Une tradition jacobite fort ancienne n'atteste-t-elle pas l'existence cachée d'un Evangile syrien, appelé un jour à resurgir ?

Le texte découvert est-il cet Evangile de Thaddée (ou de Jude) attendu ? Quelle est sa valeur, son apport ? Peut-on surtout se fier à son authenticité ? Commence alors un très subtil roman d'enquête, aussi vif, aussi prenant, malgré son érudition, qu'un policier. Il ne s'agit pas de découvrir un criminel, mais peut-être un faussaire dans l'inventeur lui-même.

FACE à l'énigme, les deux enquêteurs réagissent selon leur tempérament. Dom Bruno — mais n'a-t-il pas perdu la foi ? — acquiert très vite la conviction d'une supercherie que l'art accompli du Père de Roode l'empêche de prouver. Le cherche-t-il d'ailleurs ? A travers son Journal, on le voit se battre avec un texte dont il scrute l'écriture et le contenu. Ce nouvel Evangile diffère peu des quatre autres : aucune hérésie, aucune révélation scandaleuse.

Le jeune abbé, au contraire, tout en ferveur naïve, n'espère qu'en la véracité du document. Il est séduit par le Père de Roode, il est séduit par le texte. Il est surtout séduit par l'Orient qu'il découvre. « *Il y a dans l'air quelque chose d'impalpable qui pourrait être l'éternité.* » Ce goût d'éternité, l'auteur, par petites touches, tableaux rapides, attitudes morales et citations du nouvel Evangile, excelle à le faire partager. Mais comme il sait peindre aussi, avec un humour sans méchanceté, les prélats du Saint-Office et cette Rome, capitale de l'incrédulité !

La prudence — sans doute ici légitime du Vatican — sera déjouée par la presse américaine. Informé par sa correspondante à Beyrouth, un journal de New-York publie un « digest » du livre de Thaddée qui trouve immédiatement son écho aux quatre coins du monde. Le monde, lui, était dans l'attente d'une parole rénovée. L'intrusion de cette Mrs. Lawrence, Occidentale ravagée qui court les jeunes Arabes, le coup de théâtre qu'elle provoque avec sa publication retentissante, à laquelle le Père de Roode n'est pas étranger, sont peut-être nécessaires au roman, mais ils le font baisser d'un cran. Les péripéties, meurtres ou conversions, l'emporteront désormais.

IL semble néanmoins qu'un rêve se poursuive à travers ce roman plein d'aventures. Mais quel rêve ? Celui d'une Parole perdue et retrouvée ?

Le mirage du cinquième Evangile resurgit comme un mythe propre à notre temps. Mais on ne croit plus aujourd'hui à un livre enfoui qu'il faudrait exhumer. Comment ne pas rapprocher du *Maître des fontaines* l'admirable roman italien de Mario Pomilio (1) qui a fait l'histoire imaginaire du mystérieux apocryphe pour conclure qu'il n'existe que dans les consciences vivant le message du Christ ?

EN faisant écrire l'Evangile de Thaddée par un dominicain féru d'orientalisme, Nicolas Saudray paraît s'engager sur une autre piste : jeter un pont entre le christianisme et l'Islam que de très fines remarques opposent. Non qu'il incite à changer une religion pour l'autre. C'est finalement la parole évangélique inédite qui touche les désespérés, les désaxés, les opprimés et les pauvres. Mais, dans les temps de détresse spirituelle où nous vivons, tout se passe comme si l'Occident ne pouvait réentendre la vérité chrétienne qu'à travers le filtre primitif, poétique et dépouillé du lieu où elle a pris naissance : l'Orient.

Le Maître des fontaines, qui réussit parfaitement à associer l'histoire biblique, le drame psychologique et le suspense, est un très curieux livre. Une forme nouvelle d'apologétique ? C'est en tout cas un roman, dont, religieux ou non, on ne sort ni le cœur ni la tête vides.

★ LE MAITRE DES FONTAINES, de Nicolas Saudray, Denoël, 268 pages, 48 francs.

(1) *Le Cinquième Evangile*, de Mario Pomilio, traduit de l'italien par Henri Louette, Fayard 1977 (voir « le Monde des livres » du 4 mars 1977). Prix du meilleur livre étranger 1978.

UPDIKE EN MARCHE ARRIÈRE

● *L'aventure est triste comme le mariage.*

COUPLES avait fait sensation. C'était dans les années 60. La découverte de Wilhelm Reich par la classe moyenne américaine. Le détournement de la révolution sexuelle. Les couples mariés organisant publiquement des échanges de partenaires pour le week-end. Updike avait réussi à faire passer ces médiocres divagations sexuelles pour un rituel naturel — une sorte de potlasch sexuel des temps modernes.

Dix ans ont passé. Aujourd'hui, les mouvements d'émancipation marquent un temps d'arrêt. Chacun se sent floué par la promesse de libération de la précédente décennie. Et, plutôt que de chercher à comprendre le pourquoi de l'échec, on s'engouffre dans les solutions de facilité. On revient vingt ans en arrière. La famille — la famille la plus traditionnelle — revient à la mode, et le mariage aussi. Comme s'il ne s'était rien passé, ou presque. « De nos jours, est-il affirmé avec le plus grand sérieux, toute idylle qui ne se termine pas par un mariage est un échec. » Alors John Updike écrit *Epouse-moi*.

Deux couples : les Conant — ils se sont connus à l'Ecole des beaux-arts, Jerry est devenu une vedette de la publicité télévisée ; Ruth, mère et épouse, — les Mathias — Richard vit d'affaires un peu louches ; Sally gère la maison. Chaque couple possède une vaste demeure dans une banlieue élégante de New-York, deux voitures et trois enfants. Ils ont la trentaine. C'est l'été. Pour se distraire, Jerry courtise Sally, et Richard Ruth. Les relations restent longtemps secrètes. Ruth interrompt sa liaison. Sally et Jerry décident au contraire de poursuivre la leur, c'est-à-dire d'obtenir le divorce et de s'épouser.

L'aventure est triste, triste comme le mariage. A Washington, au cours de leur première fugue, Jerry s'effondre ; Sally passe quinze minutes allongée dans le lit à le tenir dans ses bras, tandis qu'il reste les yeux rivés sur le mur blanc à murmurer des propos indistincts où il est question de souffrance et de péché.

Dieu est triste. Pour Jerry, il est malédiction. Sa tendresse illicite est condamnée. Il attend un signe de Dieu. Richard, l'athée déclaré — phénomène rare aux Etats-Unis, — se réfugie dans la dérision : il utilise un crucifix comme cure-ongles, avec ostentation. L'enfer est une menace non pas pour les enfants, mais pour leurs parents, que rien ne peut satisfaire.

La mythologie — l'autre paramètre de l'univers de John Updike — est au diapason de cette pénible médiocrité. Orion a perdu l'auréole. Les puissantes métamorphoses du *Centaure* s'assagissent : « *Je voulais m'avancer à ta rencontre tel un chevalier pour te secourir, et, bien au contraire, je me muais en dragon et te violais.* »

Au moment de vérité, lorsque se rencontrent les quatre personnages en quête de leur minable ego, Jerry, le chevalier de l'amour discourtois, annonce sa décision de ne pas divorcer, de ne pas épouser Sally, d'accepter l'échec.

Triste Amérique. Cet aspect existe. On peut le montrer. Mais pourquoi cette complaisance ? L'égoïsme, le narcissisme, la médiocrité, apparaissent comme les données inéluctables de la vie quotidienne. La norme, en somme. Jamais le lecteur n'est invité à se révolter. A sa façon, John Updike contribue à perpétuer cette misère.

PIERRE DOMMERGUES.

★ EPOUSE-MOI, de John Updike, traduit de l'américain par Maurice Rambaud, 344 p., 52 F.

entretien

Rencontre avec Hélène Parmelin

● ***« Ma matière privilégiée est le monde que je vis. »***

LE deuxième tome du *Monde indigo*, le dernier et monumental roman d'Hélène Parmelin, vient de paraître. A cette occasion, nous lui avons demandé de s'expliquer elle-même sur la place de ce livre dans l'ensemble de son œuvre.

● *Pour la première fois, vous donnez un roman qui se présente en deux volumes, et vous y introduisez ce que vous avez appelé des « interchapitres » où votre présence d'écrivain se glisse dans la fiction. Pourquoi ces innovations ?*

— *Le Monde indigo* a été écrit en un seul volume, d'une seule coulée. Après « calibrage », il s'est révélé trop gros. Quant aux interchapitres, où je raconte comment, dans quels lieux et au milieu de quel parcours de vie j'ai écrit le chapitre qui précède, ils font pour moi partie intégrante du roman auquel ils ajoutent une dimension supplémentaire, à la fois de vérité, de romanesque, et de mensonge romancier.

● *Comment situez-vous ce roman dans l'énorme ensemble qu'est votre œuvre ?*

— Presque tous mes romans se situent *Aujourd'hui* (c'est le titre d'un de mes premiers livres), le temps de l'écrire étant le même que celui de la fiction. Ma matière privilégiée est le monde que je vois, que je vis, que je touche ; les moyens d'information et de communication modernes constituent une source capitale pour ce roman du présent. Ainsi j'ai vu de livre en livre se transformer mes moyens de faire entrer ce monde d'aujourd'hui dans mes livres. *Le Monde indigo* n'est pas un roman politique, mais l'actualité politique, nationale et internationale, y prend chair avec les personnages. Les engagements (actions et idées), la diversité des classes sociales, et toutes ces contradictions qui foisonnent tendent à constituer ensemble un roman de vie, de mort, d'amour, de passion d'exister. Dans *le Monde indigo*, il me semble avoir atteint une liberté qui ne peut venir que de la vie même, bourrée d'éléments contraires, et bien sûr d'une accumulation forcenée de travail.

Les « commencements »

● *En quoi consiste ce travail ?*

— Chaque roman pour moi se nourrit d'abord d'une documentation préalable. Une part de cette documentation est générale pour tous mes livres : par exemple en ce qui concerne la guerre. Pour chaque roman, j'accumule dans des albums des photos et des documents qui changent avec les guerres du jour. J'accumule aussi tout ce qui est caractéristique d'une année précise. Et ce qui est curieux, c'est que cette documentation finit par créer le roman.

» Quand je commence à écrire, je n'ai aucune idée de ce qu'il va être : je n'ai pas de trame, pas de plan, pas de projet. Et il commence à sourdre du terrain préparé. C'est pourquoi je fais tant de « commencements ». Pour *le Monde indigo*, j'avais tout noté de la manifestation du 1er mai 1976 sur les grands boulevards, avec l'idée que je pourrais m'en servir un jour. J'ai écrit une quinzaine de « commencements » abandonnés les uns après les autres jusqu'au moment où la manifestation m'a ouvert la porte du monde indigo.

» A partir de ce moment-là, une course à la réalité devient nécessaire. Le roman crée ses besoins. Par ma vie, par mes liaisons familiales, sociales, politiques, il se trouve que j'ai accès aux mondes les plus divers de cette société. Mais ce n'est pas suffisant : il me faut des détails de vie. Pour écrire *le Monde indigo*, j'ai hanté d'étranges soirées, j'ai discuté avec des P.-D. G., j'ai rencontré des éboueurs, j'ai regardé construire des bateaux et des lance-missiles. Le roman pour moi est ainsi une aventure à laquelle la vie et la mémoire apportent chaque jour un élément nourrissant. L'écriture se transforme parce qu'elle a tendance à se conformer à sa matière : elle se couche sur les paysages, elle devient coupante, rapide dans les moments d'action, et colle de tout son pouvoir à une réalité toujours en mouvement.

● *Comment situez-vous votre entreprise dans l'ensemble de la littérature contemporaine ?*

— J'avoue que je ne vis pas sans malaise l'ère des professeurs, où l'écriture et le langage écrasent une certaine chair littéraire, sans laquelle ils ne sont rien. Je crois que la vraie nouveauté se reconnaît après ; et qu'elle correspondait à une prise de liberté nécessaire. Pour ma part, je ne prétends ni ouvrir une voie ni entrer dans la sacro-sainte recherche de la modernité. On peut tout dire aujourd'hui, tout écrire, tout exalter ; on peut faire glisser les mots et les faire exploser. D'autres le font, je le fais à ma manière. C'est pour moi dans cette liberté conquise, qui n'est ni langage parlé ni moutonnement linéaire des mots et des idées, que se situe la modernité d'une écriture, conforme dans sa diversité au temps que nous vivons.

Propos recueillis par
JOSANE DURANTEAU.

★ **LE MONDE INDIGO, d'Hélène Parmelin. Stock. 2 volumes, tome I « Cramponne ». 360 p. 45 F (voir « le Monde des livres » du 31-3-78 ; tome II « Le soleil tombe dans la mer ». 364 p. 55 F.**

histoire

Les provinces

La Savoie avant la France

● ***Au dix-huitième siècle, avant la France et le tourisme.***

QUI se soucie encore de la Savoie, habitants et touristes mis à part. Trop de Français ignorent que les deux départements (Haute-Savoie et Savoie) furent, en leur temps, le noyau d'un formidable Etat montagnard : il devait donner, par extensions successives, l'actuelle république italienne ; elle prolonge chronologiquement l'Etat souverain du Piémont-Savoie, devenu royaume d'Italie. Jean Nicolas, lui, se souvient. Les archives savoyardes, qu'il a compulsées, ramonées pendant vingt années interminables, *lui* ont tenu lieu de mémoire.

Protestant ardéchois, Nicolas est devenu savoyard de cœur. Historien des groupes sociaux, il s'est pris d'un amour de tête pour la noblesse des Alpes du Nord : elle le lui a bien rendu. Elle lui a ouvert les chartriers des châteaux. Il a écrit, en deux décennies, ces deux gros volumes ; ils sont maintenant la bible des érudits régionaux. Il a dressé le portrait en pied de l'aristocratie savoyarde d'Ancien Régime, classe militaire dans l'obédience des souverains locaux, qui ne la ménageaient pas. Grâce à elle, ils ont transformé leur pays en place forte, en « Prusse des Alpes ».

Nobles et magistrats

Cette noblesse est flanquée, du côté de la roture, par une classe moyenne d'avocats, de notaires. Inutile de chercher entre Annecy et Chambéry la fameuse bourgeoisie « capitaliste - industrielle », chère à nos manuels d'histoire, avec ses fumantes cheminées d'usines. Au dix-huitième siècle, on la trouve à Manchester ou en Belgique, pas à Evian. En Savoie, au temps de nos rois Louis XV et Louis XVI, les juristes tiennent le haut du pavé, parmi les classes bourgeoises. Par comparaison, les médecins eux-mêmes ne sont guère nombreux : la grande vallée de Maurienne, en 1728, ne compte parmi ses habitants aucun docteur en médecine ! Les paysans de cette zone se soignent comme ils peuvent, avec de la corne de cerf et des crottes de souris. A défaut de véritables médecins, régulièrement estampillés par la Faculté, ils recourent aux empiriques et aux charlatans... qui sont, parfois, efficaces.

La paysannerie savoyarde garde les pieds sur terre, bien plantés sur le lopin familial : elle tient 50 % du sol cultivable en Savoie, contre 20 % aux nobles, 23 % à la bourgeoisie et un petit 5 % seulement au clergé, ce parent pauvre de l'élite régionale. Qui plus est, les paysans de ce pays bénéficient du précieux soutien que leur consent l'Etat savoyard, régi par les ducs successifs qui sont aussi « rois de Sardaigne » : ceux-ci travaillent efficacement, mieux que ne le font les rois de France, à rogner les griffes de la noblesse, tenue pour exploiteuse du villageois... De haut en bas, Nicolas met donc en place la pyramide des groupes sociaux, dont chacun se signale par ses consommations spécifiques : le peuple, privé de viande, se bourre de gros pain noir (1,2 à 2 kilos par jour) ; le bourgeois boit ses deux litres de vin rouge journalier ; le noble du dix-huitième siècle connaît déjà les boissons de luxe, café, thé, chocolat, inconnus des roturiers.

Le droit d'aînesse

Les normes familiales charpentent fortement cette société : le droit d'aînesse existe partout, même chez les bourgeois. L'enfant devenu grand, pour se faire émanciper par son père, se met à genoux « féodalement » devant lui. Les fils de la noblesse vont parfaire leur éducation à Paris ; mais les filles nobles en sont réduites à n'apprendre que le solfège. Leur orthographe demeure déplorable. Le sentiment de l'honneur familial est répandu dans tous les milieux : le moindre lignage, même roturier, possède son blason ; tel charcutier porte en armoiries un porc de sable sur fond d'azur...

Cette société n'est pas statique : des luttes de classe l'agitent, même si les pauvres n'y sont pas nombreux (5 % de pauvres dans les villes, 13 % dans les campagnes, par rapport à la population totale). Un gros siècle avant la Révolution française, des paysans précurseurs stigmatisent, en Savoie, l'exemption fiscale dont jouit la noblesse ; ils brûlent les registres des droits seigneuriaux ; ils attaquent les plus riches ruraux qui accaparent la terre communale, qui jusque-là donnait pâture gratuite à la vache du pauvre. Les querelles entre groupes sociaux sont compliquées par l'intervention du puissant voisin français.

A trois reprises, les armées de nos rois Bourbons font de l'occupation militaire en Savoie : après 1650, après 1703 et 1742. A chaque fois, de lourds problèmes de « collaboration », qui préfacent notre actualité du vingtième siècle, confrontent les masses et surtout les élites locales. Les souverains savoyards déploient un réformisme admirable qui érode le privilège de la seigneurie, de la noblesse. Ils font ainsi, sans s'en douter, le lit de la Révolution française : elle se traduit par une nouvelle invasion des soldats venus de l'Ouest ; elle prélude, de loin, à l'annexion définitive qui s'opérera sous Napoléon III.



★ *Dessin de JULEM.*

Le contrôle des naissances

Ces raz de marée militaires font figure d'épiphénomènes. La vraie lame de fond du dix-huitième siècle, c'est celle qui soulève la démographie régionale : les trois cent mille Savoyards de 1700 deviennent quatre cent mille en 1789. Houle montante, aussi, du profit rural : il enrichit de plus en plus les gros paysans, les caciques de village, qui rachètent les terres des nobles ruinés. La noblesse en effet s'étiole : le *birth control* fait baisser ses effectifs. La chasse aux grosses dots multiplie les mariages de raison ridicules, arrangés sans entrevue préalable (*« je ne lui avais pas seulement parlé un quart d'heure avant notre mariage »*, dit un noble, victime de ce genre de noces, à propos de sa richissime épouse).

La bourgeoisie se rétrécit sans cesse au sommet (par passage de ses membres les plus huppés à la noblesse) ; mais elle s'étoffe à la base, puisqu'elle attire dans ses rangs les paysans riches, ou leurs fils. Le bien-être, l'hygiène et la culture se développent dans la classe moyenne : elle voit s'accroître le luxe de ses meubles, les performances de ses gastronomes, et le nombre de ses bidets. L'alphabétisation montante, le léger relâchement des mœurs, l'influence grandissante de la franc-maçonnerie, préparent la Savoie aux destins nouveaux que lui réserveront, de 1789 à 1870, la Révolution et la francisation. Mais on reste éloigné d'un grand changement de type industriel et libéral à la mode britannique.

Ce gigantesque livre de Jean Nicolas est à la fois le monstre et le chef-d'œuvre de l'érudition. Une fois de plus, comme dans le *Beauvaisis* de Pierre Goubert, la monographie régionale est mise au service d'une histoire totale et sociale. Les connaisseurs apprécieront. Les clients pressés ou désargentés dédaigneront (en attendant que l'œuvre arrive jusqu'aux bibliothèques ; en attendant que plus tard elle soit réduite de moitié dans une édition de poche). Les vrais Savoyards, de chair ou simplement de cœur (il y en a dans toute l'Europe), orneront de ce double tome leurs rayonnages ; ils en farciront leurs cervelles et leurs mémoires.

EMMANUEL LE ROY LADURIE.

★ **LA SAVOIE AU XVIIIe SIECLE, de Jean Nicolas. 2 vol., 386 F. Maloine Edit. Distributeur : Librairie de la Nouvelle Faculté, 10, rue Casimir-Delavigne, Paris-6e.**

et leurs archives

La Provence entre 1789 et l'an 2000

● ***Les inconnues d'une histoire régionale.***

Les touristes qui envahissent chaque été les villages les plages et les campings de Provence n'y viennent généralement pas pour faire de l'histoire ou de l'érudition locale. Pourtant, ce pays, qui fait moins parler de lui que la Bretagne ou l'Occitanie profonde, offre l'exemple d'un des plus surprenants et spectaculaires développements régionaux français. Entre 1789 et 1978, la Provence est passée de la position de terre sous-développée à celle de petite Californie européenne.

Deux livres — l'un concernant l'époque révolutionnaire, l'autre le vingtième siècle — s'interrogent sur la signification et les inconnues de l'histoire provençale.



★ *Dessin de JULEM.*

UNE *cité provençale dans la Révolution*, de Georges Castellan, permet de régler l'une des questions fondamentales de l'histoire de France. Pourquoi la Provence, justement réputée rouge vers 1990, ou du moins rose, comme son vin, fut-elle assez peu présente, plutôt conservatrice, à l'époque de la Révolution française ? Après avoir lu cette étude minutieuse, microscopique, des événements politiques de l'année 1790 dans une communauté de paysans, d'artisans et de bourgeois, on est tenté de répondre : parce que cette région n'en avait pas réellement besoin.

A Vence, vers la fin de l'Ancien Régime, la propriété noble représentait à peu près 2 % du terroir, les biens du clergé 1 %. La liquidation de ces 3 % de richesse privilégiée ne pouvait agiter très violemment les masses locales. Depuis le fond du Moyen Age, l'influence aristocratique se heurte dans le Midi à l'existence des communes solidement organisées, vastes ou minuscules, qui gardent dans les circonstances et les problèmes de voirie les plus dérisoires quelque chose de la dignité et de la fierté des cités antiques, grecques ou romaines. L'intégration à l'Etat et à la nation française transforme souvent cette attitude en un pur, simple et puissant esprit de clocher, également caractéristique des cités grecques, il est vrai.

En 1790, dans la tourmente révolutionnaire, le problème principal des Vinciens, favorables à la révolution lorsqu'elle n'est pas antireligieuse, fut clairement de faire reconnaître leur cité de 2 500 âmes comme chef-lieu de district, à l'occasion de la réorganisation générale de l'appareil administratif français. L'impérialisme vincien, moins ambitieux que celui de Sparte ou d'Athènes, fut tenu en échec par la bourgade de Saint-Paul. La communauté de Vence perdit même son statut d'évêché, et fut réduite de l'état de cité à celui de village.

La plupart des innovations de la première phase révolutionnaire furent pour les habitants de Vence sans signification. Elles enfonçaient, chez eux, des portes ouvertes. Le droit de suffrage leur posa plus de problèmes. Bien que dominée par ses notables, la communauté reconnaissait depuis longtemps par tradition un électorat plus large que celui défini par les révolutionnaires du Nord. Elle choisit la tradition : il n'y eut pas à Vence, en 1790, de citoyens « passifs ». Les pauvres eurent le droit de vote, qu'ils utilisèrent d'ailleurs avec une remarquable absence de zèle. Quant au partage individualiste et bourgeois des biens communaux, il fut refusé par les bourgeois eux-mêmes, parce qu'en montagne l'abandon du droit de « *compascuité* » (la « vaine pâture » du Nord) est économiquement inconcevable.

Cette Provence « de gauche », par tradition, était pourtant une région sous-développée de l'ensemble français. A Vence, la mortalité était particulièrement élevée, l'agriculture tout à fait primitive.

Politiquement, les villages de Provence n'entreront en scène qu'à l'occasion de la révolution de 1848, de façon inattendue. C'est dans les départements du Var et des Basses-Alpes (actuelles Alpes-de-Haute-Provence) que le coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte rencontra la plus vive résistance, peut-être la seule résistance réelle, écrasée par la troupe à la bataille d'Aups. Il faut cependant avouer, au risque de heurter des susceptibilités locales, que le village le plus déterminé dans son opposition ne fut pas Vence mais La Garde-Freinet, dans les Maures, près de Saint-Tropez.

Une des plus dynamiques régions de France

En 1978, les villages et les bourgs de la montagne provençale sont sur le point de disparaître en tant qu'unités humaines. Ils se transforment en agrégats de résidences secondaires, occupées quelques mois ou quelques semaines chaque année par des touristes parisiens ou des citoyens de l'Europe du Nord : Belges, Néerlandais, Allemands, Britanniques.

La Provence n'est pourtant pas, comme la Bretagne, l'Aquitaine ou le Massif central, menacée de dépeuplement. Elle est, au contraire devenue, durant les trente dernières années — comme le montre un ouvrage collectif, *la Provence de 1900 à nos jours*, — l'une des plus dynamiques régions de France, par la croissance de sa population comme par le développement de ses activités économiques, de l'industrie autant que du tourisme. Mais tout se concentre sur la côte et le long des cours d'eau. Du Rhône à la Côte d'Azur, en passant par Fos, Marseille et Toulon, risque un jour de s'étirer l'interminable ruban d'une mégalopole, incohérente et embouteillée, insulte mortelle à la tradition locale et méditerranéenne de la petite cité.



La douceur de vivre

Marseille-Marignane est déjà le deuxième aéroport de France par son trafic. Les universités de Provence constituent le deuxième centre d'enseignement supérieur après Paris. *La Provence de 1900 à nos jours* propose un tableau complet et précis des évolutions économiques, politiques, culturelles, de la province. Ce livre est à la fois plein *d'un vif sentiment provençal* et d'une objectivité rigoureuse, sauf peut-être lorsqu'il s'intéresse, curieusement, dans les termes cocardiers d'un autre âge, aux fonctions et à l'histoire militaire de la région. Mais il n'hésite pas à opposer la douceur de la vie dans le Midi méditerranéen, où l'espérance de vie est l'une des plus longues de France (quel changement par rapport au dix-huitième siècle !), et la criminalité régionale, l'une des plus fortes du pays. Par la fréquence des assassinats, Marseille est plus proche de New-York que de Clermont-Ferrand.

L'indifférence aux traditions culturelles

Paradoxalement, ou naturellement, cette province très vivante est l'une des moins tentées par l'autonomie, l'une des moins attachées à ses traditions culturelles. Frédéric Mistral et son mouvement du félibrige étaient des phénomènes provençaux. La revendication occitane est aujourd'hui toulousaine et languedocienne plus que provençale au sens strict. Pierre Guiral, l'un des auteurs, démontre de façon originale l'indifférence croissante des habitants aux traditions locales par une étude de l'évolution des prénoms donnés *aux enfants : on baptise* désormais très peu de Rose et de Marius.

Le dynamisme de la Provence n'est donc pas celui d'une culture, mais plus banalement celui d'une économie régionale, d'une terre d'immigration pour les Italiens, puis les rapatriés d'Algérie et les travailleurs nord-africains. Pour les Parisiens aussi. La Provence draine les populations de toutes les régions françaises, capitale y compris. A terme, ce développement provençal menace peut-être plus la suprématie et le centralisme parisiens que ne le font les performances culturelles bretonnes ou toulousaines.

EMMANUEL TODD.

★ **UNE CITE PROVENÇALE DANS LA REVOLUTION, Chronique de la Ville de Vence, 1790, de Georges Castellan, Flammarion, 316 p., 78 F.**

★ **LA PROVENCE DE 1900 A NOS JOURS, de Jean-Baptiste Gaignebet, Pierre Guiral, Louis Pierrein, Félix Reynaud, Constant Vautravers. Privat, 414 p., 280 F.**

Terroirs pour tous

CHACUN, aujourd'hui, recherche sa France profonde. Qui n'a pas son terroir ? Son terreau, son terrier, sa terrasse ou, même, son terril... ? Et soudain ce mot à valeur péjorative, qui sentait le bouseux et le péquenot, a pris une valeur nouvelle, est devenu lieu d'élection de la mémoire populaire. Ce besoin de retrouver ses racines, est-ce seulement la mode du passéisme, la nostalgie d'un paradis perdu, ou, plus encore, la volonté de laisser une trace de soi quelque part, de matérialiser ses souvenirs ?

Quatre albums de photos en couleurs, préfacés par des écrivains, sont parus cette année aux éditions du Chêne, dans cette attachante collection des « Terroirs » qui avait débuté, il y a deux ans, avec le très beau recueil de Jean Carrière sur les paysans de l'Ardèche. Quatre livres d'images qui « sentent le terroir » et dont il est intéressant de noter que leurs auteurs-écrivains ont la quarantaine... ou davantage : *les Vosges*, de François Nourissier (photographies de Patrick et Christiane Weisbecker), *les Lubérons*, d'Yves Berger (photos de Martine Franck), *Beaujolaises*, de Bernard Pivot (photos de Pierre Cottin), *Gens du Morvan*, de Jacques Lacarrière (photos de Jean-Marc Tingaud). Prix 78 F chacun.

Ces livres, très personnalisés, se feuillettent avec émotion et, de leurs images très simples, — pas fabriquées pas mises en scène, — se dégage l'odeur des pays évoqués. Avec Yves Berger, on déplorera que le Lubéron, fermé aux voyageurs pendant des siècles, bloqué entre son Cadenet et son Pertuis, soit devenu, en l'espace d'une décennie, le « point Oméga » du nucléaire et de la résidence secondaire ; c'est sa beauté qui aura fait perdre son âme à la terre de Bosco et de Giono. Aurait-on pensé qu'un jour les rideaux de cyprès cacheraient des piscines et que les « bories » s'arracheraient à prix d'or ?...

Chez d'autres, la beauté est plus secrète. Ainsi, ces Vosges, pays triste, dont les admirables photographies rendent bien la magie, avec les forêts brumeuses et le gris de ce pays, mi-Alsace, mi-Lorraine, où les gens sont obsédés par les guerres et qui a échappé à l'enlaidissement par sa modestie même. François Nourissier, fils de paysans, exploitants-forestiers, tente avec sincérité de retrouver son enfance et de prouver qu'il est *« lui aussi du bois dont on fait les Vosges »*.

Ainsi encore ce Morvan, autre pays de forêts et d'étangs, que Jacques Lacarrière a parcouru à pied, lentement, au niveau des rus et des torrents, des granits et des digitales pourpres, surprenant les habitudes de ces paysans qui ne se soucient pas du photographe. Enfin, à la suite de Bernard Pivot, qui connaît du Beaujolais autre chose que ce qu'il en a bu, et qui peut, à jeun ou non, énumérer les neuf crus de son vignoble, nous découvrons la beauté sage des ceps géométriquement alignés ; et nous nous surprenons à invoquer Notre-Dame de Brouilly pour que l'année soit bonne...

NICOLE ZAND.

lettres étrangères

Chaïm Potok, romancier de l'orthodoxie judaïque

● *Une querelle des anciens et des modernes à Brooklyn.*

« *LA parole possède une grande puissance ; par la puissance de la parole on peut empêcher un fusil de tirer.* »

Cette réflexion pertinente du rabbin Nachman, de Bratzlav, est actualisée et illustrée par le dernier roman de Chaïm Potok, traduit en français, roman riche, aux résonances universalistes, qui remet le Verbe en question. Deux registres, deux thèmes se croisent, se décroisent, se rapprochent et se superposent dans ce texte aux dimensions symphoniques. Leurs articulations se situent en cet espace flou, privilégié, entre la maladie (de l'esprit) et la foi, entre la raison et la foi, espace où seule la magie de la parole doit agir, et agit tous les jours, pour exorciser les dibbouks, désamorcer les conflits.

L'action se déroule dans les années cinquante, au sein d'une communauté juive pieuse de New-York, celle de Williamsburg, à Brooklyn. Les rares rescapés des villages religieux d'Europe orientale, le *stetthl*, entendent recréer outre-Atlantique l'existence qui fut celle du peuple du Livre, en Pologne, pendant des générations. Pour cela un seul moyen, l'étude, et surtout le respect, à une parole près, de la Bible, de ses commentaires, des commentaires de ces commentaires.

Interpréter les mots « autrement »

Certes, les exégèses de textes sacrés sont multiples, mais seules sont autorisées celles des grands rabbins de jadis, gardiens farouches de l'orthodoxie. Pour les présomptueux qui essaient d'en briser le carcan, d'enrichir la signification, d'interpréter les mots *autrement*, c'est l'excommunication. Abraham Gordon, religieux, talmudiste érudit, a le tort de poser sur le dogme un regard *différent*, celui d'un homme moderne qui vit *ici et maintenant*.

Le jeune Reuven Malter se prépare à devenir rabbin. Il résiste lui aussi à l'enseignement conservateur et tente, comme son père, d'utiliser la critique historique dans l'étude des textes « intouchables » qui lui sont proposés. Il bénéficie de l'appui de son père, de celui d'Abraham Gordon, de celui de Saunders, son meilleur ami. Sans pour autant abandonner son engagement mystique, ce dernier renonce à être le « gourou » d'un groupe hassidique pour se consacrer à la psychiatrie. C'est la « révolution culturelle » à Brooklyn. A ce niveau du roman, les nostalgiques du ghetto européen, qui en défendent jalousement les valeurs, s'opposent à ceux pour qui la parole dépourvue de son sens, de sa fonction de communication, n'est qu'un mythe dépourvu de substance, abandonné du Divin, vidé de Destin.

La terrifiante thérapie du silence

Dans le premier registre du roman le caractère « immuable » de la parole est vigoureusement contesté. Dans le second il s'agit de l'usage que l'on fait aussi bien du silence que des mots, usage qui restitue au Verbe son pouvoir sacré. Michael Gordon, le fils d'Abraham, est un adolescent sensible et hypernerveux. Doublement déchiré entre l'enseignement religieux et sa curiosité pour les sciences, pour l'astronomie, entre l'amour paternel et la découverte du mensonge, il devient gravement névrosé. Peu à peu la névrose se développe jusqu'à ce qu'il doive se faire interner.

Réfractaire à toute analyse, prisonnier de l'implacable dialectique amour-haine, Michael ne saura prononcer les mots rédempteurs. Saunders, le psychiatre hassid, prend le malade en charge et, pour briser son blocage, lui applique une terrifiante thérapie inspirée de l'expérience d'un légendaire rabbin polonais, le rabbin de Kotzk. Réalisant que la foi l'abandonnait, *il s'était retiré du monde* pour s'emmurer dans un silence obstiné. Michael sera donc isolé jusquà ce qu'il demande, de lui-même, à parler. Mais laissons au lecteur le soin de découvrir comment se résout le conflit entre juifs anciens et modernes à Brooklyn, comment l'adolescent Michael arrive à vaincre sa folie, comment ces deux événements sont intimement liés.

Bien que certaines longueurs alourdissent le texte — *c'est là* l'héritage d'une littérature orientale qui ignore la litote et le raccourci, — *la Promesse* sollicite *l'attention chaque instant*. Comme Isaac Bashevis Singer, Chaïm Potok est un très grand conteur (1). Ecrivant sur le judaïsme à l'intérieur même de cette foi, qui se confond avec sa vie, il a le mérite essentiel d'en rendre les implications fondamentales accessibles à tous les lecteurs. Dépassant par ses préoccupations métaphysiques le folklore du ghetto, sa pensée s'inscrit dans les grands courants religieux qui bouleversent, aujourd'hui, notre temps.

EDGAR REICHMANN.

(1) En français : *l'Elu*, Calmann-Lévy, 1969 ; *Je m'appelle Asher Lev*, Buchet-Chastel, 1975.

★ LA PROMESSE, de Chaïm Potok, traduit de l'américain par Nicole Tisserand. Buchet-Chastel, 364 p., 59,70 F.



Le Haïku et le retour aux sources

DANS son *Anthologie-promenade* (1), choix de haïkus directement traduits du japonais, Maurice Coyaud a pour mérite de s'effacer devant l'œuvre, comme ce poète (Saryu) s'efface devant sa « vision » :

Le saule / Peint le vent / Sans pinceau.

Par sa démarche, au plus près de la déambulation du présentateur, l'ouvrage est d'une lecture bien japonaise : une lecture libre s'impose, en lacets qui donne perspectives à ces gros plans sur la vie quotidienne que sont les haïkus. Le lecteur est amené, sans précipitation, à laisser résonner les repos du texte, où transpire la perception du tel-quel. Car c'est bien d'un existentialisme avant la lettre, avec un soupçon de métaphysique, qu'il s'agit.

Le « 5-7-5 » — ainsi qu'il est dit au Japon de ce tercet de dix-sept syllabes — est en quelque sorte le sous-produit de l'activité de « salons » littéraires d'autrefois, où les participants composaient à tour de rôle les maillons d'une chaîne poétique. Basho (2) fut le premier à en détacher le tercet d'ouverture qui, voici un siècle, prit le nom de « haïku ». On sait par les disciples de Basho que, loin de considérer le genre comme un divertissement, il appelait à un « retour aux choses » qui, pour sa part, prit la forme de l'errance sur les chemins de son pays.

Le haïku se charge avec Basho de la réalité des forces primitives : souvent, le poème fixe la rencontre d'évidences que cachaient jusqu'alors les facultés trop raisonnantes de l'homme. Il s'y affirme un art de vivre où le poète se découvre l'égal des éléments les plus humbles. La *poésie* est ici victoire de l'homme sur son intellect parfois délirant, réconciliation avec ce qui vient à nous.

L'homme masque le monde

M Coyaud le dit bien : « *L'homme masque le monde.* » L'écriture haïku s'oppose au bavardage. Plus loin Kusatao constate, sans plus, des « correspondances » :

Bouteille vide / Vieillard aveugle / Soleil d'hiver.

Des trois vers qui suivent de Rimbaud (extrait de *Phrases*) : « *Un goût de cendre vole dans l'air / Une odeur de bois suant dans l'âtre / Les fleurs rouies* » ; un irrespectueux émondage donne ce haïku :

Cendres dans l'air ? / Bois suant dans l'âtre / Fleurs rouies.

Goût et odeur sont dans les choses — le dire est trop pour le haïku, qui se satisfait des conjonctions de l'instant.

La transparence n'est cependant pas la vertu cardinale du haïku. Par les origines, le genre est fermé ; l'écriture « ouverte ». Le haïku garde au Japon les traits d'un jeu de cercle (3) (avec des exceptions, dont Issa, bien représenté dans le recueil de M. Coyaud). La « mini-culture » partagée par les membres du groupe autorise le demi-mot, la répartie souriante chargée d'allusions, qui sont autant d'ouvertures où la lecture est celle de divers possibles. Pour le non-initié, nombre de textes tombent dans l'hermétisme.

Des notes « techniques » plus fournies, jointes à cette riche présentation, auraient dissipé les malentendus sur la prétendue simplicité du genre. Car le haïku est régi par de strictes conventions dont il n'existe pas d'équivalents en poésie occidentale : présence quasi obligatoire de « mots-coupures » fortement émotifs, et de mots de saison ; de plus, la grammaire et le vocabulaire, parfois, en sont fort anciens, même sous la plume de contemporains.

A travers la géographie du haïku japonais, ces *Fourmis sans ombre* se tiennent à l'intersection du micro — et du macrocosme. Comme Soseki dans cette contraction d'été :

Herbes du gazon / Vagues de chaleur / Rêve de chien,

il n'est demandé au lecteur que d'abandonner sa peau humaine et de se mettre à l'unisson des choses et des êtres.

PIERRE SORA.

(1) Cette anthologie est à rapprocher de celle donnée par Roger Munier, avec une préface d'Yves Bonnefoy, chez Fayard (voir *le Monde* du 12 mai).

(2) Basho (1644-1694) : ses *Journaux de voyage* ont été publiés en français par les Publications orientalistes de France.

(3) C'est au moins six cents revues haïku qui sont publiées au Japon, liste en est donnée dans la revue « Haïku », septembre 1977.

★ FOURMIS SANS OMBRE — LE LIVRE DU HAIKU, de M. Maurice Coyaud, Phébus, 69 F.

De la difficulté d'être polonais

● *Un intellectuel de Varsovie se raconte. Ce qu'il dit nous concerne.*

SOUS l'avalanche d'ouvrages de fiction, de témoignages et d'essais qui déferlent, voilà enfin un grand « petit » livre. Petit par ses dimensions, grand par la vérité qu'il porte, par sa lucidité nécessairement un peu triste mais si peu désabusée. Ceux qui attendent seulement une dénonciation du goulag ou, à la rigueur, la description complaisante des « états d'âme » d'un intellectuel de gauche en délicatesse avec son « parti », seront peut-être déçus. Kazimierz Brandys n'est pas un dissident militant ou alors tous ceux pour qui la liberté signifie un peu plus que la « compréhension de l'implacable nécessité » le sont à l'Est comme à l'Ouest.

Brandys est né à Lodz, en Pologne, en 1916. Ce romancier, lauréat du Prix littéraire de Varsovie, *quand il voyage en* Occident et rencontre des « hippies », se voit, sans doute, comme son héros, « *dans la peau d'un père Noël socialiste et aussi dans celle d'un Pickwick rêvant aux elfes* ». Comme son personnage, il retourne, bien sûr, dans sa Pologne, pays où selon ses propos « *des milliers de personnes ont une* voiture et des millions rêvent d'en avoir. Cette Pologne-là, qui paie son goulasch avec le silence, avec la censure, lui fait mal. Il l'aime cependant d'un amour juste et douloureux à la fois. De cet amour est né son roman, et c'est bien un roman malgré la forme qui le situe dans *le no man's land* un peu flou, propice aux ambiguïtés, qui sépare le récit de la confession.

Un metteur en scène de Varsovie rencontre à l'occasion d'un congrès à l'Ouest un compatriote, psychosociologue émigré. Ce dernier lui soumet un questionnaire établi, peut-être, par les services de contre-espionnage américains pour sonder les orientations, les motivations et les comportements des intellectuels des pays communistes. Le héros accepte non seulement de répondre avec honnêteté aux questions de son frère « ennemi », mais refuse l'anonymat de rigueur et prend la responsabilité de la publication de ses réponses. A l'Ouest, évidemment.

Il y a d'abord dans ce livre, et c'est ce qui lui confère sa valeur romanesque, la distance qui s'établit entre l'interrogateur et l'interrogé par la critique discrète, mais ô combien pertinente, à laquelle le dernier soumet le « questionnaire » qui lui est proposé. Le lecteur le moins averti aura vite compris la médiocrité tragique des contacts transmis par ce genre de questions naïves — c'est, bien sûr, une litote — entre les intellectuels occidentaux et leurs confrères vivant dans le froid. Ensuite il y a ce que le metteur en scène de Varsovie, qui est un privilégié relatif du régime, raconte.

Bien que le contenu du discours soit totalement différent, le monologue, ou le dialogue, entre le héros et son magnétophone portatif est aussi beau que la complainte de l'officier allemand de Vercors dans *le Silence de la mer*. Il dit la difficulté d'être polonais, tiraillé entre l'irréalité d'un nationalisme antisémite et obtus et la réalité d'un socialisme grégaire sécrétant mensonge et aliénation. Il dit son incompréhension devant les êtres stupides et bornés qui haïssent le doute, le scrupule. Il dit son angoisse d'appartenir à la catégorie suspecte des hommes désirant découvrir et porter remède aux défaillances du « système ». Il dit enfin son amour pour les belles promenades, pour les beaux paysages d'automne, pour les films sur les dauphins. Et, bien sûr, son amour, son respect pour le corps féminin qui, en fait, n'est qu'amour et respect pour la *liberté d'autrui, donc pour sa* liberté propre.

Quoi qu'il n'ait pas la violence corrosive (et coquette) de Gombrowicz, ce roman sur le malaise polonais, achevé en 1976, n'a pu être publié à Varsovie. Espérons pour les compatriotes de Brandys qu'il le sera bientôt.

E. R.

★ EN POLOGNE, C'EST-A-DIRE NULLE PART, de Kazimierz Brandys. Roman traduit du polonais par Adam Loch, Seuil, 188 p., 39 F.

UNE PLAQUETTE SUR « LE MONDE »

« Le Monde » a réalisé pour ses lecteurs une plaquette de trente-deux pages où se trouvent décrits et expliqués le fonctionnement du journal, l'organisation et le travail des différents services de la rédaction, les principaux mécanismes de l'information, ainsi que les caractéristiques économiques de l'entreprise (gestion, fabrication, publicité).

Ce supplément aux « Dossiers et documents » est disponible à nos bureaux, service de la vente au numéro, au prix de 3 F l'exemplaire. Des réductions sont consenties pour les achats groupés : 20 % de cinq à dix exemplaires et 25 % au-delà.

RELIGION

L'Église devrait devenir catholique...

(Suite de la première page.)

Elle devrait au contraire y tenir comme à la prunelle de ses yeux, car si les pauvres se trouvent en fait en dehors de l'Eglise visible, ils en sont — de droit — le cœur; L'Eglise a été fondée par des humbles et pour des humbles. Ils sont l'image privilégiée de Jésus. Ils ont le droit strict d'être servis en priorité. Dans l'Evangile, les riches sont des marginaux, mal à l'aise au milieu des disciples de Jésus, tandis que les pauvres sont chez eux. Cette situation s'est malencontreusement renversée. Le successeur de Paul VI aura à y remédier en faisant de la pastorale des pauvres le souci numéro un de son pontificat. Plus que l'anticommunisme, fût-il élaboré, n'est-ce pas le meilleur moyen de faire pièce au socialisme athée ?

Le rapprochement esquissé avec persévérance par Paul VI avec les pays situés derrière le rideau de fer ou de bambou est à intensifier. Non pas seulement par des contacts avec les gouvernements mais par des preuves tangibles, sur le terrain, et dans les débats idéologiques. De leur côté, les peuples d'Amérique latine doivent pouvoir compter sur l'Eglise pour qu'elle les aide, non du bout des lèvres mais dans les faits, à revendiquer leur dignité, le partage des terres et l'accession aux responsabilités syndicales et politiques. Aujourd'hui encore, les affamés, les torturés et les opprimés de toute sorte ne sont encore que trop oubliés. C'est là pourtant que, d'un simple point de vue pragmatique, l'Eglise a sa meilleure carte à jouer. Les théologies de la libération ne reçoivent pas de Rome l'appui qu'elles méritent. Quant à la répartition du clergé elle continue à privilégier les classes aisées, même dans les pays sous-développés.

L'Eglise semble hésiter, même sur le plan des symboles. Paul VI aurait répondu au prieur de Taizé qui lui signalait le malaise suscité par les palais du Vatican : *« Patience, je ne peux tout faire à la fois. »* Est-il convenable, est-il même devenu supportable, que ceux qui sont à la tête de l'Eglise, même s'ils vivent personnellement d'une manière modeste (mais qui le sait ?), évoluent dans ce cadre somptueux, conçu pour une monarchie et une cour de la Renaissance ? Qu'en pense le missionnaire ou le prêtre ouvrier reçu au Vatican ? Est-il normal qu'ils soient dans « leur maison » plus gênés que les ambassadeurs venant rendre hommage à une puissance temporelle ?

S'il est un moine, ou s'il en épouse le genre de vie et les objectifs, au su et au vu de tous, s'il est ce « spirituel » que tout le monde souhaite, ne se laissant pas absorber par ses tâches multiples et cherchant son inspiration dans la prière, le pape trouvera spontanément les priorités de son pontificat. Il ne reculera pas devant les obstacles à vaincre. Il écartera, par exemple, définitivement le spectre de l'excommunication, en raison de ses résonances historiques, et pourrait accorder à Mgr Marcel Lefebvre le rite de Pie V, et faire en sorte que les traditionalistes aient partout des églises à leur convenance (1).

Il faudrait en finir une bonne fois avec la dichotomie traditionaliste-progressiste, qui attribue, selon les cas, toutes les vertus aux premiers ou aux seconds et tous les défauts aux autres. Il ne s'agit pas de les renvoyer dos à dos, mais d'honorer les valeurs que ceux-ci ou ceux-là représentent sans les aduler ou les anathématiser. *La cohabitation* entre les hommes de tradition et les hommes de progrès devrait être relativement aisée dans une religion qui prêche la charité, alors que toute brimade devient automatiquement une source de haine. *« Je ne peux que vous aimer »*, a écrit récemment Mgr Riobé à Mgr Lefebvre. Mais les responsabilités de l'évêque d'Orléans ne lui permettaient pas d'aller plus avant...

Une « morale des fins »

Si le pape de demain veut être le pape des temps modernes, il devra, plus encore que son prédécesseur, se réjouir que la science contribue à alléger le fardeau naturel des hommes, sans oublier de soutenir une politique écologique. Certes, le vicaire du Christ est là essentiellement pour rappeler que l'homme ne vit pas que de pain ; certes la technique peut détourner du monde spirituel, mais pourquoi faire toujours grise mine devant les réussites de la science en en considérant surtout les risques et rarement les grandeurs et les exigences ? Qui ne sait que la contraception peut être mise au service de la générosité d'un foyer ? Qui ne sait que l'avortement et l'euthanasie peuvent, dans certains cas, surmonter des détresses ? Qui ne sait que l'insémination artificielle bien utilisée peut marquer la victoire de l'amour ? Tout le monde, semble-t-il, sauf les hommes d'Eglise les plus haut placés.

Mieux que quiconque, Rome pourrait prononcer sur ces points des paroles libératrices et cesser de suspecter les plus belles conquêtes de l'intelligence. Son rôle de gardien d'une éthique rétrograde, l'Eglise ne pourrait-elle l'abandonner aux scribes ? Ne pourrait-elle redire, avec saint Augustin : *« Aime et fais ce que tu veux »* et cesser de confondre la *« morale des moyens »* avec la *« morale des fins »*, c'est-à-dire expliquer, dans le sillage de Theilard de Chardin, que, si le but ne justifie pas les moyens, il les suscite et les ennoblit ?

Le prochain pape aura-t-il l'audace de rendre ses lettres de noblesse aux relations sexuelles, jusqu'à convenir qu'un père de famille peut faire un bon prêtre, ou qu'un clerc célibataire ayant rencontré l'amour humain peut continuer à exercer son ministère sans fausse honte ? Saura-t-il, en outre, faire confiance à la jeune génération pour qu'elle invente des ministères ajustés aux besoins actuels ?

Le catholicisme si malmené dans sa doctrine boursouflée par les siècles se fera-t-il plus accueillant pour les autres confessions chrétiennes qui ont déchiré, malgré elles, la robe sans couture. Pourra-t-il désembourber l'œcuménisme, qui piétine au risque de décourager les fidèles de tous bords ? Il y arrivera d'autant mieux qu'il donnera à la papauté un visage moderne. Le pape est un homme-pont (*pontifex*), lien et garant de l'unité et non un homme à tout faire et à tout régir, qui se substitue sans nécessité aux cadres locaux et défend un centralisme suranné, comme si les épiscopats des divers continents n'étaient pas capables de prendre leur destin en main. A condition évidemment que ces derniers n'oublient pas qu'ils appartiennent à une Eglise conciliaire et qu'ils n'ont pas le droit de faire cavalier seul. Dialectique difficile, sans doute, mais préférable aux schémas antérieurs plus ou moins paternalistes et castrateurs.

Le pape de demain ne pourra éviter de donner au synode mondial des pouvoirs accrus et des responsabilités élargies. Le secrétaire général de cette institution, aujourd'hui personnage falot, devrait devenir le collaborateur le plus important du pape au côté du secrétaire d'Etat. C'est lui qui, entre des sessions plus fréquentes du synode, recueillerait et transmettrait les souhaits et les idées de l'épiscopat mondial, de telle sorte que l'évêque de Rome puisse gouverner en collaboration étroite et permanente avec un collège solidement organisé.

Ce serait folie d'abandonner le recours suprême que représente le pape, mais téméraire de perpétuer le modèle actuel d'un monarque omnipotent, comme si celui-ci était seul à jouir de l'assistance de l'Esprit-Saint, et comme si un seul homme pouvait faire face à des tâches de plus en plus complexes. Téméraire aussi de continuer à donner au pape un pouvoir illimité dans le temps. On se trouve dans une contradiction (*le Monde* du 15 août) : ne pas désigner un pape trop jeune pour que son règne ne s'éternise pas. Si le règne pontifical était limité à dix ans, par exemple, rien ne s'opposerait à ce que soit élu un cardinal de cinquante à soixante ans. Encore faudrait-il que le nouvel élu s'engage à modifier la Constitution en vigueur. Pourquoi pas ? Pourquoi l'Eglise reposerait-elle indéfiniment sur une gérontocratie, alors qu'elle doit faire face à des difficultés exceptionnelles ? A tout âge, il arrive qu'on puisse faire un excellent pape (voir Jean XXIII), mais n'est-ce pas « tenter la Providence » que de faire comme si, en règle générale, les plus hautes responsabilités étaient compatibles avec le troisième ou le quatrième âge ? On ne légifère pas à partir d'exceptions. Paul VI a d'ailleurs jeté les premiers jalons de cette réforme en envisageant sérieusement sa démission et en retirant effectivement le droit de vote aux cardinaux octogénaires.

D'autres vœux pourraient être ajoutés : la convocation d'un concile doctrinal qui prendrait la suite de Vatican II. Aucune société ecclésiale ne peut survivre s'il existe un trop grand fossé entre les vérités enseignées et ce qu'en perçoivent les fidèles : c'est le cas aujourd'hui ; la multiplication du nombre des évêques, pour que ceux-ci puissent devenir des chefs d'équipes connaissant vraiment leurs prêtres et leurs fidèles ; la refonte des paroisses à partir de critères sociologiques ; la possibilité pour les laïcs, dans les cas d'absence irrémédiable de prêtres, de présider l'Eucharistie ; la nomination *ad tempus* de prêtres pour des tâches déterminées ; la clarification de la carte d'identité sacerdotale devenue si floue qu'elle fait avorter de nombreuses vocations ; l'accession des femmes au sacerdoce, ce qui suppose au préalable une réhabilitation globale du « deuxième sexe ».

Mais, finalement, l'importance de ces réformes s'estompe devant cette considération générale : les intérêts de l'Eglise-institution doivent céder devant les besoins du monde à évangéliser. L'institution ne saurait être considérée comme une fin, mais comme un moyen. L'Eglise n'est pas un absolu. Elle n'est pas uniforme, mais doit s'efforcer de devenir *une* dans la diversité aussi bien orientale que romaine, africaine ou américaine. Elle n'est pas *sainte*, mais pourvoyeuse de sainteté ; elle n'est pas *catholique*, mais devrait tendre à le devenir (on est loin de compte) dans le respect des autres confessions chrétiennes ainsi que des autres religions qu'elle n'a pas à supplanter mais à exhausser. Elle n'est guère plus *apostolique* que les diverses Eglises du Christ. C'est une Eglise de pécheurs dirigée par Pierre, qui a renié le Christ par trois fois. C'est une Eglise faillible, car Dieu seul *« ne trompe pas et ne se trompe pas »*, selon la formule des anciens catéchismes. Si ses responsabilités sont plus grandes, c'est parce qu'elle est la plus répandue dans le monde, parce qu'elle est la plus ancienne et qu'elle a trempé dans toutes les divisions avec une désinvolture certaine.

Le monde se soucie médiocrement de la repentance de l'Eglise — nécessaire mais stérile, — mais il a toujours besoin consciemment ou non de sa vitalité, de sa fidélité à l'Evangile et de sa capacité à renaître des cendres du passé.

HENRI FESQUET.

(1) Le fait qu'au mépris du droit civil et des vœux exprimés par le cardinal Marty les traditionalistes puissent continuer à occuper, à Paris, l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet montre l'inanité de l'impasse dans laquelle on s'est enfermé.

709 millions de catholiques dans le monde

D'après les statistiques diffusées par le Vatican, l'Eglise catholique compte 709 millions de fidèles, soit 18 % de la population mondiale, estimée à 3,92 milliards d'âmes au début de 1978.

Le continent le plus « catholique » est l'Amérique, avec 341 millions de fidèles sur 555 millions d'habitants, soit 61 %. Viennent ensuite, dans l'ordre, l'Europe avec 261 millions (39,5 %), l'Asie avec 52 millions (2,3 %), l'Afrique avec 48 millions (12,1 %), et l'Océanie avec 5,2 millions de fidèles (24,8 %).

On dénombre 2 282 diocèses. En 1977, Paul VI avait nommé 154 archevêques et évêques contre 128 en 1976.

Au service des communautés de fidèles, l'Eglise compte 404 000 prêtres, 70 000 moines et 968 000 religieuses. L'Europe reste encore, et de loin, le premier continent « réservoir » de prêtres (224 000), de moines (35 000) et de religieuses (546 000), malgré une chute nette des vocations. Viennent ensuite l'Amérique avec 115 000 prêtres, l'Asie avec 24 000, l'Afrique avec 15 000, l'Océanie avec 5 000.

Au début de 1978, 60 000 élèves fréquentaient les grands séminaires et 140 000 les petits séminaires. En ce qui concerne les vocations et le nombre de prêtres ordonnés, ceux-ci sont en diminution bien que l'on ait récemment noté une certaine stabilisation. Les derniers chiffres connus d'ordinations concernent 4 140 prêtres pour le monde entier en 1975 contre 5 156 ordinations en 1969.

Les diacres permanents, dont la fonction a été remise en valeur par Vatican II, sont environ 4 000.

A titre de comparaison, voici les effectifs approximatifs des autres religions chrétiennes :

Protestantisme : 250 millions ;
Orthodoxie : 89 millions ;
Anglicanisme : 55 millions.

Les autres religions

Enfin, voici le nombre de fidèles pour les principales religions non chrétiennes (par ordre décroissant) :

Islamisme : 500 millions ;
Hindouisme : 467 millions ;
Confucianisme : 305 millions ;
Bouddhisme : 302 millions ;
Animisme : 192 millions ;
Shintoïsme : 61 millions ;
Taoïsme : 52 millions ;
Judaïsme : 15 millions ;
Sikkisme : 8 millions ;
Jaïnisme : 2 millions (1).

(1) Religion hindoue se proposant de délivrer l'âme de la transmigration, ce qui implique notamment la non-violence universelle.

LE CARDINAL PAUL YU PIN EST MORT A ROME

(De notre envoyé spécial.)

Cité du Vatican. — Le cardinal Paul Yu Pin, archevêque de Nankin, seul membre chinois du Sacré Collège, est décédé le 16 août à Rome à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Premier archevêque de Nankin lors de l'établissement de la hiérarchie catholique en Chine en 1946, il fut expulsé par les communistes en 1949 et se réfugia à Taïwan, où il devint un des proches collaborateurs du président Tchiang Kaï-chek. Créé cardinal en 1969 par Paul VI, il exerçait toute son influence avec celui-ci pour empêcher que les relations diplomatiques ne soient rompues avec Taïwan. Sa mort réduit à cent vingt-neuf les effectifs du Sacré Collège, dont cent quatorze membres âgés de moins de quatre-vingts ans qui ont le droit d'élire le pape. Toutefois, cent onze seulement d'entre eux participeront au conclave, les cardinaux Filipiak, Gracias et Wright étant absents pour cause de maladie. D'autre part, contrairement à ce qui avait été annoncé, le cardinal Jean Guyot, archevêque de Toulouse, est présent à Rome.

[Né à Lan-Si-Sien en Mandchourie (Chine septentrionale) le 13 avril 1901, le cardinal Yu Pin est ordonné prêtre en 1928 après des études au collège Propaganda Fide à Rome. En 1936, Pie XII le nomme vicaire apostolique de Nankin alors capitale de la Chine, et, dix ans plus tard, il devient le premier archevêque de Nankin. Paul VI le nomme cardinal lors du consistoire de 1969.]

● RECTIFICATIF. — Le cardinal Maximilien de Furstenberg, bien que né aux Pays-Bas, n'est pas néerlandais, comme nous l'avons indiqué par erreur dans *le Monde* du 9 août, mais belge.

D'autre part, le doyen d'âge du Sacré Collège n'est pas, comme l'a écrit Louis Salleron (*le Monde* du 16 août), le cardinal Confalonieri (quatre-vingt-cinq ans), mais le cardinal Alberto di Jorio, né à Rome le 18 juillet 1884 (quatre-vingt-quatorze ans).

MÉDECINE

UN NOUVEAU CAS DE POLIOMYÉLITE AUX PAYS-BAS

Cent personnes au total sont atteintes

La Haye (Reuter, A.P.). — Un nouveau cas de poliomyélite a été signalé, portant à cent le nombre des personnes atteintes de ce mal, depuis qu'une épidémie a éclaté aux Pays-Bas voici quatre mois.

Selon un porte-parole du ministère néerlandais de la santé, la dernière personne atteinte est une femme de vingt-cinq ans qui n'avait pas été vaccinée. Toutes les victimes appartiennent à une secte religieuse protestante opposée strictement à la vaccination : les maladies sont, en effet, considérées par les fidèles comme des « châtiments divins » auxquels il convient de ne pas se soustraire.

La moitié environ des personnes atteintes sont sorties de l'hôpital. On déplore un seul décès, celui d'un enfant de trois ans.

● *Le groupe du parti communiste* à l'Assemblée nationale vient de déposer une proposition de loi tendant à *« interdire le contrôle médical patronal »* et à *« empêcher toute mise en place par la Sécurité sociale d'un fichier informatisé des assurés »*, destiné, en particulier, d'après les auteurs de ce texte, à contrôler les dépenses de santé. La mise sur fiche nominale des assurés sociaux n'est pour l'instant, en fait, qu'à l'état de projet (sous le nom de projet AUDASS).

SCIENCES

A CAUSE D'UN VICE DE CONCEPTION

Sept réacteurs nucléaires canadiens devront être arrêtés pendant un an

Un porte-parole de l'Hydro-Ontario, compagnie d'électricité canadienne, vient d'annoncer, signale l'A.F.P., que sept réacteurs nucléaires exploités par cette compagnie devront être arrêtés pendant un an, vers 1985, pour changer le système de circulation de l'eau lourde. Les tubes dans lesquels circulent l'eau lourde s'allongent sous l'effet du bombardement par les neutrons, à un rythme deux fois plus rapide que ce qui était prévu, et devront donc être changés après quelques années de fonctionnement, alors qu'ils devaient rester en place pour toute la durée de fonctionnement des réacteurs, estimée à trente ans. Compte tenu du prix des combustibles de remplacement qu'il faudra utiliser pendant l'arrêt des centrales, cette erreur de conception coûtera au moins un demi-milliard de dollars à la province canadienne de l'Ontario.

Les centrales touchées sont celles de Pickering, où quatre réacteurs ont chacun une puissance de 514 mégawatts, et celle de Bruce, qui dispose de trois réacteurs de 745 mégawatts. Il y a 390 tubes de circulation par réacteur à Pickering et 480 à Bruce.

Ces centrales relèvent de la filière CANDU, qui utilise l'uraniume naturel comme combustible, l'eau lourde comme ralentisseur de neutrons et comme fluide de refroidissement.

L'utilisation d'uranium naturel, qui a l'avantage économique de ne pas demander d'enrichissement, se paie de fortes contraintes techniques. Le combustible étant pauvre en uranium fissile, presque tous les neutrons produits par une fission doivent rester au sein de l'uranium pour que la réaction en chaîne s'établisse ; il faut donc proscrire tout matériau absorbeur de neutrons. C'est pourquoi les centrales canadiennes utilisent l'eau lourde. Les centrales françaises et anglaises à uranium naturel font appel au carbone solide (graphite) et au gaz carbonique, qui, comme l'eau lourde, n'absorbent pratiquement pas les neutrons. En revanche, les centrales américaines à uranium enrichi peuvent utiliser l'eau naturelle — dite légère par opposition, — qui est évidemment un matériau bien plus courant et bien moins cher.

Un compromis à trouver

Les tubes où circulent l'eau lourde doivent absorber un minimum de neutrons ; cela impose, pour le gainage du combustible et pour les tubes, l'utilisation de Zircaloy, alliage contenant principalement du zirconium, qui est un métal peu répandu — alors que les centrales à uranium enrichi utilisent l'acier inoxydable. Les tubes des centrales CANDU doivent être aussi fins que possible. Mais le bombardement neutronique incessant auquel est soumis le Zircaloy modifie peu à peu sa structure cristalline et entraîne des déformations d'autant plus nettes que le tube est fin. Il y a donc un compromis à trouver ; il apparaît que celui qui a été choisi n'est pas le bon.

Si l'allongement excessif des tubes est confirmé, il aura des conséquences importantes sur l'avenir de la filière CANDU. Des modifications devront être apportées aux réacteurs en construction ou en projet : une quinzaine au Canada, un en Argentine et un en Corée du Sud. Et il n'est pas exclu que cette filière doive finalement être abandonnée, comme l'ont été les autres filières à uranium naturel.

MAURICE ARVONNY.

● *Treize personnes ont été contaminées par du plutonium* au centre britannique de recherches sur les armes nucléaires d'Aldermaston, à l'ouest de Londres.

Le ministère britannique de la défense avait annoncé, mardi 15 août que trois employés de la blanchisserie, où sont lavées les blouses des chercheurs, avaient dans les poumons jusqu'à 30 nanocuries de plutonium, soit deux fois la quantité maximale admissible que les normes internationales fixent à 16 nanocuries.

Les contrôles systématiques faits à la suite de cette découverte ont montré que dix autres personnes avaient été contaminées ; mais aux niveaux atteints, *« il est peu probable que des effets nocifs soient constatés »*, indique le ministère de la défense.

CARNET

Mariages

— M. Alfred RICHET,
M. et Mme Pierre-Louis MOINE,
Mme Georges FERMÉ,
Mme Paul NAUDIN,
ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants

Anne-Sophie MOINE
et Raphaël NAUDIN,

qui sera *célébré dans l'intimité le* 2 septembre, à 16 heures, en l'église de Pocé-sur-Cisse (Indre-et-Loire).
5, rue Raoul-Nordling, 92200 Neuilly.
95, rue de Courcelles, 75017 Paris.
28, rue Chemonton, 41000 Blois.
40, rue de Tocqueville, 75017 Paris.

Françoise COULON,
Philippe LABRO,
ont le plaisir de faire part de leur mariage célébré le 12 août 1978, à East Hampton, Long Island (U.S.A.).

Décès

PIERRE LAGUIONIE

Le conseil d'administration de Printemps S.A.,
La direction, les cadres et le personnel du groupe Printemps-Prisunic, ont *le regret de faire part du* décès de

M. Pierre LAGUIONIE,
commandeur de la Légion d'honneur,
président d'honneur
de Printemps S.A.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Honoré d'Eylau, le vendredi *18 août, à 10 h. 30.*

[Né le 2 janvier 1884 à Paris, diplômé de l'Ecole supérieure de commerce et de tissage de Lyon, M. Pierre Laguionie est resté plus d'un demi-siècle (de 1907 à 1972) gérant de la société en commandite « Au Printemps ». Fils de Gustave Laguionie, qui avait en 1905 succédé au fondateur des Grands-Magasins de la rive droite ouverts en 1865, sur une surface plus modeste à l'emplacement qu'ils occupent encore aujourd'hui. Après que l'affaire fut passée, en 1972, sous le contrôle du groupe suisse Maus, M. Laguionie était devenu président d'honneur et administrateur du Printemps, devenu société anonyme.

Il avait, en 1931, créé la chaîne de magasins populaires Prisunic. Membre de la chambre de commerce de Paris, de 1934 à 1948, vice-président du comité national français de la Chambre de commerce internationale depuis 1945, membre (de 1952 à 1969) du conseil d'escompte de la Banque de France, M. Laguionie fut conseiller économique de 1954 à 1959, puis membre jusqu'en 1969 du Conseil économique et social au titre des entreprises commerciales.]

Mme PAUL RAMADIER

— On nous prie de faire part du décès de

Mme Paul RAMADIER,
née Marguerite Cerri,

survenu à Decazeville, le 16 août 1978, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.
De la part de :
Mme Jean Ramadier,
M. et Mme Claude Ramadier,
ses enfants,
M. et Mme Paul Ramadier,
M. et Mme Christian Affortit,
Le docteur et Mme Jacques Ramadier,
M. et Mme Jacques Walina,
M. Pascal Ramadier,
Mlle Marie-Louise Cerri, sa sœur,
Et des familles Ramadier, Cerri, Calmels, Joullia, Ducoux.
Les obsèques auront lieu à Decazeville le vendredi 18 août 1978, à 14 h. 30.
20, rue de la IVe-République,
12300 Decazeville.
« La Chamberte »,
34000 Montpellier.
3, place du Panthéon,
75005 Paris.

[Agée de quatre-vingt-neuf ans, Mme Paul Ramadier était la veuve de l'ancien président du conseil socialiste (janvier-novembre 1947), décédé en 1961.

Depuis la mort de son mari, Mme Ramadier menait une vie retirée.

Ses obsèques civiles seront célébrées le vendredi après-midi 18 août, au cimetière Miramont de Decazeville, où a été inhumé son époux.]

— Mme René Audé,
M. Xavier Audé,
M. et Mme Gérard Talrich,
Mme Anthelme Audé,
M. et Mme Roger Charvin,
Sœur Joséfina Misericordia,
ont la douleur de faire part du décès de

M. René AUDÉ,

survenu le 14 août 1978, à Paris, à l'âge de cinquante ans.
La levée du corps aura lieu le vendredi 18 août, à 7 h. 45, 23, rue de Chaligny, Paris-12e.
Ses obsèques auront lieu le même jour, à 15 h. 45, en l'église Saint-Maurice d'Annecy.

— La direction et le personnel du Centre national de la recherche scientifique,
ont le profond regret de faire part du décès de

M. René AUDÉ,
administrateur en chef
des affaires d'outre-mer,
directeur des relations extérieures
et de l'information
du C.N.R.S.

La levée du corps aura lieu le vendredi 18 août, à 7 h. 45, 23, rue de Chaligny, hôpital Saint-Antoine, Paris-12e.
Les obsèques auront lieu le même jour, à 15 h. 45, en l'église Saint-Maurice à Annecy.
(Une notice nécrologique a paru dans le Monde du 17 août.)

— L'Association nationale des anciens combattants de la Résistance (*A.N.A.C.R.*),
a la douleur de faire part du décès de

M. Jean CHAUMEIL,
membre de son bureau national
et liquidateur national
des Mouvements
O.S. - F.T.P.F. - Front national.

Les obsèques ont eu lieu à Chamberet (Corrèze), son village natal, le mercredi 16 août.
L'A.N.A.C.R. remercie les nombreux anciens résistants et toutes les personnes qui se sont associés à leur deuil.
[*Le Monde* du 15 août.]

— Mme Hélène Coenca,
a la douleur d'annoncer le décès de son époux

Jacques COENCA,

survenu après une longue maladie.
On *se réunira à la porte principale* du cimetière de Bagneux-Parisien le vendredi 18 août, à 16 heures.
Ni fleurs ni couronnes mais des dons en faveur de l'Institut Gustave-Roussy, C.C.P. 709-26 Z Paris.
Cet avis tient lieu de faire-part.
20 bis, rue Henri-Martin,
92100 Boulogne.

— Nous apprenons le décès de
M. Francis ELVINGER.

[Né le 3 août 1896 à Luxembourg, M. Elvinger, après des études à l'Ecole *supérieure de commerce de Marseille et* à l'université de Louvain, avait fondé, en 1924, l'agence de publicité qui porte son nom. Il en assura la présidence jusqu'en 1968, date à laquelle l'entreprise se transformait en Intermarco - Elvinger, dont il était resté président d'honneur.

Rapporteur général pour la publicité à *la Chambre de commerce internationale* depuis 1949, vice-président du jury international des pratiques loyales en publicité (depuis 1952), il fut également professeur à l'Ecole des sciences économiques de l'université de *Louvain* (de 1932 à 1967), professeur agréé à Columbia University (1941-1945) et maître de conférences à l'université de New-York (en 1946).]

— M. et Mme Eugène Gérard,
M. et Mme Michel Gérard et leurs enfants,
M. et Mme Michel Affholder et leurs enfants,
M. et Mme Jean Paliard et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Pierre Gérard et leurs enfants,
M. et Mme Philippe Gérard,
Mlle Catherine Gérard,
M. et Mme François-Régis Duval,
font part de la mort par accident, en montagne, de

Françoise GÉRARD,
maître de conférences
à l'université de Haute-Normandie.

Les obsèques auront lieu le samedi 19 août, à 16 heures, à Châtillon-de-Michaille (Ain) ; on se réunira à l'église.
21, rue du Dragon,
75006 Paris.

— Mme veuve Denise Ducas,
M. et Mme Jacques Lazarus,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme veuve Maurice LAZARUS,
née Marcelle Dreyfus,

Les obsèques auront lieu le vendredi 18 août, à 15 heures, au cimetière israélite de Luxeuil-les-Bains.
Levée du corps le même jour, à 7 h. 15, à la Maison Julie-Siegfried, 88, rue de Gergovie, Paris-14e.

— Le général et Mme Thomas,
M. et Mme Roland Faillettaz et leurs enfants,
Le docteur et Mme Jean Pouzet et leurs enfants,
Mme Alfred Bouchard,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jean MARMILLOT,
née Jean Sattler,

survenu le 17 juillet 1978, munie des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques ont eu lieu le 19 juillet 1978, à Juliénas, dans l'intimité familiale.

— Nous avons la douleur d'annoncer le décès de

Hadj Ahmed MESFIOUI,
ancien pacha
de Beni Mellal (Maroc),
officier du Ouissam alaouite,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu dans sa soixante-deuxième année à Toulouse, le 14 août.
De la part de :
Sa famille.
Et de ses nombreux amis marocains et français.
12, rue de Bourgogne,
L'Oasis,
Casablanca (Maroc).

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Emilie NOULET,
veuve de José Carner, Puig, Oriol,
docteur en philosophie et lettres
groupe philologie romane,
agrégée
de l'enseignement supérieur,
professeur émérite
à l'université de Bruxelles,
membre de l'Académie de langue
et littérature française de Belgique,
docteur « honoris causa »
de l'université de Paris,
chevalier de l'ordre de la Couronne,
grand officier
de l'ordre de la Couronne,
grand officier
de l'ordre de Léopold,
commandeur
de l'ordre des arts et des lettres
de la République française.

survenu inopinément à Coxyde, le 7 août 1978, dans sa quatre-vingt-septième année.
L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.
Le présent avis tient lieu de faire-part.
Noulet,
92, route Royale.
8460 Koksijde.
[*Le Monde* daté 13-14 août.]

— Mme Albert Pourrière,
Et toute la profession de la coiffure,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Albert POURRIERE,
chevalier du Mérite national,
chevalier de l'ordre
de la couronne de Belgique,

survenu à Paris, le 14 août 1978.
Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, 75016 Paris.
Lundi 21 août, à 10 h. 30,
suivie de l'inhumation au cimetière de Passy, place Trocadéro.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Joseph SERFATI,
née Alice Kanoui,

inhumée *selon* sa volonté dans la plus stricte intimité, le 10 août 1978, à Bagneux.
De la part de :
Mlle Andrée Serfati,
Mme Henri Salem, née Gilberte Serfati,
M. Henri Salem,
leurs enfants et petit-enfant.
4, rue Robert-Schumann,
95300 Pontoise.

Remerciements

— Mme veuve Armand Puccinelli,
Dominique et Eric Puccinelli,
très touchés des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Jacques PUCCINELLI,

prient toutes les personnes qui se sont associées à leur chagrin de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

Anniversaires

— A l'occasion du centenaire de sa naissance, le 18 août 1878 à Montivilliers (Seine-Maritime), la famille de

René PUAUX,

ses enfants et petits-enfants évoquent son souvenir.

[Secrétaire de la rédaction de la « Revue hebdomadaire » en 1902, René Puaux entra au « Temps » l'année suivante.

De 1903 à 1905, il fut le correspondant du « Temps » à Londres. Envoyé spécial et correspondant de guerre du « Temps », il suivit les opérations de la première guerre balkanique de Sofia à Tchataldja et effectua de nombreux reportages. En 1928, il fut nommé directeur du service de politique étrangère du « Temps », poste qu'il occupa jusqu'à sa mort, le 1er janvier 1937.

Journaliste de talent, essayiste, helléniste, René Puaux a laissé un souvenir durable parmi ses confrères.]

— Le 18 août, en ce douzième anniversaire de la mort de

Louis RENOU,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu.

— Lucien LAUNIAU,
Bertille, Emmanuel, Romain et Nanou,
remercient tous ceux qui ont eu une pensée pour

Pierre

à l'occasion du quatrième anniversaire de sa mort, le 14 août.

Visites et conférences

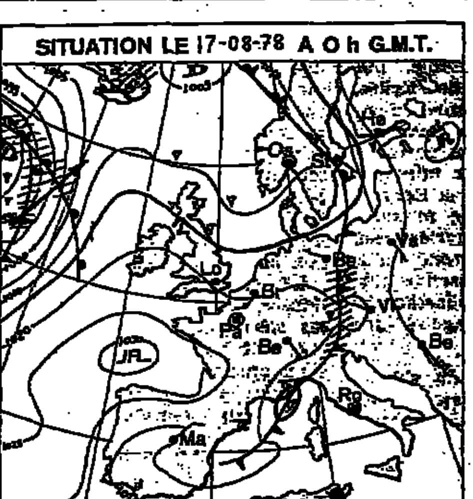
VENDREDI 18 AOUT

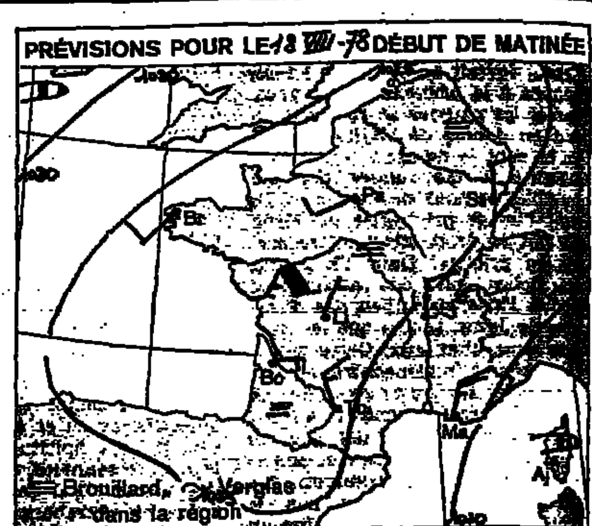
VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 14 h. 30, métro Jussieu, *Mme Allaz* : « *Des arènes à la rue* Mouffetard ».
14 h. 45, 42, avenue des Gobelins, Mme Meyniel : « Histoire et technique de la tapisserie ».
15 h., pont Saint-Louis, côté Notre-Dame, Mme Legregeois : « Promenade sur les berges de la Seine ».
15 h. : métro Rambuteau, *Mme Oswald* : « Beaubourg ».
15 h. : métro Raspail, Mme Pennec : « Le cimetière Montparnasse » (Caisse nationale des monuments historiques).
15 h. 30 : métro Pont-Marie : « Hôtels du Marais » (Mme Camus).
15 h. 20, rue Pierre-Lescot : « Les Halles » (A travers Paris).
15 h., 17, quai d'Anjou : « L'Hôtel de Lauzun » (Mme Ferrand) (entrées limitées).
15 h. : Portail de la basilique à Saint-Denis : « *La basilique* » (Paris et son histoire).
21 h. : métro Maubert-Mutualité, M. R. Guerin : « L'église Saint-Séverin » (Templia).

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE







Evolution probable du temps en France entre le jeudi 17 août à 0 heure et le vendredi 18 août à 24 heures :

Le champ de pression continuera à s'élever sur la France et l'amélio*ration qui s'amorçait jeudi se poursuivra.*

Vendredi, après la disparition des brouillards des premières heures du jour, surtout localisés du Bassin aquitain au Nord-Est, le temps sera bien ensoleillé sur l'ensemble de la France. Cependant, des résidus instables pourront donner quelques averses isolées l'après-midi sur l'est de la Corse et les nuages passagers pourront être un peu plus nombreux sur le Nord-Ouest. Les vents seront modérés à assez forts de secteur nord sur les régions méditerranéennes, tandis qu'ils seront faibles sur le reste du pays. Il fera un peu frais au lever du jour dans les régions les plus continentales, mais les températures maximales seront en hausse par rapport à celles de jeudi.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 17 août, à 8 heures, de 1 023,6 millibars, soit 767,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 août ; le second, le minimum de la nuit du 16 au 17) : Ajaccio, 26 et 16 degrés ; Biarritz, 19 et 13 ; Bordeaux, 24 et 10 ; Brest, 19 et 11 ; Caen, 20 et 12 ; Cherbourg, 18 et 12 ; Clermont-Ferrand, 22 et 9 ; Dijon, 24 et 12 ; Grenoble, 24 et 9 ; Lille, 20 et 12 ; Lyon, 20 et 11 ; Marseille, 28 et 17 ; Nancy, 22 et 12 ; Nantes, 22 et 9 ; Nice, 25 et 18 ; Paris-Le Bourget, 23 et 10 ; Pau, 20 et 12 ; Perpignan, 24 et 18 ; Rennes, 21 et 11 ; Strasbourg, 21 et 13 ; Tours, 24 et 10 ; Toulouse, 22 et 14 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 19 degrés ; Amsterdam, 20 et 13 ; Athènes, 29 et 22 ; Berlin, 25 et 14 ; Bonn, 22 et 12 ; Bruxelles, 20 et 14 ; Iles Canaries, 25 et 19 ; Copenhague, 23 et 12 ; Genève, 19 et 9 ; Lisbonne, 28 et 15 ; Londres, 22 et 10 ; Madrid, 33 et 15 ; Moscou, 16 et 9 ; New-York, 30 et 26 ; Palma-de-Majorque, 29 et 21 ; Rome, 28 et 16 ; Stockholm, 21 et 15.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* des 16 et 17 août 1978 :

DES DECRETS

● Fixant les conditions d'application de la loi du 5 juillet 1978 relative à l'imposition des gains nets en capital réalisés à l'occasion de cette cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux ;

● Du 9 août 1978 portant autorisation de cession des droits conférés par le décret du 18 octobre 1965 déclarant d'intérêt général les travaux relatifs à la construction et à l'exploitation de canalisations de transport d'éthylène.

Logement

● *Pour les jeunes filles cherchant un logement à Paris,* l'Association catholique internationale des services de jeunesse féminine propose des places dans un foyer pour jeunes travailleuses et étudiantes de l'enseignement technique âgées de seize à vingt-deux ans, 63, rue Monsieur-le-Prince, 75006 Paris, téléph. (1) 326-97-68. L'association propose en outre un service « chambres en ville » et de placement de jeunes étrangères comme « stagiaires aides familiales au pair ». Elle facilite la recherche d'emplois divers (manutention, ménage, garde d'enfants, etc). Pour tous renseignements, appeler le (1) 326-92-84.

Rencontres

● *Les quatrièmes rencontres alsaciennes d'été.* — Pour la quatrième année consécutive, le cercle René-Schickele organise ses Rencontres alsaciennes d'été. Cette année, elles auront lieu les 1er, 2 et 3 septembre au centre Saint-Martin à Barr.

★ Cercle René-Schickele, 31, rue Oberlin, 67000 Strasbourg, tél. 36-48-30.

SPORTS

ÉQUITATION

LES CAVALIERS AMÉRICAINS PRENNENT LA TÊTE DU CHAMPIONNAT DU MONDE DE SAUT

La première épreuve du championnat du monde de saut d'obstacles, qui se déroulera à Aix-la-Chapelle du 16 au 20 août, s'est courue par un temps orageux sur un parcours de chasse comprenant seize difficultés, notamment un oxer blanc et jaune (n°7), sur lequel échouèrent beaucoup de cavaliers, et le franchissement d'une rivière de 4 mètres de large. Les concurrents devaient parcourir le plus rapidement possible les 700 mètres du tracé, chaque faute étant pénalisée par un handicap de sept secondes.

Cette épreuve comptait à la fois pour le classement par équipe et pour le classement individuel. *Ce sont les cavaliers des Etats-Unis* qui ont réalisé la meilleure performance d'ensemble (1,25 point) devant les britanniques 5,45 points), tandis que ceux de la R.F.A. ne réalisaient qu'une performance moyenne (18,55 points) et que les Français, médaille d'or à Montréal, semblaient perdre toute chance pour ce titre (25,90 points). Au classement individuel, c'est l'Allemand de l'Ouest Gerd Wiltfang, sur *Roman*, qui a pris la tête devant le Britannique David Broome, sur *Philco*. Marc Roguet, sur *Belle de Mars*, est le premier Français, devant Daniel Constant, sur *Danoso*, mais il ne s'est classé que quinzième.

ATHLÉTISME

Les sprinters américains en force au meeting international de Zurich

Champion olympique des 400 et *800 mètres, recordman du monde* du 800 mètres et invaincu sur cette distance depuis les Jeux de Montréal, le Cubain Alberto Juantorena a subi sa première défaite mercredi 16 août au cours du meeting international d'athlétisme de Zurich. Il a dû se contenter de la sixième place dans une course enlevée par l'Américain James Robinson en 1 min. 49 sec. 9/100. Pourtant, comme à son habitude, le Cubain avait mené le train durant les 400 premiers mètres, mais il fut *alors* débordé par le Kenyan Mike Boit, qui amenait dans son sillage deux Américains, Tom McLean et Robinson bientôt vainqueur.

Toutefois, le meeting de Zurich *n'a pas été fait que de mauvaises surprises.* En dépit d'une pluie fine et froide qui tomba pratiquement sans interruption, de très bonnes performances de niveau mondial ont été enregistrées. En particulier, celle d'un jeune Américain de dix-neuf ans, Reynaldo Nehemiah, qui a été crédité de 13 sec. 23 sur 110 mètres haies, *soit la troisième meilleure* performance de tous les temps, juste devant le fameux Rod Milburn.

Un autre sprinter américain s'est particulièrement distingué : Steve Williams. Malchanceux avant les Jeux de Montréal pour lesquels il ne put se qualifier, il s'est affirmé pour la deuxième année consécutive comme l'un des tout meilleurs : il a gagné le *100 mètres* en 10 sec. 07, meilleure performance mondiale de l'année, et le 200 mètres en 20 sec. 26. Le champion olympique Edwin Moses a également réalisé la meilleure performance mondiale de l'année sur le 400 mètres haies en 47 sec. 94.

Dans le camp français, Alex Gonzales a prouvé qu'il était en bonne forme en remportant le 1 500 mètres (3 min. 41 sec. 3) devant des concurrents de très bonne valeur, dont l'Américain Scott.

En revanche, d'autres Français engagés dans ce meeting n'ont pas réalisé les performances définies à l'*avance* par le *directeur* technique national en vue des championnats d'Europe : Aletti devait franchir 2,20 mètres, il n'a passé que 2,05 mètres ; de Conrath, on exigeait un temps de l'ordre de 13 min. 35 sec. sur 5 000 mètres, il n'a réalisé que 13 min. 47 sec. ; enfin, pour Gilbert Zante, il s'agissait de franchir 7,90 mètres en longueur, il ne réussit que 7,50 mètres prenant la quatrième place du concours.

ANCIENS COMBATTANTS

● *Une cérémonie est organisée, dimanche 20 août,* à la cascade du bois de Boulogne, à la mémoire des trente-cinq jeunes résistants qui y furent fusillés par les nazis lors de la libération de Paris. Les municipalités de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) et de Chelles (Seine-et-Marne), dont étaient originaires bon nombre des jeunes fusillés, et le Comité du souvenir des martyrs de la cascade du bois de Boulogne appellent la population à participer à cette manifestation qui se déroulera à 16 h.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS			
3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.			
115 F	210 F	305 F	400 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE			
205 F	390 F	575 F	760 F
ETRANGER (par messageries)			
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE			
142 F	265 F	388 F	510 F
II. — TUNISIE			
180 F	340 F	500 F	660 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

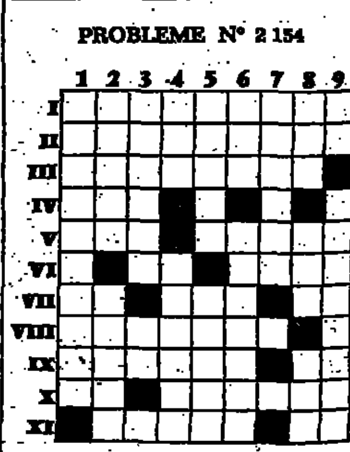
Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 154



HORIZONTALEMENT

I. Peut consister en une mise de fonds importante. — II. Très légers et souvent absents. — III. Montrer pour son corps un éloignement qui va jusqu'au mépris absolu. — IV. Adjectif pour le poids. — V. Bien arrivée ; Fait un travail artistique. — VI. Vit passer de drôles de numéros ; Gambetta ou Blum, pour leurs amis. — VII. Un point, c'est tout ! ; Inspira un chantre de la mélancolie ; Symbole. — VIII. Adopte, pour le retour, une allure assez rapide. — IX. Pas très bien emballés ; Saint. — X. Pronom ; Gracieuse quand elle est libre. — XI. Qui a un gros défaut ; Barbares, chez les Huns.

VERTICALEMENT

1. Qu'on pourrait ramener à une plus simple expression. — 2. Capable de percer ; Feu du Ciel. — 3. Témoigner son mécontentement ; *Précieux, pour conserver la ligne.* — 4. Débordement passager ; Eviter adroitement. — 5. Dans la Mayenne ; Rapproche l'homme de la bête. — 6. Démonstratif ; Une tragédie. — 7. Agit comme une sirène. — 8. Pointe en France ; Change nettement lorsque, après avoir montré le poing, il faut tendre la main ; Contente de modestes appétits. — 9. Préposition ; Prolongées.

Solution du problème n° 2 153

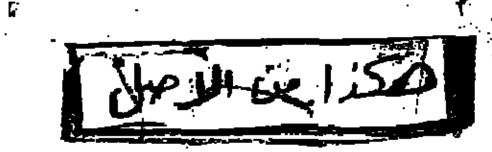
Horizontalement

I. Pourboire. — II. Enseigner. — III. Si ; As. — IV. Tresser. — V. Ail ; Erin. — VI. Me ; Ex ; Sol. — VII. En ; Ut ; Ote. — VIII. Prières. — IX. Ra ; Eloi. — X. Ers ; Elue. — XI. Sale ; Este.

Verticalement

1. Pentamètres. — 2. On ; Rien ; Ara. — 3. Usuel ; Si. — 4. Ré ; Eure. — 5. Bissextile. — 6. Ogier ; Eole. — 7. In ; Risorius. — 8. Réa ; Note ; Et. — 9. Ense ; Lest.

GUY BROUTY.



Le Monde

culture

Théâtre

« HOSANNA », de Michel Tremblay

Liz Taylor, c'est lui !

Depuis vingt ans, depuis toujours, Claude voit Liz Taylor-Cléopâtre faisant son entrée dans Rome. Il tient cette image devant ses yeux, dans sa tête. Il compte mourir en la contemplant. Liz Taylor, c'est lui... Sa nuit d'apothéose arrive, la nuit du bal sur le thème des femmes célèbres. Pendant trois semaines, il a dessiné, coupé, cousu sa robe. Il a fait des bassesses (il est coiffeur) pour emprunter une perruque. Il a fignolé son maquillage, la place de la mouche sur sa joue. Il s'est préparé à la transfiguration, pareil à une novice abîmée en prière avant ses fiançailles avec Dieu.

Quand il est arrivé, toutes les copines — et pourtant elles connaissaient son obsession — étaient habillées en somptueuses Cléopâtres. Pendant trois semaines, elles avaient mis au point cette blague méchante sans lésiner sur la dorure. Et Claude, dans sa « fringue cheap » *n'était plus qu'Hosanna, la folle vieillissante, la fausse femme humiliée. Et le pire, son « mari » savait. Ils sont là, tous les deux, dans la chambre moche, devant le miroir qui ne leur renvoie plus que la réalité. La réalité c'est aussi l'amour. Mais pour qui, avec qui, Claude ? Hosanna ? Quoi qu'il choisisse, il se mutile.*

Hosanna *est l'une des premières pièces de Michel Tremblay* (les Belles-Sœurs). *Dante du joual qui promène son cœur brûlant dans un enfer paresseux, dans les longues rues grises des égarés, des mal-nés, des entre-deux du sexe et du langage et de la vie. Réduits, comme Hosanna, aux rêves de dernière main, ils sont les héros sans destin d'une tragédie flamboyante. Michel Tremblay chante leur marche fascinée vers un absolu misérable, leur terrifiante passion d'apparences qui ne leur appartiennent pas, leur refus d'un corps qu'ils ne reconnaissent pas, qu'ils emprisonnent dans les haillons d'une mythologie frelatée que la jeunesse, en fuyant, emporte irrémédiablement.*

Michel Chapdelaine joue Hosanna au Coupe-Chou. Il est trop jeune, trop mince et son visage est trop lissé pour faire voir les grignotements de l'usure, l'implacable dureté du reflet dans le miroir. Alors, il remplace la détresse, le cynisme impuissant, par la violence. Avec l'arrogance d'un roi découronné, il lutte. Il se dépouille des signes du pouvoir, il a mal, mais ne se résigne pas : une bête sauvage, un loup, un grand acteur. Son partenaire, Vincent Agatti, lui aussi est jeune. Il semble gêné par l'accent, mais sait imposer la dignité de sa tendresse.

La mise en scène d'André Foutsinas plaque le couple dans une lumière sèche, qui interdit toute immixtion de pathétique complaisant, de folklore équivoque. C'est la tragédie de deux êtres humains, de deux hommes, de deux « mecs ».

Le spectacle qui précède, à 22 heures, est dû à Anne Alexandre. Elle raconte à sa manière quelques contes de Maupassant, en sacrifiant aux clichés de la « p'tite femme » rose bonbon. Si bien qu'elle sacrifie les terreurs malades, la puissance granitique du hobereau normand.

COLETTE GODARD.

★ Coupe-Chou Beaubourg, 23 h. 15.

Musique

« SALOMÉ » A SALZBOURG

La leçon d'un chef-d'œuvre

Mozart, qui ne regagnait jamais sa ville natale que la mort dans l'âme, aurait été bien étonné si on lui avait dit que deux siècles plus tard le cœur des mélomanes battrait à la seule idée d'aller un jour à Salzbourg... Tous n'y vont pas, mais ceux qui en reviennent regrettent rarement le voyage : ils rapportent des cartes postales, des souvenirs et, souvent, des émotions assez vives de ce qu'ils ont vu ou entendu là-bas pour faire, pendant un certain temps, les frais de la conversation dès que l'occasion s'en présente. Depuis un an, il n'était question que de l'inconnue qui avait chanté *Salomé* d'une façon tellement extraordinaire qu'il ne fallait à aucun prix la manquer cet été.

Aussi les amateurs d'opéra qui, cette fois encore, n'ont pas pu se rendre en pèlerinage à Salzbourg soint-ils allés s'enfermer à double tour mercredi soir pour écouter la retransmission du chef-d'œuvre de Strauss et découvrir qu'on ne leur avait pas menti : non seulement Hildegarde Behrens possède, depuis le *sol* grave jusqu'au *si* aigu, une voix sans défauts, mais elle sait y mettre tour à tour la puissance où la légèreté exigées par un rôle tout en contrastes où se mêlent l'ingénuité et la plus violente passion. C'est, dit-on, Karajan qui, l'ayant remarquée alors qu'elle jouait dans *Wozzeck*, lui aurait fait travailler le rôle pendant deux ans. Le résultat est tout à fait étonnant : une intonation toujours parfaitement juste, avec parfois de discrètes allusions à la technique (non à l'effet) du *Sprechgesang*, lorsque c'est la sonorité du mot et non l'intervalle mélodique qui semble porter la voix, une diction claire et un véritable phrasé dramatique qui tient en haleine d'un bout à l'autre de la représentation ; l'univers pourrait s'écrouler tout à coup qu'on n'y prêterait guère attention, pourvu qu'elle continue à chanter... C'est un peu le sens du suicide de Narraboth, fou d'amour à ses pieds alors qu'elle-même n'a d'yeux que pour la beauté farouche de Jochanaan.

Wieslaw Ochman (Narraboth) possède une très belle voix de ténor lyrique. Quant au Jochanaan de José Van Dam, il rayonne de cette force virile et de cette fierté biblique qui ne laissent aucun doute sur la mission divine dont il est habité. S'il manque à Karl Walter Boehm la conviction d'incarner cet Hérode au bord de la démence, tel que le présente la pièce d'Oscar Wilde, que le livret reprend textuellement, ce n'est pas trop grave, du moment que l'ensemble de la distribution reste satisfaisant et que la véritable clef de voûte du drame, l'Orchestre philharmonique de Vienne, s'étire, rugit, grogne et se pâme délicieusement dans un murmure, sous la baguette experte d'Herbert Von Karajan.

A l'instant décisif

Tout allait donc pour le mieux, jusqu'au moment où, pour une raison inconnue, Karajan décide d'en finir avec les prophéties et les invectives de Jochanaan, dont le ton devient tout à fait déplaisant, et de passer sans plus attendre à l'épisode crucial, lorsque Hérode demande à Salomé de danser pour lui, ce qui, comme on sait, va déclencher la catastrophe finale pressentie dès le début. Pour donner à cette proposition à la fois anodine et fatale la coloration la plus irréelle, Richard Strauss, décidément peu avare en traits de génie dans cette partition, nous entraîne, l'espace de cette petite phrase, dans la tonalité la plus éloignée de celle à laquelle il nous avait soigneusement préparés : *fa dièse majeur* au lieu d'*ut majeur* (qui ne viendra qu'un peu plus tard).

C'est comme une phrase mise entre guillemets, il n'est pas nécessaire d'être musicien pour sentir cela. L'ennui, c'est qu'avec la coupure de Karajan cette allusion à *fa dièse majeur* vient au moment où on attendait *mi majeur*... Cela ne sonne pas du tout pareil : c'est à la fois pauvre, incorrect et maladroit ; la tension baisse au lieu d'augmenter ; quant à l'arrivée, à retardement, d'*ut majeur*, elle n'a plus de sens. Or tout cela a lieu précisément à l'instant décisif de l'ouvrage du point de vue du ressort dramatique... Il aurait été tellement plus musical d'ajouter un ou deux accords pour conserver au moins l'effet s'il fallait absolument couper ces cinquante mesures.

Lorsqu'un artiste de la dimension de Karajan, qui, avant d'être une vedette, reste l'un des très grands chefs de notre époque, traite l'architecture des œuvres qu'il dirige avec une telle désinvolture, il faut se prendre la tête entre les mains en songeant qu'il ne sert à rien d'avoir raison contre ceux qui, précisément, devraient montrer l'exemple, — mais que les chefs-d'œuvre ont la vie plus dure et que, en définitive, c'est d'eux que vient la leçon.

GÉRARD CONDÉ.

Peinture

Du côté de Golconde

(Suite de la première page.)

Le coup de dés ici n'abolit pas le hasard puisqu'il consiste à faire se recontrer des séries indépendantes, ce qui est précisément la définition du hasard. Sans doute, et l'on peut ici penser au monde arabe, à l'art persan, aux merveilles de Golconde et des royaumes de la soie, le tressage, comme toute manipulation qui procède par série, conduit à un rapport plus profond, plus exigeant avec le matériau, fait retrouver à la peinture ses « dessous massifs », cette profondeur de réflexion, ces « moyens lourds » qui, selon Rouan, sont le propre de l'Occident alors que, aujourd'hui, où « le choix des médiums, l'utilisation des techniques sont déterminés par la rapidité d'exécution (...), le travail n'a jamais été aussi mince ».

Et l'on pourrait dire encore que le tressage permet d'obtenir « la tactilité, l'épaisseur, l'intégration, du signe, des signes dans la couleur », de ces signes modestes, ténus, croix, bâtonnets, qui, presque uniformément répartis sur le *damier mouvant de la toile* suivant plusieurs grilles superposées, donnent l'impression d'une sorte de carillon lointain, de voix d'enfants *venus d'une « cantoria » florentine.*

Qu'importe, ce qui compte, c'est *la joie retrouvée de peindre*, la grâce lyrique et juvénile des tressages de 1965-1966 (« Blanc et rose, Blanc et vert »), la moire ensoleillée, bourdonnante des « Jardins » peints à Rome, où Rouan a longtemps vécu et, dans un registre plus grave, plus tendu, cette étonnante série des portes romaines (la Castilina, la Tiburtina, etc.), qui fut présentée à Paris, au Musée d'art moderne, en 1975.

Après les « Jardins » et les « Portes », on verra les somptueux panneaux ovales des « Saisons » et, en mailles beaucoup plus larges, les grands formats des « Coffrets ». Au tressage longitudinal s'ajoute ici une sorte de tressage en profondeur, la surface de la toile intégrant une série d'images superposées correspondant soit à des expériences, soit à des émotions d'ordre visuel (paysages), soit à des souvenirs de nature plus culturelle : tableaux, fresques, marbres aperçus au cours d'un voyage et longuement médités.

Ce tressage, extraordinairement riche et complexe des diverses aires du vécu, qui est également le principe des très beaux dessins de Rouan, laisse parfois apercevoir des visages, des fragments de réalité qui surprennent un peu, même s'ils font penser à ces « clefs » qui émergent des profondeurs impénétrables des toiles cubistes et les rendent plus indéchiffrables encore. On a l'impression que la peinture a buté sur un obstacle, un fait, un mot intraduisible.

Mais ces toiles des deux dernières années, c'est bien le « coffret venu de l'Orient », de Baudelaire, le « Flacon » où « dorment mille pensées..., chrysalides qui dégagent leurs ailes et prennent leur essor. Teintés d'azur, glacés de rose, lamés d'or ». Une somptueuse pluie de tons fauves appliqués sur des rouges, des bleus profonds, donne à la toile l'apparence d'une laque, d'une étoffe sassanide, d'un de ces suaires siciliens ou andalous que l'on conserve dans les trésors d'église. Cette richesse est celle d'un long chemin de jours : « J'ai besoin, dit Rouan, de faire une peinture avec l'hétérogénéité des composants physiques, mais aussi avec un fatras de sensations, d'images emmagasinées dans la mémoire, avec le temps. »

ANDRÉ FERMIGIER.

★ François Rouan. Musée Cantini à Marseille. Jusqu'au 15 septembre.

Notes

Cinéma

« Mercredi après-midi » de Warris Hussein

Gaumont et Europe 1 ont été *dénicher* un vieux film anglais de 1970, inédit en France, avec musique des Bee Gees, le groupe à succès de « la Fièvre du samedi soir ». Ils l'ont rebaptisé « Mercredi après-midi », pour miser à la fois sur la fièvre du rock et le souvenir de « Diabolo Menthe ». Une bande dessinée, à l'entrée du cinéma, précise que la jeune héroïne a quatorze ans, même si, en réalité, l'action se déroule dans une classe mixte de sixième, parmi des gosses d'une dizaine d'années.

A condition d'oublier ce « marketing » débile, le film de Warris Hussein peut se laisser voir comme un pastiche de « If... », de Lindsay Anderson, qui remporta la palme d'or du Festival de Cannes en 1969. La petite classe se révolte aux dernières images contre parents et profs ; sans exactement descendre l'établissement à la mitraillette, elle lui inflige une bonne correction, pour la plus grande joie des très jeunes présents dans la salle.

Parler avec justesse de cet âge dit sans pitié pose des problèmes que seul un Jean Vigo a su résoudre. Des couleurs acidulées, un dialogue pétillant, l'accumulation des petites touches vraies, ne suffisent pas à fonder un film. Seuls des adultes perdus dans leur désir d'harmonie à tout prix peuvent ainsi bafouer le message de révolte qui traverse parfois certaines enfances.

LOUIS MARCORELLES.

Théâtre

« Amédée ou Comment s'en débarrasser » d'Eugène Ionesco

A la création, au théâtre Babylone, « Amédée » étonnait et gênait par son humour grinçant et absurde. La situation invraisemblable d'un couple qui n'arrivait pas à se débarrasser d'un cadavre s'échappait dans une bouffonnerie inquiétante. Lors de la dernière reprise, il y a huit ans, dans une mise en scène de Jean-Marie Serreau, la pièce était reçue comme une méditation amère, grave et souvent pesante sur l'agonie d'un quotidien dérisoire, symbolisé par la présence d'un mort qui grandit au point de menacer les vivants.

Au Lucernaire-Forum, avec la mise en scène de Mario Franceschi, apparaît un éclairage nouveau qui ne contredit pas les précédentes visions, mais les amplifie et les anime, grâce à l'interprétation de Paulette Frantz et Alain Janey, qui traduisent l'ambiguïté du couple à la fois détruit par les petits riens de chaque jour et scellé par une complicité affectueuse : lui, écrivain qui n'arrive pas à terminer sa pièce, constamment agité de tremblements nerveux et de frémissements émotifs, en fuite devant la réalité. Elle, silhouette à la « Shelley Winters », ébouriffée, ronchonnante, affolée, déçue mais incapable de se résigner, glissant doucement dans le pathétique et la démesure et nous donnant un grand moment de théâtre baroque. — P. G.

■ M. Emmanuel Hamel, député U.D.F. du Rhône, demande à M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, « dans quelles conditions le film « Exhibition 2 », véritable apologie de la torture, a pu être autorisé », et « s'il est possible de procéder au retrait de ce film, décision qui, pour des motifs d'ordre public, apparaîtrait largement justifiée ».

La COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES fera sa réouverture vendredi 18 août, avec EDWIGE FEUILLERE et GUY TREJAN dans la pièce d'ALEXEI ARBOUZOV, « LE BATEAU POUR LIPAIA », mise en scène d'YVES BUREAU, adaptation de POL QUENTIN, pour 50 DERNIERES REPRESENTATIONS.

L'IDHEC S'INSTALLERA SUR UN TERRAIN DE LA S.F.P.

En réponse à une question écrite de M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., député du Val-de-Marne, sur l'avenir de l'Institut des hautes études cinématographiques, M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, affirme qu'« *il n'est, en aucune manière, question de remettre en cause les principes pédagogiques de l'IDHEC* » et que celui-ci « *restera une école de création, ouverte aux autres disciplines et adaptée à l'évolution technique, aussi bien dans le domaine du cinéma que dans celui de l'audiovisuel* ». Le ministre indique également que le bail des locaux de l'INA, à Bry-sur-Marne, dans lesquels est installé l'IDHEC, arrivant à expiration à la fin de l'année, la solution envisagée consiste en la création de nouveaux locaux sur un terrain de 2 500 mètres carrés environ, situé également à Bry-sur-Marne et appartenant à la S.F.P. En attendant, l'IDHEC serait maintenu dans ses locaux actuels.

Archéologie

Découverte d'un gisant du XIII[e] siècle dans la Somme

« Cist gist messire Rogon de Beauchamps. Priez. » Cette inscription accompagne le gisant en carreaux vernissés, datant du début du treizième siècle, pièce unique au monde, découverte sur le site d'une ancienne abbaye cistercienne à Beauchamps (Somme), près de Gamaches, au bord de la Bresle, à la limite de la Seine-Maritime. En fait, la mise au jour date de septembre 1977, mais la nouvelle n'a été diffusée que lorsque les experts ont réussi à enlever un par un les carreaux, opération délicate qui s'est terminée le 17 juillet. Il importait en effet que, pendant le temps des travaux, personne ne vienne détruire ou dérober le gisant.

L'abbaye Notre-Dame du Lieu-Dieu a été fondée à la fin du douzième siècle. Il en reste aujourd'hui une tour carrée et un bâtiment du dix-septième siècle, le site ayant été arasé après la vente des biens en 1803.

En février 1977, un entrepreneur demande l'autorisation d'ouvrir une carrière sur les lieux. Bien entendu, comme c'est la règle, la direction des antiquités historiques de Picardie est alertée. Elle donne l'autorisation d'exploitation à condition que les travaux aient lieu en présence et sous les directives d'archéologues. Aussitôt, une équipe de bénévoles, sous la direction de M. Daniel François, entreprend des sondages stratigraphiques.

Six mois plus tard, le gisant apparaît : un homme en cotte de mailles, armé d'une épée, les mains jointes, les yeux fermés (1). Les difficultés techniques commencent alors. Les carreaux, apparemment intacts, sont brisés dans leur épaisseur. Comment les bouger sans écailler la mince couche de vernis qui les recouvre ? Les spécialistes se décident finalement pour l'utilisation de la gomme arabique qui ne fait appel à aucun produit chimique. Mais cette méthode ne peut être appliquée que par temps sec, ce qui explique le délai d'attente entre la découverte et l'« enlèvement ».

Lorsqu'il sera reconstitué solidement, le gisant, si les finances le permettent, pourrait prendre place dans ce qu'il est convenu d'appeler un musée de site (sur les lieux mêmes). Ainsi, messire Rogon de Beauchamps — que l'on sait, grâce à des papiers sauvés de la Révolution, avoir été bienfaiteur de l'abbaye — serait présenté là où il fut enterré, au milieu des fondations de l'église, s'il en reste suffisamment pour qu'elles soient dégagées.

MICHEL CURIE.

(1) Le gisant est la seule figure historiée découverte sur l'emplacement de l'église. Le pavage primitif de l'édifice est en effet très sobre, conformément aux principes cisterciens de cette époque.

UN CIRQUE EN TOURNÉE

DES FAUVES A QUEND-PLAGE

« Carrington arrive ! » *Le chapiteau de mille places, qui tourne pendant la saison dans le Nord, s'installe pour deux jours à Quend-Plage, petite station balnéaire des mineurs de Béthune ou de Lens. La villa Face au vent voisine avec le blockhaus effondré sous la dune ; le drapeau rouge des baignades interdites flotte dans l'été froid.* « Avec un peu de chance, si le soleil n'apparaît pas, on fera une bonne recette ce soir. » *Sur l'emplacement loué 300 F à la mairie, un cercle mal effacé trahit le passage de « pirates » : une famille qui, profitant de l'affichage des Carrington, passe la veille avec son petit cirque et rafle la clientèle.*

« Ici, on nous interdit de parade ; là, c'est l'équipement qui défend de rouler le dimanche. Là, le commerce local se plaint de la concurrence ; les patrons de cinéma font pression... » *Les deux directeurs, James Carrington et Claudy Renotte, auraient bien des raisons d'abandonner, sans cette passion du cirque qui leur fait oublier, nier même la crise, et qui les aide à soulever chaque été des montagnes de chapiteaux. James dompte les bêtes féroces ; il fait aussi le clown,* « mais pas le clown triste ». *Déjà, il a réussi un numéro d'ours cavalier ; il rêve d'un spectacle exotique, des yaks, des lamas, des bisons ensemble, ou bien de faire monter un tigre sur un rhinocéros. Chaque soir, derrière la cage, on surveille Radjah, le tigre, avec des extincteurs et des piques. Puis on fait la quête pour James... pour plus tard.* « C'est un métier qu'on n'exerce pas longtemps... » *Le dompteur, auréolé de courage, est aussi le chef de la troupe. Normal.*

Paolo soigne et dresse l'éléphant Micky — 40 francs par jour pour la nourriture du mastodonte. Paolo est cornac, écuyer, magicien et clown. Constant Rech, qui vit de ses chimpanzés, vit aussi avec eux. Ringo, un sing surdoué, vient de mourir : « Quand nous allions chez le vétérinaire, *dit Constant,* pendant sa maladie, il montait seul sur la table et tendait la cuisse pour la piqûre. C'était presque un humain. »

Pris par son souvenir, Constant imite sur la piste les acrobaties et les attitudes du singe qui n'est plus. Firmin, vieil enfant de la balle, acrobate tombé, dompteur mangé, donne à présent des conseils. Un père aide ses filles, les Kurtis Sisters Comme il peut : jadis une lionne lui a arraché le côté droit. Et Claudy, qui l'an dernier encore faisait le fakir, montre une photo où il porte des lunettes noires : « C'est pour que le public ne voit pas que j'ai mal. Le plus douloureux pour moi, c'était le transpercement de la langue. » *Masochisme ? Ecole de la douleur ? Exigence du public ? Vieux goût romain ? Tout cela ensemble. Sous les petits comme sous les plus hauts chapiteaux, les artistes courent les mêmes risques pour éprouver les mêmes joies.*

L'équipe des monteurs, ou celle des annonceurs publicitaires qu'il a bien fallu appeler pour survivre, campe au-delà du cercle. D'autres gens.

Les premiers, souvent marginaux et qui volontiers noient leurs angoisses dans l'alcool. Les autres qui font boire pour la promotion de leur marque. La coexistence est parfois difficile. « Monter et démonter la toile est un travail pénible et l'on ne trouve personne, pas même des travailleurs immigrés. Nos monteurs viennent de l'éducation surveillée ou bien sont en probation, *expliquent les directeurs.* Mais il arrive que nous recrutions des gens très bien. L'an dernier, nous avions un banquier — *un employé de banque en réalité* — avec nous ! »

La foule n'est pas venue ce soir là à Quend-Plage, où pourtant on s'ennuie après une année de mine, où l'air du large s'engouffre dans la rue de la mer, désertée. Les touristes et les commerçants se sont méfiés des « saltimbanques ». « Le cirque n'est plus aussi populaire qu'avant, ce sont plutôt les intellectuels qui viennent à présent », *déplore M. Renotte. Le lendemain pour la parade, à peine si on mettait le nez à la vitrine.* « Tiens, un éléphant qui passe. » *Et quand un petit chat a pris peur, son dompteur de maître l'a bien vite suivi dans la maison. Carrington vient d'acheter un lama. L'animal hautain ouvrait la parade. Déjà, il semblait avoir pris goût au métier : il était l'œil indifférent de la caravane.*

CHRISTIAN COLOMBANI.

SPECTACLES

théâtres

Athénée, 21 h. : les Fourberies de Scapin.

Ecole de l'acteur Florent, 21 h. : Il faudra toujours dire ce qu'on a vécu.

Eglise Saint-Merri, 20 h. 30 : les Derniers Hommes.

Essaïon, 20 h. 30 : les Lettres de la religieuse portugaise ; 22 h. : L'empereur s'appelle Dromadaire.

Huchette, 20 h. 30 : la Cantatrice chauve, la Leçon.

Le Lucernaire, Théâtre noir, 18 h. 30 : Théâtre de chambre ; 20 h. 30 : Amédée ou Comment s'en débarrasser ; 22 h. : C'est pas moi qui ai commencé. — Théâtre rouge, 18 h. 30 : Une heure avec F. Garcia Lorca ; 20 h. 30 : Lady Pénélope.

Michel, 21 h. 15 : Duos sur canapé.

Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux folles.

Théâtre d'Edgar, 20 h. 45 : Il était *la Belgique... une fois.*

Théâtre Marie-Stuart, 21 h. : Je suis resté longtemps sur les remparts de Chypre.

Variétés, 20 h. 30 : Boulevard Feydeau.

Les concerts

Lucernaire, 19 h. : Manoujon O. Saïd, cythare et M. Taha, tabla (musique classique indienne).

Sainte-Chapelle, 19 h. et 21 h. : Ars Antiqua de Paris (de Machaut, musiques espagnoles et anglaises des seizième et dix-septième siècles).

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Y a du va-et-vient dans l'ouverture.

Deux-Anes, 21 h. : Le con t'es bon.

Jazz, pop', rock et folk

Caveau de la Huchette, 21 h. : Hal Singer, saxophone.

Chapelle des Lombards, 20 h. 30 : Didier Lockwood, François Faton Cahen.

Festival estival

Conciergerie, 18 h. 30 et 20 h. 30 : B. Huneau, flûte, J. Florguss, clavecin, F. Bloch, viole de gambe, C. Tardieu, soprano (Rameau, Blavet, Rousseau, Leclair).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

cinémas

Jeudi 17 août

Les films marqués (*) sont interdits au moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans

La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 h. : Metropolis, de F. Lang ; *18 h. 30 : les Trente-Neuf Marches*, de A. Hitchcock ; 20 h. 30 : Scarface, de H. Hawks ; 20 h. 30 : la Montagne sacrée, de A. Jodorowski.

BEAUBOURG (704-24-24)

Les maîtres du grand cinéma muet de l'école russe :

15 h. : la Terre, de A. Dovjenko ; 17 h. : la Mère, de V. Poudovkine ; 19 h. : Les dix jours qui ébranlèrent le monde, de S.-M. Eisenstein.

Les exclusivités

ADIEU, JE RESTE (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).

A LA RECHERCHE DE M. GOODBAR (A., v.o.) (**) : Balzac, 8e (359-52-70).

ANNIE HALL (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), Broadway, 16e (527-41-16).

L'ARGENT DE LA VIEILLE (It., (v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86).

AROUND THE STONES (A., v.o.) : Vidéostone, 6e.

ASSAUT (A., v.f.) (**) : Richelieu, 2e (233-56-70), jusqu'à jeudi.

BOB MARLEY (A., v.o.) : Saint-Séverin, 5e (033-50-91).

LE BOIS DE BOULEAUX (Pol., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e *(633-10-82)*.

BRIGADE MONDAINE (Fr.) (**) : Rex, 2e (236-83-93), Danton, 6e (329-42-62), Bretagne, 6e (222-57-97), Normandie, 8e (359-41-18), Helder, 9e (770-11-24), U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, 14e (539-52-43), Murat, 16e (288-99-15), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Secrétan, 19e (206-71-33).

CAPRICORNE ONE (A., v.o.) : Saint-Germain Studio, 5e (033-42-72), Ambassade, 8e (359-19-08), jusqu'à jeudi. — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), jusqu'à jeudi, Wepler, 18e (387-50-70), jusqu'à jeudi.

LE CERCLE DE FER (A., v.f.) : ABC, 2e (236-55-54), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

COOL (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), jusqu'à jeudi. — V.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) jusqu'à jeudi.

LA CONSEQUENCE (All., v.f.) (**) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).

DELICIA (All., v.f.) (**) : Richelieu, 2e (233-56-70), France-Elysées, 8e (723-71-11), Fauvette, 13e (331-56-86), jusqu'à jeudi, Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), jusqu'à jeudi.

L'ETAT SAUVAGE (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19), Haussmann, 9e (770-47-55).

EXHIBITION II (Fr.) (**) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54), Capri, 2e (073-95-48), Saint-Ambroise, 12e *(506-11-69), U.G.C.-Odéon, 6e* (325-71-08), Paramount-Galaxie, 14e (580-18-04), Paramount-Gaîté, 14e (326-99-34).

LA FEMME LIBRE (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-87-59), Le Parnassien, 6e (329-83-11), à partir de vendredi, Marignan, 8e (359-92-82), P.L.M. Saint-Jacques, 14e (539-68-42) — V.f. : Balzac, 8e (359-52-70), Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48), Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), H. Sp., Athéna, 12e (343-07-48), à partir de vendredi, Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74), jusqu'à jeudi.

LA FIEVRE DU SAMEDI SOIR (A., v.o.) (*) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).

GOOD-BYE EMMNUELLE (Fr.) (**) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

HITLER, UN FILM D'ALLEMAGNE (All., v.o.) : la Pagode, 7e (705-12-15) (4 parties).

ILS SONT FOUS CES SORCIERS (Fr.) : Omnia, 2e (233-39-36) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; St-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

L'INCOMPRIS (It., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86).

INTERIEUR D'UN COUVENT (It., v.o.) (**) : Studio Alpha, 5e (033-39-47) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

JESUS DE NAZARETH (It., v.f.) (2 parties) : Madeleine, 8e (073-56-03).

LE JEU DE POMME (Tch., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

JEUNE ET INNOCENT (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

JULIA (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19).

LAST WALTZ (A., v.o.) : J.-Cocteau, 5e (033-47-62) ; Gaumont-Elysées, 8e (359-04-67).

LE MATAMORE (It., v.o.) : St-Germain-Village, 6e (633-87-59) : Le Parnassien, 6e (329-83-11), à partir de vend. ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; St-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; v.f. : Nations, 12e (343-04-67).

MESDAMES ET MESSIEURS BONSOIR (It., v.o.) : Vendôme, 2e (073-97-52) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e *(544-25-02)*.

LE MERDIER (A., v.o.) : Publicis-St-Germain, 6e (222-72-80) : Mercury, 8e (225-75-90) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

MŒURS CACHEES DE LA BOURGEOISIE (It., v.o.) (*) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Caméo, 9e (770-20-89) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00).

NOS HEROS REUSSIRONT-ILS ? (It., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98)

LES NOUVEAUX MONSTRES (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

OUTRAGEOUS (A., v.o) : Bilboquet, 6e (222-87-23)

LA PETITE (A. v.o.) (**) : U.G.C. Odéon, 6e (35-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) : (v.f.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

PORTRAIT D'ENFANCE (Angl. v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).

PROMENADE AU PAYS DE LA VIEILLESSE (Fr.) : Le Marais, 4e (278-47-86).

RETOUR (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34).

LE RETOUR DU CAPITAINE NEMO (A., v.o.) : Omnia, 2e (233-39-36), (v.f.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

REVE DE SINGE (It., v. angl.) (**) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83), (v.f.) : Athéna, 12e (343-07-48).

LES RISQUE-TOUT (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93).

ROBERT ET ROBERT (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Montparnasse-Pathé 14 (326-65-13) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).

LES ROUTES DU SUD (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90).

SOLEIL DES HYENES (Tun., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71).

UNE NUIT TRES MORALE (Hong., (v.o.) (*) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; (v.f.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Gare-de-Lyon, 12e (343-01-59).

VAS-Y MAMAN (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; *Colisée, 8e (359-29-46)* ; George-V, 8e (225-41-46) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).

VIOLETTE NOZIERE (Fr.) (*) : Concorde, 8e (359-92-84) : Français, 9e (770-33-88).

XICA DA SILVA (Brés., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) : Olympic, 14e (542-67-42) ; Studio Raspail, 14 (320-38-98) ; (v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52), jusqu'à J. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).

LES YEUX BANDES (Esp., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) : 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

Les films nouveaux

LE CONVOI, film américain de Sam Peckinpah (v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62); Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (288-99-75).

LES NAUFRAGES DE L'ILE PERDUE, film américain de S. Raffill (v.o.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97). — V.f. : Boul'Mich, 5e (033-48-29): Max-Linder, 9e (770-40-04) ; *Paramount-Bastille, 11e (343-79-17)* ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

MERCREDI APRES-MIDI, film angl. de Waris Husein (vo.) : Colisée, 8e (359-29-46). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ;

LE CONTINENT FANTASTIQUE (A., v.f.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Maxéville, 9e (770-72-86 ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Calypso, 17e (754-10-68).

A PARTIR DU VENDREDI 18

DAMIEN ou la MALEDICTION, film américain de Don Taylor (**) : v.o. : Ambassade, 8e (359-19-08); Quintette, 5e (033-35-40). — V.f. : Montparnasse-83, 6e (544-14-27); Français, 9e (770-33-88); Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e *(797-02-74)* ; Richelieu, 2e (233-56-70).

Les grandes reprises

AFFREUX, SALES ET MECHANTS (It., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).

L'ARNAQUE (A., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Le Parnassien, 6e (329-83-11), à partir de vend. ; Action-Christine, 6e (325-85-78).

L'AUTRE (A., v.o.) (**) : Quintette (033-35-40) ; Le Parnassien, 6e (329-83-11), à partir de vend.

LE BAL DES VAMPIRES (A., *v.o.*) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70).

LES CHEVAUX DE FEU (Sov., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).

LE COUTEAU DANS L'EAU (Pol., v.o.) : Panthéon, 5e (033-15-04).

2001, ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; v.f. : Haussmann, 9e (770-47-55).

L'ESPION AUX PATTES DE VELOURS (A. v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66).

FLESH (A. v.o. : Cinoche-Saint-Germain, 6e (633-10-82).

GO WEST (A. v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).

LA GRANDE BOUFFE (It., v.o.) : Cinoche-St-Germain, 6e (633-10-82).

IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Denfert, 14e (033-00-11).

LE JARDIN DES FINZI-CONTINI (It., c.f.) : Styx, 5e (633-08-40).

L'ILE DE LA TERREUR (A.) (**) (v.o.) : J.-Renoir, 9e (874-40-75) D. à mardi.

L'ILE NUE (Jap., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE (A., v.f.) . Cambronne, 15e (734-42-96).

KING CREOLE (A., v.f.) : Gaumont-Rive-Gauche, 6e (548-26-36); Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41).

LE LAUREAT (A., *v.o.*) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

LAUREL ET HARDY AU FAR-WEST (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).

LENNY (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).

LET IT BE (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

MA FEMME EST UN VIOLON (Fr.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).

MEAN STREETS (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (033-39-19).

LA MONTAGNE ENSORCELEE (A., v.f.) : Marignan, 8e (359-92-82).

ORANGE MECANIQUE (A.) (**) (v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38); Monte-Carlo, 8e (225-09-83); v.f. : Montparnasse-83, 6e (544-57-34) ; Lumière, 9e (770-84-64) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

PARADE (Fr.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85).

LA PASSION DE JEANNE-D'ARC (Dan.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

PETER PAN (A., v.f.) : Gaumont-Sud 14e (331-51-16).

PHARAON (Pol., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).

LE POINT DE NON-RETOUR (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) à partir de V. ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Murat, 16e (288-99-75), jusqu'à jeudi.

RAPT A L'ITALIENNE (It., v.o.) : André-Bazin, 13e (337-74-39).

ROCKY HORROR PICTURE SHOW (Ang., v.o.) : Studio des Acacias, 17e (754-97-83).

ROMEO ET JULIETTE (It.-Ang., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; Concorde, 8e (359-92-84).

LE SHERIFF EST EN PRISON (A., v.o.) : Grands-Augustins, 6e (633-22-13).

TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77)

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE... (A., v.o.) (**) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) H. Sp.

UN ETE 42 (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).

UNE FEMME DANGEREUSE (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).

UNE RAISON POUR VIVRE UNE RAISON POUR MOURIR (Fr.-It., v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86).

VENEZ DONC PRENDRE LE CAFE CHEZ NOUS (It., v.o.) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; le Parnassien, 6e (329-83-11) à partir de V.

20 000 LIEUES SOUS LES MERS (A., v.f.) : Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).

Les festivals

CLASSIQUES DU CINEMA FRANÇAIS, Action République, 11e (805-51-33) : J. Barocco ; La Pagode, 7e (705-12-15) : Drôle de drame.

J. NICHOLSON (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : Cinq pièces faciles.

AMERICAINES STORY (v.o.), Olympic, 14e : Comme un torrent.

AMOUR, EROTISME ET SEXUALITE, Le Seine, 5e (325-95-99), I, 12 h. 20 (sf dim.) : Je, tu, il, elle ; 14 h. : Anatomie d'un rapport ; 16 h. : Dehors, dedans ; 18 h. : Cet *obscur objet du désir* ; 20 h. : *Une* petite culotte pour l'été ; 21 h. 30 : Casanova de Fellini. — II, 14 h. 30: le Regard ; 16 h. 20 : Bilitis ; 18 h. 20 : Malicia ; 20 h. 20 : Vices privés, vertus publiques ; 22 h. : Valentino.

MYTHOLOGIES ET MERVEILLES (v.o.), Palais des Glaces, 10e (607-49-93) : le Voleur de Bagdad.

COMEDIES MUSICALES AMERICAINES (v.o.), Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : le Pirate.

J. FORD, Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : Planqué malgré lui.

H. BOGART (v.o.), Action-Christine, 6e (325-85-78) : Passage to Marseille. — Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : les Fantastiques Années 20.

M. BROTHERS (v.o.), Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) : Soupe au canard.

Les séances spéciales

A L'EST D'EDEN (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), mar., 21 h.

L'ARRANGEMENT (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sf S., D.).

LE BAL DES VAURIENS (A., v.o.) : Olympic, 14e, 18 h. (sf S., D).

LA CICATRICE INTERIEURE (Fr.) : *Action République, 11e (805-51-33)*, 19 h.

LES DESARROIS DE L'ELEVE TOERLESS (All., v.o.) : Olympic, 14e, 18 h. (sf S., D.).

EN ROUTE POUR LA GLOIRE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34), 12 h., 24 h.

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h., 24 h.

HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h., 24 h.

INDIA SONG (Fr.) : le Seine, 5e (325-95-99), 12 h. 30 (sauf D.).

LE KNACK (A., v.o.) : Lucernaire, 6e, 12 h., 24 h.

NE VOUS RETOURNEZ PAS (Angl., v.o.) : Olympic, 14e, 18 h. (sauf S., D.).

LA NUIT DU CHASSEUR (A., v.o.) : La Pagode, 7e (705-12-15), 14 h.

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e, 10 h., 12 h., 24 h.

PIERROT LE FOU (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e, 12 h., 24 h.

LA SALAMANDRE (Suisse) : Olympic, 14e, 18 h., (sauf D.).

UNE SALE HISTOIRE (Fr.) : Action République, 11e (805-51-33), 18 h.

RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 17 AOUT

CHAINE I : TF 1

18 h. 15. Documentaire : Sociologie (le corps et son image) ; 19 h. 10. Jeunes pratique ; 19 h. 40. Caméra au poing : Les chanteuses du soleil ; 20 h., Journal ;

20 h. 30. Feuilleton : Les hommes de rose, de G. Sire, réal. M. Cloche (quatrième épisode : Les noces de bitume).

Ottavia, délaissée, attend toujours Jean qui « roule » pour nous entre Paris et Téhéran. De son côté, Albert trouve un trente tonnes pour desservir la ligne Paris-Bagdad.

21 h. 25. Documentaire : Neptune ou le tour des mers ;

Le journal de bord des équipiers d'un fou de la mer, Bernard Deguy, parti courir autour du monde avec un voilier. L'aventure au jour le jour faite de petites anicroches.

22 h. 30. Série : Caméra je... (New-York), par B. Mangolte.

Photographe de théâtre et chef opérateur de la cinéaste Chantal Ackerman, Babette Mangolte a filmé au hasard d'une promenade dans New-York et regardé les visages.

23 h. 30. Journal.

CHAINE II : A 2

18 h. 40. C'est la vie ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Top-club ; 20 h., Journal ;

20 h. 30. Variétés : *Quatre jours à Paris*, de F. Lopez.

Il est attendu, il est en retard, il va arriver, il arrive à l'institut de beauté, accueilli par les acclamations des clientes. Les spectatrices enchaînent. C'est lui, c'est le héros, le séducteur. C'est ainsi que commencent toutes les opérettes de Francis Lopez, maître du genre. Quatre jours à Paris a été créé en 1948 et enregistré l'an dernier avec Georges Guétary. Qu'importent les rides si le cœur est là.

22 h. 15. Légendaires : Le langage de la mémoire d'un peuple.

Tournée en Corse, la dernière émission de la série de Patrick Pesnot, Pierre Dumayet et Philippe Alfonsi s'interroge sur la mémoire collective qui nourrit encore les chants, les poésies et les mythes.

22 h. 50. Journal.

CHAINE III : FR 3

19 h. 20. Emissions régionales ; 19 h. 40. Pour les jeunes ; 20 h., *Les jeux* ;

20 h. 30. FILM : LA BATAILLE POUR ANZIO, d'Ed. Dmytryk (1967), avec R. Mitchum, P. Falk, E. Holliman, R. Ryan, M. Damon, A. Kennedy.

En 1944, un général américain organise un débarquement sur une plage italienne. Il commet une erreur stratégique qui coûte la vie à des centaines d'hommes.

Un film solidement réalisé, qui n'exalte pas la guerre mais amène une méditation sur l'instinct guerrier.

22 h. 25. Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30. La vie entre les lignes : le visiteur (rediffusion) ; 19 h. 25. Disques ; 19 h. 30. Les chemins de la connaissance : la chasse et l'érotique (rediffusion) ;

20 h., Théâtre ouvert à Avignon : « Et pourtant ce silence ne pouvait être vide », de J. Magnan, mise en scène de Gironès (lire nos écoutes voir) ; 22 h. 30. Pages entomologiques de J.-F. Fabre ; 23 h. 30. Histoire de la médecine occidentale : Moyen Age, influence du christianisme

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2. Musiques de charme : Dekobra, Sibert, Schmitt, Abraham, Schoenberg, Strauss ; 19 h. 30. Kiosque ; 19 h. 40. Informations festivals ;

21 h., Festival de Salzbourg... Récital de piano, par B.-L. Gelber : « Sonate en mi bémol majeur » (Beethoven) ; « Carnaval » (Schumann) ; « Etude, opus 25, n° 1 » ; « Etude, opus 25, no 7 » et « Etude, opus 10, no 4 » (Chopin) ; « Sonate en si mineur » (Chopin) ; 23 h., Aux quatre coins de l'Hexagone... Sud-Est : Mondonville ; 0 h. 5. France-Musique la nuit.

VENDREDI 18 AOUT

CHAINE I : TF 1

12 h. 30. Feuilleton : Les jours heureux ; 13 h., Journal ; 13 h. 35. Acilion et sa bande ; 14 h. 35. Série : Peyton Place ; 18 h. 15. Documentaire : L'échappée belle ou les sports nouveaux ; 19 h. 10. Jeunes pratique ; 19 h. 40. Caméra au poing : Face aux buffles ; 20 h., Journal ;

20 h. 30. Variétés : Musique en tête, avec A. Cordy, W. Sheller, A. Dona, M. Dibango ; 21 h. 20. Ciné première.

21 h. 50. Retransmission théâtrale : La Nuova Colonia, de L. Pirandello, mise en scène : A. Delbee, au Nouveau Carré Silvia Monfort, avec R. Vatier, Y. Coudray, M. Trevieres, J.-C. Dreyfus.

« On ne se sauve pas et on ne sauve rien par les apparences », disait Pirandello qui devait aussi penser que la nature n'a pas fait l'homme bon... puisque la société est corrompue. Même sur une île déserte.

23 h. 30. Journal.

CHAINE II : A 2

15 h. Aujourd'hui, madame : La chanson réaliste ; 16 h., Série : Hawaï, police d'Etat ; 16 h. 55. Sport : Cyclisme (championnats du monde sur piste. Différé) ; 18 h., Récré A 2 ; 18 h. 40. C'est la vie : Lettre ouverte à l'an 2000 ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Top-club ; 20 h., Journal ;

20 h. 30. Feuilleton : Bergeval et fils, de J.-L. Roncorini, réal. H. Colpi, musique : G. Delerue, avec : R. Lefèvre, M. Cuvelier, H. Vallier, C. Titre, A. Abbadie, G. Staquet, etc. (Rediffusion.)

Sur fond de conflits sociaux et d'aventures sentimentales, les difficultés d'un chef d'entreprise dépassé par les événements ou peut-être par l'histoire.

21 h. 30. Emission littéraire : Ah ! Vous écrivez ?

Comme chaque année au mois d'août, Bernard Pivot propose, au lieu des vifs débats d'Apostrophes, des entretiens tranquilles avec des écrivains. Ce soir, Marie Cardinal (« Une vie pour deux »), Roger Blondel (« les Fontaines pétrifiantes »), André Rollin (« Cortège dans la ville »), et Jacques Almira (« le Passage du désir »).

22 h. 30. Journal ;

22 h. 35. FILM (Aspect du jeune cinéma français) : LE BOUGNOUL, de D. Moosmann (1974), avec M. Zinet, G. Geret, R. Dumas, E. Huppert, S. Rebbot, P. Préjean.

Trois croquis de la vie d'un travailleur nord-africain qui subit le « racisme ordinaire ».

A voir pour le sujet et ses bonnes intentions. La mise en scène est d'une maladresse irritante.

CHAINE III : FR 3

19 h. 20. Emissions régionales ; 19 h. 40. Pour les jeunes ; 20 h., Les jeux ;

20 h. 30. Le nouveau vendredi : la Tchécoslovaquie.

Mille trois cents intellectuels signaient, en 1977, la Charte 77. L'enquête menée par Michel Thierry permet d'entendre un historien devenu puisatier, un philosophe gardien de zoo... Quelques uns des dix mille intellectuels « prolétarisés » qui refusent l'exil vers lequel ils sont poussés.

21 h. 30. Communiquer, réal. P. Chabartier (III. — De Gutenberg à Goebbels).

D'une invention capitale, celle de l'imprimerie, aux méfaits de la propagande, en passant par les prémices du journalisme. Des historiens et des professionnels de l'image commentent.

22 h. 25. Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. La batellerie aujourd'hui ; 7 h. 40. Les chemins de la connaissance : les chemins de Saint-Jacques ; 8 h., Les matinées du mois d'août : ouvrir la porte qui donne sur le jardin ; 9 h. 7. Une femme, une ville : Flora Tristan à Londres ; 10 h., Aux horloges de Paris et de province ; 11 h. 2. Musique populaire du Brésil ; 12 h. 5. Un musée, un chef-d'œuvre : Rubens à Valenciennes ; 12 h. 45. Panorama ;

13 h. 30. Entretiens avec... Robert Siohan ; 14 h., Disques ; 14 h. 15. Feuilleton : « Lecture de la France » (de la République à l'Empire) ; 15 h. 17. Treize minutes et pas plus, par Daniel Caux ; 15 h. 30. Polymnie, voix de Grèce : l'Ile inconnue ; 16 h. 30. L'été à Paris ; 18 h. 30. La vie entre les lignes : « la Fosse au renard » (rediffusion) ; 19 h. 30. Les chemins de la connaissance : la chasse et l'érotique ;

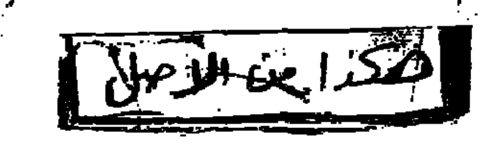
20 h., Panorama du roman policier noir : les genres ; 21 h. 30. Musique de chambre par le Quatuor de percussion de Paris, le Quatuor Margand et le Quatuor Deffayet (rediffusion) ; 22 h. 30. Pages entomologiques de J.-H. Fabre ; 23 h. 20. Histoire de la médecine occidentale : médecine arabe et discipline universitaire.

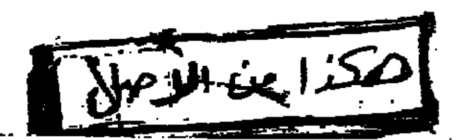
FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 9 h. 2. Estivales ; 12 h. 35. D'un carnet d'adresses... Cent noms : Johann Strauss, Kanton ;

14 h., Estivales ; 17 h. 30. Histoire du jazz ; 18 h. 2. Musiques de charme : Dekobra, Sibert, Strauss, Eulenberg, Fall ; 19 h. 30. Kiosque ; 19 h. 40. Informations festivals ;

21 h. 10. Musique pour tous : « Quatre études pour orchestre » (Stravinski) ; « Concerto pour piano en sol majeur » (Ravel) ; « Petrouchka », version originale 1911 (Stravinski), par le Nouvel Orchestre philharmonique, direction G. Amy, soliste J.-F. Heisser ; 23 h. 15. Aux quatre coins de l'Hexagone... Sud-Est : Rossini ; 0 h. 5. France-Musique la nuit : Rites.





	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,18
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi — offres d'emploi

Dans le cadre d'un aménagement de ses structures de direction rendues nécessaires par son développement sur un marché actif, une

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE CONSEIL ET SERVICES EN INFORMATIQUE

dont le C.A. s'établit à 15 MF est disposée à étudier des candidatures de premier plan pour un poste de

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Ambitieux, dynamique, rompu à la pratique des techniques de management acquises chez un grand constructeur d'ordinateurs ou une S.S.C.I. bien établie, le candidat retenu sera un

X-TELECOM, promo 58 à 62 ou un profil équivalent.

Les premières interviews seront ménagées avec la discrétion d'usage au sein d'un établissement bancaire privé.
Prière d'adresser les informations utiles à une prise de rendez-vous sous pli confidentiel à UNIBAIL Direction, 109, rue du Fg-St-Honoré, 75008 PARIS.

NORSK DATA

Constructeur Norvégien d'ordinateurs
(+ de 800 installations)
Dans le cadre de son expansion à travers l'Europe, recherche
pour FERNEY-VOLTAIRE et PARIS
ingénieurs de maintenance
hardware expérimentés
pour FERNEY-VOLTAIRE
techniciens de maintenance
hardware expérimentés
un technicien/réparateur
Pour tester et réparer cartes, écrans, périphériques, etc... dans notre laboratoire.

Nous demandons pour les postes de maintenance :
- Anglais courant.
- Plusieurs années d'expérience. De bonnes notions de logiciels seraient un atout supplémentaire.

Nous offrons :
- Formation à Oslo.
- Bonne rémunération en fonction de l'expérience des candidats.

Les candidats pourront être amenés à voyager à travers la France et l'Europe, selon les besoins de service.
Veuillez faire parvenir curriculum vitae détaillé à :
NORSK DATA
64, rue de Meyrin
01210 FERNEY-VOLTAIRE
en précisant sur l'enveloppe : « Référence Maintenance Paris ou Ferney-Voltaire ».
NORSK DATA ....
.... *Une alternative à étudier.*



Avant la bousculade de la rentrée
profitez du mois d'août pour vous inscrire à notre première promotion de Septembre
Nous créons
notre force de vente sur des bases nouvelles
Savoir vendre ou Vouloir vendre
sont les seules conditions initiales exigées

Nous sommes remarquablement outillés pour vous prendre en charge et nous occuper du reste

Les situations potentielles de 120.000 frs par an (moyenne), ne courent pas les rues, même lorsqu'elles résultent d'un système de rémunération articulé sur l'efficacité et la commission. Il faut avoir 21 ans et une solide formation générale (produits financiers et immobiliers offerts à un segment de clientèle à revenus confortables).
1re lettre manuscrite à PUBLI-BANS, réf. AE 1230 13, rue Marivaux, 75002 PARIS, qui transmettra
(Merci de bien vouloir rappeler la référence)

STE INDUSTRIELLE FRANCAISE
recrute
PROGRAMMEURS d'APPLICATION
COBOL ANS
Diplômés I.U.T. ou équivalent
3 ans d'expérience
Travail Paris St Lazare, sur ordinateur IBM 370/135 DOS/VS - CICS - RJE
Horaire de travail mobile - nombreux avantages sociaux.
Envoyer CV sous référence 5881 à :
L.T.P. 31, Bd BONNE NOUVELLE 75002 PARIS qui transmettra



emplois internationaux

Importante Entreprise de Travaux Publics Routiers recherche pour sa Division Internationale (Chantiers au MOYEN ORIENT)

CADRE COMPTABLE

Sous les ordres du Directeur Administratif, c'est un généraliste qui secondera avec efficacité la Direction Administrative dans les tâches de comptabilité générale, comptabilité analytique, la trésorerie et le contrôle des résultats.
L'expérience des travaux publics serait souhaitable.
Parfaitement bilingue anglais - français.
Séjour en célibataire de 100 jours sur place, 20 jours de congés en France.
Avantages liés à l'expatriement.
Adresser CV, photo et salaire actuel en rappelant la référence J.Y. 4987 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris cedex 02
qui transmettra

L'OFFICE DES CULTURES INDUSTRIELLES DU BURUNDI (OCIBU) recherche dans le cadre de son PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA CAFEICULTURE en Province de NGOZI, financé par l'Association Internationale de Développement (A.I.D.) et le KOWEIT, un

AGENT EXPATRIÉ
INGÉNIEUR AGRONOME

ayant une expérience d'agronomie tropicale et plus spécialement en caféiculture (ARABICA). Il occupera un poste de conseiller pour des actions de vulgarisation en milieu rural tant sur le plan caféiculture que pour les vivriers et s'attellera à la formation d'homologue.

Le lieu de résidence sera la ville de NGOZI, située à 130 km de BUJUMBURA et à 1.800 m. d'altitude.

Prendre contact avec l'OCIBU, B.P. 450 à BUJUMBURA (BURUNDI).

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Collège international recherche professeurs hautem. qualifiés, 3 ans expérience minim. pédag.
PROFESS. LETTRES 2-1 T
PROFESS. MATHS 2e cycle
PROFESS. P.C. 2e cycle
PROFESS. ANGLAIS 2e cycle
PROFESS. ALLEMAND 2e cycle
PROFESS. H.G. 1er cycle
EDUCAT. Internat + sportif
EDUC. encadr. étud. 2e cycle
SURVEILL. général 1er cycle.
Téléph. 780-99-75, 805-29-57.

CENTRE CHIRURGICAL MARIE-LANNELONGUE, 133, avenue de la Résistance, 92350 PLESSIS-ROBINSON, cherche pour son laboratoire d'hémostase
LABORANTIN(E)
titulaire B.T.S. ou D.E.L.A.M., pour remplacement minimum six mois, possibilité poste stable.
Ne pas se présenter.
Téléphoner à partir 16 août : 630-21-33, poste 3602, de 15 heures à 18 heures.

SOCIETE SITUEE PORTE DE BAGNOLET recherche
RESPONSABLE
SERVICE ADMINISTRATION COMMERCIALE
Ayant expérience pour gestion des commandes clients, gestion des stocks et ordonnancement.
Connaissance anglais appréciée.
Ecrire avec C.V. manuscrit nº 74.756, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

MUTUALITE AGRICOLE utilisant I.B.M. 370-135/512 K D.O.S.-V.S. recherche
ANALYSTES D'APPLICATION
ANALYSTES SYSTEME
De niveau ingénieur maîtrise ou équivalent, avec 2 à 3 ans d'expér. de ces postes. Ecrire avec C.V., prétent., à Direction Information F.M.A. ILE-DE-FRANCE, 29, rue de la Tombe-Issoire, 75014 PARIS.

Rech. spécialiste marché obligataire, poste à pourvoir à Paris immédiatement. Références ou diplômes exigés. Ecrire réfer. nº T 7.360 M, Régie-Pr., 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Sté de Z.I. MELUN leader ds sa profes. quincaillerie ameubl. rech. ADJOINT DIRECTEUR MARKETING, min. 30 a., expér bricolage souhaitée. Env. C.V., photo et prétent. ss nº 2.392 à HAVAS, 77007 MELUN CEDEX.

SOCIETE DISTRIBUTION BRITANNIQUE Quartier Saint-Lazare cherche
CHEF COMPTABLE
ayant connaissance de l'anglais et de la comptabilité anglo-saxonne.
Expérience contrôle de gestion très souhaitable.
Niveau DECS minimum.
Adresser C.V. et prétent. à nº 74.815 CONTESSE PUBL., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

Groupe de Presse recherche
pour revue professionnelle secteur Hifi/Electronique
● **JOURNALISTE**
Connaissance des problèmes économiques et commerciaux.
Possibilité si capable d'évoluer, poste de REDACTEUR EN CHEF
● **SECRÉTAIRE** BILINGUE
Envoyer C.V. et prétentions à REGIE-PRESSE à T 762.684 M, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Centre hospitalier universitaire de CAEN recherche
ANALYSTE
pr exploitation données médicales, organisation, programmat. sur IRIS 45, sens relat. hum., expér. souhait. Adr. C.V. dét. et prét. à Direction du pers., Centre hospitalier universit., Côte de Nacre, 14033 CAEN CEDEX.

SOCIETE COMMERCIALE recherche
COMPTABLE
expérim. ds comptabilité P.M.E.
Ce poste convient à candicat deuxième échelon minimum.
Lieu de travail : RUNGIS. Zone Silic.
Salaire annuel de départ : 60.000 F. 5 X 8
Libre très rapidement.
RADIOMOBILE, 686-28-27.

demandes d'emploi

J.F. ch. pos. ass. dr. comm., conn. ach. et vente. Min. 4.000. Ecr. nº 2.943, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.F. cadre, confirmée IMMOBILIER, ét. droit 3e année, cherche travail mi-temps ou temps partiel. — Téléph. 508-41-62.

Jne fme dactylogr. ch. emploi bureau samedi uniquement ou travx dact. à dom. Mme Banat, téléph. 261-56-72, poste 2944.

PROFESSEUR D'ANGLAIS NATIONALITE AMERICAINE
Cinq ans d'expérience cherche dans entreprise poste formation profess. ou continue. Ecrire M. KAZOLIAS, 10, pl. de Vénétie, 75013 PARIS.

propositions diverses

Journaliste anglais (35 a.), qui fera stage d'ét. Paris, off. instruct. linguist. échange log. en famille 2 sem. par mois pendant 8 mois. Roges, 40 Mitchells Road, Ryde, I. of W.

formation profession.

CIFEC organise révision intensive du DECS. Téléphone : 770-47-25.

information divers

POUR **TROUVER** UN **EMPLOI**

Le CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
Extraits du sommaire :
- Les 3 types de C.V. : rédact., exemples, erreurs à éviter
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bonnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.

Pour information, écr. CIDEM, 6, sq. Monsigny, 78-Le Chesnay. 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e

autos-vente

divers

LANCIA AUTOBIANCHI
Expos. tous modèles, 11, rue Mirbel - Paris 5e
336.38.35 +

occasions

EN SOLDE MOQUETTE ET REVETEMENTS MURAUX 1er et 2e choix, 50.000 m² en stock. Téléph. 589-86-75.

animaux

Particulier vend chiots L.O.F Springer-Spaniel
Mère extra chasse, père CH. IB. M. CLAIR Le Monceau, 77930 Perthes-en-Gâtinais. Tél. : 438-12-18

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite

EXELMANS (près) Villa Sardou, charmant petit hôtel particulier, 5-6 p. avec terrasse sur parc. FRANK ARTHUR - 766-01-69.

AVENUE RACHEL Vue exceptionnelle, magnifique triplex, 4 chambres, 2 salles de bains, living avec terrasse, bureau terrasse, tél. : 359-69-36.

SAINT-MANDE, 318.000 F, tout confort, beau 3 pièces, cuisine, chauffage, soleil. — 346-63-85.

Imm. pierre de taille, ravalé, beau 2 pièces, entrée, cuisine, conft. balcon. 245.000. 344-71-97.

BOIS VINCENNES Bel imm. récent, près R.E.R., beau 4 pces, tout confort, balc., parking. 452.000 F. — 344-71-97.

2 p., cuis., s. bns, chauf., moq., refait neuf, sacrifié 105.000 F. Vendr. 15-18 h. ; sam., 10-12 h., 103, rue Jullen-Lacroix (11e).

18e - Près RUE DAMREMONT **STUDIO** Tout conft, vue, tél., 28 m², imm. 65, impecc. 145.000 F. 627-78-52.

JASMIN - URGENT **6 P.** Verdure, soleil. 567-47-47, matin.

16e R. LONGCHAMP (près Iéna), hall d'entrée, salon, s. à manger, 2 chambres, office, cuisine+chbre service, 160 m². D. BOURGEOIS : 522-62-14.

VILLA DES TERNES. Salon, s. à manger, 2 chbres, petite terrasse, chbre serv., possib. parkg. BOURGEOIS. 522-62-14.

SAINT-MICHEL Immeuble 17e s. poutres studio caractère. Possibilité DUPLEX. URGENT. A SAISIR. 325-75-42.

CONVENTION Immeuble bourgeois Beau 2 pièces, entrée, cuisine, possibilité bains. - A SAISIR 325-77-33.

ODEON, 2 P. Cuisine, w.-c. entrée A RENOVER - 266-67-06.

Près THEATRE ODEON **6 P.** Très bel immeuble, tout conft, soleil. 266-67-06.

PANTHÉON Face jardin lycée Henri-IV Immeuble neuf, façade pierre de taille TRES BEL APPART. 4 PCES (possibilité extension) dernier étage 109 m². Terrasse et patio 100 m². Salle de bains marbre. Très beaux parquets
TEL. 500-99-96 Heures bureau.

Propr. vd gd 3 p. neuf, rez-de-jardin, cave, parking. 345.000 F. crédit. Téléph. matin : 583-98-03.

RUE DU DRAGON, dans imm. classé, 2 pces, 45 m², séjour + loggia, chbre tout conft. 380.000. PROMOTIC, 322-15-76.

289, RUE LECOURBE Dans immeub. récent, charmant 2-3 p., 67 m², balc., terrasse, sur grand jardin, soleil, calme. — Visite sur place samedi 19, 11 h. 30 à 15 heures. 766-01-69.

VAUGIRARD Sur très beau jardin, Studio TT CFT, 36 m², immeuble récent, parking. Jean FEUILLADE - 566-00-75.

SAINT-MICHEL Imm. XVIIe Poutres Studio caractère. Possib. DUPLEX. URGENT à SAISIR. 325-75-42

VAVIN Très beau studio. Entrée, cuisine, tt conft. poutres, 27 m2. 5e étage. 160.000 F - Tél. : 331-86-22

Paris Rive gauche

3 P., VAL-DE-GRACE, 56 M2. Living dble + 1 chbre, restauré avec goût, 365.000 F. Très bel immeub. avec ascens. 322-15-76.

BEAUX STUDIOS SAINT-DOMINIQUE : 110.000 F. AV. DE SUFFREN : 125.000 F. SEGUR : 139.000 F. LIBRES IMMEDIATEMENT. Téléph. 322-15-89.

Région parisienne

LIBRE A LA VENTE 94-KREMLIN-BICETRE, 3 p., cuis., sal. d'eau, v.-ord., tél., 3e ét. av. esc., 56 56 m², calme, ensoleillé, vue sans vis-à-vis. Ref à nf, papiers, moquette. Prix av. box 220.000 F. R. VANLOOKE, 726-70-25, entre 19 h. et 21 h.

NEUILLY-PERRONNET Beau 5 p., 140 m², 2 bs, état parfait, style rive gauche, 2 studios de service, 1.200.000 F. EICHER, 359-99-69.

PARTICULIER VEND **VAL-D'YERRES** Beau F-4 Très bien situé dans résidence calme, 300 mètres gare et centre commercial. Tél., s. de bs, cave, séchoir. 172.000 F.
Tél. : 900-99-42, de 17 à 20 h., heures en semaine, ou écrire J.-P. DEGRUELLE, LES BUISSONS - LA MEPRISE 91800 BOUSSY-SAINT-ANTOINE

NOGENT-SUR-MARNE, R.E.R. Vaste 3 p., cuis., tt conft, balc. Urgent. 235.000 F. — 345-82-72.

Province

Cause départ Particulier vend F2 tout confort, bien situé à Aix-en-Provence. Prix 125.000 F. — Tél. 23-07-04. Adres. MOTTA, 9, Parc Beauregard, 13100 AIX-EN-PROVENCE.

NICE - FABRON Résidentiel, 4 pièces, 5e étage, jamais occupé, tél., cave, gar. Vue mer imprenable - 402.700 F. **SOVIA** 35, rue Pastorelli, Nice. 16-93/80-24-90.

Immobilier (information)

LOCATIONS SANS AGENCE OFFICE DES LOCATAIRES 18, r. La Michodière, Mº Opéra, 84, rue d'Alésia, Mº Alésia. Frais abonnem. 350 F. 266-52-04.

immeubles

PARIS, PRE-SAINT-GERVAIS, PETIT IMMEUBLE VIDE R + 4, prix intéressant. CAB. IMMOBILIER, 574-75-88.

viagers

LIBRE - NOISY-LE-GRAND R.E.R. Propriété 3.000 m², pav. récent, 104 m², 130.000 F + 3.500 F rente. LODEL - 700-00-99.

LIBRE. 16e MUETTE. Studio 38 m², 165.000 F + 750 rente. ETUDE LODEL - 355-61-58

Immobilier (information)

Pour bien choisir avant d'acheter votre appartement

Information Logement 525.25.25

Des renseignements complets et gratuits sur 40 000 appartements et pavillons neufs à l'achat
Centre Étoile
49, avenue Kléber, 75116 Paris, 525.25.25.
Centre Inter-Bancaire et Inter Professionnel

locations non meublées Offre

Paris

AVEN. DE VERSAILLES, 3 P., petit dressing, tt conft, 2.220 F net. — Tél. 227-33-51, 227-33-52.

Région parisienne

SAINT-GRATIEN Villa 7 pièces jardin 500 m² ss-sol total, 4.200 F mensuel.

STUDIO Impecc. 850 F ch. c. Tél. : 989-31-74.

locations meublées Demande

Paris

Cherchons appartem. de standg pour locations un à douze mois ou plus. Sér. réfer. offertes.
PARIS PROMO - 325-28-77

locations non meublées Demande

Paris

Ingénieur cherche 1-2 PIECES quartier St-Lazare, place Clichy. Téléph. 325-10-35, après 18 h.

CABINET HERMES 17, rue de Bourgogne-7e, rech., URGT, APPTS 4 à 8 p., même loyer élevé - 551-34-62.

Fonctionnaire offrant tte garantie cherche 3 p., Paris, calme, 1.500 à 2.000 F charges compr. Agence s'abstenir. Tél. 533-51-42.

Rech. 3 p., tél., s. de b., cuis., w.-c., loyer max. 1.200, de préf. 6e, 7e, 8e, 15e, 16e, 5e. Agence s'abst. Tél. 578-93-64 ou 266-20-30, poste 29Z14, demander Eva.

Région parisienne

Pr Société européenne cherche villas, pavillons, pour CADRES. Durée 2 à 6 ans. — 283-57-02.

Boutiques

77 - LA CHAPELLE-LA-REINE 60 kilomètres autoroute Sud (sortie Ury), toute propriété, BEL IMM. ANCIEN LIBRE, 2 boutiques + 2 appartements, possibilité tous commerces ou excellent rapport. 425.000 F. — 424-52-11.

fonds de commerce

TOULOUSE. Ouverture centre commercial au cœur de la ville, baux commerciaux, sans pas-de-porte, magasin tous commerces, emplacement premier ordre, parking public assuré.
Ecrire Société WINDSOR, 4 place Occitane, TOULOUSE Téléph. 16 (61) 21-18-20.

ALPES STATION DE SKI CAB IMMOB. (FNAIM) 1er ordre. Prix 1.100.000 F. HAVAS 1221, B.P. 297 38044 GRENOBLE CEDEX

pavillons

1.718 PAVILLONS VILLAS autour de Paris : 0 à 120 km. SELECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR VENEZ, TELEPH. ou ECRIVEZ MAISON DE L'IMMOBILIER **C.I.M.I.** 27 bis, av. de VILLIERS 75017 PARIS - 757-62-02.

7 min. gare Enghien, pav. séj. double, 3-4 chbres, tt cft, impec. Jardin. Prix 500.000 F. 417-03-10.

villas

LES CLAYES-SOUS-BOIS, près gare, sur 400 m² de jardin clos, pl.-pied, compr. : séj., cuis., 2 ch., sal. de bns, w.-c., gar. A saisir vue urgence. 318.000 F. I.M., 045-29-09.

PRES LAC **ENGHIEN** SEJOUR 50 m² + 4 ch. 4 bains, jardin décoré, ss-sol total, 1.060.000 F. - 989-31-74.

propriétés

Part. vd 13 km. SENS maison 150 m², 5 p., gar., tt cft, ch., c. S/3.200 m². 420.000. (86) 86-02-63.

Belle propr. rurale, 7 km. de la mer, cadre envir. très verdoy., rez-de-ch. 1 ch., s. de séj. avec chem., cuis., s. à m., gd cellier avec grenier aménagé ; 1er ét., 2 ch., s. de bs poss. 3e ch., puits + eau courante, électr., tél., gd jardin et verger atten., le tout cont. env. 3.000 m². Libre à la vente. S'adr. Me Letrançois, notaire, 50700 VALOGNES. Téléph. (33) 40-10-69.

MAS CEVENOL 7 p. restaurées + 100 m² aménageables, 5 caves, s. de bns, 2 ha, site splendide. 400.000 F. — Téléph. 828-69-28 ou 16 (66) 85-91-03.

VAR Beau domaine habitation principale, tt cft, vastes dépendances, vivier, parc, verger, terre maraîchère, bois 5 ha., 900.000 F. Agce St-Louis, 21, square Saint-Louis, 83170 BRIGNOLES. Tél. (94) 69-01-98 - 69-91-96.

manoirs

Limite ENGHIEN (95) Propriété 180 m² habitables + 90 m² de communs. 860.000 F. SOGIDEC, 359-94-04.

maisons de campagne

CÉVENNES Maisons de caract. à renover à part de 125.000 F (66) 86-07-34

DROME SUD, DIEULEFIT, 1 H. 30 MARSEILLE BERGERIE A TRANSFORMER Pierres apparentes, vieilles tuiles, 85.000 F Jardin 600 m². Téléph. ce jour CATRY : 16 (91) 37-09-33

terrains

DROME Sud region Dieulefit. A bâtir, viabilisé, 5.800 m², avec 5.000 F comptant + 566 F mens. CATRY Marseille - (91) 37-09-33.

forêts

Aux confins de la Touraine et du Berry, MASSIF FORESTIER de 138 ha CHENES. — S'adresser CABINET GRUAT-BELEY, 22, rue Georges-Clemenceau, 49150 BAUGE. Tél. (41) 89-19-97.

villégiatures

LANDES, par pptaire, charmant pav. ds parc, prox. mer et lac, 1.800 F sept., 1.200 F, oct. Tél. heures repas (58) 48-09-30.

les annonces classées du **Monde** sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 12 h. 30 - de 13 h. 30 à 18 heures
au 296-15-01
Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

Le Monde

équipement

TRANSPORTS

La crise de l'armement maritime

• Les Soviétiques accentuent leur concurrence

• Les Chinois se constituent une flotte sur le marché de l'occasion

Le marasme sur le marché mondial des pétroliers et des transporteurs de vrac va persister encore quelques années par suite du ralentissement de l'activité mondiale, prévoit l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) dans son étude sur « Les transports maritimes en 1977 » (1).

Pour les navires pétroliers, les désarmements ont repris à un rythme rapide au premier semestre 1978. Un retour à l'équilibre du marché n'est pas prévisible avant une date « *nettement postérieure à 1980* », estime l'organisation, en raison de la faiblesse de la croissance et des mesures d'économie d'énergie. L'an dernier, la progression de la flotte pétrolière mondiale a été, avec 3,5 %, la plus faible enregistrée depuis 1962. L'excédent de la flotte pétrolière conduira cette année les compagnies à envoyer à la ferraille 12 millions de tonnes au lieu de 9 l'an passé.

Il est vrai que, dans l'immédiat, *les compagnies pétrolières, prévoyant* une augmentation du prix du brut, les affrètements à terme de pétroliers ont connu ces dernières semaines une hausse très importante. Plusieurs super-pétroliers, jaugeant entre *220 000* et *270 000* tonnes, ont été récemment affrétés pour deux rotations entre le Golfe et l'Europe et les Etats-Unis à compter de septembre. Ces transactions permettraient aux compagnies de bénéficier de l'actuel prix du pétrole sur une cargaison si une hausse intervient le 1er octobre, et sur deux si elle était décidée le 1er janvier.

Les compagnies anticipent ainsi plus tôt que d'habitude une augmentation des prix pétroliers, donnant au marché du frêt une vie qu'il n'avait pas connue depuis 1974. L'augmentation des capacités de stockage aux Etats-Unis, la crainte *d'une limitation des exportations de* l'OPEP au dernier trimestre pour éviter toute spéculation, les menaces aussi que pourrait faire peser sur ces exportations un échec du sommet israélo-égypto-américain à Camp David au début du mois de septembre sont à l'origine de cette hâte.

Mais la nervosité de ce marché vient aussi d'une rumeur qui circule *à la bourse londonienne de l'affrètement pétrolier* selon laquelle les pays arabes envisageraient de réserver le transport d'au moins 10 % de leurs exportations de pétrole aux tankers battant leurs pavillons pour remédier aux difficultés financières de l'Arab Maritim Petroleum Transport Company, une société qui appartient conjointement aux pays arabes exportateurs de pétrole.

A plus longue échéance, comme le note encore l'O.C.D.E., la crise frappe aussi désormais les navires transporteurs de vrac, dont la flotte s'était fortement accrue ces dernières années. Cette crise devrait se prolonger jusqu'aux premières *années de la prochaine décennie.* Un excédent subsistera de même durant plusieurs années dans le secteur des transporteurs de gaz.

Des rabais de 30 %

La flotte des pays occidentaux, encore majoritaire avec 54 % du tonnage mondial, a perdu de son importance en 1977, puisqu'elle n'a progressé que d'à peine 2 %. Leurs navires « *n'ont pas cessé d'être vendus ou transférés sous d'autres pavillons* », note l'O.C.D.E., qui remarque, par exemple, que le Japon a fortement réduit sa flotte nationale en raison de l'augmentation de ses coûts d'exploitation. Le Royaume Uni a, quant à lui, envoyé en 1977 près de 2 % de son tonnage total à la ferraille. Douze pays en voie de développement au lieu de huit en 1976 ont accru l'an dernier de plus de 200 000 tonnes leur flotte, et parmi eux notamment les pavillons de complaisance (Liberia, Panama et Singapour)

L'O.C.D.E. signale aussi les progrès de la flotte soviétique inquiétant, pour les pays occidentaux. Sur l'Atlantique nord, la part des Soviétiques est passée de 1,8 % en 1975 à 3,1 % au premier semestre 1977 et a même atteint 13 % sur le trafic côte est des Etats-Unis-Allemagne fédérale. Les taux de fret pratiqués par l'U.R.S.S. seraient parfois inférieurs de 30 % aux taux pratiqués par les pays occidentaux.

Enfin, comme le note le correspon*dant à Londres* de l'A.F.P., un dernier venu risque d'aggraver encore les *perturbations* du *marché* mondial. La Chine populaire aurait depuis un an acheté plus de cent cargos dont une trentaine de porteurs de vrac sur le marché des navires d'occasion. Les *Chinois* feraient actuellement un « *effort concerté* » pour développer leur flotte de porteurs de vrac. Celle-ci comptait un seul navire en 1972, 44 en 1977 ; elle en armerait actuellement 65, représentant un tonnage total de 2,5 millions de tonnes, *dont* environ 400 000 immatriculés sous pavillons de complaisance. Ces achats continueront, estiment les spécialistes, la capacité de la flotte chinoise restant bien inférieure aux besoins du commerce chinois, compte tenu des gros achats de céréales, de produits sidérurgiques, d'engrais et de minerai de fer auxquels procède ce pays.

L'attitude des armateurs chinois peut avoir des conséquences très directes pour les chantiers français, qui ont déjà travaillé pour eux et les considéraient comme d'importants clients.

(1) 2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16.

INQUIÉTUDE POUR LA FLOTTE FRANÇAISE

Au 1er juillet 1978, vient d'indiquer le Comité central des armateurs, la flotte de commerce française se composait de 475 navires pour 11,7 millions de tjb (capacité) et 21 millions de T.P.L. (portée en lourd).

Par rapport au début d'année, ces chiffres font apparaître une perte de treize unités : 37 navires ont en effet été vendus, principalement des cargos de marchandises générales. Dans le même temps, 24 navires sont entrés en flotte, dont la majorité sont des navires rouliers et des porte-conteneurs. Le carnet de commandes des armateurs ne compte plus que 15 navires à livrer, dont 18 prévus pour 1979.

Si au cours du *premier* trimestre, la plupart des sorties correspondaient encore à des renouvellements programmés, on voit apparaître nombre de sorties liées à la situation conjoncturelle difficile des principaux *secteurs de l'armement* et on doit craindre que ce mouvement de contraction du nombre des unités ne se poursuive dans les prochains mois.

Pour ce qui concerne le tonnage, la flotte a progressé, au cours du premier trimestre 1978 : le port en lourd, au 1er avril, a atteint le chiffre (record) de 21 257 437 tonnes. La flotte a donc perdu près de 300 000 tonnes au cours du second trimestre.

LES CONTROLEURS AÉRIENS DEMANDENT A M. LE THEULE DE PRÉCISER SES PROPOSITIONS

Après une grève du zèle de cinq jours, les contrôleurs aériens devaient se réunir en assemblées générales, le jeudi après-midi *17 août, afin d'étudier* la suite à donner à leur mouvement, et, notamment répondre à l'offre de discussions faites par M. Joël Le Theule, ministre des transports.

Dans un communiqué commun, la C.G.T. et la C.F.D.T. viennent de demander au ministre de formuler « *clairement* » ses propositions nouvelles, pour que le personnel puisse se prononcer « *en pleine connaissance de cause* ».

Dans l'esprit des syndicats, il s'agit de discuter à nouveau de la sécurité, des effectifs, des salaires, notamment de l'intégration des primes aux rémunérations, mais aussi du droit de grève, dont les contrôleurs aériens sont privés depuis 1964. M. Le Theule a catégoriquement refusé d'ouvrir le dialogue sur ce dernier point.

P.T.T.

UN TÉLÉGRAMME POUR RIEN

Un télégramme est expédié le 10 août, à 16 h. 25, de Paris à Molines-en-Queyras, dans les Hautes-Alpes, de telle sorte que son destinataire le reçoive en fin d'après-midi. Le lendemain 11 août, un « avis de non-remise » *est reçu par l'expéditeur. Il y est mentionné que le télégramme n'a pas été remis pour ce motif :* « Pas de porteur. Sera postalisé (c'est-à-dire distribué) le 11 août, sauf remise exceptionnelle. »

Autrement dit, en raison d'un manque d'effectifs, le bureau de poste de Molines est hors d'état d'assurer le service public télégraphique. Cet exemple, parmi tant d'autres, amène à se demander où sont passés les onze mille agents supplémentaires des brigades de réserve affectés pendant l'été dans les zones touristiques. M. Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., avait annoncé « un effort sans précédent » *de son administration à l'occasion des vacances (le Monde du 17 juin 1978). Sans précédent, peut-être ; sans effet, sûrement, du moins dans ce cas.*

CIRCULATION

Accidents de vacances : 5 500 morts par an

Si l'on se fonde sur les statistiques des années passées quelque 5 500 personnes trouveront la mort au cours des vacances d'été 1978 et des milliers d'autres seront plus ou moins grièvement blessées.

Ce chiffre, précise le Centre de documentation et d'information de l'assurance (C.D.I.A.) comprend 3 000 tués sur les routes et 2 500 victimes d'accidents divers, noyades notamment. L'étude des statistiques montre que 90 % de ces accidents divers pourraient être évités si les estivants se montraient plus prudents.

Près de la moitié des Français passent leurs vacances au bord de la mer. Tous les ans, au cours des seuls mois de juillet et d'août, on compte 600 noyades. Ce sont les hommes qui paient le tribut le plus important à la mer : 65 % des noyés. La plaisance, sport pourtant peu dangereux, « fait » 30 morts par an pour un million et demi d'adeptes et 400 000 bateaux.

Les alpinistes amateurs (5 mil*lions en moyenne chaque été*) font souvent preuve d'imprudence. Beaucoup d'entre eux, inexpérimentés, se prennent pour des montagnards confirmés et agissent à l'inverse de ces derniers : insoucieux des conditions météorologiques comme de leur équipement, ils se lancent sur des itinéraires qu'ils maîtrisent mal, « dévissent » ou se perdent en altitude... C'est ainsi que, de juin à septembre, les sauveteurs risquent leur propre vie en intervenant 7 000 fois pour délivrer des néophytes imprévoyants. Et malgré les opérations de secours, la montagne a fait 76 morts et 382 blessés durant l'été 1976, dernière statistique connue.

FORTE AUGMENTATION DU NOMBRE DES ACCIDENTS DE LA ROUTE EN JUIN

Durant le premier semestre de 1978 — et par rapport à la période correspondante de l'année précédente — le volume de la circulation automobile a augmenté de 6 %, le nombre des accidents de la route a diminué de 1,7 %, celui des tués de 2,4 %, celui des blessés de 1,6 %.

Le comité interministériel de la sécurité routière, qui donne ces chiffres, note toutefois une « détérioration » de la situation au cours du mois de juin 1978, durant lequel (par rapport à juin 1977) le nombre des accidents a augmenté de 4,1 %, celui des tués de 9,5 %, celui des blessés de 3,4 %. Seul commentaire officiel : « *Le mois de juin a toujours été un mois* « *lourd* » *pour les accidents de la route.* »

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

CHANGEMENT D'ALLURE SUR LA COTE DU LANGUEDOC

Port-Barcarès redresse ses finances et réduit ses ambitions

Le plan de redressement de la Société d'économie mixte d'aménagement du département des Pyrénées-Orientales (SEMETA) chargée notamment de l'équipement de Port-Barcarès, récemment mis au point par les pouvoirs publics et la société ainsi que le remplacement, le 10 août, de son président M. Gaston Pams (M.R.G.), conseiller général, sénateur, maire d'Argelès-sur-Mer, par M. Albert Got (P.S.), maire du Barcarès, *mettront-ils fin aux difficultés* endémiques que la société d'économie mixte rencontre depuis sa création en 1963 ?

De notre envoyée spéciale

Perpignan. — Le Barcarès : un bourg de mille cinq cents *habitants, des maisons ocres, coiffées* de tuiles rondes, des lauriers roses le long des rues, une mairie minuscule cachée derrière un drapeau tricolore. Port-Barcarès : sa « succursale » touristique ; plus de vingt-cinq mille estivants installés un peu plus au nord, à quelques centaines de mètres de là, dans des immeubles ou des pavillons qui voisinent avec des grues.

L'aventure du Barcarès a commencé en 1963. Le gouvernement et les municipalités du littoral languedocien décidaient alors d'un commun accord d'assainir et d'aménager la côte pour en faire un grand centre touristique retenant les visiteurs européens en *route pour* l'Espagne. L'Etat crée la mission interministérielle d'aménagement du Languedoc-Roussillon, et chaque département une société d'économie mixte. Des stations nouvelles sortent de terre, comme la Grande-Motte ou le Cap-d'Agde dans l'Hérault, Port-Leucate dans l'Aude et dans les Pyrénées-Orientales, Port-Barcarès. Mais alors que les pyramides de la Grande-Motte s'élevaient sans rencontrer d'autres difficultés que des contestations architecturales et qu'au Cap-d'Agde le parti adopté rencontrait un certain succès, Port-Barcarès se heurtait à d'incessantes difficultés.

La SEMETA, constituée en 1963 *avec un capital* de 300 000 F auquel participaient notamment le département (pour 41 %), des établissements bancaires (pour 20 %), la ville de Perpignan (pour 17 %), a en effet dû assumer de très importants investissements pour équiper les 450 hectares de la station. Elle a dû acheter, draguer et stabiliser les sols marécageux coincés entre la mer et l'étang de Salses, reboiser cette étendue désertique, viabiliser et desservir les terrains, tout cela à l'aide de prêts garantis par l'Etat, pour 60 %, et le département, pour 40 %. Mais en dépit d'un effort publicitaire qui lui sera plus tard reproché par la Cour des comptes et du centre d'attraction que devait constituer le *Lydia*, paquebot ensablé dans la station où se sont installés casino et restaurants, Port-Barcarès n'a jamais vraiment « décollé ». Alors que plus de vingt-quatre mille logements devaient y être mis en vente entre 1966 et 1981, le rythme de construction n'était que de cent quarante-huit unités en 1968, de cinq cent quarante logements en 1972, et il a depuis diminué.

Port-Barcarès, la mal-aimée des stations languedociennes, a cherché les causes de ses malheurs. Tout d'abord, ce n'est qu'au début de l'été 1973 que l'autoroute fut ouverte sur cette partie de la *côte*. D'autre part, si le cap d'Agde attire les habitants de Béziers et de Sète, la Grande-Motte ceux de Montpellier et de Nîmes, la station ne dispose d'aucun arrière pays. Enfin, en dépit des efforts de la SEMETA, qui a planté des dizaines d'hectares d'arbres, Port-Barcarès conserve un aspect désertique.

A tout cela, il faut ajouter les erreurs de tir de la société. Son ambition tout d'abord. Le programme initial fut révisé en hausse et passa de 45 000 lits à 57 000 lits à construire en quinze ans. La société avait viabilisé les terrains situés sur sa façade maritime alors que les promoteurs se sont tout d'abord intéressés aux abords de l'étang. De nouveaux et lourds investissements furent donc nécessaires.

Un pari impossible

Mais, *surtout*, les responsables de la société firent un pari impossible : financer avec des prêts sur six ans un programme de logements qui devait s'étaler sur quinze ans, en misant sur un marché aussi aléatoire que celui des résidences secondaires.

En 1971, on constatait déjà un déficit de 19 millions de francs. De nouvelles études financières furent faites, qui fixèrent de nouveaux rythmes de croissance. *L'Etat* versa *alors à la société* 18 millions de francs au titre de subventions diverses. Peine perdue : en 1973, la Cour des comptes constatait un déséquilibre de trésorerie de 61 millions 309 000 F et mettait en cause notamment les dépenses d'infrastructure engagées simultanément dans plusieurs zones, les excès publicitaires de la SEMETA et soulignait un certain « laxisme » dans la gestion de la société.

En 1974, *un premier* plan de redressement est adopté. L'Etat alloue de nouvelles subventions à la société. Le département consent 10 millions de francs d'avance remboursable à la SEMETA. Enfin, les pouvoirs publics prévoient le rachat des terrains pour un montant de 12 millions de francs. Rien n'y fait et en 1978, une véritable intervention chirurgicale s'impose. C'est ainsi qu'au mois de juillet un nouveau et draconien plan de redressement est accepté par toutes les parties intéressées : l'Etat et le conseil général apurent la dette de la SEMETA en rachetant 80 hectares de terrains, en partie aménagés, pour la somme de 60 millions de francs, correspondant à la dette de la société. Le conseil général se *dégage définitivement* de l'opération et la ville du Barcarès devient majoritaire au sein de la société d'économie mixte par l'intermédiaire d'une de ses filiales. Conséquence de ces décisions : la démission de M. Pams : « *J'étais à la SEMETA en tant que représentant du conseil général,* déclare le maire d'Argelès-sur-Mer. *Dans la mesure où celui-ci est remplacé par la commune, il est logique que j'abandonne mes fonctions.* »

La SEMETA est-elle au bout de ses peines ? Chacun ici l'espère, en jurant toutefois de ne pas répéter ou laisse se répéter les erreurs du passé. « *Nous allons gérer la SEMETRA comme nous gérons la commune, c'est-à-dire de façon moins ambitieuse que par le passé,* affirme M. Got, nouveau président de la société. *Nous aménagerons la station progressivement, par tranches et selon nos moyens.* » Du côté de la mission interministérielle, on se montre optimiste. « *Les difficultés de cette opération, de même que celle qui la jouxte, Port-Leucate, provenaient en partie de l'absence d'image de marque qui les a caractérisées au départ,* affirme M. Pierre Racine, président de la mission. *Les autres stations de la côte se sont en effet développées autour d'un port préexistant alors qu'il n'y avait que des marécages entre Barcarès et Leucate.* »

« *Désormais,* déclare M. Racine, *la situation est assainie puisque la SEMETA pourra se consacrer à la promotion de la station sans avoir l'obsession de cette énorme dette. D'autre part, la présence de la Caisse des dépôts et le contrôle rigoureux qu'elle va assurer sur la gestion de la société nous fournissent toutes les garanties pour l'avenir* ».

Port-Barcarès c'est, aujourd'hui, quatre mille logements disséminés sur un terrain de 450 hectares, traversés par une voie rapide. Afin de mettre tous les atouts dans leur jeu la SEMETA et la Mission ont nommé un nouvel architecte qui a modifié le premier plan masse de la station : les quartiers seront « personnalisés », les voies de circulation aménagées entre eux, la voie rapide sera coupée de carrefours, l'architecture sera plus « méditerranéenne », les immeubles plus bas ; enfin, les plantations seront multipliées.

La SEMETA n'a plus de dettes et au cours des toutes prochaines années, aucun investissement important ne l'attend. Mais le temps des grandes ambitions... garanties financièrement par l'Etat est bien passé. Pourtant le préfet des Pyrénées-Orientales a récemment souligné, dans un rapport, que 127 millions de francs d'investissements nouveaux seront nécessaires afin de terminer la station. La prochaine échéance se situe donc en 1981, lorsque la concession de la S.E.M.E.T.A. expirera.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

ENVIRONNEMENT

DANS LES PYRÉNÉES

Pas de route vers le Néouvielle

De notre correspondant

Tarbes. — La décision prise le 8 août par le préfet des Hautes-Pyrénées de procéder, à partir du 14 août, à une enquête administrative au *sujet du projet* de classement « parmi les sites » du lac de l'Oule et de ses abords, situés sur le territoire des communes d'Aragnouet, Bagnères, Saint-Lary-Soulan et Vielle-Aure, est venu conforter le Club alpin français, la Fédération française de la montagne et les associations de protection de la nature du Sud-Ouest dans leur campagne en faveur de la protection définitive de la réserve naturelle du Néouvielle.

C'est ce qu'a déclaré, le mardi 15 août, le porte-parole du Club alpin français, M. André Atcelecou, vice-président de la commission Montagne de cet organisme et maître-assistant à l'université de Bordeaux, à l'occasion du rassemblement d'information organisé dans la réserve du Néouvielle.

Ce rassemblement avait mobilisé les responsables des sections du Club alpin de Bordeaux, de Pau, d'Oloron, de Tarbes, de Bagnères, des SEPANSO (Société d'études pour l'aménagement de la nature du Sud-Ouest) des Pyrénées-Atlantiques et des Hautes-Pyrénées, les animateurs de l'Association d'écologie de Toulouse et de l'Association de défense « Saint-Lary demain ».

Plus de vingt mille tracts ont été distribués aux conducteurs et aux passagers des automobiles et des autocars qui empruntaient la route de 8 kilomètres conduisant au cœur de la réserve : cette route est contestée par le C.A.F. et la F.F.M. en raison des dommages qu'elle a causés à une faune et à une flore exceptionnellement riches (*le Monde* du 29 avril 1978).

Sollicités par les manifestants, plusieurs centaines d'automobilistes ont apposé leur signature au bas de la pétition demandant la destruction de cette route.

● *Lyon : pour les énergies douces.* — La semaine pour « la promotion des énergies de substitution au nucléaire » aura lieu à Lyon, non du 23 au 30 octobre comme nous l'avions indiqué, mais du 9 au 15 octobre. Elle est due à l'initiative de la coordination des comités Malville et réalisée par le comité Malville de Lyon. Cette semaine sera close par une journée d'action régionale.

● *Les conséquences de la marée noire.* — A *la suite* de l'échouage de l'*Amoco-Cadiz* le Centre national d'exploitation des océans (CNEXO) a lancé un programme d'étude des conséquences écologiques de la marée noire. Ce programme s'étendra sur trois ans et coûtera environ 30 millions de francs. Il aura trois objectifs : dresser le bilan de la pollution ; évaluer l'effet des produits déversés (dispersants, agglomérants) sur la faune et la flore ; améliorer les connaissances *sur l'action* toxicologique des produits pétroliers.

Telles sont les précisions fournies par le ministre de l'environnement et du cadre de vie en réponse à une question de M. Louis Le Pensec, député du Finistère (*Journal officiel* du 12 août).

Le ministre précise également que, en dix ans, le CNEXO a dépensé 22,5 millions de francs à des recherches sur la pollution par les hydrocarbures.

DOUAI LIBÈRE SA PLACE D'ARMES

(De notre correspondant.)

Lille. — Douai transforme complètement sa place d'armes, au cœur de la ville. Cette place, qui fut en grande partie détruite lors de la guerre 1914-1918 et reconstruite avec plus ou moins *de bonheur,* n'en garde pas moins quelques joyaux, comme son beffroi du 14e siècle, qui abrite le plus beau carillon des Flandres.

Un nouveau plan de circulation, mais surtout le contrat de ville moyenne signé par la municipalité que dirige M. Charles Fenain (socialiste autonome), est à l'origine du grand chantier qui s'est ouvert il y a quelques semaines. La place (5 000 mètres carrés) sera revêtue d'un nouveau dallage, le parking sera supprimé, une fontaine sera édifiée (pour laquelle un concours est lancé) et une soixantaine de tilleuls de vingt ans d'âge seront plantés dans quelques mois. La place d'armes sera, quasiment dans sa totalité, réservée aux piétons.

D'autres travaux sont entrepris en même temps sur les quais de la Scarpe. Le contrat *de ville moyenne,* signé à la fin de 1977, porte sur 21 millions de francs, avec une participation de 7 millions de l'Etat et la garantie pour un emprunt de 14 millions de francs.

GEORGES SUEUR.

Le Monde

économie

ÉNERGIE

Pour la troisième fois depuis janvier

Le prix du fuel lourd va baisser de près de 6 %

La Compagnie française de raffinage (C.F.R.) vient de publier un nouveau barème des prix du fuel lourd qui tient compte des cours très déprimés sur le marché international et de la baisse relative du prix du brut en francs, due à l'affaiblissement du dollar. Rappelons que les prix du fuel lourd comme ceux du naphta ont été libérés au mois de juillet. Ils avaient déjà été libérés le 17 mai 1976 avant d'être rebloqués le 15 septembre de la même année, dans le cadre du plan Barre, puis de faire l'objet, en mars 1977, d'un *« engagement de modération »* de la profession pétrolière.

Le nouveau barème fait apparaître une baisse du fuel lourd n° 2 ordinaire de 25 F par tonne hors T.V.A. (6 %), à 387 F contre 412 F la tonne au cours précédent. *Ce barème avait déjà fait l'objet* d'une baisse le 1er mai. Les autres compagnies pétrolières opérant en France devraient suivre la C.F.R. dans les jours qui viennent. Le nouveau barème, applicable le 1er septembre, limitera peut-être la guerre des rabais que se livrent à nouveau les compagnies pétrolières, depuis que la cotation européenne (Rotterdam) est inférieure à la cotation française.

La faiblesse *du dollar pourrait* aussi entraîner une nouvelle baisse des prix de reprise en raffinerie payés aux compagnies sur les carburants et le fuel domestique, particulièrement si le comité interministériel qui doit être consacré à la politique pétrolière française le 23 août ne parvient pas à prendre de décision. Mais cette nouvelle baisse *du prix de* reprise (la troisième en 1978), de 1 ou 2 centimes par litre, n'a que peu de chances de bénéficier aux consommateurs. La tendance officielle est en effet à dissuader les acheteurs, notamment par les prix, de consommer des produits pétroliers ; en outre, en cette période de préparation budgétaire, toute recette supplémentaire est bienvenue au ministère des finances. M. Marchais qui réclamait le 6 août une baisse des prix de l'essence pour compenser les profits supplémentaires procurés aux compagnies par la faiblesse du dollar ne sera donc que partiellement écouté.

MARCHÉ COMMUN

LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE ET SON ÉLARGISSEMENT

« L'Humanité » polémique avec M. Jean-Pierre Cot (P.S.)

L'Humanité du 17 août répond à un article de M. Jean-Pierre Cot, membre du bureau exécutif du P.S., paru la veille dans *le Matin* sous le titre *« Oui à l'Europe du Sud »*.

M. Cot écrivait du P.C.F. : *« Il craint sans doute davantage l'eurocommunisme que la social-démocratie. Dans l'ordre interne, Georges Marchais a préféré Raymond Barre à l'union de la gauche ; dans l'ordre international, il préfère Helmut Schmidt à Berlinguer ou Carrillo. Il y a là une logique qu'il faut reconnaître. »*

M. Cot ajoutait : *« La chance du socialisme français passe par l'Europe du Sud. C'est sur les rives de la Méditerranée que nous retrouvons une tradition politique semblable, une semblable conception de la rupture avec le capitalisme et de la construction du socialisme. En renforçant nos liens avec nos camarades socialistes de l'Europe du Sud, en jetant des passerelles en direction de l'eurocommunisme, nous pouvons créer une nouvelle dynamique politique au moment même où l'union de la gauche s'enlise dans notre pays. »*

Mme Francette Lazard répond dans *l'Humanité* : *« Est-ce vraiment faire preuve d'un esprit étroitement partisan que de noter que ce n'est pas le P.C.F., mais bien le P.S. qui, non seulement entretient des liens étroits avec la social-démocratie au pouvoir en Allemagne fédérale, mais s'accorde avec elle sur un projet politique commun ?*

» Jean-Pierre Cot s'est sans doute cru habile. Le dérisoire excès de son propos a seulement l'involontaire mérite de mettre en évidence l'inanité des arguments dont dispose le P.S. pour tenter de faire croire que ce sont les communistes qui porteraient la responsabilité de la désunion de la gauche !

» Jean-Pierre Cot a d'ailleurs bien du mal à se démarquer des positions de Giscard sur l'Europe. Les initiatives de ce dernier valaient tout juste, selon lui, un « rappel à l'ordre » sur la forme. Il ne met pas le fond un instant en cause. »

● *Le MODEF demande un débat au Parlement sur l'ensemble de la politique agricole.* — Quelques jours après avoir mis en garde les exploitants familiaux espagnols, grecs et portugais contre le Marché commun, le Mouvement de défense des exploitations familiales demande que soit instauré, dans les tous premiers jours de la prochaine session, et même au cours d'une session extraordinaire, un débat suivi d'un vote sur la politique agricole, *« surtout si des mesures du type de celles prévues pour l'élevage devaient être mises en application avant la rentrée »*. Une circulaire prévoit, en effet, la suppression de subventions pour les bâtiments d'élevage, la diminution des crédits destinés aux conventions laitières régionales et la diminution de la durée des prêts spéciaux élevages pour certains éleveurs.

CORRESPONDANCE

UNE LETTRE DE M. RENÉ MASSIGLI

M. René Massigli, ancien secrétaire général du Quai d'Orsay, nous écrit :

A la fin de l'article qu'il a consacré à ma « Comédie des erreurs », *(le Monde* du 15 août) Maurice Delarue m'adresse un reproche que je ne crois pas mériter.

A l'en croire, j'aurais prêté à Jean Monnet le dessein d'un rapprochement franco-allemand contre l'Angleterre, alors qu'il désirait ardemment l'entrée de l'Angleterre dans la Communauté à Six.

Je n'ai ni pensée ni écrit rien *de tel. Au contraire*, j'ai, en maints passages de mon chapitre cinq, écrit que Monnet (ne parlons pas de certains de ses collaborateurs) souhaitait la participation anglaise.

Mais il ne la souhaitait qu'à ses conditions. Se rendant compte que ces conditions étaient inacceptables pour un gouvernement britannique quel qu'il fût, il préférait que la Grande-Bretagne fût absente de la négociation, d'où devait naître la C.E.C.A. et qu'elle fût placée devant un fait accompli, comptant sur la pression de Washington et, à un moindre degré, sur celle de Paris, pour amener Londres à se rallier à son système.

C'est cette stratégie que j'ai déplorée et que je considère comme responsable, pour une bonne part, du divorce franco-anglais qui a suivi.

Nous avons, en effet, proposé une conférence, étant entendu que l'entrée en négociation impliquerait, de la part des divers gouvernements, engagement d'accepter les principes généraux énoncés dans la proposition initiale. Or, ces principes en termes très vagues, n'avaient fait l'objet entre les Six ou Sept d'aucune discussion préliminaire.

Les traditions du Parlement de Westminster, aussi bien que l'importance dans l'économie britannique de l'industrie charbonnière, interdisaient au gouvernement de Londres d'aller à une conférence dans de telles conditions : il s'abstint donc...

Or la conférence était à peine ouverte que, devant les exigences néerlandaises, la délégation française devait accepter que, contrairement à notre plan, le traité à négocier ne se bornât pas à créer la Haute Autorité toute puissante dont rêvait l'autocratisme technocratique de Jean Monnet : ce serait le traité lui-même qui *déterminerait en détail les attributions et les pouvoirs de cette* Autorité et les règles qu'elle devrait suivre.

Moins de quinze jours plus tard, le gouvernement français était amené *à* modifier sur un point capital notre schéma initial ; il devait proposer, en effet, la création d'un conseil des ministres des Six, exerçant sur l'Autorité une tutelle qui serait en fait un contrôle ; ce conseil prendrait ses décisions à la majorité des deux tiers, ou dans certain cas à l'unanimité, ce qui équivalait à reconnaître en fait à chacun des Six un droit de veto. A ce point, que reste-t-il du caractère supranational de l'Autorité, si bruyamment proclamé *quelques semaines* plus tôt ? En vérité, il y a très loin de notre projet initial au traité qui fut signé le 18 avril 1951.

C'est ici que commence la responsabilité anglaise... Un gouvernement britannique, plein d'enthousiasme pour l'idée européenne, aurait pu dès ce moment *demander d'entrer* dans la Communauté, et il n'y aurait pas eu d'expert européen assez puissant pour l'en empêcher... Mais ceci est une autre histoire...

LA CRISE DU DOLLAR

Redressement du cours de la monnaie américaine

(Suite de la première page.)

A contrario, l'évolution des cours de change a permis aux pays importateurs de matières premières d'acheter à meilleur compte ces produits de base. Il faut ajouter à cela que les entreprises allemandes et japonaises — d'autres aussi, — conscientes du danger que représente à terme un dollar bon marché, ont, en s'appuyant sur leurs puissants réseaux commerciaux, amélioré leur compétitivité et consenti souvent des rabais de prix à l'exportation, ce qui, par parenthèses, a réduit leurs possibilité financière.

Impuissance ou volonté délibérée ?

En conclure que les Etats-Unis n'ont pas du tout bénéficié de la baisse de leur monnaie serait, cependant, aller trop vite. La dépréciation *de la devise américaine explique en* partie, c'est certain, la croissance relativement élevée (6 % l'an) que connaissent actuellement les Etats-Unis et la diminution du chômage que l'on y constate depuis plusieurs mois, alors que, à l'inverse, l'activité stagne en Europe et que le nombre des sans-emplois ne cesse d'y augmenter. Manifestement, les Américains ont déjà touché les premiers dividendes de la baisse du dollar. Ils ont tout lieu, compte tenu du rôle que joue leur devise et de leur poids économique et industriel, d'en espérer d'autres : les précédents historiques sont là pour assurer qu'un dollar bon marché favorise tôt ou tard les exportations américaines et rééquilibre la balance commerciale des Etats-Unis.

Il va de soi que cette situation inquiète fort leurs partenaires. La manifestation la plus spectaculaire de cette inquiétude a eu lieu il y a quelques semaines, à Brême, où l'on a vu se dessiner les prémices d'une coopération franco-allemande en vue de constituer, en Europe, une zone de stabilité monétaire. L'heure n'est plus au « chacun pour soi », tant il est vrai que bon nombre de pays sont menacés d'une déflation qui ne pourrait qu'accentuer le marasme actuel, comme l'a rappelé récemment dans ces colonnes Paul Fabra (*le Monde* du 10 août).

Dans ce domaine, la bonne volonté — ou la volonté tout court — ne saurait suffire. Tout est affaire de moyens. Les partenaires des Etats-Unis sont-ils en mesure de s'opposer efficacement à la baisse du dollar ? L'expérience amène à répondre non. Les barrières dressées périodiquement par la Suisse pour freiner les entrées de capitaux ont fait la preuve de leur inefficacité. Il en est de même des interventions concertées ou non des banques centrales sur le marché. Manifestement, les clés de la tenue du dollar sont dans les mains des Etats-Unis eux-mêmes.

Comme l'explique un cambiste : *« Tant que les opérateurs ne seront pas convaincus que les Américains ont le désir ou les moyens de s'opposer à la baisse de leur monnaie, le dollar brûlera les doigts. »* C'est parler d'or. Et les opérateurs n'ont pas cette conviction. On les comprend.

Car l'attitude des Américains face à la baisse du dollar reste ambiguë. L'homme de la rue se moque de la dévalorisation du billet vert. Lorsqu'il est agriculteur, il se préoccupe du prix du maïs. Lorsqu'il est ouvrier, il s'intéresse au chômage et à son salaire. Lorqu'il est chômeur, il surveille le prix du hamburger.

Les syndicats, groupe de pression considérable, ont une attitude différente. Soucieux de faire tourner les machines pour sauvegarder l'emploi, ils voient sans doute d'un bon œil un phénomène qui devrait faciliter les exportations. Bon nombre d'industriels rejoignent ce point de vue. Pendant des années, les firmes d'outre-Atlantique ont souhaité un dollar fort, qui leur permettrait d'acquérir à bon compte des entreprises étrangères et de s'implanter ainsi dans des pays où la main-d'œuvre était moins onéreuse qu'outre Atlantique ; depuis quelque temps, leur stratégie semble s'être modifiée : sous la pression des événements — augmentation des coûts en Europe notamment — et d'une opinion publique qui comprenait mal que l'on puisse continuer d'investir à l'étranger, alors que la situation intérieure était difficile, bon nombre d'entreprises américaines ont amorcé un lent mouvement de repli sur leur base. Elles n'ont pas renoncé pour autant à la conquête du marché mondial ; tout simplement elles estiment que ce combat doit être mené maintenant à partir des Etats-Unis. Un dollar faible est, à cet égard, une arme redoutable...

Le « cas Carter »

Quant à l'administration, le moins que l'on puisse dire est qu'elle a flotté. Tous les cambistes du monde ont encore en mémoire certaines déclarations du secrétaire américain au Trésor, M. Blumenthal, qui ont provoqué maintes fois des attaques contre le dollar, tant elles étaient maladroites ou volontairement ambigués... Les hésitations de M. Carter, et les difficultés que lui font les parlementaires américains n'ont rien arrangé. Les choses vont-elles changer ? Le président des Etats-Unis s'est publiquement inquiété, mercredi après-midi, de la baisse du dollar en constatant que ce recul *« et les conditions désordonnées du marché, alors que la position commerciale des Etats-Unis donne des signes réels d'amélioration, peuvent menacer les progrès vers la maîtrise de l'inflation et une croissance économique ordonnée aux Etats-Unis et dans les autres pays »*.

Il a en conséquence demandé à MM. Blumenthal, secrétaire au Trésor, et Miller, président de la Réserve fédérale, d'*« envisager les mesures appropriées... et de lui faire connaître les mesures qu'ils lui conseillent de prendre pour faire face à la situation »*.

Les marchés des changes, après un instant d'hésitation symptomatique, ont finalement bien accueilli les propos présidentiels. Le dollar s'est redressé sur toutes les places et parfois vigoureusement. Est-ce l'annonce d'un mouvement plus ample ? *On ne saurait exclure*, compte tenu des bas niveaux auxquels étaient tombés les cours de la devise américaine ces derniers jours, et de la tension des taux d'intérêt constatée Outre-Atlantique, qu'une reprise technique se développe ces prochains jours. De là à parler de retournement de tendance durable sur *le dollar, il y a un pas qu'il serait* bien hasardeux de franchir. Trop d'incertitudes pèsent encore sur les mesures que pourraient prendre les Etats-Unis et plus encore sur les moyens dont dispose l'administration pour les mettre en œuvre.

PHILIPPE LABARDE.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —	
$ E.-U. ...	4,2990	4,3110	— 45	— 15	— 95	— 55	— 235	— 165
$ can.	3,7740	3,7860	— 65	— 20	— 120	— 70	— 270	— 195
Yen (100).	2,2985	2,3185	+ 90	+ 140	+ 190	+ 245	+ 565	+ 655
D.M.	2,1880	2,1965	+ 65	+ 95	+ 145	+ 185	+ 455	+ 515
Florin ...	2,0105	2,0195	+ 25	+ 55	+ 45	+ 75	+ 100	+ 155
F. B. (100)	13,8255	13,8730	— 350	— 165	— 390	— 155	— 735	— 285
F. S.	2,6615	2,6865	+ 150	+ 185	+ 280	+ 325	+ 875	+ 960
L. (1 000).	5,1713	5,1896	— 340	— 275	— 665	— 565	—1725	—1535
£	8,4035	8,4375	— 315	— 240	— 600	— 505	—1450	—1295

TAUX DES EURO-MONNAIES

D.M.	2 11/16	3 1/16	2 7/8	3 3/16	3 1/16	3 7/16	3 7/16	3 13/16
$ E.-U. ...	2 7/8	3 1/4	8 1/8	8 1/2	8 3/8	8 3/4	8 13/16	9 3/16
Florin	4 7/8	5 3/8	5 1/2	5 11/16	5 5/8	6 1/16	6 1/2	6 7/8
F. B. (100)	7 3/4	10 1/4	8	9	8	9	8	9
F. S.	0	3/8	0	5/16	0	3/8	11/16	1 1/16
L. (1 000).	9 3/4	13 1/4	13 1/8	14	13 3/8	14 1/4	13 7/8	14 5/8
£	9 1/4	10 3/4	10 3/4	11 3/4	11 1/8	11 7/8	11 5/16	12 1/16
Fr. franç..	7 13/16	8 3/16	8 1/8	8 5/8	8 7/8	9 3/8	9 9/16	10 1/16

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

LA BAISSE DU DOLLAR FAVORISE LE TOURISME AUX ETATS-UNIS

New-York (*A.F.P.*). — La baisse du dollar sur les marchés des changes a des conséquences très favorables pour le tourisme étranger aux Etats-Unis. Selon les dernières prévisions, ceux-ci auront reçu 5,1 millions de visiteurs étrangers en 1978, soit 13,4 % de plus que l'année précédente.

« Nous sommes réellement devenus compétitifs pour ce qui concerne nos prix », estime un responsable des services de tourisme qui souligne aussi la baisse généralisée des tarifs aériens sur l'Atlantique nord.

Les Japonais sont les plus nombreux à se rendre aux Etats-Unis (le yen s'est en effet beaucoup renforcé face au dollar). On en compte sept cent cinquante mille cette année. *Ils sont suivis* par les Britanniques (cinq cent mille visiteurs) et les Allemands de l'Ouest (quatre cent mille).

La balance touristique américaine reste cependant largement déficitaire — 3 milliards de dollars par an — et les spécialistes estiment que cette tendance ne se renversera que progressivement.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● *Un accord entre Simca, d'une part, et la compagnie Saab-Valmet, d'autre part*, a été signé le 15 août pour l'assemblage en Finlande de modèles Simca. La production commencera en mars 1979 à un rythme annuel n'excédant pas trois mille véhicules. Saab-Valmet est une filiale à parts *égales* de la *compagnie* suédoise Saab et de la société nationalisée finlandaise Valmet.

Sur le marché britannique, le nouveau groupe contrôlera 11,2 %, ce qui le place au troisième rang des principaux fournisseurs, derrière British Leyland (23,8 % du marché) et Ford (23,1 %).

Etranger

CANADA

● *L'indice des prix* à la consommation au Canada a augmenté de 1,5 % en juillet (9,8 % en un an), enregistrant sa plus forte hausse depuis trois ans. La forte poussée du prix des aliments (+ 4 %) est le principal responsable de ce mouvement. — (*A.F.P.*)

ETATS-UNIS

● *La production industrielle* des Etats-Unis a progressé de 0,5 % en juillet, soit au même rythme qu'en juin et en mai, annonce le conseil de la réserve *fédérale. Au cours du trimestre* mai-juin-juillet, la hausse a atteint le rythme annuel de 6 %. Ce taux est l'un des plus élevés des pays industrialisés mais l'administration américaine s'attend à un ralentissement durant les prochains mois.

● *I.B.M. gagne un procès contre la compagnie Memorex.* — Un juge fédéral de San-Francisco a rejeté le 11 août la plainte pour violation de la loi antitrusts introduite contre I.B.M. par la compagnie américaine d'informatique Memorex. Celle-ci accusait le numéro un mondial de l'informatique de pratiquer le dumping dans ses locations d'ordinateurs, ainsi que sur les terminaux et équipements périphériques. Memorex, qui réclamait 306,5 millions de dollars de dommages et intérêts, a l'intention de faire appel de la décision.

R. F. A.

● *La compagnie pétrolière VEBA* est la plus importante firme fédérale, avec un chiffre d'affaires de 37,38 milliards de deutschemarks en 1977. Selon la maison d'édition Luchterhand, qui publie une liste des *« cinq cents premières entreprises »* de R.F.A., VEBA est suivie par le *constructeur automobile Daimler*-Benz (25,8 milliards de DM) et par Siemens (construction électrique), qui a enregistré en 1977 un chiffre d'affaires record de 25,2 milliards de DM. Viennent ensuite : Volkswagen (automobile), 24,1 milliards de DM ; Hoechst (chimie), 23,3 milliards de DM ; BASF (chimie), 23,2 milliards de DM ; Bayer (chimie), 21,4 milliards de DM ; Thyssen A.G. (sidérurgie), 21 milliards de DM ; A.E.G.-Telefunken (électrotechnique), 14,2 milliards de DM.

SOCIAL

Les centrales ouvrières doutent de l'utilité de la commission sur les immigrés

Invités à faire partie de la « commission Delmon » — chargée de préparer une réforme du système d'accueil dans l'ensemble des foyers d'immigrés — les dirigeants des trois centrales syndicales ouvrières ont adressé une lettre commune ces derniers jours à M. Lionel Stoléru, secrétaire d'État auprès du ministre du travail et de la participation. MM. René Lomet (C.G.T.), Hubert Lesire-Ogrel (C.F.D.T.) et Willy Gitler (F.O.) réclament, en effet, des éclaircissements sur leur rôle au sein de cet organisme, présidé par M. Pierre Delmon, membre du Conseil économique et social, qu'ils considèrent comme « sans pouvoirs » pour régler des problèmes qui, pour une bonne part, sont de la compétence de la Sonacotra.

D'autre part, ils souhaitent connaître le déroulement prévu des travaux de cette commission, qui doivent s'échelonner jusqu'au 1er juillet 1979. Enfin, les trois dirigeants syndicaux soulignent les problèmes posés notamment par l'aide transitoire au logement, qui ne concernerait, selon eux, que 10 % des cent soixante mille résidents.

● *Les procès de la Sonacotra.* — L'union C.F.D.T. du Val-de-Marne a lancé un appel à une manifestation l'après-midi du jeudi 17 août devant le palais de justice de Créteil à l'occasion du procès intenté à des résidents d'un foyer Sonacotra observant la grève des loyers.

A Bordeaux

FERMETURE PARTIELLE DE BEGHIN-SAY

(De notre correspondant.)

Bordeaux. — A la suite de la défection de ses deux principaux clients — *l'Algérie et la Mauritanie* — la raffinerie Beghin-Say de Bordeaux a décidé de fermer son unité de fabrication de pains de sucre. Selon la direction, la commercialisation de ce secteur avait été florissante jusqu'en 1977. Le stock s'est anormalement gonflé pour atteindre 9 000 tonnes en juillet 1978, sans *qu'on puisse espérer en vendre plus* d'un tiers d'ici à la fin de l'année.

Cette mesure va entraîner le licenciement de quatre-vingt-douze personnes. Elle a été annoncée ce jeudi 17 août au personnel, au cours d'une séance exceptionnelle du comité d'établissement.

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont décidé d'organiser, le jour même, une manifestation.

Les suites de l'accord Peugeot-Citroën - Chrysler

Après le P.C., le P.S. entend porter le débat devant l'Assemblée nationale

M. Jean Poperen, secrétaire national du parti socialiste, marque, dans un communiqué publié le 16 août, que le groupe socialiste portera le débat sur la fusion Peugeot-Citroën-Chrysler Europe dès la rentrée parlementaire.

Dès maintenant M. Poperen, en sa qualité de député du Rhône, a adressé deux questions écrites au ministre de l'industrie.

D'une part « *pour savoir quelles dispositions ont été prises pour que les organisations syndicales des travailleurs concernés soient informés du contenu de l'accord, et pour que soient garantis les intérêts et les droits du personnel, en particulier sur l'emploi* ».

D'autre part, il lui demande « *dans quelles conditions il envisage d'informer le Parlement sur l'accord intervenu et, en particulier, de lui préciser quelle sera la part réelle des intérêts américains dans le groupe fusionné* ».

De leur côté, les syndicats continuent de réagir.

La Fédération de la métallurgie C.G.T., à la suite de l'acquisition par Peugeot-Citroën des filiales européennes de Chrysler, va réunir prochainement les syndicats du nouveau groupe, et intervenir auprès des ministères du travail et de l'industrie.

Les « *métallos* » C.G.T. sont également prêts « *à participer à toute réunion de caractère international* », et, « *dans le même sens, des contacts sont pris avec les syndicats de Grande-Bretagne et d'Espagne* ».

La Confédération des syndicats libres (C.S.L., ex-C.F.T.) a demandé une rencontre aux syndicats anglais et espagnols de Chrysler « *avec qui elle est appelée à entretenir d'étroites liaisons si l'accord* (avec Peugeot-Citroën) *est définitivement conclu* ».

En Grande-Bretagne enfin, où il se confirme que le gouvernement britannique demandera au gouvernement français de cesser de s'opposer au rachat de la firme d'équipement automobile D.B.A. par le groupe anglais Lucas, le syndicat des transports — le plus important des syndicats britanniques — demande que la firme nationalisée British Leyland lance une O.P.A. sur les filiales britanniques, françaises (Simca) et espagnoles de la compagnie américaine.

Le groupe américain Chrysler a déjà fait savoir qu'il ne répondrait pas favorablement à une telle offre.

AFFAIRES

Selon l'INSEE

L'ACTIVITÉ DES ENTREPRISES DE BATIMENT S'EST AMÉLIORÉE AU PREMIER SEMESTRE

La conjoncture des entreprises de bâtiment, telle qu'elle apparaît dans l'enquête trimestrielle réalisée par l'INSEE en juillet auprès de 2 000 chefs d'entreprise, est nettement plus optimiste que celle analysée par la Fédération nationale du bâtiment en juin (*le Monde* du 10 août).

Pour l'INSEE, l'amélioration de l'activité constatée au premier trimestre s'est poursuivie au deuxième trimestre, avec un avantage relatif au profit du second œuvre et des travaux réalisés pour les entreprises. Les difficultés de trésorerie sont toujours jugées supérieures à celles des deux dernières années, mais les délais de paiement dse collectivités publiques semblent se raccourcir. Les carnets de commande s'allègent et, à l'horizon de trois mois, les entrepreneurs prévoient un ralentissement sensible de leur activité et une nouvelle réduction des effectifs, moins rapide toutefois qu'en 1977.

LONGINES RACHÈTE LA SOCIÉTÉ RICHARD

La firme horlogère suisse Longines (120 millions de francs suisses de chiffre d'affaires), filiale du puissant groupe ASUAG, vient de racheter la totalité du capital (500 000 francs suisses), de l'entreprise familiale Richard *de Morges* (canton de Vaud), spécialisée dans la vente d'articles d'horlogerie et de bijoux.

« *Cette opération,* nous a précisé M. Manfred Laumann, P.-D.G. de Longines, *est destinée à préserver les positions que nous avions acquises sur le marché de l'horlogerie.* » De fait, la collaboration de la firme de Saint-Imier avec Richard remonte à 1973. Elle avait permis à Longines de s'attaquer au marché suisse alémanique contrôlé jusqu'alors par le puissant cartel des horlogers-bijoutiers.

La société Richard possède un réseau de quatorze magasins à travers lesquels elle commercialise sous sa marque des montres fabriquées par des maisons spécialisées. La vente de bijoux représente 60 % environ de son chiffre d'affaires (12 à 15 millions de francs suisses).

La famille Richard restera toutefois propriétaire des filiales belge et hollandaise du groupe, qui ne font pas partie de la transaction.

AGRICULTURE

Une nouvelle huile de colza va être commercialisée

Le *Journal officiel* a publié le 11 août un décret ministériel qui fixe l'appellation, les normes et le contrôle de la nouvelle huile de colza. Pour être mise en vente, cette huile devra porter sur son étiquette cette appellation de « *nouvelle huile de colza* ». Le taux d'acide érucique, contrôlé par le service de la répression des fraude, n'excédera pas 5 %.

Ce décret met, en principe, un terme à la guerre du colza déclenchée en 1971 par des associations de consommateurs qui reprochaient à l'acide érucique présent en forte dose (45 à 50 %) dans le colza de provoquer des troubles cardiovasculaires. Pendant que la recherche scientifique et médicale vérifiait cette accusation, la recherche agronomique mettait au point des variétés de colza à faible teneur en acide érucique.

Les 11 et 12 avril dernier, la Commission de Bruxelles, qui avait déjà limité en juillet 1976 à 10 % le taux *maximal* d'acide érucique pour les huiles et les graisses destinées à l'alimentation humaine, organisait un symposium qui officialisait les résultats de ces travaux et concluait à l'innocuité des nouvelles variétés dont la teneur en acide érucique est pratiquement nulle. *Toutefois*, le laboratoire coopératif pour l'information, la protection et la représentation des consommateurs estime que ces recherches doivent être poursuivies, car le doute subsiste encore pour certaines expériences effectuées sur le rat blanc.

La réhabilitation du colza est importante sur le plan agricole et économique. Il s'agit en effet d'une plante à deux fins qui fournit 40 % d'huile, mais aussi 60 % de tourteaux riches en protéines utiles pour l'alimentation des animaux, notamment des ruminants. La campagne contre l'huile de colza avait provoqué une désaffection pour ce produit dont la consommation atteignit pour la France et l'Europe son niveau le plus bas en 1973-1974, au profit du soja surtout. Les surfaces mises en culture n'ont pas immédiatement suivi cette diminution, car, dès 1974, les producteurs avaient à leur disposition des variétés à faible teneur en acide érucique. De 1969 à 1974, les emblavements ont progressé de 286 000 à 330 000 hectares. Mais les piètres rendements de ces nouvelles variétés ont entraîné, en 1975, une chute (264 000 hectares) suivie d'une remontée progressive. Celle-ci a été rendue possible par l'obtention de semences dont les rendements sont égaux à ceux des variétés anciennes et ne dépassant pas 0,3 % d'acide érucique. En outre, les généticiens de la recherche agronomique pensent éliminer d'ici à trois années les substances goitrigènes du tourteau de colza qui limitent son utilisation pour l'alimentation des monogastriques, porcs et volailles.

Ils espèrent aussi obtenir d'ici à six ans, des hybrides de colza, dont le rendement atteindrait 150 % des scores actuels, l'objectif étant de rendre cette culture compétitive par rapport au soja et de réduire d'autant le déficit de notre balance commerciale agricole.

Aujourd'hui, 95 % des colzas semés en France sont des variétés à faible teneur en acide érucique. Mais en Allemagne fédérale, au Danemark et aux Pays-Bas la reconversion n'est que partielle : l'acide érucique y est recherché pour la fabrication de produits détergents biodégradables. — J.G.

UNE RÉFORME DU « SUCRAGE » DES VINS EST EN PRÉPARATION

Le ministre de l'agriculture proposera prochainement au gouvernement une réforme du régime de l'enrichissement des vins qui reprend dans ses grandes lignes les propositions du rapport de M. Murret-Labarthe, directeur de l'Office national interprofessionnel des vins de table (*le Monde* du 28 avril). Les viticulteurs pourront désormais utiliser à des conditions de prix égales soit du sucre, soit des moûts concentrés pour enrichir leur vin. Les autorisations de « sucrage » seront accordées au vu « *des résultats d'inventaires de maturité établis avec le concours des organisations professionnelles par un service officiel* ».

Pour les vins d'appellation d'origine contrôlée (A.O.C.), ces autorisations resteront soumises aux règles fixées dans les décrets de contrôle propres à chaque vin. Pour le vin de table, elles seront accordées dans le cadre de disciplines de production à déterminer et comportant notamment un rendement maximum à l'hectare.

Le projet de réforme prévoit, en outre, de renforcer le contrôle de l'ensemble des opérations d'enrichissement et de circulation des sucres.

REGROUPEMENT DANS LE ROQUEFORT

Les Fromageries Bel vont céder le contrôle du holding Société agricole de Roquefort à la Société des caves et des producteurs réunis de Roquefort, qui renforce ainsi sa position de leader sur ce marché. Le paiement de cette prise de contrôle (à hauteur de 65,7 %) sera échelonné sur vingt semaines ; les Fromageries Bel consentent à l'acquéreur une garantie de passif de la Société agricole de Roquefort, incluant notamment tout le passif fiscal dont la cause serait antérieure à la transaction.

Le dégagement de Bel dans le fromage de Roquefort s'explique par la stagnation de ce marché et surtout les mauvais résultats enregistrés depuis quatre ans par la Société Roquefort-Maria-Grimal, filiale et principale participation de la holding Société agricole de Roquefort. La Société Roquefort-Maria-Grimal, née de la fusion en 1973 de l'Agricole de Roquefort et des Etablissements Maria-Grimal, enregistrait en 1977 un déficit de 2,10 millions, avec un chiffre d'affaires de 53 millions de francs.

La Société des caves et des producteurs réunis de Roquefort, dont les actionnaires principaux sont le groupe Perrier (25,23 %) et la SICA-Société de développement agricole (26,56 %) est, sous la marque Société, le numéro un de cette spécialité. Son chiffre d'affaires s'élevait en 1977 à 215 millions de francs et sa production, en 1976, à 7 287 tonnes.

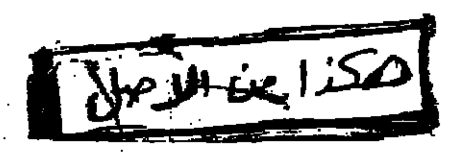
● *Les cultures de blé volontairement réduites aux Etats-Unis.* — Afin de soutenir les prix et de réduire les stocks, le gouvernement américain maintiendra en *1979 son programme de limitation* des cultures de blé. En 1978, plus des trois quarts des agriculteurs des Etats-Unis avaient accepté de laisser en jachère 20 % de leurs terres à blé. En conséquence, la récolte de blé des Etats-Unis a été ramenée de 55 millions de tonnes en 1977 à 49 millions de tonnes en 1978. Elle sera probablement du même ordre en 1979, ce qui permettra de ramener les stocks américains aux environs de 30 millions de tonnes à la fin de la saison 1979-1980.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LAFFITTE FRANCE

Nouvelle SICAV

Laffitte France, nouvelle SICAV créée par la banque Rothschild, sera ouverte au public à partir du 22 août 1978. Les souscriptions peuvent être recueillies aux guichets de la banque Rothschild, de la Discount Bank, de la banque Martin-Maurel à Marseille et par l'intermédiaire d'Investissement Rothschild, filiale de la banque Rothschild.



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

16 AOUT

Résistant

Fermées quatre jours pour les fêtes de l'Assomption, les portes de la Bourse se sont rouvertes mercredi sur un marché très « décontracté », mais non dépourvu de ressort. Malgré le ralentissement de l'activité, les actions françaises ont dans l'ensemble bien résisté aux ventes bénéficiaires, et l'indicateur instantané n'a fléchi en tout et pour tout que de 0,5 %.

Sur les cent soixante-huit valeurs à revenu variable inscrites à la cote du terme, une quarantaine ont fléchi de manière significative (1 % et plus), toutes les autres se maintenant à leurs niveaux précédents en s'élevant un peu au-dessus. Deux compartiments seulement ont éprouvé des pertes supérieures à la moyenne : le bâtiment et les pétroles.

Bref, le repli des cours, si repli il y eut, s'est effectué de façon très ordonnée, à la plus grande satisfaction des boursiers. De l'avis général, le marché continue d'effacer les effets de sa hausse récente, la purge opérant sans excès, ce qui, à une semaine seulement de la liquidation générale — gagnante présentement de 5,3 % environ — apparaît d'excellente augure à beaucoup. Cela étant, les opérateurs ne perdent pas de vue le facteur monétaire, qui, après être passé au second plan ces derniers jours, les incite quand même maintenant à user de prudence. « Mais combien de temps ? », demandait un professionnel toujours aussi optimiste et euphorique.

Sur les indications de Londres, l'or a monté à Paris dans un marché toujours aussi anémique bien que plus actif. Le lingot a progressé de 295 F à 28 995 F et le napoléon de 2,60 F à 263 F. Le volume des transactions est passé de 3,67 à 6,10 millions de francs.

Recul à peu près générale des valeurs étrangères.

LONDRES

Forte baisse des mines d'or

Le fait saillant jeudi matin à l'ouverture est la forte baisse des mines d'or en liaison avec la chute du prix du métal.

Sur le reste du marché, une tendance à la reprise se dessine et l'indice des industrielles progresse de 2,8 points à 512,8. Stabilité des Fonds d'État.

Or (ouverture) (dollars) 218 45 contre 215 75

VALEURS	CLOTURE 16-8	COURS 17 8
Beecham	705 ...	706 ...
British Petroleum	864 ...	862 ...
Courtaulds	128 ...	118 ...
De Beers	458 ...	451 ...
Imperial Chemical	408 ...	400 ...
Rio Tinto Zinc Corp.	247 ...	246 ...
Shell	570 ...	565 ...
Vickers	195 ...	190 ...
War Loan 3 1/2 %	31 5/8	31 1/2
*West Driefontein	35 1/4	34 5/8
*Western Holdings	31 ...	30 ...

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

Chiffres d'affaires pour le premier semestre 1978

PHILIPS. — Le groupe néerlandais annonce, pour le premier semestre, un bénéfice net de 311 millions de florins contre 297 millions au 30 juin 1977, pour un chiffre d'affaires de 15 221 millions de florins contre 14 290 millions. L'amélioration des résultats a été notable au cours du deuxième trimestre. Elle se reflète dans l'évolution des bénéfices après impôts, qui ont représenté 2,4 % du chiffre d'affaires contre 1,9 % durant le premier trimestre. Pour le semestre, le taux est de 2,2 % contre 2,4 % pour la période correspondante de l'année écoulée.

PROCTER AND GAMBLE. — Bénéfice net de l'exercice clos le 30 juin dernier : 311,7 millions de dollars contre 461,5 millions pour un chiffre d'affaires de 8,09 milliards de dollars contre 7,28 milliards.

BEGHIN-SAY. — Le chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre atteint 2,63 milliards de francs contre 2,22 milliards.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE. Base 100 : 30 déc. 1977.)

	11 août	16 août
Valeurs françaises	150,9	149,7
Valeurs étrangères	104,3	104,4

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	85	84,8

NEW-YORK

Assez forte reprise

Wall Street a favorablement réagi à la décision du président Carter d'intervenir pour tenter d'enrayer la baisse du dollar et une assez forte reprise s'est produite mercredi, l'indice des industrielles enregistrant en fin de séance un gain de 7,45 points à 894,58. L'activité a augmenté : 36,12 millions de titres ont changé de mains contre 29,78 millions la veille.

La démarche du chef de l'exécutif américain n'est cependant pas entièrement responsable de la hausse des cours. Malgré la retraite précipitée du dollar, le marché avait, ces derniers jours, bien défendu les positions acquises lors de sa récente poussée de fièvre. Techniquement, il était donc préparé à repartir de l'avant. Il ne suffisait que d'un déclic. Le président Carter l'a déclenché.

Sur 1 914 valeurs traitées, 998 ont monté, 532 ont baissé et 384 n'ont pas varié.

VALEURS	COURS 15 8	COURS 16 8
Alcoa	46 5/8	47 7/8
A.T.T.	60 7/8	61 1/8
Boeing	71 3/4	72 1/8
Chase Manhattan Bank	34 5/8	34 7/8
Du Pont de Nemours	129	129 1/4
Eastman Kodak	65 3/4	67 3/4
Exxon	47 3/4	48 1/4
Ford	48 1/4	45 7/8
General Electric	55 3/4	56 ..
General Foods	33 7/8	33 5/8
General Motors	63 1/2	63 3/4
Goodyear	17 7/8	17 3/4
I.B.M.	291 1/2	296 1/2
I.T.T.	32 3/8	32 3/4
Kennecott	23 3/8	23 3/8
Mobil Oil	65 ..	65 1/4
Pfizer	35 1/2	36 ...
Schlumberger	90 3/8	90 1/8
Texaco	26 1/4	26
U.A.L. Inc.	39 1/2	40 1/4
Union Carbide	40 1/2	41 1/8
U.S. Steel	27 5/8	27 3/4
Westinghouse	24	24 1/4
Xerox	61 7/8	63 1/2

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	16 8	18 8
1 dollar (en yens)	183 80	185 50

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 7 1/2 %

BOURSE DE PARIS - 16 AOUT - COMPTANT

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o : offert ; C : coupon détaché ; d : demande ; * droit détaché

HORS COTE

Alser	326 .	325 .
Banq. Fin. Eur.	...	...
Cellulose Fin.	.	33 10
Coparex	275	280 .
Ecco	385	380
Eurafrep	430	425
Intertechnique	271	275 .
Métall. Minière	.	.
Océanic	..	.
Prosuptia	301 ..	300 .
Sab. Mat. Cerv.	... ..	
S.P.R.	... ..	113 50
Ufinex	... ..	. ..
Oce v. Grinten	... ..	.
Rorento NV	... ..	249 50

SICAV

Plac. Institut.	14842 28	14340 35
1re catégorie	10357 98	10184 69

17 8	Émission frais inclus	Rachat net
Actions Sélec.	152 31	154 85
Aedificandi	195 09	187 20
Agfimo	218 27	208 38
A.L.T.O.	164 51	160 37
America-Valor	281 65	278 42
Assurances Plac.	139 11	132 80
Bourse-Invest.	152 41	145 20
Convertibles	134 38	128 28
Convertimmo	137 33	131 10
Drouot Invest.	216 10	206 30
Elysées-Valeurs	191 10	182 43

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 16 8	COURS DES BILLETS échangé de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 318	4 236	4 32
Allemagne (100 DM)	218 10	217 50	216
Belgique (100 F)	13 871	13 826	13 325
Pays-Bas (100 fl.)	201 30	200 50	199 50
Danemark (100 krd)	79 12	78 55	79
Suède (100 krs)	97 86	97 25	96 75
Norvège (100 k.)	82 50	82 25	81 50
Grande-Bretagne (£ 1)	8 447	8 388	8 40
Italie (1 000 lires)	5 185	5 154	5 20
Suisse (100 fr.)	255 10	266 00	253 50
Autriche (100 sch.)	30 250	30 270	30 15
Espagne (100 pes.)	5 735	5 725	5 65
Portugal (100 esc.)	9 615	9 56	10 ..
Canada ($ can 1)	3 788	3 722	3 825
Japon (100 yens)	2 306	2 310	2 24

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 16 8
Or fin (kilo en barre)	28750	28950 .
Or fin (en lingot)	28700	28995
Pièce française (20 fr.)	260 40	263
Pièce française (10 fr.)	215	216
Pièce suisse (20 fr.)	258 ..	260 50
Union latine (20 fr.)	244	248 .
Souverain	258 40	258
Pièce de 20 dollars	1249 80	1264 40
Pièce de 10 dollars	636	651
Pièce de 5 dollars	430 10	...
Pièce de 50 pesos	1154	1156 .
Pièce de 10 florins	240	244 50

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 17 août 1978 a été tiré à 499 495 exemplaires.

En Islande

Le président du parti communiste est chargé de former un gouvernement de centre-gauche

L'Islande sera-t-elle le premier pays membre de l'OTAN à avoir un premier ministre communiste ? La question n'est plus simplement théorique, depuis que le président Eldjarn a demandé, mercredi 16 août, à M. Ludvik Josefsson, dirigeant communiste *islandais*, de former le gouvernement.

Comme l'explique notre correspondant à Reykjavik, les chances de M. Josefsson sont minces. Il n'en demeure pas moins que *son parti s'est prononcé en faveur de l'importante base* américaine installée à Keflavik et dont la tâche principale est de surveiller les mouvements de la flotte soviétique. Cette base compte trois mille hommes de l'armée de l'air américaine.

De notre correspondant

Reykjavik. — *Un président* de la République qui prie les communistes et les socialistes de se mettre d'accord et demande au président du parti communiste de former une coalition de centre-gauche que le chef de la formation sociale démocrate n'avait pu constituer : cela s'est passé à Reyjavick, mercredi 16 août ; et c'est dans une relative indifférence que les Islandais, sans gouvernement depuis les élections législatives du 25 juin, ont appris la nouvelle. Il est vrai que M. Ludvik Josefsson, président de l'Alliance du peuple (communiste), est la troisième personnalité pressentie par le président Kristjan Eldjarn *et que MM. Gronda! et* Hallgrimsson, respectivement présidents du parti socialiste et du parti conservateur, ont échoué après *que chacun eut tenté deux* combinaisons différentes.

Le taux d'inflation est inquiétant *(plus de 50 %), la couronne* surévaluée, le coût d'exploitation des usines de poisson excessif, et les patrons des pêcheries ferment leurs usines l'une après l'autre en attendant la dévaluation qui leur permettrait de rétablir l'équilibre financier de leurs entreprises. *« On ne peut plus attendre », répètent à l'envi* les responsables de l'économie et des formations politiques qui hésitent tous cependant à s'engager dans une coalition dont on pense déjà qu'elle sera fragile.

Les élections de juin avaient désigné deux grands gagnants : l'Alliance du peuple (extrême gauche) et *surtout* les sociaux-démocrates. Les progressistes (agrariens) et les indépendants (conservateurs), qui formaient la *coalition au pouvoir*, avaient perdu de nombreux sièges. Pour les agrariens, la leçon était *claire : une cure d'opposition* leur serait salutaire.

Les sociaux-démocrates, embarrassés par leur énorme progression, s'interrogent : ils sont tentés par un retour au pouvoir mais se demandent quelle politique attend d'eux ce nouvel électorat qui leur a fait confiance.

L'Alliance du peuple (communiste) a placé d'emblée très haut *la barre de ses exigences*. Son désir secret est peut-être d'attirer dans l'avenir les voix d'un parti socialiste dont une alliance avec *la droite* aurait compromis l'image de marque. Les conservateurs, sortis amoindris et divisés de la consultation électorale, ont proposé la constitution d'un cabinet d'union nationale : c'était, pensaient-ils, le seul moyen de prendre les décisions économiques qui s'imposent avec la neutralité, sinon l'approbation, des syndicats. Volonté réelle ou manœuvre tactique ? *La tentative a fait long* feu.

Alors que l'Islande connaît son premier été véritable depuis quatre ans, nombreux sont ceux qui, à Reykjavik, doutent des chances de réussite de M. Josefsson, même si la centrale syndicale islandaise pousse les deux partis de gauche à s'unir. Tandis que les tractations se poursuivent sous l'œil désabusé des agrariens qui promettent un soutien critique aux partis qui voudront bien s'engager dans la galère gouvernementale *dont ils viennent* de sortir sérieusement échaudés, certains parlent d'élections anticipées à l'automne ou au printemps prochain. *D'autres* évoquent l'éventualité d'un gouvernement de technocrates apolitiques qui auraient la faveur des responsables de l'économie.

GÉRARD LEMARQUIS.

Le rachat du groupe Boussac

Les syndicats C.G.T. estiment ne pas avoir à choisir entre les éventuels acquéreurs

Le « suspense » continue dans l' « affaire Boussac ». Le président et les membres du tribunal de commerce de Paris poursuivaient, ce jeudi 17 août, leurs entretiens et leurs auditions. Aucun moment précis n'a encore été choisi pour la décision qui ne saurait cependant intervenir avant l'après-midi.

Des assurances en matière bancaire ayant été données par les deux groupes candidats au rachat, l'intérêt s'est déplacé vers le nombre de licenciements envisagés *par les deux plans*.

Le groupe Agache-Willot a annoncé qu'il prévoyait sept cents licenciements et six cents mises à la retraite anticipées. Son « *plan prévoit en outre*, précise le communiqué, *le maintien de l'ensemble du groupe industriel et commercial sous les noms Boussac et Dior* ». Quant aux prévisions du groupe Bidermann en la matière (on a parlé de mille cinq cents à deux mille cinq cents licenciements), M. Maurice Bidermann nous a déclaré « *se refuser à donner ce genre de chiffre ; on ne fait pas de chantage à l'emploi, ce qui est tout à fait déplacé* ».

Du côté des salariés du groupe Boussac, les cadres C.G.T., C.G.C. et C.F.D.T. des sièges parisiens ont affirmé dans un communiqué « *qu'ils n'ont, en aucun cas, manifesté leur préférence pour une solution plutôt que pour une autre* ». *Ils précisent qu'* « *ils attendent, comme l'ensemble des travailleurs du groupe, de connaître la décision devant intervenir et surtout le plan de reprise qui l'accompagnera* ».

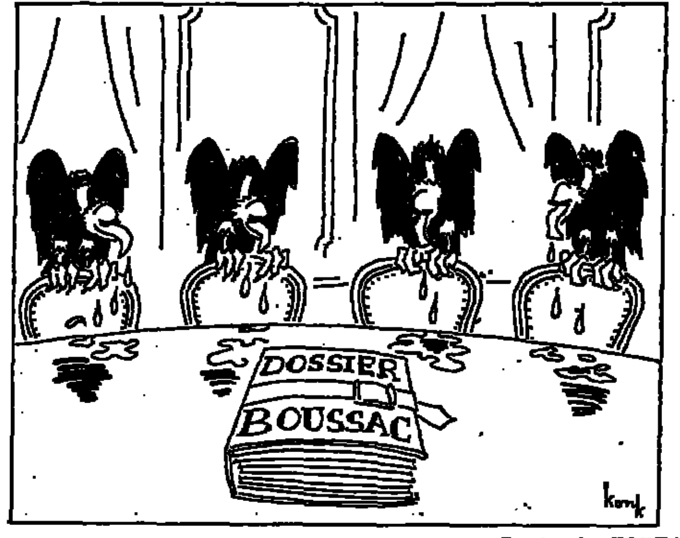
Le Syndicat C.G.T. des Vosges a déclaré, dans un communiqué : « *On ne choisit pas entre la peste et le choléra ; on les combat tous les deux, il y va de l'intérêt des travailleurs, de l'avenir économique et du textile dans les Vosges* ».

La C.G.T., qui est le syndicat majoritaire au sein du groupe, souligne que « *la lutte menée jusqu'à présent par les travailleurs l'a été sur la base d'une opposition aux fermetures d'usines et aux suppressions d'emplois (...)* » « *Dans la mesure où les deux acquéreurs éventuels — qui, soit-dit en passant, se battent d'une drôle de manière pour un groupe « qui n'est pas rentable » — sont décidés à licencier, il n'y a aucun choix à faire* », conclut le communiqué.

Enfin, la fédération C.G.T du textile « *élève la plus vive protestation sur la façon dont est menée la recherche d'une solution à ce qui est appelé l'affaire Boussac. Il n'est pas vrai que seuls les Willot et Bidermann aient formulé des propositions. D'autres propositions ont été avancées. D'où viennent les pressions qui amènent à les taire. Quelles peuvent être les raisons qui amènent à les repousser ? La vérité doit être dite à ce sujet* ».

« *Il n'est pas vrai non plus*, poursuit le communiqué, *que les cadres soient plus favorables aux propositions Bidermann. Seule une infime minorité de cadres se sont prononcés à ce sujet, alors que la grande majorité des cadres, comme tout le personnel, mènent l'action avec la C.G.T. en faveur des solutions réelles qui existent pour sauvegarder l'outil de travail, le plein emploi et les avantages sociaux acquis. La Fédération C.G.T. du textile réaffirme que c'est avant tout l'ensemble du personnel qui est intéressé à la recherche de la meilleure solution possible. Il est temps qu'il en soit effectivement ainsi.* »

Renseignements pris, le taux de syndicalisation des cadres du groupe Boussac dans les Vosges est très peu élevé : quelques-uns d'entre eux sont à la C.G.C., d'autres à la C.G.T., aucun à la C.F.D.T. Ce sont les non-syndiqués (« l'amicale des cadres Boussac » comme on dit couramment dans la région) qui ont signé les télégrammes envoyés aux pouvoirs publics et à M. Boussac (*le Monde* du 17 août).



(Dessin de KONK.)

L'ouvrier le mieux payé doit gagner autant qu'un cadre débutant

déclare M. Stoléru

Selon M. Lionel Stoléru, secrétaire d'État auprès du ministre du travail et de la participation, chargé des travailleurs manuels, « *l'ouvrier le mieux payé dans une entreprise devrait gagner au moins autant que le cadre débutant* ». Dans une interview publiée le 14 août par l'hebdomadaire financier *Investir*, M. Stoléru développe deux idées sociales qu'il entend mettre en œuvre pour 1979 : « *La première, c'est de dégager des sommes dans l'entreprise, qui seraient obligatoirement consacrées à l'amélioration des conditions de travail. Deuxième idée : ces sommes seraient décidées dans l'atelier, à l'initiative du chef d'atelier ou de l'agent de maîtrise et non au niveau de la direction générale.* »

Le secrétaire d'État poursuit : « *Cette prise de responsabilité dans l'atelier pourrait conduire peu à peu aux équipes de gestion autonomes qui existent déjà dans certaines sociétés comme Creusot - Loire, Leroy - Sommer, la SNIAS, Merlin - Gérin, Guillet, etc.* » Mais il ajoute : « *Il faut prendre naturellement toutes les précautions nécessaires pour ne pas créer des soviets d'atelier ou des bases d'agitation.* »

Quant aux aspects salariaux de la revalorisation du travail manuel, M. Stoléru précise que l'objectif est de « *revaloriser l'ensemble des échelles* » des carrières *ouvrières* et que les négociations ne doivent pas porter uniquement sur les bas salaires ; « *Chez Renault, par exemple, l'ouvrier le mieux payé était, le 1er juin, à 5 300 F par mois et le cadre débutant commence à 5 000 F. Mais dans la plupart des entreprises, il y a un écart du simple au double ; l'ouvrier le mieux payé gagne de 2 700 F à 2 800 F et le cadre débutant dans l'industrie — je parle de l'ingénieur — commence à 5 500 F.* »

Selon M. Stoléru, un projet de loi, qui « *complétera le SMIC* » et revalorisera les salaires « *aux deux bouts de la carrière ouvrière* », pourrait être présenté au Parlement au printemps prochain. *Le secrétaire d'État avait déjà préconisé*, le 17 juillet à Bordeaux, la constitution d'un fonds spécial, sous l'égide du chef d'atelier, pour « *la création d'une vie collective au niveau de l'atelier* » (*le Monde* des 14 et 19 juillet).

PREMIÈRE ANNULATION DE PERMIS POUR CONDUITE EN ÉTAT D'ÉBRIÉTÉ

Auteur d'un accident grave en état d'ébriété, un automobiliste strasbourgeois, M. Michel Rohmer, quarante et un ans, a été condamné, mercredi 16 août, à quinze jours de prison et 3 000 F d'amende. Il avait grièvement blessé, la semaine dernière, une automobiliste et, sorti indemne de l'accident, il avait pris la fuite. Son permis de conduire a été annulé et le tribunal correctionnel lui a interdit de se représenter à l'examen pendant dix-huit mois. Cette condamnation ne s'applique qu'à la conduite en état d'ivresse, conformément à la nouvelle loi. M. Rohmer devra comparaître à nouveau devant le tribunal correctionnel de Strasbourg pour délit de fuite et coups et blessures involontaires.

Les restaurateurs alsaciens « sinistrés » par l'alcootest

Les premiers contrôles généralisés d'alcoolémie sur les routes d'Alsace auraient fait baisser la vente des apéritifs et digestifs d'environ 80 %. C'est ce qui vient d'affirmer M. Jean-Louis Claus, président du Groupement des hôteliers, restaurateurs et débitants de boissons du Bas-Rhin. « Nous ne pouvons moralement nous élever contre les dispositions adoptées, a-t-il déclaré. Nous ne devons pas favoriser l'alcoolisme, mais notre profession est touchée. » Déjà, jeudi dernier, les viticulteurs d'Alsace avaient regretté que leur région fut la première touchée par cette série de contrôles. Et à la foire aux vins de Colmar on enregistre une baisse des ventes, sans qu'il soit possible toutefois de l'imputer à la seule crainte du contrôle inopiné du taux d'alcoolémie.

A B C D E F G

L'Atlantique vaincu en aérostat

Trois Américains (Ben Abbruzo, quarante-huit ans, Maxie Anderson, quarante-quatre ans, et Carry Newsman, trente et un ans) viennent de franchir l'Atlantique à bord de leur ballon « Double-Eagle-II ». Partis vendredi 11 août de Presque-Isle, dans l'État du Maine, les trois hommes ont survolé l'Irlande mercredi soir 16 août, puis le Pays le Galles, et comptaient atterrir à Paris dans la nuit de jeudi 17 à vendredi 18 août. Une aventure qui commence comme un fait divers et qui devient un exploit sans précédent.

PRESQUE-ILE (Maine), 12 août. — *Une nouvelle tentative de traversée de l'Atlantique en ballon a* commencé vendredi soir à Presque-Ile dans le Maine. Trois hommes, Maxie Anderson, Ben Abbruzo et Larry Newsman, se sont élevés vers le ciel à bord de leur ballon gonflé à l'hélium en direction de l'Europe qu'ils comptent atteindre d'ici cinq jours. Jusqu'à présent personne n'a réussi à traverser l'Atlantique en ballon. La plus récente tentative datant d'il y a deux semaines, a échoué à 200 kilomètres des côtes françaises...

BEDFORD (Massachusetts), 13 août. — Les trois aérostiers américains ont franchi samedi matin, à 2 000 mètres d'altitude, l'île du Prince-Edouard, dans le golfe du Saint-Laurent...

BEDFORD (Massachusetts), 14 août. — Le *Double Eagle II* (...) a légèrement dévié de son cours et se trouvait lundi soir à environ 1 000 kilomètres au nord-est de Saint-John's, capitale de Terre-Neuve.

Selon la station météorologique de Bedford qui suit le ballon, les *trois aérostiers ont maintenant* à affronter un froid persistant : il fait environ zéro degré dans la nacelle...

BEDFORD (Massachusetts), 14 août. — Les trois aérostiers américains étaient lundi matin à 760 kilomètres à l'est de Terre-Neuve. Selon la *station météorologique* de Bedford, les trois hommes ont maintenant atteint leur altitude de croisière à 4 600 mètres et comptent amerrir près de Brest (Bretagne), jeudi matin.

BEDFORD (Massachusetts), 15 août. — Les trois aérostiers américains se trouvaient à environ 1 600 kilomètres des côtes d'Irlande, mardi à 14 h G.M.T. *Pour la première fois depuis leur* départ, vendredi soir, de Presque-Isle, ils doivent faire face à des conditions météorologiques défavorables. Leur ballon, le *Double Eagle II*, se trouve pris, à une altitude d'environ 6 100 mètres, dans des pluies glacées et des vents tourbillonnants. Les trois hommes conservent cependant l'espoir d'atteindre l'Europe dans la journée de jeudi...

DUBLIN, 16 août. — Les trois aérostiers américains se trouvaient, mercredi soir, à une centaine de kilomètres à l'ouest de l'Irlande. Ils devaient commencer à survoler l'île vers 22 heures G.M.T. selon la tour de contrôle de l'aéroport irlandais de Shannon. (...) On précise qu'ils ont déjà battu un record, celui de la durée de la tentative, en étant partis depuis plus de 107 heures...

DUBLIN, 16 août. — Le ballon des trois aérostiers américains a atteint la côte ouest de l'Irlande, mercredi à 21 heures G.M.T., à l'altitude de 6 350 mètres. Les trois hommes espèrent terminer leur traversée de l'Atlantique en atterrissant en Angleterre ou sur le continent. Selon le centre météorologique irlandais, le *Double-Eagle-II* qui, poussé par de forts vents d'ouest, se déplace à la vitesse de 72 kilomètres à l'heure, devrait atteindre cette nuit le sud de l'Angleterre...

BEDFORD (Massachusetts), 17 août). — Les trois aérostiers qui, depuis leur départ, se nourrissent de sardines en boîte et de suacisses, ont à bord une bouteille de champagne qu'ils boiront avec les premières personnes à les accueillir sur terre.

LONDRES, 17 août. — Les trois aérostiers américains ne comptent plus pouvoir gagner la France à bord de *Double-Eagle-II* mais se rapprocher le plus possible de Londres. L'aéroport de Shannon, en contact radio avec les trois hommes, fait état de difficultés : le ballon est tombé en quelques heures, au-dessus de l'Irlande, de plus de 6 000 mètres à 3 500 mètres d'altitude en raison du refroidissement de la température.

LONDRES, 17 août. — Le ballon *Double-Eagle-II* qui a traversé l'Atlantique se trouve *au dessus du* pays de Galles *et se* dirige vers le sud-est pour tenter de gagner Paris, indique, jeudi matin, le centre de contrôle aérien de West-Drayton. Les aiguilleurs du ciel londoniens sont maintenant en contact radio permanent avec les trois aérostiers américains. Ceux-ci volent actuellement à l'altitude de 3 355 mètres et à la vitesse de 48 kilomètres à l'heure. Les conditions météorologiques semblent favorables à la poursuites du voyage jusqu'à la capitale française...

BREST, 17 août. — Les trois aérostiers américains ont confirmé leur intention d'atterrir à Paris, indique jeudi matin le radar de Bretagne de Loperhet (Finistère). Leur ballon, le *Double-Eagle-II*, se trouvait jeudi à 8 heures, selon la station de contrôle de Londres, au sud-est du pays de Galles. Il se déplaçait à un vitesse de 50 kilomètres à l'heure, à 3 000 mètres du sol, poussé par des vents nord-ouest. Si les conditions atmosphériques sont stationnaires, les trois aérostiers pourraient arriver à Paris dans la nuit de jeudi à vendredi...

Voilà Ben Abbruzo, Maxie Anderson et Larry Newsman qui vont entrer dans la légende. Avant eux, pas moins de dix-sept traversées de l'Atlantique en ballon avaient été tentées. Toutes avaient échoué, certaines dans des conditions dramatiques puisque sept aérostiers y ont perdu la vie. A vrai dire deux des membres de l'équipage du *Double-Eagle II* avaient pour eux un atout : celui de l'expérience.

Ben Abruzzo et Maxie Anderson avaient, en effet, déjà tenté en septembre 1977 de traverser l'Atlantique à bord de leur *Double Eagle II*. Mais après avoir utilisé tout leur ballast et épuisé leurs réserves d'hélium, ils avaient été contraints de renoncer à leur tentative au large de l'Islande.

Un mois plus tard deux autres Américains, Dewey Reinhard et Steve Stephenson, tentaient à l'Atlantique à bord de leur *Double-*se termina dans les eaux à 60 kilomètres des côtes de la Nouvelle Écosse. Les deux hommes avaient dépensé 200 000 dollars et préparé pendant deux ans leur vol en ballon. Et pas plus tard que le mois dernier, (*le Monde* du 1er août) deux britanniques, Christopher Davey et Donald Cameron, avaient bien failli ravir aux Américains la primeur de cet exploit. Leur ballon, le *Zanussi* a toutefois été obligé d'amérir à 200 kilomètres des côtes françaises.

C.I.I.-HONEYWELL-BULL ET I.C.L. SONT PRÊTS A SUPPLÉER UNIVAC POUR LA FOURNITURE D'UN ORDINATEUR A L'AGENCE TASS

Les sociétés française C.I.I.-Honeywell-Bull et britannique International Computer Limited se sont déclarées, mercredi 16 août, prêtes, l'une et l'autre, à livrer à l'agence soviétique Tass l'ordinateur géant que lui a refusé le président Carter pour protester contre la condamnation de plusieurs dissidents soviétiques (*le Monde* du 17 août).

Le porte-parole du constructeur français d'ordinateurs a précisé que, si l'Union soviétique faisait appel à lui, il était à même, sur le plan industriel, de satisfaire la demande.

Le constructeur français avait participé à l'appel d'offres en ce qui concerne l'agence Tass ainsi que pour les Jeux olympiques, les deux affaires n'étant pas liées. Univac a été retenu pour Tass et I.B.M. pour les Jeux olympiques.

La compagnie proposerait, au cas où on le lui demanderait, un ordinateur de type Iris 80. Cette machine constituait le haut de gamme de la C.I.I. avant la fusion avec Honeywell-Bull. Elle est d'origine purement française. La compagnie proposerait ce matériel d'excellente qualité, mais déjà ancien, car les « grands » ordinateurs de type « 66 » proviennent de son partenaire américain Honeywell et C.I.I.-H.B. ne pourrait passer outre à un embargo de Washington.

Le directeur des relations extérieures d'I.C.L.-France a déclaré de son côté qu'« *I.C.L. n'a reçu aucune instruction du gouvernement britannique à ce jour* » et qu'I.C.L. « *serait donc vendeur* ».

Alors que le ministère français des affaires étrangères a laissé entendre très clairement, mercredi 16 août, que la France refuserait d'accéder à la demande de boycottage de Washington, à Londres, le porte-parole du Foreign Office est resté évasif, arguant qu'il s'agissait d'une question « *hypothétique* », étant donné qu'aucune firme britannique n'a encore adressé au gouvernement de demande de licence d'exportation à ce sujet. La *même* déclaration a été faite à Bonn par le porte-parole du gouvernement ouest-allemand et cela bien que *la société Siemens* ait été sur les rangs pour fournir à l'agence Tass l'ordinateur dont commande fut finalement passée à l'entreprise Sperry-Univac.